SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE

5-1





PARTIE 3

Servitudes relatives à la salubrité et à la santé publique

Approuvé par délibération du Conseil de Territoire le 25 février 2020
RÉVISION DU PLUI APPROUVÉE EN CONSEIL DE TERRITOIRE DU 16 DECEMBRE 2025



plan local d'urbanisme intercommunal
Aubervilliers | La Courneuve | Stains | Villetaneuse
Épinay-s/-Seine | Pierrefitte-s/-Seine | L'Île-St-Denis | Saint-Ouen-s/-Seine | Saint-Denis
plaine commune GRAND PARIS

SOMMAIRE

1. Servitudes relatives à la salubrité publique..... 3

1.1Dérogation à la zone non aedificandi de 100 m autour des cimetières 3

- Stains.....3
- Pierrefitte-sur-Seine.....5

2. Servitudes relatives à la sécurité publique..... 6

2.1Plan de prévention des risques d'inondations (PM1f) 6

2.2Plans de prévention des risques de mouvement de terrain (PM1) 149

- Aubervilliers.....149
- La Courneuve 155
- Pierrefitte-sur-Seine 161
- Saint-Denis 167
- Saint-Ouen-sur-Seine.....173
- Villetaneuse 179

2.3Risques technologiques.....185

- 2.4Risques sismiques.....189

2.5Dossier départemental des risques majeurs (risques naturels,technologiques et sanitaires).....203

2.6 Servitudes autour des ICPE et sur des sites pollués, de stockage de déchets ou d'anciennes carrières (PM2).....286

3. Les périmètres de sécurité publique..... 303

3.1Arrêté préfectoral n°2019-1804 du 15 juillet 2019 instaurant un périmètre de sécurité publique autour du Stade de France.....303

3.2Arrêté préfectoral n°2023-0113 du 18 janvier 2023 instaurant un périmètre de sécurité publique aux abords d'un site du ministère de l'intérieur à Saint-Ouen-sur-Seine 308

1. Servitudes relatives à la salubrité publique

1.1 Dérogation à la zone non aedificandi de 100 m autour des cimetières

· Stains

- Délibération du Conseil municipal de Stains en date du 28 octobre 1998 décidant de déroger à la zone non aedificandi de 100 m autour du cimetière communal de Stains

DELIBERATION DU 28 OCTOBRE 1998 **DOSSIER N° 14**

OBJET : DEROGATION A LA SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE FIGURANT AU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS AU VOISINAGE DU CIMETIERE.

SERVICE : SERVICES TECHNIQUES
Réf. : 45 - CA/LV

Vu pour être annexé à mon arrêté en date du 13/9/06
STAINS, le 13 SEP. 2006

LE CONSEIL,

Vu le Code des Communes,

Vu le Plan d'Occupation des Sols,

Considérant qu'en application des articles L 2223-1 et L 2223-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, une zone non aedificandi de 100 m autour du cimetière, figure en tant que servitude d'utilité publique au Plan d'Occupation des Sols,

Considérant que cette mesure est destinée à la protection de la qualité de l'eau potable,

Considérant que le règlement du Plan d'Occupation des Sols de la Ville fait obligation de raccorder toute construction ou installation nouvelle au réseau public de distribution d'eau potable,

Considérant que les constructions existantes dans le secteur concerné sont raccordées au réseau public de distribution d'eau potable,

Considérant que seul un puits existe dans la zone considérée, et qu'il sera nécessaire d'en demander le comblement,

Considérant en conséquence qu'il peut être dérogé à la zone non aedificandi entourant le cimetière,

A L'UNANIMITE ET APRES EN AVOIR DELIBERE,

ARTICLE PREMIER : DECIDE de déroger à la zone non aedificandi de 100 m autour du cimetière communal, figurant au Plan d'Occupation des Sols.

ARTICLE DEUXIEME : DECIDE le comblement du puits existant dans la zone non aedificandi de 100 mètres autour du cimetière communal.

Reçu en Sous-Préfecture de Saint-Denis
le, 13 NOV. 1998
Mention certifiée conforme
STAINS le, 13 NOV. 1998
Le Maire,

M. BEAUMALE

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an ci-dessus

Ampliation de la présente délibération sera adressée à :
- Monsieur le Sous-Préfet de Saint-Denis
- aux services Municipaux concernés

LE MAIRE,
signé : M. BEAUMALE
POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE,

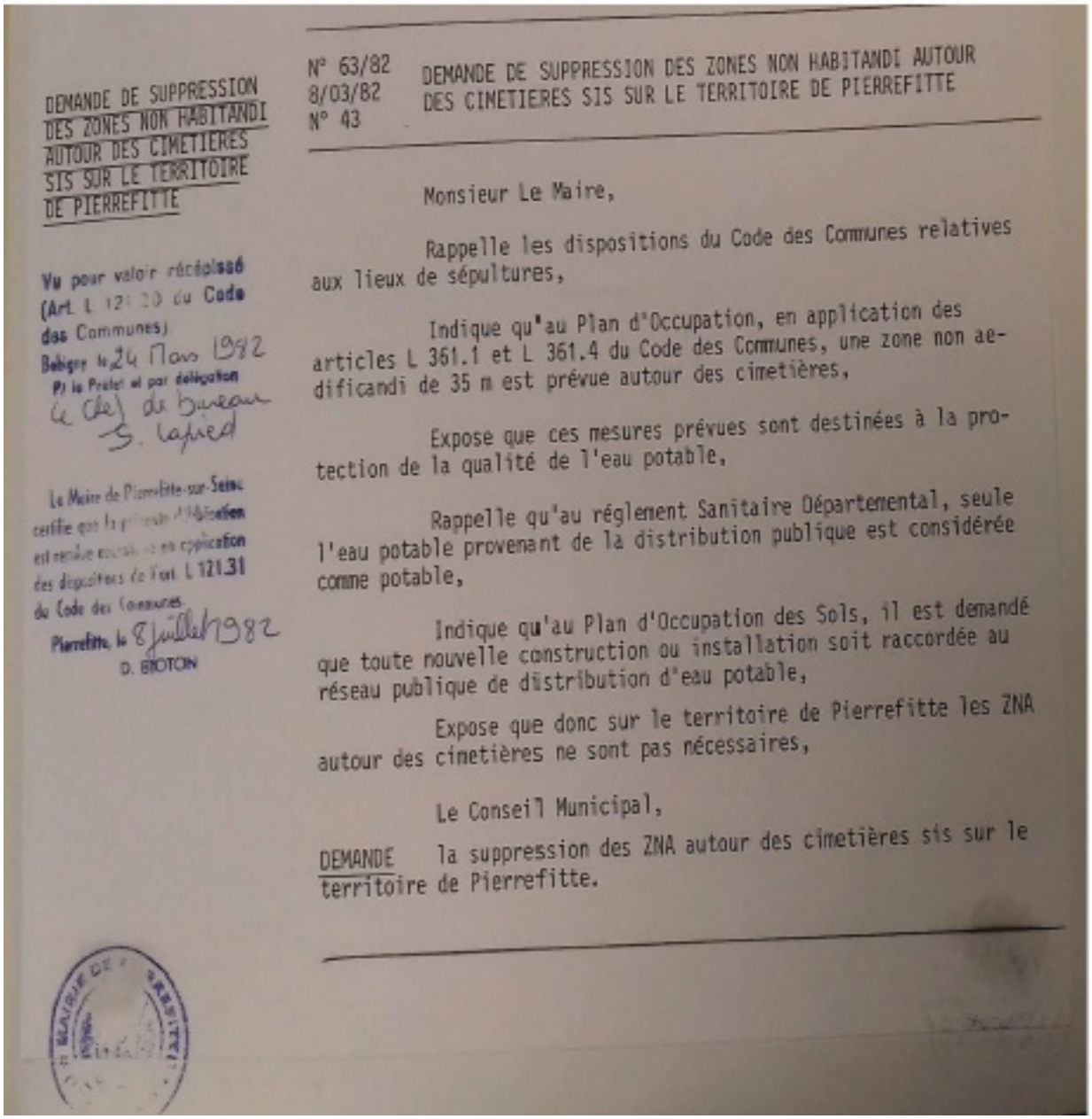
M. BEAUMALE

Le Maire de STAINS soussigné certifie que le présent acte est exécutoire. 13 NOV. 1998
STAINS, le
LE MAIRE,

· Pierrefitte-sur-Seine

- Délibération du Conseil municipal de Pierrefitte-sur-Seine en date du 8 juillet 1982 décidant de supprimer la zone non aedificandi (ZNA) autour des cimetières sis sur le territoire de Pierrefitte-sur- Seine

-



DEMANDE DE SUPPRESSION DES ZONES NON HABITANDI AUTOUR DES CIMETIERES SIS SUR LE TERRITOIRE DE PIERREFITTE

Vu pour valoir récépissé (Art. L 121-20 du Code des Communes)
Bobigny le 24 Nov 1982
P/ le Préfet et par délégation
Le Chef de bureau
S. Lapied

Le Maire de Pierrefitte-sur-Seine certifie que la présente délibération est rendue exécutoire en application des dispositions de l'art. L 121.31 du Code des Communes.
Pierrefitte, le 8 juillet 1982
D. BIOTON

N° 63/82
8/03/82
N° 43

DEMANDE DE SUPPRESSION DES ZONES NON HABITANDI AUTOUR DES CIMETIERES SIS SUR LE TERRITOIRE DE PIERREFITTE

Monsieur Le Maire,

Rappelle les dispositions du Code des Communes relatives aux lieux de sépultures,

Indique qu'au Plan d'Occupation, en application des articles L 361.1 et L 361.4 du Code des Communes, une zone non aedificandi de 35 m est prévue autour des cimetières,

Expose que ces mesures prévues sont destinées à la protection de la qualité de l'eau potable,

Rappelle qu'au réglement Sanitaire Départemental, seule l'eau potable provenant de la distribution publique est considérée comme potable,

Indique qu'au Plan d'Occupation des Sols, il est demandé que toute nouvelle construction ou installation soit raccordée au réseau publique de distribution d'eau potable,

Expose que donc sur le territoire de Pierrefitte les ZNA autour des cimetières ne sont pas nécessaires,

Le Conseil Municipal,

DEMANDE la suppression des ZNA autour des cimetières sis sur le territoire de Pierrefitte.

2. Servitudes relatives à la sécurité publique

2.1Plan de prévention des risques d'inondations (PM1f)

- Arrêté préfectoral n°07-2104 du 21 juin 2007 portant approbation du PPRI de la Seine (Epinay-sur-Seine, L'Ile-Saint-Denis, Saint-Denis, Saint-Ouen-sur-Seine)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

direction
départementale
de l'Équipement
Seine Saint-Denis

ARRETE n° 07 - 2104
portant approbation du plan de prévention du risque inondation
concernant les communes riveraines de la Seine
dans le département de la Seine-Saint-Denis :
Epinay-sur-Seine, l'Ile-Saint-Denis, Saint-Denis, Saint-Ouen

Le préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 123-1 et suivants, L. 562-1 et suivants et R.123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L. 126-1 ;

Vu le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels (PPRN) prévisibles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-3411 du 20 août 1999 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques naturels prévisibles sur les communes riveraines de la Seine dans le département de Seine-Saint-Denis ;

Vu la lettre préfectorale du 23 mai 2006 soumettant le projet de plan de prévention du risque d'inondation par débordement de la Seine à l'avis, dans un délai réglementaire de deux mois, des conseils municipaux des communes d'Epinay-sur-Seine, de l'Ile-Saint-Denis, de Saint-Denis et de Saint-Ouen, du conseil de la communauté d'agglomération de Plaine Commune, du conseil général de la Seine-Saint-Denis et du conseil régional d'Ile-de-France ;

Vu l'avis du conseil municipal de la commune d'Epinay-sur-Seine formulé par délibération du 6 juillet 2006 ;

Vu l'avis du conseil municipal de la commune de l'Ile-Saint-Denis formulé par délibération du 20 juin 2006 ;

Vu l'avis du conseil de la communauté d'agglomération de Plaine Commune formulé par délibération du 27 juin 2006 ;

1, esplanade Jean Moulin
93007 Bobigny cedex
téléphone :
01 41 60 60 60
télécopie :
01 48 30 22 88
E-mail : courrier@seine-saint-denis.pref.gouv.fr

Vu l'avis transmis par le maire de Saint-Ouen au directeur départemental de l'Equipement de la Seine-Saint-Denis par lettre du 14 septembre 2006 ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale du conseil général de la Seine-Saint-Denis du 26 septembre 2006 ;

Vu l'avis réputé favorable de la commune de Saint-Denis ;

Vu l'avis réputé favorable du conseil régional d'Ile-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 07-0009 du 2 janvier 2007 portant ouverture d'une enquête publique relative au projet de plan de prévention du risque inondation concernant les communes riveraines de la Seine dans le département de la Seine-Saint-Denis : Epinay-sur-Seine, l'Ile-Saint-Denis, Saint-Denis, Saint-Ouen ;

Vu le rapport d'enquête et les conclusions motivées du commissaire enquêteur datant du 7 avril 2007 et donnant un avis favorable assorti de recommandations au projet de plan de prévention du risque inondation concernant les communes riveraines de la Seine dans le département de la Seine-Saint-Denis soumis à enquête publique du 5 février 2007 au 9 mars 2007 inclus ;

Vu les modifications apportées pour tenir compte des recommandations du commissaire enquêteur ;

Considérant les avis recueillis lors de la consultation des conseils municipaux des communes d'Epinay-sur-Seine, de l'Ile-Saint-Denis, de Saint-Denis et de Saint-Ouen, du conseil de la communauté d'agglomération de Plaine Commune, du conseil général de la Seine-Saint-Denis et du conseil régional d'Ile-de-France ;

Considérant le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur datant du 7 avril 2007 ;

Considérant que les modifications apportées au projet de plan de prévention du risque d'inondation par débordement de la Seine à l'issue de l'enquête publique ne remettent pas en cause l'économie générale du plan ;

Considérant que le projet de plan de prévention du risque d'inondation par débordement de la Seine a été soumis à la consultation des collectivités concernées, qu'il a fait l'objet d'une enquête publique dans les formes prévues à l'article 5 du décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels (PPRN) prévisibles et qu'à l'issue de ces consultations le plan modifié à l'issue de l'enquête publique peut être approuvé ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

ARRETE

Article 1 :
Le plan de prévention du risque inondation concernant les communes riveraines de la Seine dans le département de la Seine-Saint-Denis, tel qu'il est annexé au présent arrêté, est approuvé sur le territoire des communes d'Epinay-sur-Seine, de l'Ile-Saint-Denis, de Saint-Denis et de Saint-Ouen.

Article 2 :
Ce plan de prévention du risque inondation comporte :
- un préambule ;
- une note de présentation ;
- un règlement ;
- des annexes ;
- une cartographie des aléas comprenant 4 planches au 1/5000 et 1 planche au 1/10000 ;
- une cartographie des enjeux comprenant 2 planches au 1/20000 ;
- une cartographie du zonage réglementaire comprenant 4 planches au 1/5000 et 1 planche au 1/10000.

Article 3 :
Ce plan vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé aux plans locaux d'urbanisme ou aux plans d'occupation des sols de chacune des communes concernées.

Article 4 :
Le présent arrêté d'approbation fera l'objet d'une mention publiée, par les soins de la direction départementale de l'Equipement, dans les journaux « Le Parisien » et « L'Humanité ».

Une copie du présent arrêté devra en outre être affichée en mairie par les soins des maires d'Epinay-sur-Seine, de l'Ile-Saint-Denis, de Saint-Denis et de Saint-Ouen ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération Plaine Commune pendant une durée minimale d'un mois.

Un certificat d'affichage sera établi par les maires et par le président de la communauté d'agglomération Plaine Commune pour constater l'accomplissement de cette formalité.

Article 5 :
Le plan approuvé sera tenu à la disposition du public à la préfecture de la Seine-Saint-Denis, à la sous-préfecture de l'arrondissement de Saint-Denis, dans les mairies d'Épinay-sur-Seine, de l'Ile-Saint-Denis, de Saint-Denis et de Saint-Ouen ainsi qu'au siège de de la communauté d'agglomération Plaine Commune.

Article 6 :
Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, Monsieur le sous-préfet de Saint-Denis, Madame et Messieurs les maires d'Epinay-sur-Seine, de l'Ile-Saint-Denis, de Saint-Denis et de Saint-Ouen, Monsieur le président de la communauté d'agglomération Plaine Commune, Monsieur le directeur départemental de l'Equipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, mis en ligne sur le site internet de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, et dont ampliation leur sera adressée.

En outre, une ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le président du conseil régional d'Ile-de-France et à Monsieur le président du conseil général de la Seine-Saint-Denis.

Fait à Bobigny, le 21 JUIN 2007

Le préfet,



Jean-François CORDET

- Cartes réglementaires

direction départementale de l'équipement de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement direct de la Seine

Vu pour être annexé à mon arrêté n° DP2104 en date du 21 juin 2007

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis

commune d'EPINAY-SUR-SEINE
commune de L'ILE-SAINT-DENIS
commune de SAINT-DENIS
commune de SAINT-OUEN

CARTE RÉGLEMENTAIRE

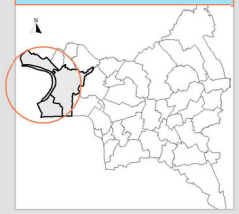
- Zone d'expansion de crue (aléas très fort, fort et autres)
- Zones urbaines (denses et autres) (aléa très fort)
- Zones urbaines (denses et autres) (aléas fort et autres)
- Centre urbain (aléas très fort, fort et autres)
- Limite communale

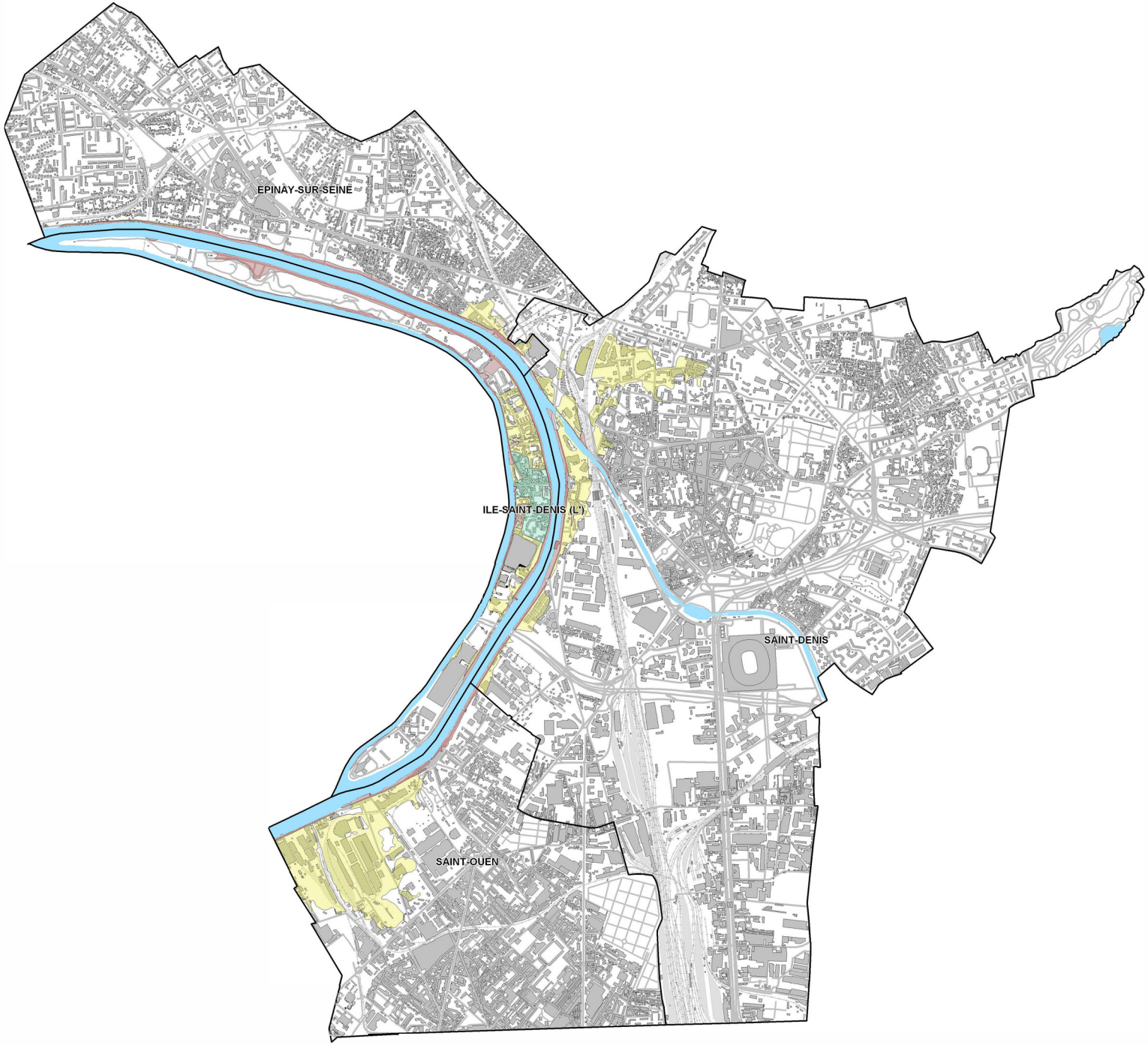
SOURCE

Réalisation : DDE 93

Echelle : 1/10000

P.P.R.INONDATION : BASSIN SEINE





Direction départementale de l'Equipement de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement direct de la Seine

Vu pour être annexé à mon arrêté n° 07-2104 en date du 21 juin 2007

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis

commune d'EPINAY-SUR-SEINE

CARTE RÉGLEMENTAIRE

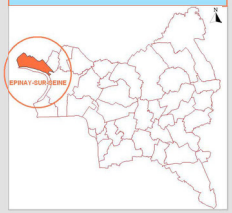
- Zone d'expansion de crue (aléas très fort, fort et autres)
- Zones urbaines (denses et autres) (aléa très fort)
- Zones urbaines (denses et autres) (aléas fort et autres)
- Limite communale

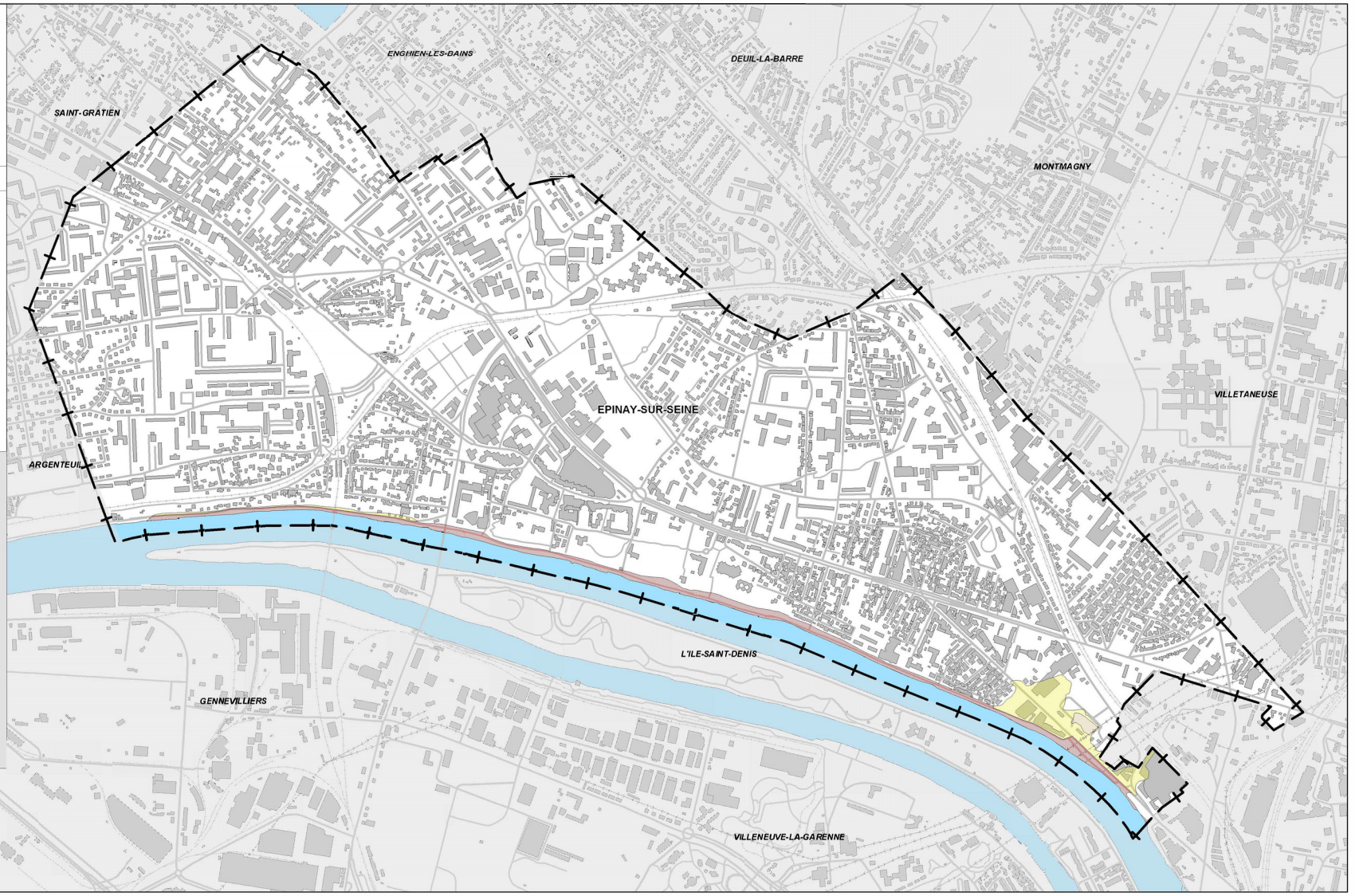
SOLAGE
FOND : Plan - ORTHO : IAU

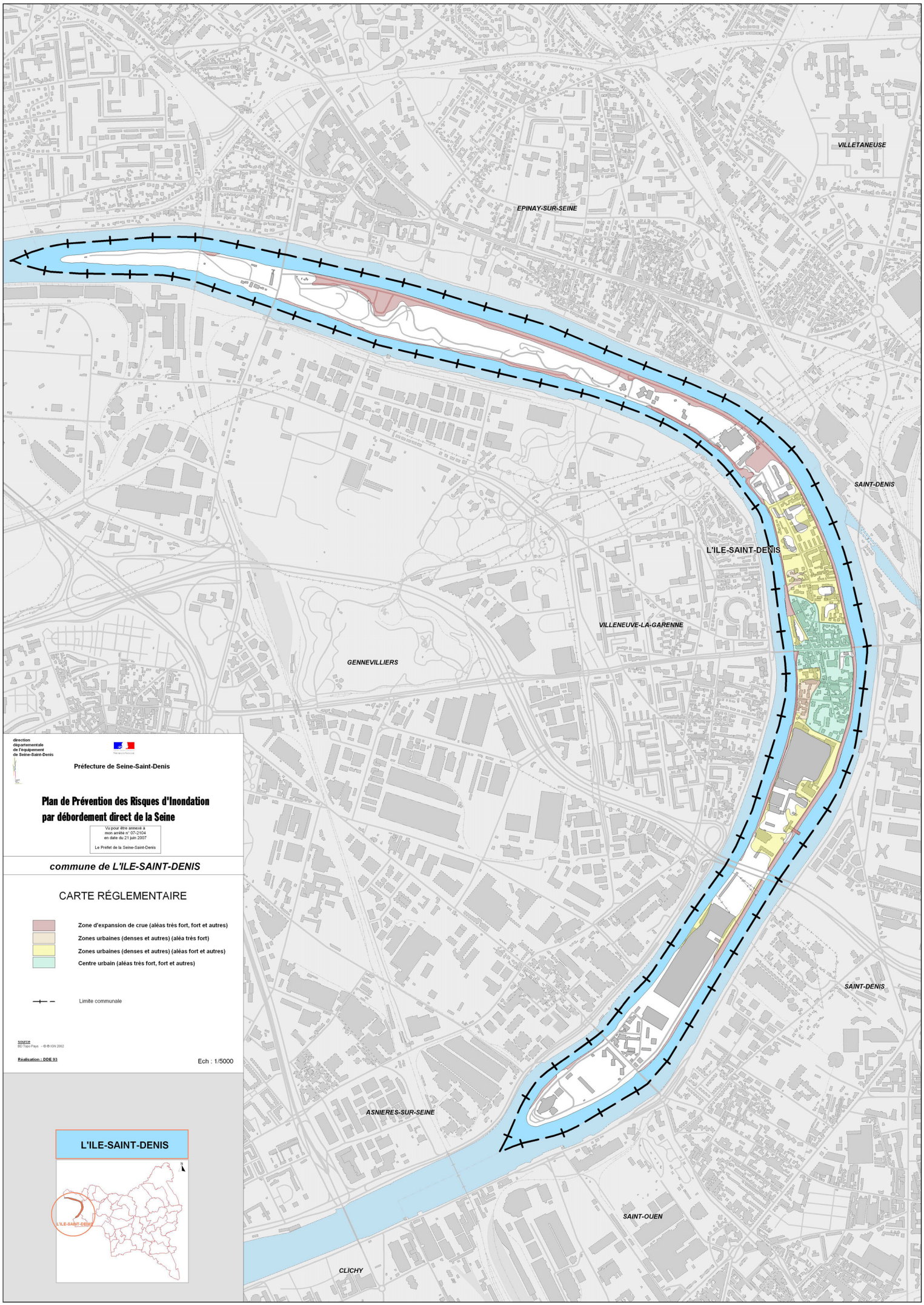
Réalisation : DDE 93

Ech : 1/5000

EPINAY-SUR-SEINE







direction départementale de l'équipement de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement direct de la Seine

Vu pour être annexé à mon arrêté n° 07-2104 en date du 21 juin 2007

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis

commune de L'ILE-SAINT-DENIS

CARTE RÉGLEMENTAIRE

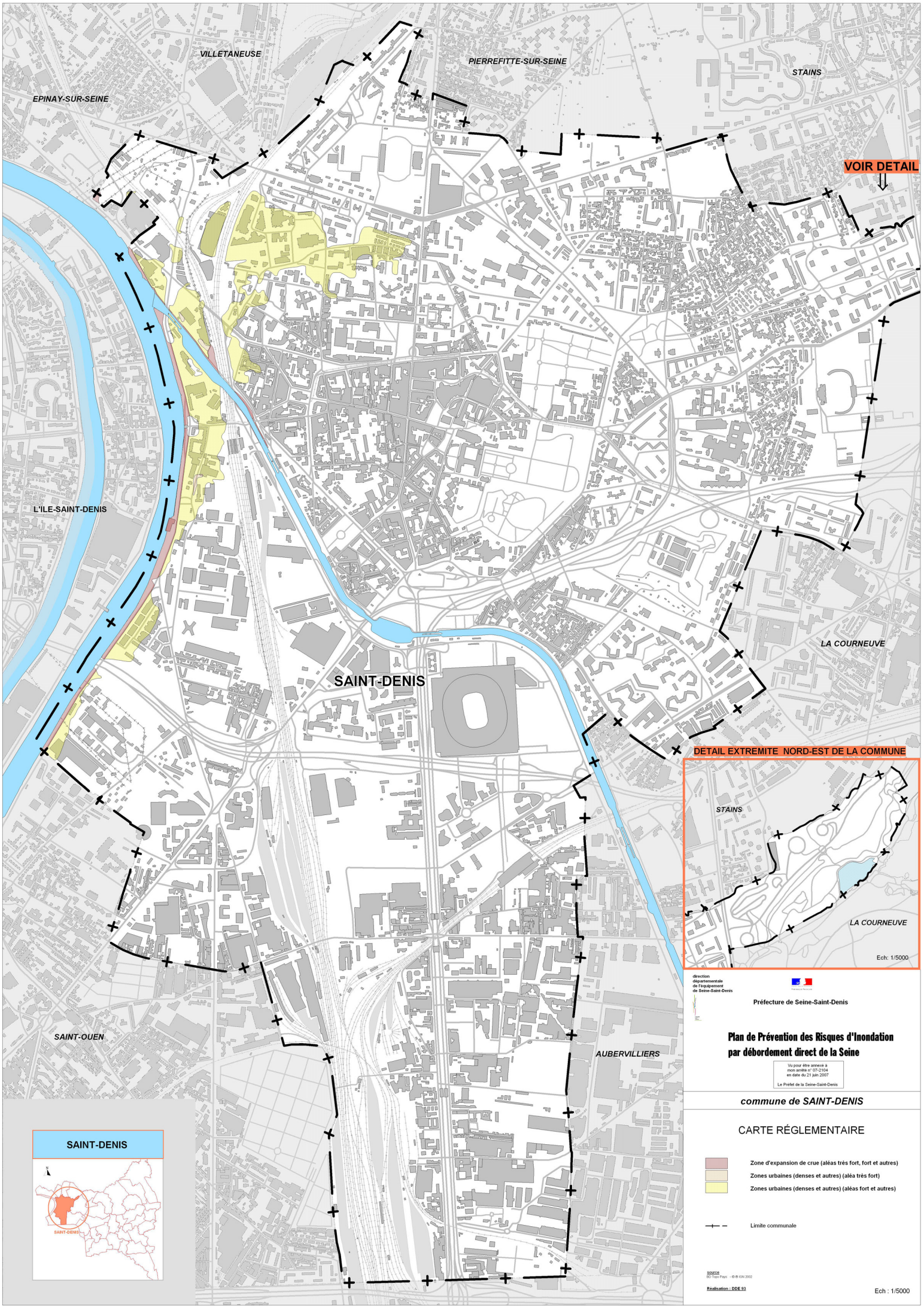
- Zone d'expansion de crue (aléas très fort, fort et autres)
- Zones urbaines (denses et autres) (aléa très fort)
- Zones urbaines (denses et autres) (aléas fort et autres)
- Centre urbain (aléas très fort, fort et autres)
- Limite communale

source
BD Topo Pays - © IGN 2002

Réalisation : DDE 93

Ech : 1/5000

L'ILE-SAINT-DENIS



DETAIL EXTREMITE NORD-EST DE LA COMMUNE

direction départementale de l'équipement de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement direct de la Seine

Vu pour être annexé à mon arrêté n° 07-2104 en date du 21 juin 2007

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis

commune de SAINT-DENIS

CARTE RÉGLEMENTAIRE

- Zone d'expansion de crue (aléas très fort, fort et autres)
- Zones urbaines (denses et autres) (aléa très fort)
- Zones urbaines (denses et autres) (aléas fort et autres)
- Limite communale

SOMCB
BD Topo Pays - ©® IGN 2002

Réalisation : DDE 93

Ech : 1/5000

SAINT-DENIS

direction
départementale
de l'équipement
de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement direct de la Seine

Vu pour être annexé à
mon arrêté n° 07-2104
en date du 21 juin 2007

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis

commune de SAINT-OUEN

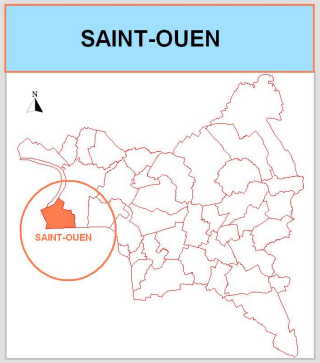
CARTE RÉGLEMENTAIRE

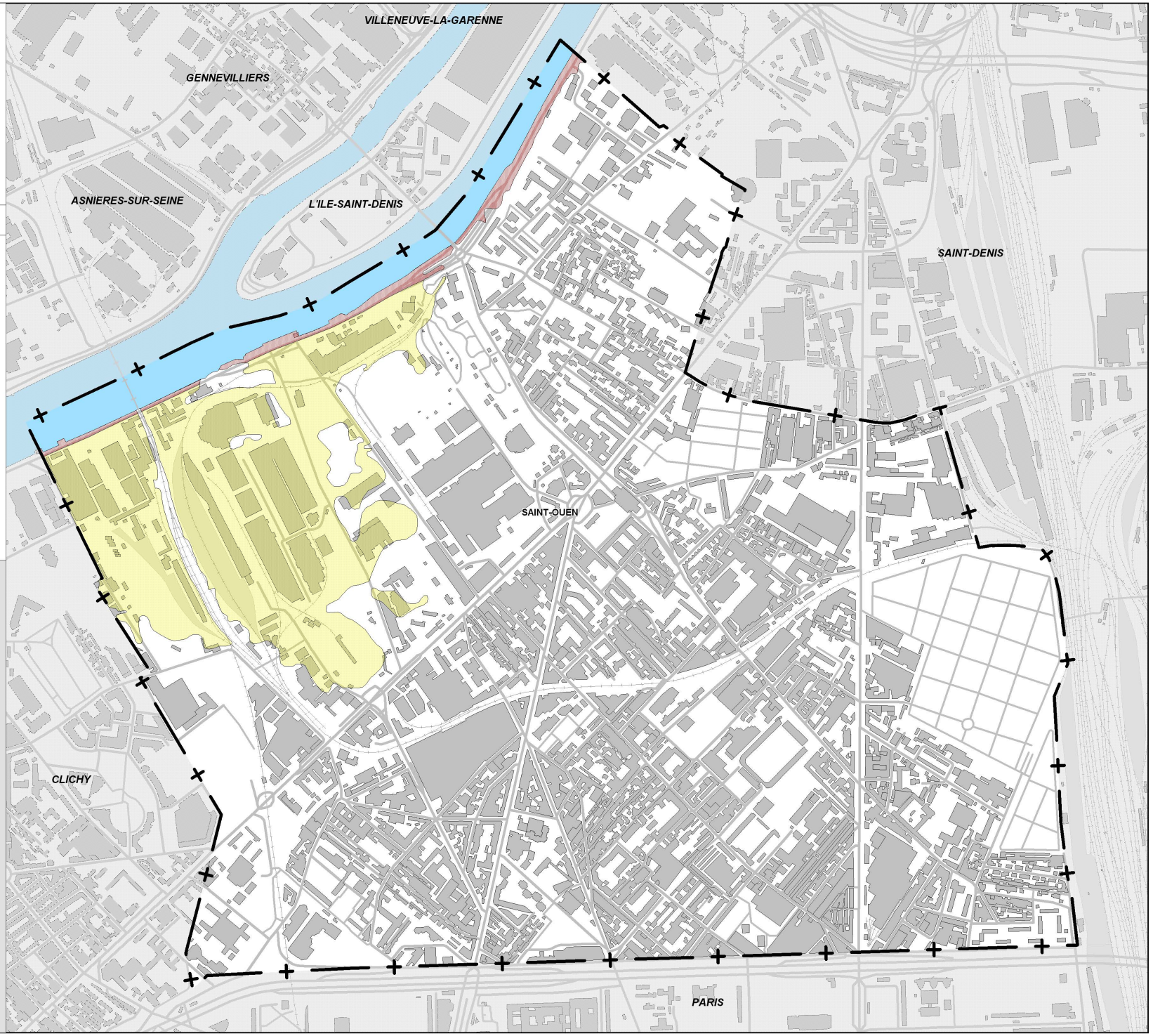
- Zone d'expansion de crue (aléas très fort, fort et autres)
- Zones urbaines (denses et autres) (aléa très fort)
- Zones urbaines (denses et autres) (aléas fort et autres)
- Limite communale

source
BD Topo Pays - ©® IGN 2002

Réalisation : DDE 93

Ech : 1/5000





- Cartes des aléas

direction
départementale
de l'équipement
de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement direct de la Seine

Vu pour être annexé à
mon arrêté n° 07-2104
en date du 21 juin 2007

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis

commune d'EPINAY-SUR-SEINE
commune de L'ILE-SAINT-DENIS
commune de SAINT-DENIS
commune de SAINT-OUEN

CARTE DES ALÉAS

- ALEAS TRES FORTS (H > 2m)
- ALEAS FORTS (1m < H < 2m)
- AUTRES ALEAS (H < 1m)

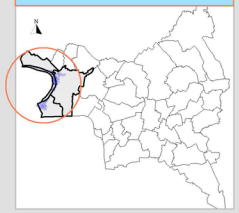
Limite communale
Courbe de niveau

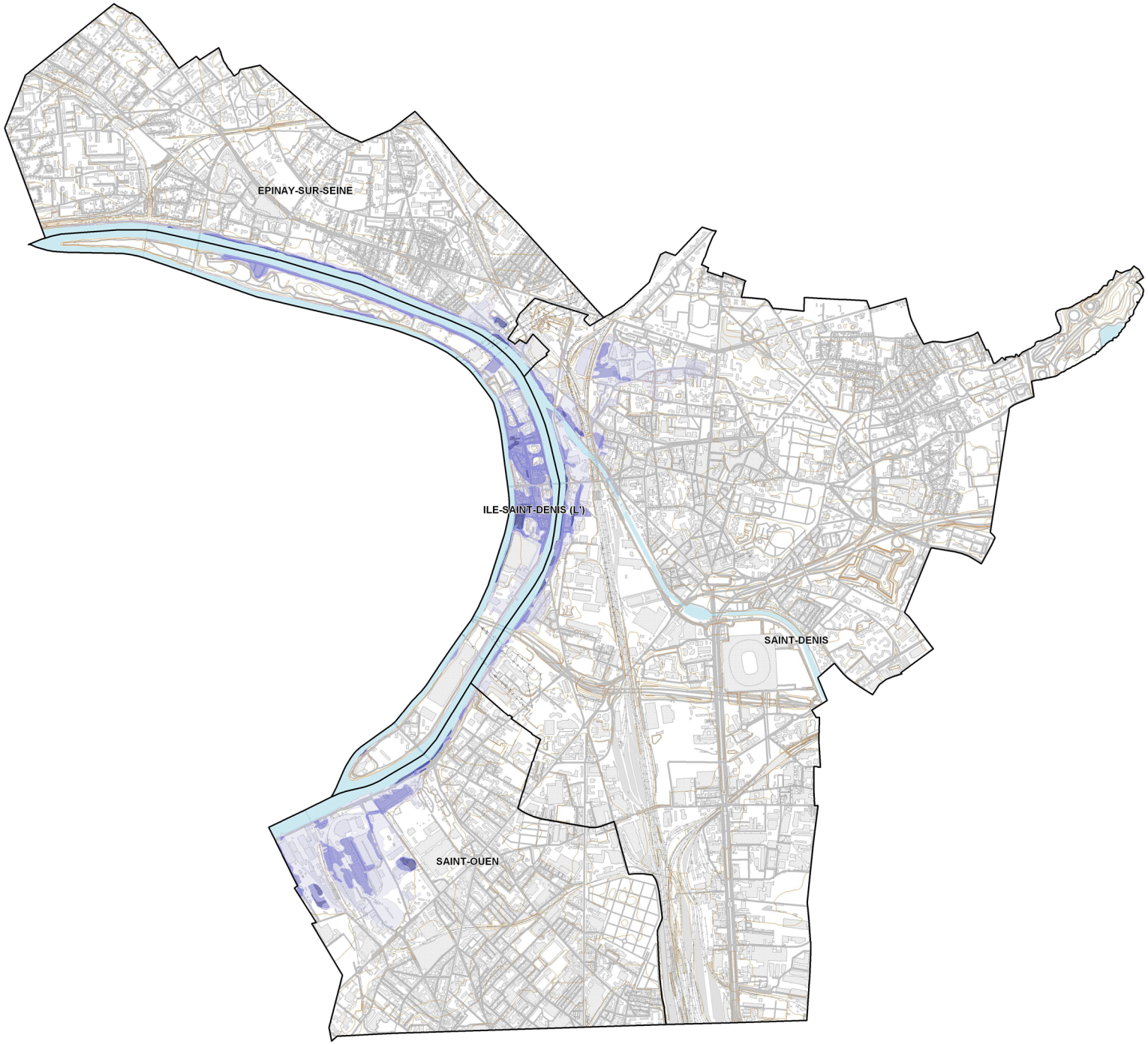
SOURCES
Aléas : DDE 93 / GEO 2000 (étude réalisée en 2000)
PHEC : - DIREN / SNS
BD Topo Pays : - © IGN 2002

Réalisation : DDE 93

Echelle : 1/10000

P.P.R.INONDATION : BASSIN SEINE





direction
départementale
de l'équipement
de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement direct de la Seine

Vu pour être annexé à
mon arrêté n° 07-2104
en date du 21 juin 2007

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis

commune d'EPINAY-SUR-SEINE

CARTE DES ALÉAS

ALEAS TRES FORTS (H > 2m)

ALEAS FORTS (1m < H < 2m)

AUTRES ALEAS (H < 1m)

Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) pour la crue de 1910

	Points kilométriques	Altitude du niveau d'eau en mètre (NGF Normal)
Pont de Saint-Denis	P.K. 28,312	34,59
Pont d'Epinay	P.K. 31,782	29,23
Pont SNCF d'Epinay	P.K. 32,152	29,19

Limite communale

Courbe de niveau

Point coté (NGF normal)

Point Kilométrique

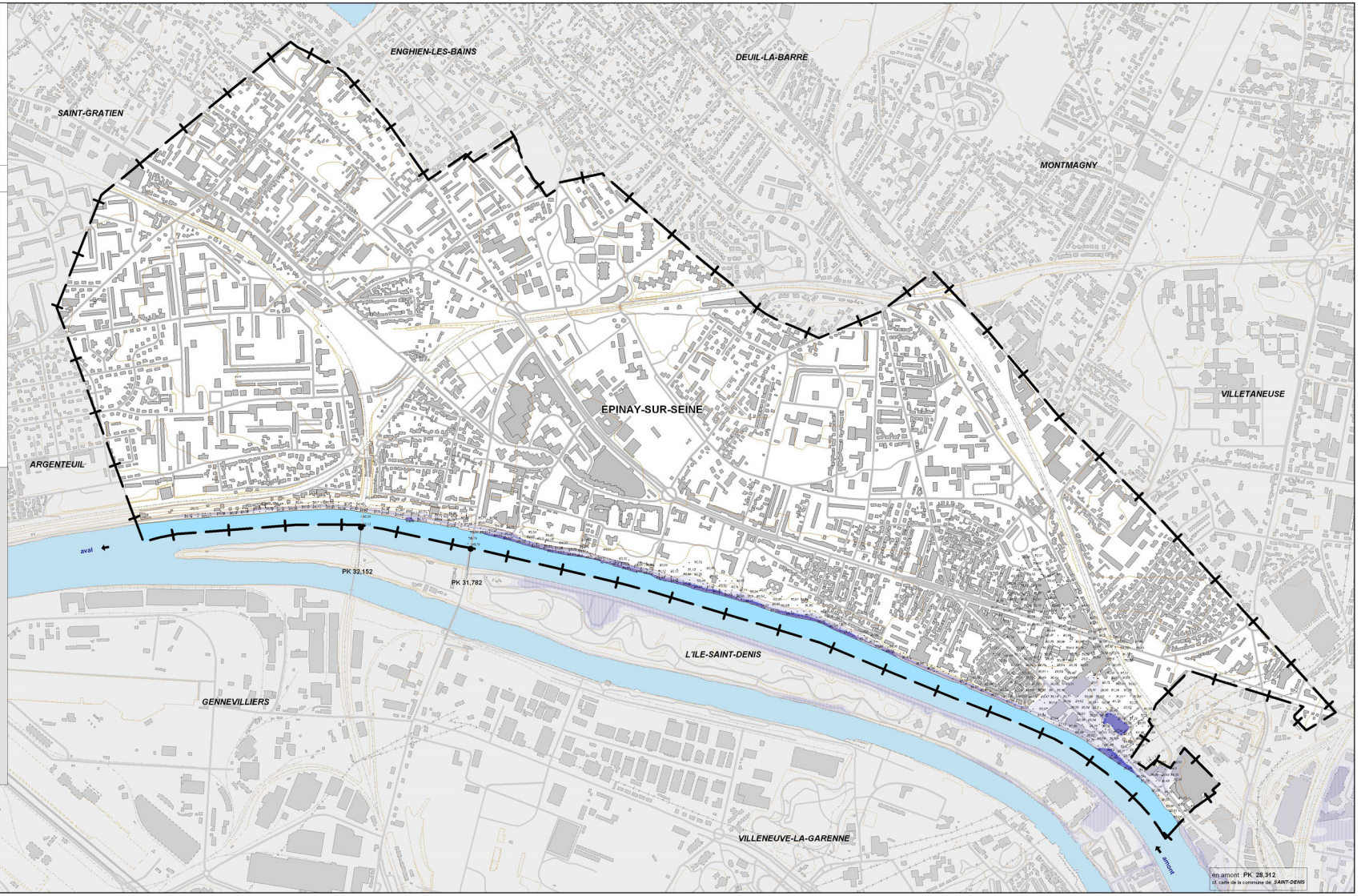
SOURCES
Aléas : - DDE 93 / GEO 2000 (étude réalisée en 2000)
PHEC : - DIREN / SNS
BD Topo Pays : - © IGN 2002

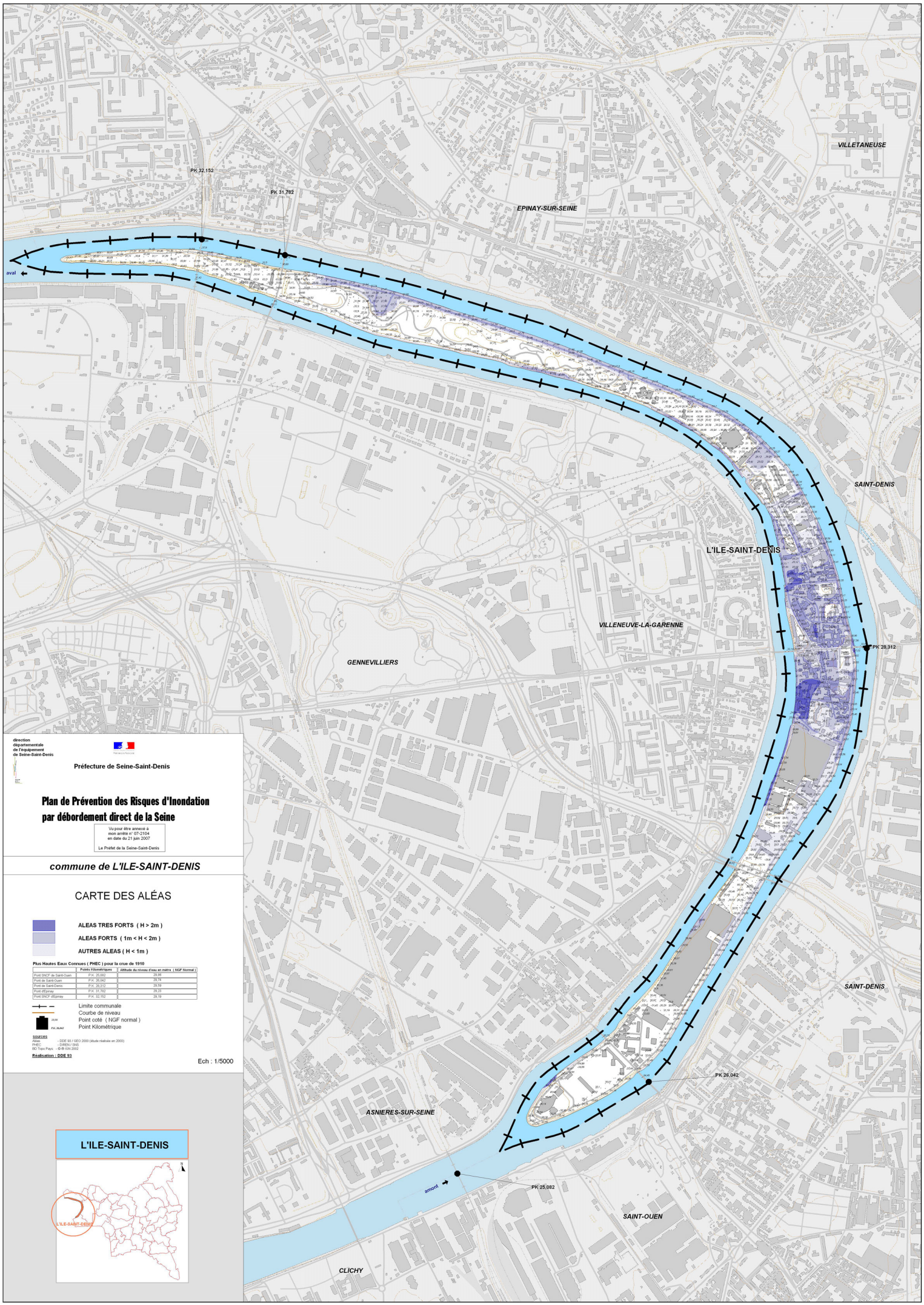
Réalisation : DDE 93

Ech : 1/5000

EPINAY-SUR-SEINE







direction départementale de l'équipement de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement direct de la Seine

Vu pour être annexé à mon arrêté n° 07-2104 en date du 21 juin 2007

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis

commune de L'ILE-SAINT-DENIS

CARTE DES ALÉAS

ALEAS TRES FORTS (H > 2m)

ALEAS FORTS (1m < H < 2m)

AUTRES ALEAS (H < 1m)

Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) pour la crue de 1910

	Points Kilométriques	Altitude du niveau d'eau en mètre (NGF Normal)
Pont SNCF de Saint-Ouen	P.K. 25.082	29.86
Pont de Saint-Ouen	P.K. 26.042	29.74
Pont de Saint-Denis	P.K. 28.312	29.59
Pont d'Epinay	P.K. 31.782	29.23
Pont SNCF d'Epinay	P.K. 32.152	29.19

Limite communale

Courbe de niveau

Point coté (NGF normal)

Point Kilométrique

SOURCES

Aléas : - DDE 93 / GEO 2000 (étude réalisée en 2000)

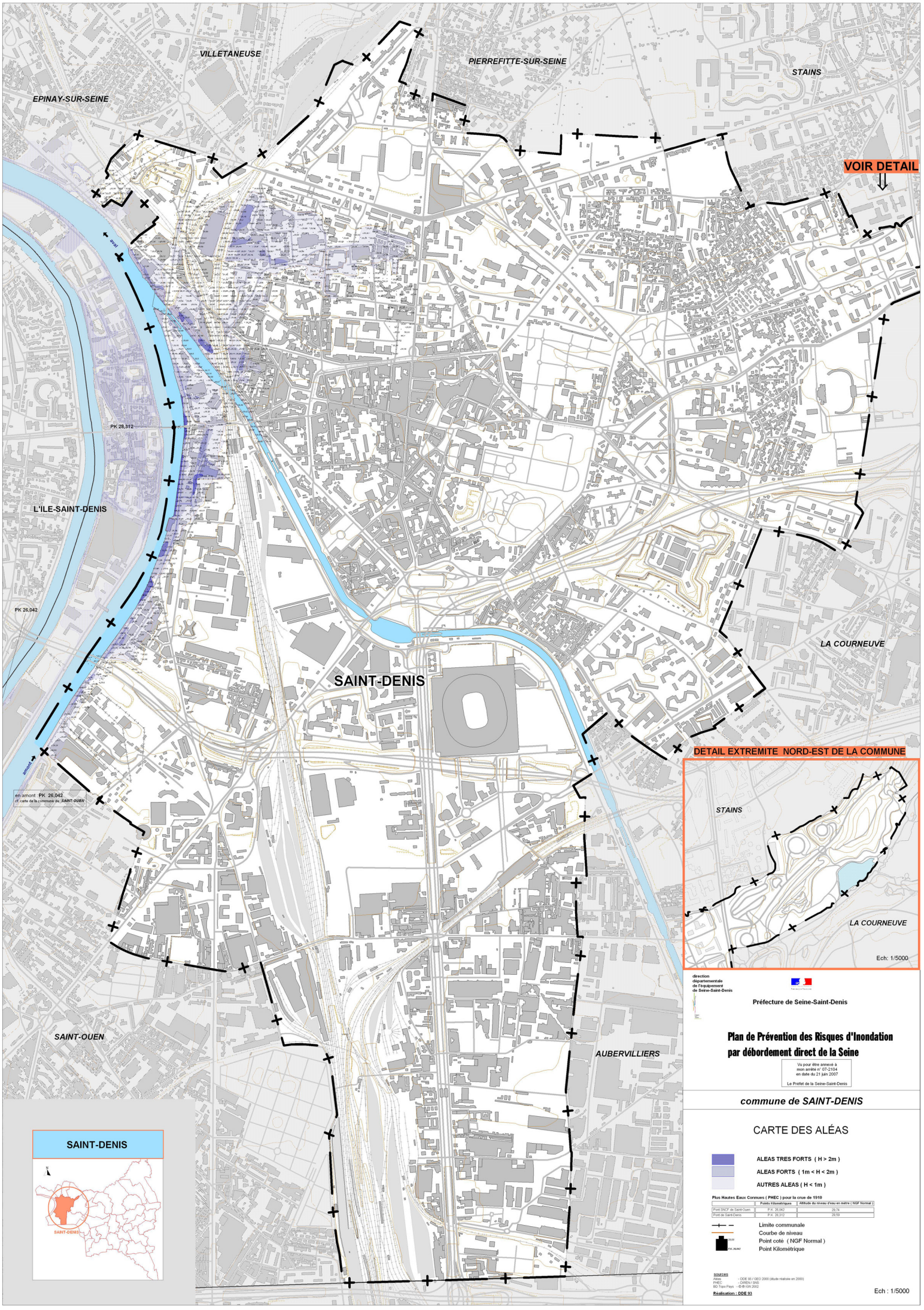
PHEC : - DIREN / SNS

BD Ortho Photo : - © IGN 2002

Réalisation : DDE 93

Ech : 1/5000

L'ILE-SAINT-DENIS


VILLETANEUSE
PIERREFITTE-SUR-SEINE
STAINS
EPINAY-SUR-SEINE
VOIR DETAIL
aval
PK 28,312
L'ILE-SAINT-DENIS
PK 26,042
SAINT-DENIS
LA COURNEUVE
amont
en amont : PK 26,042
cf. carte de la commune de SAINT-OUEN
SAINT-OUEN
AUBERVILLIERS
DETAIL EXTREMITE NORD-EST DE LA COMMUNE
STAINS
LA COURNEUVE
Ech: 1/5000
SAINT-DENIS
SAINT-DENIS
direction départementale de l'équipement de Seine-Saint-Denis
Préfecture de Seine-Saint-Denis
Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement direct de la Seine
Vu pour être annexé à mon arrêté n° 07-2104 en date du 21 juin 2007
Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
commune de SAINT-DENIS
CARTE DES ALÉAS
ALEAS TRES FORTS (H > 2m)
ALEAS FORTS (1m < H < 2m)
AUTRES ALEAS (H < 1m)
Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) pour la crue de 1910
Points Kilométriques
Altitude du niveau d'eau en mètre (NGF Normal)
Pont SNCF de Saint-Ouen
P.K. 26,042
29,74
Pont de Saint-Denis
P.K. 28,312
29,59
Limite communale
Courbe de niveau
Point coté (NGF Normal)
Point Kilométrique
SOURCES
Aléas : - DDE 93 / GEO 2000 (étude réalisée en 2000)
PHEC : - CIREN / SNS
BD Topo Pays : - © IGN 2002
Réalisation : DDE 93
Ech : 1/5000

direction
départementale
de l'équipement
de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement direct de la Seine

Vu pour être annexé à
mon arrêté n° 07-2104
en date du 21 juin 2007

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis

commune de SAINT-OUEN

CARTE DES ALÉAS

ALEAS TRES FORTS (H > 2m)

ALEAS FORTS (1m < H < 2m)

AUTRES ALEAS (H < 1m)

Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) pour la crue de 1910

	Points Kilométriques	Altitude du niveau d'eau en mètre (NGF Normal)
Pont de Gennevilliers	P.K. 24,572	29,92
Pont SNCF de Saint-Ouen	P.K. 25,082	29,86
Pont de Saint-Ouen	P.K. 26,042	29,74

Limite communale

Courbe de niveau

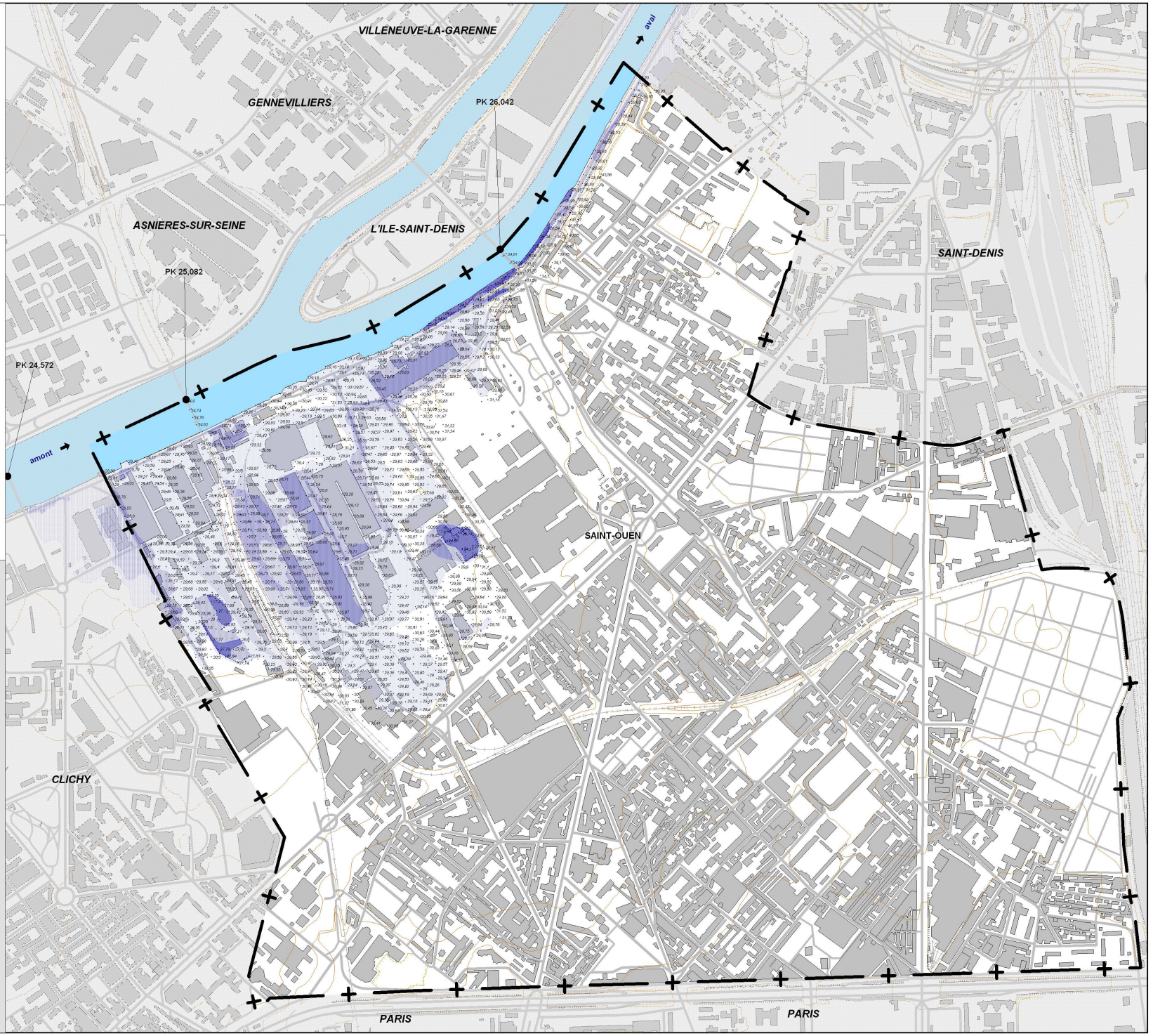
Point coté (NGF normal)

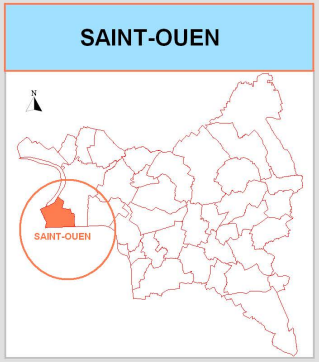
Point Kilométrique

sources
Aléas - DDE 93 / GEO 2000 (étude réalisée en 2000)
PHEC - DIREN / SNS
BD Topo Pays - © IGN 2002

Réalisation : DDE 93

Ech : 1/5000





direction
départementale
de l'équipement
de Seine -Saint -Denis

Préfecture de Seine -Saint -Denis

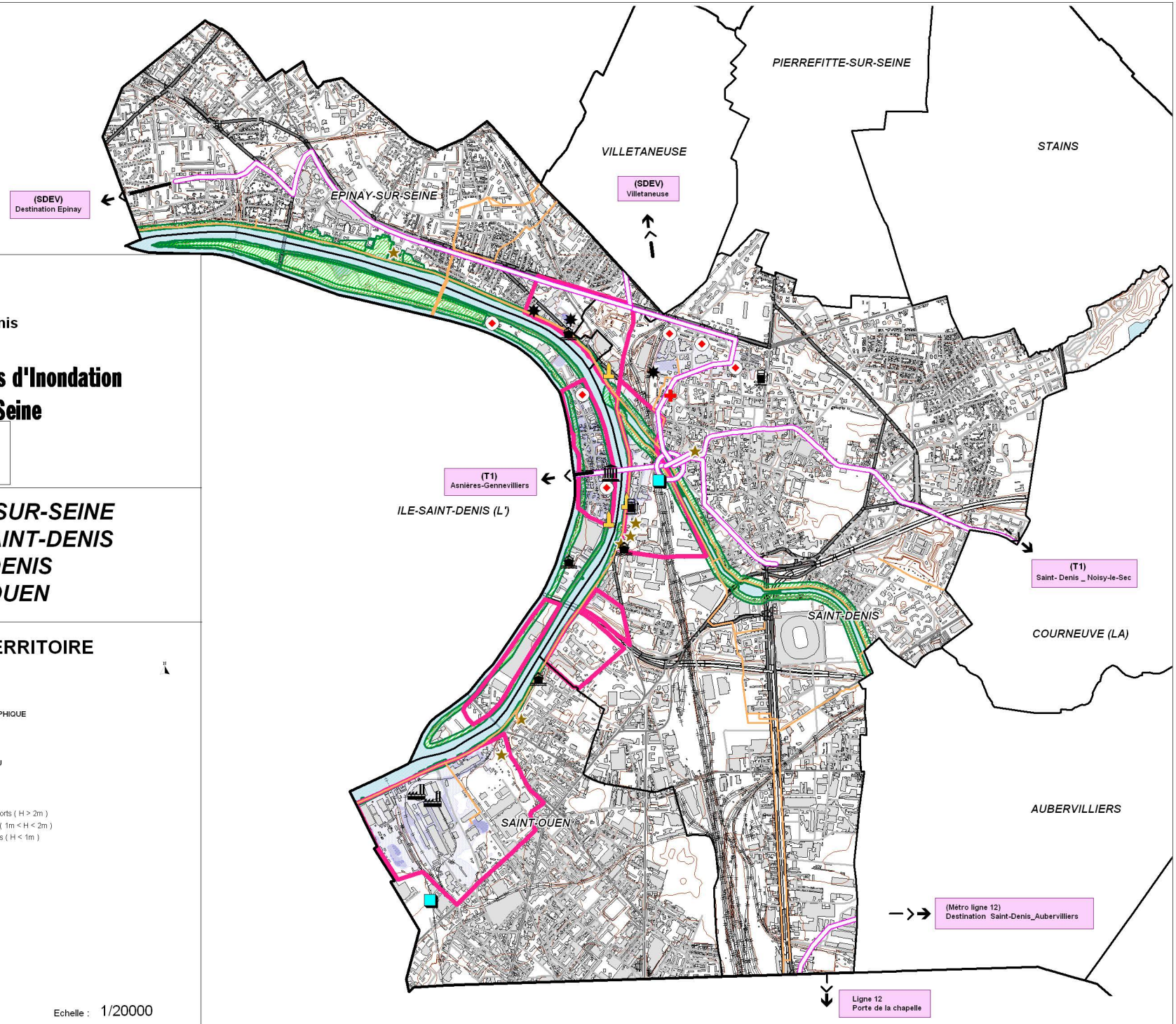
Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement direct de la Seine

Vu pour être annexé à
mon arrêté n° 07-2104
en date du 21 juin 2007

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis

commune d' EPINAY-SUR-SEINE
commune de L'ILE-SAINT-DENIS
commune de SAINT-DENIS
commune de SAINT-OUEN

CARTE DES ENJEUX DU TERRITOIRE



LEGENDE

ENJEUX AMÉNAGEMENT GLOBAL

ENJEUX EQUIPEMENT SENSIBLE

- Canalisation de gaz à haute pression
- Station service
- Port
- Gestion des eaux
- Activité industrielle

ENJEUX ETABLISSEMENT SENSIBLE

- Mairie
- Etablissement d'enseignement
- Etablissement de santé
- Lieu de culte
- Gare

ENJEUX DEPLACEMENT MOBILITE

ENJEUX PAYSAGERS

- Monument historique

RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE

LIMITE COMMUNALE

COURBES DE NIVEAU

ALEAS INONDATION

- Aléas très forts (H > 2m)
- Aléas forts (1m < H < 2m)
- Autres aléas (H < 1m)

sources

Aléas - DDE 93 / GEO 2000 (étude réalisée en 2000)
PHEC - DIREN / SNS
BD Topo Pays - © ® IGN 2002

Réalisation : DDE 93

Echelle : 1/20000

- Plan de prévention des risques d'inondation de la Seine

préambule

Plan de prévention du risque inondation de la Seine

dans le département de la Seine-Saint-Denis

APPROUVÉ PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 21 JUIN 2007

Vallée de la Seine

Communes de :
Epinay-sur-Seine, Île-Saint-Denis,
Saint-Denis, Saint-Ouen

SOMMAIRE

1. Objet du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) et Réglementation en vigueur 4

1.1 LA RÉGLEMENTATION DES PPR ET PROCÉDURE RÉGLEMENTAIRE D'ÉLABORATION 4

1.2 ASSURANCES ET CATASTROPHES NATURELLES 6

1.3 FINANCEMENT PAR LE FONDS DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS MAJEURS DE CERTAINES MESURES DE PREVENTION 7

1.4 EFFETS DES PPR 7

1.5 LES PRINCIPES DE PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS DANS LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION 8

1.6 L'INFORMATION EN MATIÈRE DE RISQUES NATURELS 9

1.6.1 Information à l'échelle communale 9

1.6.2 Information des acquéreurs et des locataires 9

1.7 LES RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE DE RISQUES NATURELS 11

2. Démarche adoptée en Seine-Saint-Denis 12

2.1 LA DÉMARCHE D'ÉLABORATION DES PPRN 12

2.2 LA DÉMARCHE MULTIRISQUE 14

2.2.1 Comment est élaboré un PPRN ? 14

2.2.2 La méthode appliquée en Seine-Saint-Denis 14

3. Type de PPRN réalisés 15

4. Application de la démarche à la commune d'Épinay-sur-seine 16

5. Application de la démarche à la commune de L'Île-saint-denis 16

6. Application de la démarche à la commune de Saint-Ouen 17

7. Application de la démarche à la commune de Saint-Denis 17

En matière de sécurité face aux risques naturels, l'action de la collectivité prend trois formes principales : l'alerte, la protection et la prévention.

L'alerte consiste à prévenir à temps la population et les responsables de la sécurité pour que des dispositions de sauvegarde soient prises.
La protection est une démarche positive. Elle met en place un dispositif qui vise à réduire et à maîtriser les effets du phénomène naturel et à mettre à l'abri les personnes et les biens des dangers et des incidents qui lui sont liés.
La prévention est une démarche fondamentale à moyen et long terme. La prévention consiste essentiellement à éviter d'exposer les personnes et les biens, par la prise en compte du risque dans la vie locale et notamment dans l'utilisation et l'aménagement du territoire communal. Elle permet aussi des économies importantes en limitant les dégâts. En effet, un événement naturel majeur peut avoir un coût considérable : endommagement des biens privés et des infrastructures publiques, chômage technique, indemnisations, remise en état, coût des personnels et des matériels mobilisés sans compter les effets psychologiques.

1. OBJET DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS (PPRN) ET RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR

Les PPRN poursuivent deux objectifs principaux :

- Constituer et afficher une connaissance du risque, afin que chaque personne concernée puisse être informée et responsabilisée ;
- Instituer une réglementation minimum mais durable afin de garantir les mesures de prévention. C'est pour cela que le PPRN institue une servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol qui s'impose notamment au plan local d'urbanisme (PLU) lorsqu'il existe.

Le PPRN est donc l'outil qui permet d'afficher et de pérenniser la prévention.

1.1 LA RÉGLEMENTATION DES PPR ET PROCÉDURE RÉGLEMENTAIRE D'ÉLABORATION

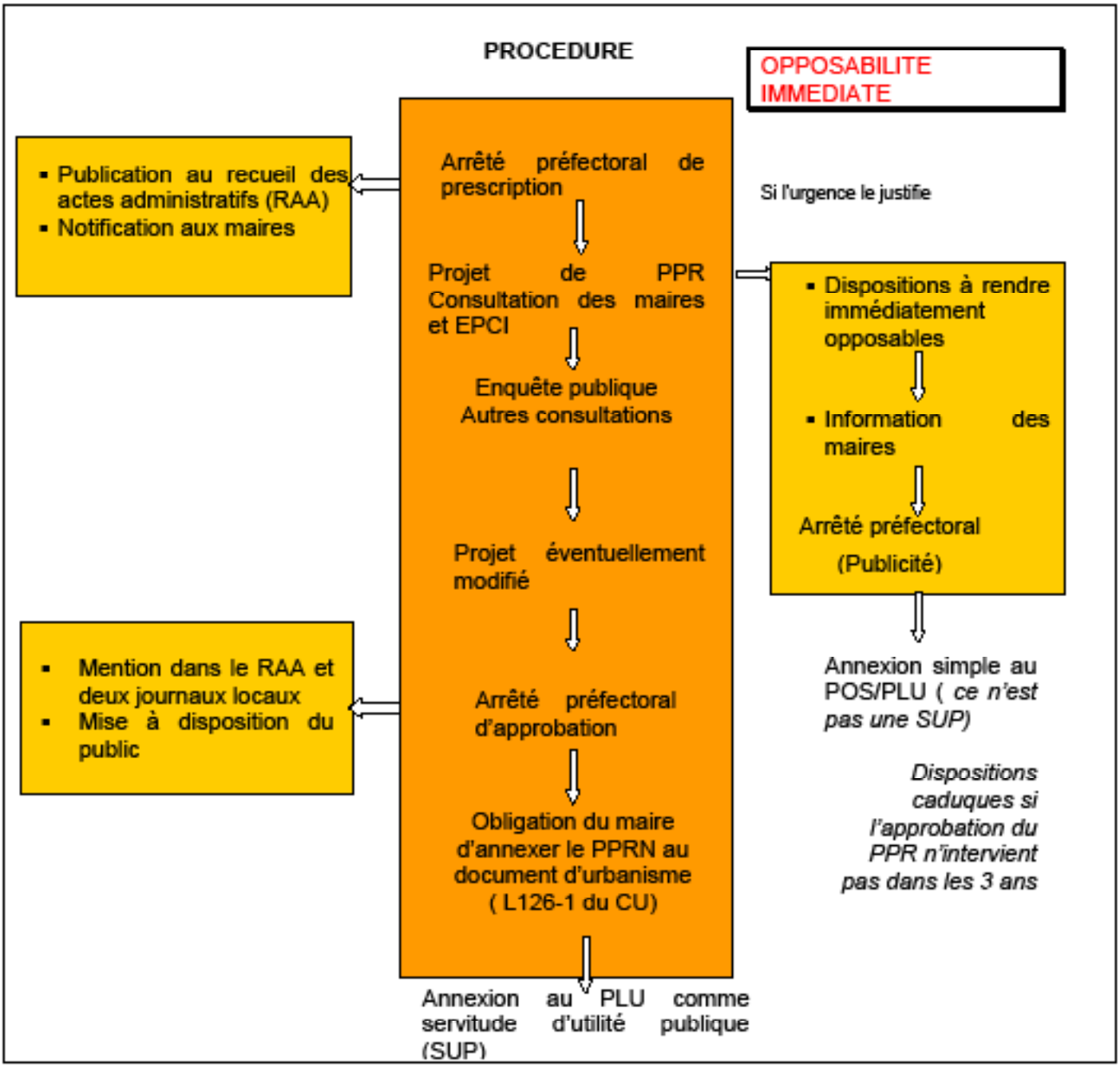
Les PPRN ont été institués par la loi n°95.101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement qui modifie et complète les articles L 562-1 et suivants du code de l'environnement.
La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages vise à renforcer et affiner le dispositif mis en place.
Les grandes lignes de cette loi sont :

- le développement de la concertation en association avec les collectivités locales ;
- la consultation des maires et leur avis sur les projets de PPRN ;
- dans les communes couvertes par un PPRN prescrit ou approuvé, l'obligation du maire d'informer la population sur les risques connus dans la commune et sur le moyens de prévention et de secours, au moins tous les deux ans ;
- la création des commissions départementales des risques naturels majeurs ;
- l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques majeurs.

Les PPRN sont établis en application des articles L 562-1 à L 562-9 du code de l'environnement. Leur contenu et leur procédure d'élaboration ont été fixés par le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 modifié par le décret n°2005-3 du 4 janvier 2005 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles.

Les PPRN établissent des dispositions réglementaires à partir de la connaissance du phénomène naturel et des enjeux du territoire. Le PPRN comprend une note de présentation, un ou plusieurs documents graphiques et un règlement.

Ils sont élaborés par l'État, en concertation avec les collectivités locales.
Après avoir été soumis à l'avis des organes délibérants des collectivités territoriales concernées (notamment communes, EPCI, conseil général...), à la procédure de l'enquête publique et avoir été approuvés par arrêté préfectoral, ils ont valeur de servitude d'utilité publique. Ils sont opposables à tout mode d'occupation ou d'utilisation des sols et doivent être annexés aux plans locaux d'urbanisme conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.



Les PPR traduisent pour les communes l'exposition aux risques tels qu'ils sont actuellement connus.

1.2 ASSURANCES ET CATASTROPHES NATURELLES

Il est intéressant de rappeler l'évolution du dispositif d'assurance et d'indemnisation face aux risques de catastrophes naturelles.

Les dégâts provoqués par les évènements naturels étaient autrefois exclus des contrats d'assurance.

La loi n°82.600 du 13 juillet 1982 a mis en place un système d'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles.

Les contrats d'assurance garantissant les dommages à des biens situés en France ouvrent droit à la garantie de l'assuré contre les effets de tels évènements sur les biens couverts par ces contrats :

- La garantie est mise en œuvre, à la demande des maires des communes concernées, suite à un arrêté interministériel, qui après avis d'une commission, constate l'état de catastrophe naturelle sur le territoire concerné ;

- Dans un souci de solidarité, cette garantie est couverte par une taxe additionnelle à tout contrat d'assurance sur les biens, que ceux-ci soient situés ou non dans un secteur à risque. [1]

Ce système, basé sur une taxe additionnelle aux contrats d'assurance sur les biens, bénéficie de la garantie de l'État.

A noter que, en application de l'article A 125-1 du code des assurances modifié par l'arrêté du 4 août 2003, une modulation de franchise est prévue en cas de sinistre, en fonction de l'existence ou non d'une procédure prenant en compte les risques :

- si la commune n'est pas dotée d'un PPRN, la franchise est modulée en fonction du nombre de constatations de l'état de catastrophe naturelle intervenues pour le même risque au cours des 5 années précédant la date de la nouvelle constatation selon les modalités suivantes : la franchise est doublée au troisième arrêté de catastrophe naturelle, triplée au quatrième arrêté et quadruplée pour les suivants ;

- si la commune est dotée d'un PPRN approuvé, il n'y a plus de modulation de franchise ;

- lorsque le PPRN a été prescrit, la modulation de franchise cesse de s'appliquer dans un délai de 4 ans à compter de la date de l'arrêté de prescription du PPRN.

Les franchises sont fixées par l'Etat, elles sont obligatoires et non rachetables. Depuis le 1er janvier 2001 elles s'établissent comme suit :

- Biens à usage non professionnel : 1520 € pour les dommages imputables à la sécheresse et 380 € pour les autres risques.
- Biens à usage professionnel : 10 % des dommages avec un minimum de 1140 € sauf si une franchise plus élevée est prévue dans la garantie de base (sécheresse : 3050 €).
- Perte d'exploitation : 3 jours ouvrés (avec un minimum de 1140 €) sauf si une franchise plus élevée est prévue dans la garantie de base.

[1] Les taux de prime additionnelle sont fixés par l'Etat au moyen d'un arrêté. Taux actuels :
- Biens autres que véhicules à moteurs : 12% de la prime afférente aux garanties dommages du contrat de base
- Véhicules terrestres à moteur : 6% des primes vols et incendies (ou à défaut, 0,60% de la prime dommage).

1.3 FINANCEMENT PAR LE FONDS DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS MAJEURS DE CERTAINES MESURES DE PREVENTION[2]

Le code de l'environnement suite à la loi n°2003-69 9 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, prévoit la possibilité de financer les études et les travaux de prévention explicitement prescrits dans un PPR approuvé et dont la réalisation est rendue obligatoire dans un délai de 5 ans maximum[3].

Ces travaux imposés aux biens construits ou aménagés ne doivent pas dépasser la limite des 10% de la valeur vénale ou estimée du bien. Ce financement, mobilisant le FPRNM, dit fonds Barnier, s'effectue à hauteur de 40% des dépenses éligibles pour les biens à usage d'habitation ou usage mixte et 20% pour les biens à usage professionnel.

Les personnes bénéficiaires sont les personnes physiques ou morales, propriétaires, exploitants, ou utilisateurs des biens concernés, sous réserve, lorsqu'il s'agit de bien à usage professionnel qu'elles emploient au total moins de 20 salariés.

Les collectivités locales réalisent la maîtrise d'ouvrage d'études et de travaux visant à prévenir les risques naturels. L'article 128 de la loi de finances pour 2004 modifié par l'article 136 de la loi de finances pour 2006 prévoit que dans la limite de 33 millions d'euros par an, et jusqu'au 31 décembre 2012, le fonds de prévention des risques naturels majeurs mentionné à l'article L. 561-3 du code de l'environnement peut contribuer au financement des études et travaux de prévention contre les risques naturels dont les collectivités territoriales ou leurs groupements assurent la maîtrise d'ouvrage, dans les communes couvertes par un plan de prévention des risques prescrit ou approuvé. Le taux d'intervention est fixé à 50 % pour les études et à 25 % pour les travaux.

Les mesures éligibles intègrent tous les diagnostics de vulnérabilité des enjeux existants, et la réalisation de travaux de prévention permettant de réduire la vulnérabilité des enjeux exposés et de les protéger vis à vis des aléas naturels.

A noter, l'existence d'autres possibilités de financement, en particulier les aides offertes dans le cadre de Programme d'Intérêt Général (PIG) adapté au traitement thématique de la protection des logements contre les risques, et des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) intégrant un volet risques.

1.4 EFFETS DES PPR

Le PPR approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au PLU, lorsqu'il existe, conformément à l'article R 126-1 du code de l'urbanisme. Si le PPR n'est pas annexé au PLU par le maire ou le représentant de l'établissement public compétent, le préfet est tenu de mettre ceux-ci en demeure de régulariser et de procéder à l'annexion dans les 3 mois. Si la formalité n'est pas effectuée dans le délai, le préfet y procède d'office.

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par le PPR ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues à l'article L 480-4 du code de l'urbanisme.

[2] Circulaire interministérielle Intérieur/Economie/Ecologie n°DS01 du 23 février 2005 relative au financement par le fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) de certaines mesures de prévention.
[3] Cf. annexe : fiches récapitulatives des différents dispositifs de financement.

L'article 80 de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a modifié les articles 1585C du code général des impôts et L142-2 du code de l'urbanisme. Sont désormais exclus des champs d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) et de la taxe départementale des espaces naturels sensibles (TDENS), certains aménagements effectués sur des constructions régulièrement édifiées avant l'approbation du PPR et générant de la surface hors œuvre nette (SHON). Ces aménagements doivent être prescrits par le PPRN approuvé et mis à la charge du propriétaire ou bénéficiaire de ces constructions. [4]

Enfin, le code des assurances prévoit un certain nombre de dispositions liées à l'existence ou non d'un PPR (cf. 1.2).

1.5 LES PRINCIPES DE PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS DANS LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION

Au delà des mesures d'alerte, de protection ou de secours qu'il est nécessaire de mettre en place avant, pendant ou après une catastrophe, la mesure de prévention la plus efficace sur le plan économique consiste en la prise compte des risques dans la planification territoriale.

Les plans de prévention des risques naturels prévisibles constituent des servitudes d'utilité publique, et à ce titre, l'ensemble des prescriptions des PPR s'impose au règlement du POS/PLU. Dans la pratique, il est de la responsabilité du maire :

- D'annexer la servitude d'utilité publique au PLU à l'aide d'une mise à jour afin de la rendre opposable aux tiers.
- Dans un second temps, de mettre le PLU en conformité par une procédure de modification ou de révision si nécessaire.

Il lui conviendra donc d'analyser la compatibilité entre le document d'urbanisme et le PPR :

1. Les divergences peuvent être seulement « à la marge » : dans ce cas, on profitera d'une mise en conformité ultérieure du document d'urbanisme pour y intégrer celles des dispositions du PPR qui sont du domaine d'application du document d'urbanisme.
2. Les divergences sont plus importantes : dans ce cas, il convient de mettre en conformité rapidement le document d'urbanisme, et le représentant de l'État informera sans délai l'autorité compétente en matière de documents d'urbanisme de la nécessité de le faire.

Conformément à l'article L 141-1 du code de l'urbanisme, le schéma directeur de la région Ile de France (SDRIF) doit respecter [...] les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols.

La circulaire interministérielle (ministère de l'écologie et du développement durable, ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer) relative à la maîtrise de l'urbanisme et à l'adaptation des constructions en zone inondable du 21 janvier 2004 précise qu'à l'occasion de la révision ou de l'élaboration des documents d'urbanisme, il est nécessaire de vérifier la prise en compte des risques et tout particulièrement d'aider les collectivités territoriales à déterminer dans les schémas de cohérence territoriale (SCOT) les objectifs d'urbanisation compatibles avec les objectifs de prévention des risques.

[4] Source : circulaire n°2004-36 du 28 juin 2004 relative à la TLE et portant application de l'article 80 de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003.

1.6 L'INFORMATION EN MATIÈRE DE RISQUES NATURELS

1.6.1 Information à l'échelle communale

Afin de favoriser l'information sur les risques et les précautions à prendre, il est prévu :

- L'élaboration de documents d'information communaux sur les risques majeurs (DICRIM)[5] relevant de la compétence du maire. Le DICRIM précise les caractéristiques du risque, et les mesures générales de sauvegarde mises en œuvre telles que l'organisation de campagnes de sensibilisation, l'affichage des consignes générales par les propriétaires exploitants, l'organisation de plans de secours et d'évacuation des personnes, la définition de consignes particulières dans les zones d'aléa fort et dans les établissements particulièrement vulnérables…

- L'élaboration d'un plan communal de sauvegarde regroupant l'ensemble des documents de compétence communale contribuant à l'information préventive et à la protection de la population (dont le DICRIM). Ce plan détermine en fonction des risques connus les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes, fixe l'organisation nécessaire à la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, recense les moyens disponibles et définit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population. Il est obligatoire dans les communes dotées d'un PPR approuvé ou comprises dans le champ d'application d'un plan particulier d'intervention. (Article 13 de la loi de modernisation de la sécurité civile n°2004 – 811 du 13 août 2004).

1.6.2 Information des acquéreurs et des locataires

L'information concerne à la fois l'état des risques et le recensement des sinistres.

1.6.2.1 L'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers concernés par un ou plusieurs risques

Conformément au décret n°2005-134 du 15 février 2005, pour chaque commune, le préfet arrête la liste des risques auxquels la commune est exposée, la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer, notamment :

- Le ou les documents graphiques ainsi que la note de présentation des PPRT[6] et des PPRN approuvés ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables.

- En cas de PPRT ou PPRN simplement prescrits, les documents d'information élaborés à l'initiative d'une collectivité publique et tenus à la disposition du public permettant une délimitation et une qualification du phénomène (tels que les cartes des aléas portées à la connaissance de la commune pour la réalisation de ses documents d'urbanisme).

[5] Décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs, pris en application de l'article 21 de la loi n°87-565 du 22 juillet 1987, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs.

[6] Plan de Prévention des Risques Technologiques.

- En cas de PPRT ou de PPRN dont la révision a été prescrite, les documents comportant des informations nouvelles et permettant de modifier l'appréciation de la nature ou l'intensité des risques visés par le plan.

- L'annexe du décret n°91-461 du 14 mai 1991 modifié indiquant le classement de la commune en zone de sismicité le cas échéant.

- Le cas échéant, le ou les arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe technologique ou naturelle sur le territoire de la commune.

L'état des risques doit dater de moins de 6 mois.

Sont concernés, les biens situés :

- Soit dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques approuvé ;
- Soit dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L 562-2 du code de l'environnement ;
- Soit dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ;
- Soit enfin, dans une des zones de sismicité mentionnées à l'article 4 du décret du 14 mai 1991.

Sont concernés :

- Tous les vendeurs ou bailleurs (propriétaires ou non) : personnes physiques ou morales de droit public ou privé, y compris les collectivités territoriales, l'État ou leurs établissements publics;
- Tous les types de biens immobiliers, bâtis ou non bâtis quelle que soit leur destination ;
- Les promesses unilatérales de vente ou d'achat, les contrats de vente et les contrats écrits de location de biens immobiliers bâtis ou non bâtis, y compris tout type de contrat donnant lieu à un bail locatif de 3, 6, 9 ans ;
- Les locations saisonnières ou de vacances, les locations meublées, etc.... ;
- Les contrats de vente en état futur d'achèvement, les cessions gratuites, les échanges avec ou sans soulte, les donations, partages successoraux ou actes assimilés, les baux emphytéotiques, etc...

Ne sont pas concernés :

- Les contrats de construction de maison individuelle sans fourniture de terrain ;
- Les contrats de location non écrit (baux oraux) ;
- Les contrats de séjours dans les établissements comportant des locaux collectifs et a fortiori offrant des services à leurs résidents (contrats de séjours dans une maison de retraite ou un logement foyer, contrat comportant la fourniture de prestations hôtelières, sociales ou médicales...) ;
- Les ventes de biens immobiliers dans le cadre d'une procédure judiciaire ;
- Les transferts de propriété réalisés dans le cadre des procédures de préemption, de délaissement et d'expropriation, lorsqu'ils sont réalisés au bénéfice des attributaires de ces droits.

1.6.2.2 L'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers concernés par un ou plusieurs sinistres

Sont concernés :

- Les biens situés sur les communes ayant été déclarées au moins une fois en état de catastrophe technologique ou naturelle en application des articles L 128-1 et L 128-2 ou L 125-1 du code des assurances ;
- Tous les sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité au titre de la garantie contre les effets des catastrophes technologiques ou naturelles en application des dispositions précitées du code des assurances, soit au profit du propriétaire vendeur ou bailleur, soit au profit d'un précédent propriétaire de l'immeuble concerné, dans la mesure où le vendeur ou le bailleur a été lui-même informé du sinistre correspondant ;
- Tous les vendeurs ou bailleurs propriétaires du bien concerné, personnes physiques ou morales. L'État est également soumis à cette obligation lorsqu'il vend ou loue un bien ;
- Tous les types d'immeubles bâtis.

Sont concernés :

- Les contrats de vente et les contrats de location d'immeuble bâti, y compris tout type de contrat donnant lieu à un bail locatif de 3, 6, 9 ans ;
- Les locations saisonnières ou de vacances, les locations meublées, etc... ;
- Les cessions gratuites, les échanges avec ou sans soulte, les donations, partages successoraux ou actes assimilés, les baux emphytéotiques, etc...

Ne sont pas concernés :

- Les contrats de construction de maison individuelle sans fourniture de terrain ;
- Les contrats de séjours dans les établissements comportant des locaux collectifs et a fortiori offrant des services à leurs résidents (contrats de séjours dans une maison de retraite ou un logement foyer, contrat comportant la fourniture de prestations hôtelières, sociales ou médicales...) ;
- Les ventes de biens immobiliers dans le cadre d'une procédure judiciaire ;
- Les transferts de propriété réalisés dans le cadre des procédures de préemption, de délaissement et d'expropriation, lorsqu'ils sont réalisés au bénéfice des attributaires de ces droits.

1.7 LES RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE DE RISQUES NATURELS

Le régime de responsabilité en matière de risques naturels s'inscrit dans un processus évolutif dans lequel le rôle de la prévention occupe une place centrale.

D'une manière générale, l'État et les communes ont des responsabilités respectives en matière de prévention des risques naturels.

L'État doit afficher les risques en déterminant leur localisations et leurs caractéristiques. Il élabore les PPR et veille à ce que les divers intervenants les prennent en compte dans leurs actions (dans le cadre du porter-à-connaissance, contrôle de légalité).

Le maire a le devoir de prendre en considération l'existence des risques naturels sur son territoire, notamment lors de l'élaboration de documents d'urbanisme et de l'examen des demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation des sols. Il doit élaborer un plan communal de sauvegarde en application de l'article 13 de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile et de son décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde. Il a également l'obligation d'information de la population, avec l'assistance des services de l'Etat, au moins une fois tous les deux ans.

Par exemple, lors d'une crue, en cas d'alerte transmise par le préfet, le maire doit :

- Consulter les informations transmises par le service de prévision des crues (service support : Direction régionale de l'environnement (DIREN) d'Ile de France) ;
- Assurer l'information des populations ;
- Organiser les secours dans sa commune dans les conditions prévues par les textes en vigueur. En particulier, il élabore un « plan local de gestion de crise » ;
- Mettre éventuellement en œuvre des dispositifs d'alerte, de suivi et de prévision des crues complémentaires à ceux de l'Etat.

Tous les propriétaires, qu'ils soient privés ou publics, ont la responsabilité de ne pas s'exposer sans précaution à des risques et de ne pas les aggraver. Ils doivent également agir pour la prévention des risques naturels (travaux sur les biens existants et mesures sur les constructions neuves). Cette prévention impose aujourd'hui de prendre en considération à la fois l'entretien des écosystèmes (dragage, curage, élagage par exemple) mais aussi les interventions réalisées sur le milieu, ses abords, voire sur le bassin versant lorsqu'il s'agit d'inondation.

2. DÉMARCHE ADOPTÉE EN SEINE-SAINT-DENIS

2.1 LA DÉMARCHE D'ÉLABORATION DES PPRI

Lors de la réunion du 5 novembre 2003, organisée par le préfet avec les élus locaux, celui-ci a rappelé les priorités de mise en œuvre en matière de PPRN et a présenté la nouvelle démarche d'élaboration, établie par la direction départementale de l'équipement sur la base des remarques formulées par la population, les associations et les élus lors de l'enquête publique du plan de prévention des risques naturels liés au retrait/gonflement des sols argileux.
Cette démarche s'inscrit dans l'esprit de la loi du 30 juillet 2003 et s'articule autour de trois grands axes : la communication, la connaissance et la cohérence.

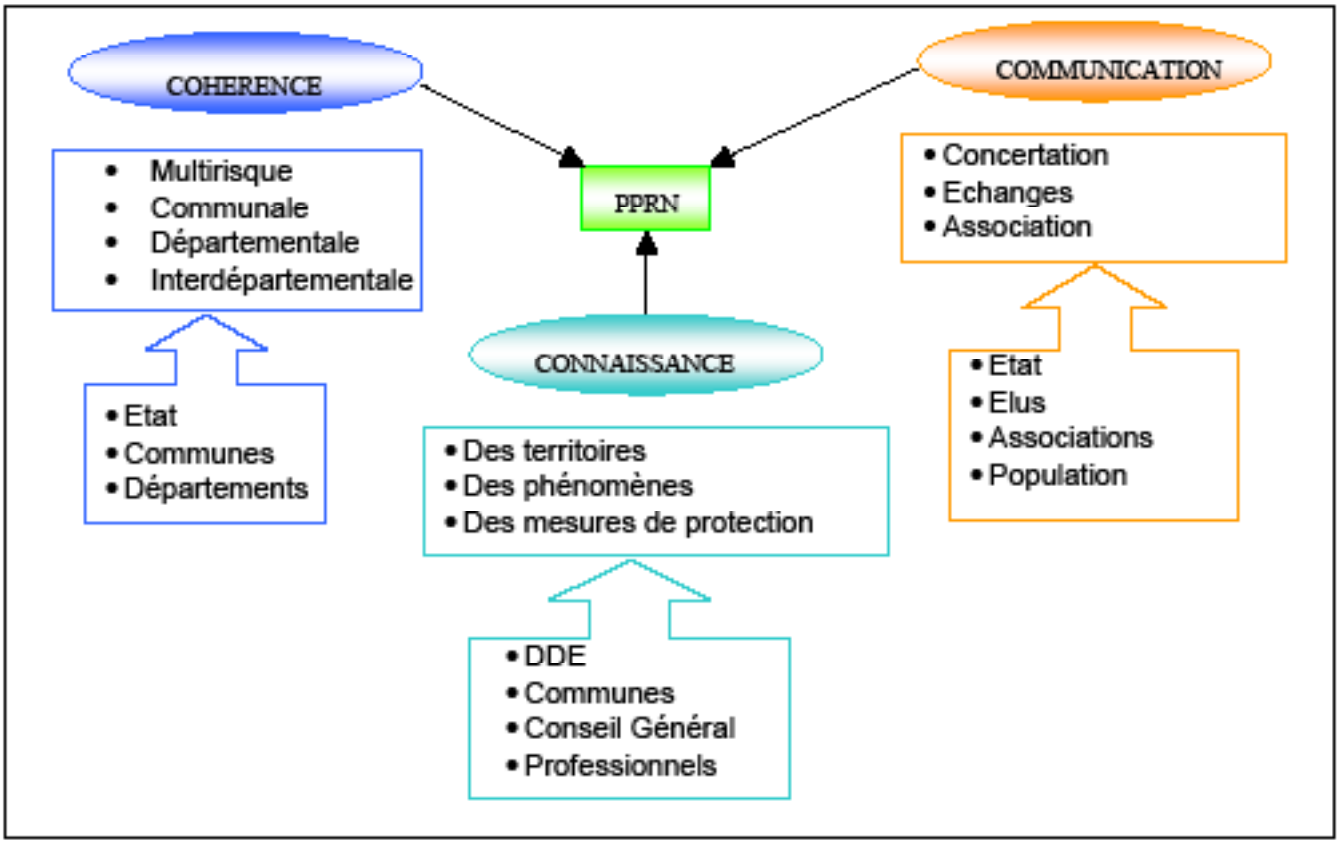
La communication comprend à la fois la concertation entre les services de l'État chargés de l'élaboration des PPRN et les collectivités locales (communes, EPCI et département) et l'information de ces dernières et de la population. Dans cet objectif, les PPRN sont établis en associant les divers partenaires et en favorisant les échanges en toute transparence aux différentes phases de leur élaboration. L'information de la population relève des prérogatives du maire, ce dernier devant aviser ses administrés au moins une fois tous les deux ans de l'état de la connaissance des risques sur le territoire de sa commune, des mesures de prévention, de secours... (loi du 30 juillet 2003 article 40).

La connaissance du territoire, des communes, de leur type d'urbanisation...est une partie importante de la réflexion sur les PPRN car elle permet ensuite de tenir compte dans la mesure du possible des spécificités et des enjeux du territoire de chaque commune. Pour aboutir à un niveau de connaissance suffisamment fin, le travail de la DDE a privilégié les échanges avec les services des communes mais aussi avec d'autres acteurs du territoire (que ce soient des services de l'Etat ou des partenaires).

Enfin, la cohérence, dernier axe ayant fait l'objet de remarques lors de l'enquête publique du plan de prévention des risques naturels liés au retrait/gonflement des sols argileux, se décline à quatre niveaux :

- Cohérence entre les différents PPRN existants sur une commune ;
- Cohérence avec les documents d'urbanisme existants à l'échelle communale et départementale ;
- Cohérence avec les politiques départementales en matière de gestion des eaux pluviales et des espaces verts notamment ;
- Cohérence départementale et interdépartementale .

Le schéma ci-dessous présente les trois grands axes de l'élaboration des PPRN ainsi que les thématiques qui leur sont liées et les acteurs et partenaires concernés.



Cette démarche, conformément à la volonté du préfet, est multirisque au sens où, partant de l'existence de quatre types de phénomènes naturels (inondations par débordement d'un cours d'eau, retrait-gonflement des sols argileux, dissolution de poches de gypse et présence d'anciennes carrières), on aboutit à seulement deux types de PPRN : un PPRN inondation (Seine ou Marne) et un PPRN mouvements de terrains (retrait-gonflement des sols argileux, dissolution de poches de gypse et présence d'anciennes carrières le cas échéant).

Cette approche permet de proposer un document plus simple d'utilisation et d'assurer la cohérence des PPRN.

2.2 LA DÉMARCHE MULTIRISQUE

2.2.1 *Comment est élaboré un PPRN ?*

De manière générale, un PPRN est élaboré en quatre temps :

- Tout d'abord, il y a la connaissance d'un phénomène (inondation, effondrement de cavités souterraines...), l'aléa, qui engendre la réalisation d'une étude permettant de définir les zones concernées ainsi que les niveaux d'aléas en fonction de la fréquence et de l'intensité du phénomène.
- L'étape suivante est l'analyse des enjeux du territoire concerné par le phénomène naturel. Il s'agit de recenser et évaluer les différents enjeux (humains, socio-économiques, environnementaux...) pouvant être menacés par le phénomène.
- Du croisement de la connaissance des aléas et de l'analyse des enjeux résulte la détermination du niveau de risque.
- Enfin du niveau de risque découle le zonage réglementaire et le règlement.

L'aléa, phénomène potentiellement dangereux, ne représente un risque que s'il concerne une zone où des enjeux sont présents. C'est la coexistence de l'aléa et de l'enjeu qui crée le risque.
Les schémas[7] ci dessous symbolisent chacun des trois éléments : aléa, enjeux et risque.



fig1: l'aléa



fig.2: les enjeux



fig.3: le risque majeur

2.2.2 *La méthode appliquée en Seine-Saint-Denis*

La méthode d'élaboration des PPRN a été établie d'après le canevas d'élaboration général résumé ci dessus, en ayant une approche multirisque et en favorisant tout au long du processus la communication, la connaissance et la cohérence.

Il a donc été choisi de décomposer ce processus en trois grandes phases :

- La première phase est la réalisation du diagnostic du territoire en association avec les communes. Il s'agit d'aborder différentes thématiques ayant un lien avec les risques naturels (sinistres survenus, connaissance des phénomènes naturels, aléas, eaux pluviales, assainissement, connaissance générale du secteur...).

- La seconde phase est l'analyse des enjeux situés dans les zones où il existe un aléa. Plusieurs thématiques sont abordées : enjeux environnementaux, enjeux urbains, enjeux humains, enjeux de mobilité, enjeux économiques et sociaux. Cette analyse est faite en collaboration avec les communes, les partenaires et autres services de l'Etat, et permet d'aboutir à la réalisation d'une carte des enjeux sur les territoires d'étude.

[7] Source : http://www.prim.net

– La troisième phase est l'élaboration du zonage réglementaire et du règlement, qui découle en partie du croisement des aléas et des enjeux. Afin d'assurer la compatibilité entre les règles relatives au risque inondation et celles relatives au risque mouvements de terrain, cette phase a été réalisée par un groupe de travail au sein de la DDE qui a traité les deux problématiques (inondations, mouvements de terrain) en parallèle.

Au cours de chacune des trois phases, la concertation entre les services de l'Etat et les collectivités locales a été importante puisqu'elle a notamment permis de prendre en compte la réalité du terrain (au niveau des aléas et des enjeux) dans l'élaboration du PPRN.

3. TYPE DE PPRN RÉALISÉS

Concrètement, la démarche multirisque d'élaboration des PPRN présentée précédemment aboutit à terme à la réalisation d'un dossier PPRN par commune comprenant un PPR mouvements de terrain (PPRMT) et le cas échéant un PPR inondation (PPRI).

Ce dossier comprendra selon les communes :

- Un PPRI avec un préambule (document non opposable aux tiers mais à vocation pédagogique, présentant le cadre réglementaire des PPRN, la démarche d'élaboration des PPRN adoptée en Seine-Saint-Denis et son application au territoire concerné), une note de présentation, une cartographie des aléas, un zonage réglementaire et un règlement. Pour une meilleure compréhension, ont été rajoutées des annexes.

- Un PPRMT avec un préambule (document non opposable aux tiers mais à vocation pédagogique, présentant le cadre réglementaire des PPRN, la démarche d'élaboration des PPRN adoptée en Seine-Saint-Denis et son application au territoire concerné), une note de présentation, une cartographie des aléas, un zonage réglementaire et un règlement.

Le PPRMT traite de l'ensemble des risques de mouvement de terrain connus et identifiés en Seine-Saint-Denis, soient les risques de dissolution de gypse, d'effondrement d'anciennes carrières et de retrait – gonflement des sols argileux. Selon les risques présents sur une commune, le PPRMT prend en compte un, deux ou trois risques mouvements de terrain.

Ces PPRMT sont élaborés en l'état actuel des connaissances des services de l'Etat, et pourront être complétés ultérieurement si de nouveaux risques apparaissent. Ces documents sont réalisés à l'échelle de la commune.

Les PPRI sont élaborés en Seine-Saint-Denis sur les communes du bassin de la Marne et celles du bassin de la Seine. Neuf communes sont concernées : le PPRI Marne s'applique aux communes de Gagny, Gournay-sur-Marne, Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Marne et Noisy-le-Grand, le PPRI Seine s'applique aux communes d'Epinay-sur-Seine, l'Ile-Saint-Denis, Saint-Denis et Saint-Ouen.

Bien que ne faisant pas l'objet d'un PPRN, la problématique des inondations par débordement des réseaux, remontées des nappes ou ruissellement urbain a toutefois fait l'objet d'un travail en collaboration avec la direction de l'eau et de l'assainissement (DEA) du conseil général de Seine-Saint-Denis et a été prise en compte dans la réflexion sur le règlement.

4. APPLICATION DE LA DÉMARCHE À LA COMMUNE D'ÉPINAY-SUR-SEINE

En l'état actuel des connaissances, la commune d'Épinay-sur-Seine est concernée par les risques suivants :

- Risque inondation par débordement de la Seine - arrêté préfectoral n°99-3411 du 20/08/1999 prescrivant l'élaboration d'un PPRI sur les 4 communes du bassin Seine.

- Risques de mouvements de terrain :
  - Retrait-gonflement des sols argileux - arrêté préfectoral n°01-3061 du 23/07/2001 prescrivant l'élaboration d'un PPR argile sur l'ensemble des communes du département.

Le travail d'élaboration du PPRI est le fruit d'échanges avec les services de la commune ainsi que ceux de l'EPCI Plaine Commune :

- le 06 mai 2004 : présentation de la démarche PPR aux services communaux – échanges sur la carte des aléas inondation ;
- le 06 juillet 2004 : présentation de la démarche PPR au service environnement de Plaine Commune ;
- le 03 novembre 2004 : présentation aux services communaux de la carte des enjeux et échanges ;
- les 13 octobre et 18 novembre 2004 : présentation et échanges autour de la carte des aléas et de la carte des enjeux du territoire à Plaine Commune ;
- le 10 juin 2005 : présentation et échanges autour du projet de PPRI en présence de Madame la Sous-Préfète et Monsieur le Maire ;
- le 22 septembre 2005 : échanges avec les services techniques de la commune ;
- le 6 octobre 2005 : échanges avec les villes et l'EPCI Plaine Commune.

5. APPLICATION DE LA DÉMARCHE À LA COMMUNE DE L'ÎLE-SAINT-DENIS

En l'état actuel des connaissances, la commune de l'Île-Saint-Denis est concernée par les risques suivants :

- Risque inondation par débordement de la Seine - arrêté préfectoral n°99-3411 du 20/08/1999 prescrivant l'élaboration d'un PPRI sur les 4 communes du bassin Seine.

- Risques de mouvements de terrain :
  - Retrait-gonflement des sols argileux - arrêté préfectoral n°01-3061 du 23/07/2001 prescrivant l'élaboration d'un PPR argile sur l'ensemble des communes du département.

Le travail d'élaboration du PPRI est le fruit d'échanges avec les services de la commune ainsi que ceux de l'EPCI Plaine Commune :

- le 15 avril 2004: présentation de la démarche PPR aux services communaux – échanges sur la carte des aléas inondation ;
- le 14 mai 2004 : échanges autour des projets du territoire de l'Ile-Saint-Denis ;
- le 06 juillet 2004 : présentation de la démarche PPR au service environnement de Plaine Commune ;

- les 13 octobre et 18 novembre 2004 : présentation et échanges autour de la carte des aléas et de la carte des enjeux du territoire à Plaine Commune ;
- le 25 mai 2005 : présentation et échanges autour du projet de PPRI en présence de Madame la Sous-Préfète et Monsieur le Maire ;
- le 6 octobre 2005 : échanges avec les villes et l'EPCI Plaine Commune.

6. APPLICATION DE LA DÉMARCHE À LA COMMUNE DE SAINT-OUEN

En l'état actuel des connaissances, la commune de Saint-Ouen est concernée par les risques suivants :

- Risque inondation par débordement de la Seine - arrêté préfectoral n°99-3411 du 20/08/1999 prescrivant l'élaboration d'un PPRI sur les 4 communes du bassin Seine.

- Risques de mouvements de terrain :
  - Retrait-gonflement des sols argileux - arrêté préfectoral n°01-3061 du 23/07/2001 prescrivant l'élaboration d'un PPR argile sur l'ensemble des communes du département.

  - Carrière et dissolution du gypse - arrêté préfectoral n°86-0746 du 21/03/1986 et arrêté modificatif n°95-1125 du 18/04/1995 instituant un périmètre de risque valant PPR.

  - Mouvements de terrain - arrêté préfectoral n°04-6181 du 22/12/2004 prescrivant l'élaboration d'un PPRMT.

Le travail d'élaboration du PPRI est le fruit d'échanges avec les services de la commune :

- le 11 mai 2004 : présentation de la démarche PPR, de la carte des aléas inondation ;

- le 03 novembre 2004 : présentation de la carte des enjeux du territoire ;

- le 16 juin 2005 : Présentation et échanges autour du projet de PPRI en présence de Madame la Sous-Préfète.

7. APPLICATION DE LA DÉMARCHE À LA COMMUNE DE SAINT-DENIS

En l'état actuel des connaissances, la commune de Saint-Denis est concernée par les risques suivants :

- Risque inondation par débordement de la Seine - arrêté préfectoral n°99-3411 du 20/08/1999 prescrivant l'élaboration d'un PPRI sur les 4 communes du bassin Seine.

- Risques de mouvements de terrain :
  - Retrait-gonflement des sols argileux - arrêté préfectoral n°01-3061 du 23/07/2001 prescrivant l'élaboration d'un PPR argile sur l'ensemble des communes du département ;

- Dissolution du gypse - arrêté préfectoral n°86-0753 du 21/03/1986 et arrêté modificatif n°95-1127 du 18/04/1995 instituant un périmètre de risque valant PPR ;

- Mouvements de terrain - arrêté n°05-0176 du 17/01/2005 prescrivant l'élaboration d'un PPRMT.

Le travail d'élaboration du PPRI est le fruit d'échanges avec les services de la commune ainsi que ceux de l'EPCI Plaine Commune :

- le 12 mai 2004 : présentation de la démarche PPR aux services communaux – échanges sur les projets d'aménagement ;

- le 06 juillet 2004 : présentation de la démarche PPR au service environnement de Plaine Commune ;

- le 29 septembre 2004 : présentation de la carte des aléas inondation aux services communaux ;

- les 13 octobre et 18 novembre 2004 : présentation et échanges autour de la carte des aléas et de la carte des enjeux du territoire à Plaine Commune ;

- le 13 juin 2005 : invitation de Madame la Sous-Préfète à une présentation et échanges autour du projet de PPRI en présence de Monsieur le Maire ;

- le 6 octobre 2005 : échanges avec les villes et l'EPCI Plaine Commune.

note de présentation

Plan de prévention du risque inondation de la Seine

dans le département de la Seine-Saint-Denis

APPROUVÉ PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 21 JUIN 2007

Vallée de la Seine

Communes de :
Epinay-sur-Seine, Île-Saint-Denis,
Saint-Denis, Saint-Ouen

SOMMAIRE

1. Introduction 5

2. Contexte hydrologique 5

2.1. LE CONTEXTE HYDROLOGIQUE EN ILE DE FRANCE 5

2.2. PRÉSENTATION DU BASSIN VERSANT SEINE 6

2.2.1. Rappel de la procédure 6

2.2.2. Le contexte hydraulique 6

2.3. DESCRIPTION DES CRUES 7

2.3.1. Origine des crues 7

2.3.2. Caractérisation des crues 7

2.3.3. Cinématique des crues 7

2.3.4. Historique des crues 8

2.3.5. Détermination d'une crue de référence pour l'Île-de-France 8

3. Démarche globale de gest

4.3. METHODE DE DEFINITION DES ZONES D'ALEAS 16
4.3.1. Crue de référence 16
4.3.2. Méthode utilisée 16
4.3.3. Remarques 18
5 Carte d'aléas par bassin et par commune 20
6. Analyse des enjeux 20
6.1. ENJEUX D'AMÉNAGEMENT GLOBAL 21
6.1.1. Zone des Docks – ZAC Victor Hugo – Saint Ouen 21
6.1.2. Secteur EDF PLEYEL 22
6.1.3. Site Confluence 22
6.1.4. Secteur de la Briche 23
6.1.5. Secteur de l'Île-Saint-Denis 23
6.2. ENJEUX DE MOBILITÉ 24
6.2.1. Prolongement de la ligne de tramway T1 de Saint-Denis à Asnières – Gennevilliers 24
6.2.2. Création du tramway Saint-Denis – Epinay sur Seine – Villetaneuse (TSDEV) 24
6.2.3. Pôle multi-modal gare de Saint-Denis centre 25
6.3. ENJEUX PAYSAGERS 25
6.3.1. Berges de Seine 25
6.3.2. Berges du canal 26
6.3.3. Liaison verte Parc ile Saint-Denis 26
6.4. ENJEUX LIÉS AUX ÉQUIPEMENTS SENSIBLES 26
6.5. ENJEUX HUMAINS 28
6.5.1 Données générales 28
6.5.2 Recensement des établissements sensibles 28
6.5.3 Analyse de la carte des enjeux de population 29
6.6. METHODE D'ANALYSE DE L'OCCUPATION DES SOLS 29
7. Elaboration du zonage réglementaire 31
7.1. PRINCIPES GENERAUX ET OBJECTIFS 31
7.2. DEFINITION DU ZONAGE REGLEMENTAIRE ET SYNTHESE DES PRESCRIPTIONS PAR

1. INTRODUCTION

Cette note présente l'ensemble des éléments utiles à la compréhension du plan de prévention des risques inondation (PPRI) pour le bassin de la Seine dans le département de la Seine-Saint-Denis. Ce document concerne les communes de : Épinay-sur-Seine, Île-Saint-Denis, Saint-Denis et Saint-Ouen.

Ce PPRI comprend trois grandes parties :

- La note de présentation comprenant la description du phénomène naturel « inondation par débordement d'un cours d'eau », des zones inondables et des niveaux d'eau atteints, l'analyse des enjeux des territoires menacés par les inondations et la méthode d'élaboration du zonage réglementaire. Cette note est accompagnée de la cartographie des aléas ;

- Le zonage réglementaire, obtenu en croisant les niveaux d'eau atteints par la crue de référence et les zones d'enjeux recensées ;

- Un règlement s'appliquant sur chacune des zones réglementaires précédemment définies.

A ces trois documents réglementaires s'ajoutent deux documents complémentaires, intégrés pour une meilleure compréhension de la problématique. Il s'agit :

- du préambule ;
- des annexes.

Les inondations ont, par le passé, provoqué d'importants dégâts en France et pourraient, du fait de l'extension de l'urbanisation, avoir aujourd'hui des conséquences encore plus graves.

Les coûts financiers directs et indirects sont impossibles à chiffrer. A titre d'information, sur l'ensemble de la France, le coût annuel moyen des dommages causés par les inondations se chiffre à environ 230 millions d'euros. En région parisienne, le coût d'une inondation similaire à celle de janvier 1910 a été estimé dans une fourchette comprise entre 12 et 15 milliards d'euros[1].

2. CONTEXTE HYDROLOGIQUE

2.1. LE CONTEXTE HYDROLOGIQUE EN ILE DE FRANCE

D'un point de vue hydrographique, l'Île-de-France appartient au bassin Seine -Normandie, qui est l'un des 6 bassins hydrographiques créés en France par la loi du 16 décembre 1964.
Ce bassin s'étend sur 100 000 km², soit 1/5 de la superficie nationale. Son territoire couvre 8 régions, 25 départements, et environ 9 000 communes, ce qui représente au total une population de 17 millions d'habitants.
Le fleuve le plus important du bassin est la Seine, qui possède de nombreux affluents.

[1] Source : étude « Inondations en Ile-de-France : nouvelles études, nouvelles connaissances », août 1998 – IIBRBS/AESN/Préfecture de la région Ile-de-France.



Source : Agence de l'Eau Seine-Normandie

2.2. PRÉSENTATION DU BASSIN VERSANT SEINE

2.2.1. *Rappel de la procédure*

L'élaboration du plan de prévention du risque inondation de la Seine a été prescrite par arrêté préfectoral n°99-3411 en date du 20 août 1999.

Ce plan concerne la prévention des risques d'inondations par débordement de la Seine.

Le présent PPRI s'applique aux territoires des quatre communes riveraines de la Seine en Seine-Saint-Denis : Épinay-sur-Seine, Île-Saint-Denis, Saint-Denis, Saint-Ouen.

2.2.2. *Le contexte hydraulique*

La Seine, deuxième fleuve français par sa longueur (780 km), draine un territoire de 78.600 km², presque tout entier inscrit dans le bassin parisien.

Elle prend sa source au nord-ouest de Dijon, à 470 m d'altitude, sur le plateau de Langres. Le bassin versant de la Seine en amont de Paris couvre un territoire de 44 000 km² et se compose de plusieurs sous bassins-versants : la Seine reçoit les eaux de plusieurs affluents tels que l'Aube, l'Yonne, la Marne... Elle traverse les plateaux d'Île-de-France et de Normandie en décrivant de nombreux méandres avant de se jeter dans la Manche par un estuaire d'une largeur d'environ 10 km (au sud du Havre et au nord de Honfleur).
La Seine est un fleuve au débit modéré : son débit moyen à Paris est de 300 m^3/s et à l'embouchure il est de 500 m^3/s environ. Cependant, ce débit est très changeant : il peut varier de 20 m^3/s à plus de 2 400 m^3/s en période de crue.

Le tableau suivant recense les caractéristiques des principaux affluents de la Seine :

Rivière	Longueur	Confluence	Bassin versant (en km²)	Débit (en m³/s)	
				moyen	maximal
Aube	248 km	Marcilly	4.500	25	350
Yonne	293 km	Montereau	11.000	75	1.200
Marne	525 km	Charenton	12.700	100	800
Essonne	90 km	Corbeil	1.850	8	30
Oise	303 km	Conflans	17.000	110	650
Eure	225 km	Pont	5.500	19	230

2.3. DESCRIPTION DES CRUES

Les régimes pluviaux de la Seine, de la Marne et des principales rivières affluentes exposent le territoire de leur bassin à des crues, dont certaines sont susceptibles de se traduire par des inondations importantes voire catastrophiques.

2.3.1. *Origine des crues*

Les crues sont la conséquence de plusieurs phénomènes concomitants :

- arrivée de fortes pluies sur les massifs amont : plateau de Langres pour la Seine, l'Aube et la Marne, plateau du Morvan pour l'Yonne et ses affluents ;

- imperméabilisation naturelle et temporaire (gel ou saturation des sols) ou artificielle des sols.

2.3.2. *Caractérisation des crues*

Les crues sont décrites en fonction de leurs caractéristiques physiques (hauteurs d'eaux et débits atteints) et de leur fréquence (période de retour).

Les crues de la Seine sont définies en Île-de-France selon la hauteur d'eau qu'elles atteignent au pont d'Austerlitz à Paris. Par convention, on désigne par :

- crue majeure une crue de l'ordre de 6m (période de retour décennale ou plus) ;

- crue exceptionnelle une crue de 7 à 8m, ou plus (période de retour de 50 ans et plus).

2.3.3. *Cinématique des crues*

Contrairement aux crues du littoral méditerranéen, ce sont des crues lentes : la montée des eaux est en général inférieure à 1 m par jour.
La période la plus risquée s'étend de novembre à mai. Les crues majeures surviennent généralement entre décembre et mars.

En Ile-de-France, les inondations les plus importantes se produisent lorsqu'il y a concomitance des crues des différents affluents de la Seine. Les crues majeures sont généralement dues à la superposition des crues lentes de l'Aube, de la Seine et de la Marne avec les crues rapides de l'Yonne et des affluents de la Marne tels que le Petit et le Grand Morin.

En amont, chaque bassin versant réagit aux épisodes pluvieux de manière bien spécifique : l'onde de crue en provenance de l'Yonne met environ 5 jours pour arriver à Paris, et elle précède de 6 jours les ondes de crues résultantes de la Seine et de la Marne. Ainsi, dans le cas où plusieurs épisodes pluvieux se succèdent, il peut se produire un phénomène de conjonction des ondes de crue. On parle alors de crues doubles (deux épisodes pluvieux rapprochés) ou de crues multiples (plusieurs épisodes pluvieux).

2.3.4. *Historique des crues*

La première mention d'une crue est celle de l'empereur romain Julien l'Apostat durant l'hiver 358/359 et la plus relatée dans la littérature historique est celle du 31 janvier 582 par Grégoire de Tours. Les crues les plus importantes de l'histoire de l'Ile-de-France, connues avec suffisamment de certitude, sont celles de 1658 (où le maximum pourrait être de 8,96 m au pont d'Austerlitz), et celle de 1740 (8,05m). Cependant, les hauteurs d'eau ne sont observées avec précision que depuis la fin du 19ème siècle.

La crue exceptionnelle qui a le plus marqué le 20ème siècle est celle de janvier 1910, avec une hauteur d'eau au pont d'Austerlitz de 8,62 m. Cette crue est dite « centennale » : sa période de retour est estimée à 100 ans. Cela signifie que chaque année, une crue de ce type a une chance sur 100 de se produire. Sur un siècle, on estime qu'il y a 63 chances sur 100 qu'une crue de type 1910 se produise au moins une fois[2].

Depuis 1910, 12 crues majeures (de plus de 6 m) ont touché l'Ile-de-France et 28 crues ont atteint des hauteurs de plus de 5 m.

Le tableau suivant illustre les caractéristiques des crues les plus importantes :

Crue	Origine / type de crue	Hauteur (au pont d'Austerlitz)	Période de retour	Débit (en m^3/s)
1910 (janvier)	double	8,62 m	100 ans	2 400
1924 (janvier)	simple	7,32 m	20 à 50 ans	2 100
1955 (janvier)	simple	7,12 m		
1982	multiple	6,18 m	10 ans	1 800

Source : SNS / DIREN

2.3.5. *Détermination d'une crue de référence pour l'Ile-de-France*

La crue de 1910 d'occurrence centennale est suffisamment récente pour être bien connue (elle a en effet été relatée avec précision dans le rapport Picard). Ses caractéristiques servent de référence historique pour les crues exceptionnelles au niveau de la région Ile-de-France, en application des circulaires interministérielles du 24 avril 1996 et 5 février 1998 relatives à la prise en compte du risque inondation en région Ile-de-France.

[2] Cf. annexes : calcul de la probabilité d'occurrence d'une crue de type 1910 sur un siècle.

Cependant, chaque crue possède ses propres caractéristiques et aucune crue ne se déroule de manière identique à la précédente. D'autre part, il faut noter que des changements climatiques peuvent intervenir dans les années futures et qu'il est encore difficile d'estimer précisément l'impact des travaux effectués dans les bassins des rivières (endiguement, urbanisation, étanchéité des sols, modification des cultures, défrichement et/ou plantation...). De tels facteurs seraient susceptibles de modifier le comportement des rivières en période de crue. Même si la crue de 1910 sert de référence en matière de crue exceptionnelle, la survenue d'une crue plus importante reste possible.

3. DÉMARCHE GLOBALE DE GESTION DES INONDATIONS

Pour gérer de manière plus équilibrée la ressource en eau, la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a créé plusieurs outils de planification dont le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE). Grâce à cet outil, chaque grand bassin hydrographique peut désormais mieux organiser et mieux prévoir ses orientations fondamentales. S'appuyant sur l'ensemble des obligations fixées par les lois et les directives européennes et prenant en compte les programmes publics en cours, le SDAGE est élaboré après une large concertation. Il traduit la volonté commune et engage l'ensemble de la collectivité.
Le SDAGE du bassin Seine - Normandie approuvé le 20 septembre 1996 constitue ainsi le cadre de référence de la gestion de l'eau voulue par la loi. Il définit les orientations de la politique de l'eau et souligne la nécessaire cohérence des actions de prévention et de protection à l'échelle du bassin versant. Ce document a une portée juridique. Les services de l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics doivent en tenir compte pour toutes leurs décisions concernant l'eau et les milieux aquatiques.

3.1. MESURES DE PROTECTION

3.1.1. Les barrages en amont

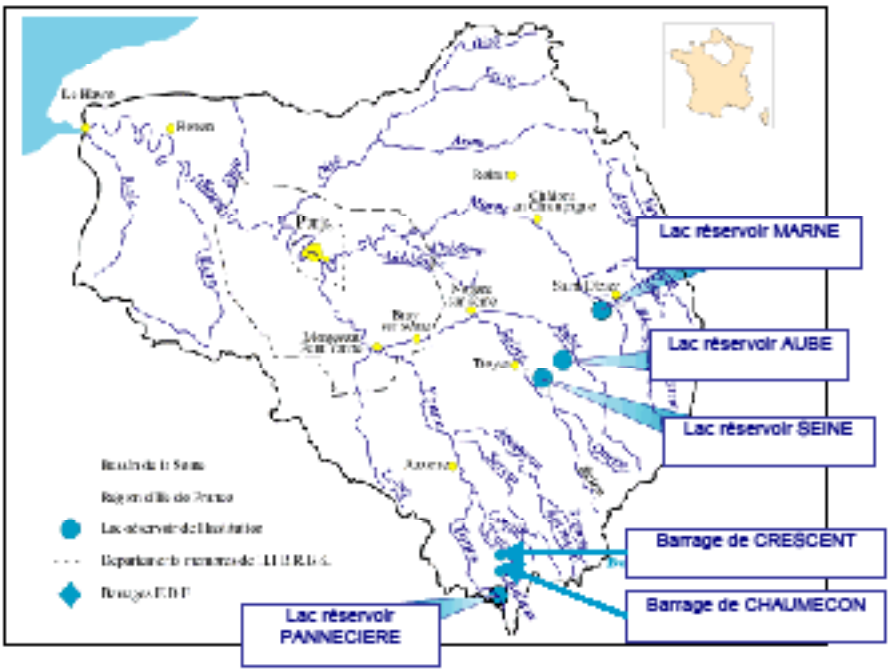
En amont du bassin versant de la Seine, les principales retenues sont de deux natures différentes :

- barrages « réservoirs » pouvant retenir un important volume d'eau ;
- barrages destinés à la production électrique gérés par EDF.

Ces différents ouvrages représentent une capacité de stockage totale de plus de **800** millions de m^3 se répartissant ainsi :

Type d'ouvrage	Cours d'eau	Capacité normale	Mise en service
Lac-réservoir Marne Lac du Der-Chantecoq	Marne	350 millions de m^3	1974
Lac-réservoir Aube Lacs Amance et du Temple	Aube	170 millions de m^3	1989
Lac-réservoir Seine Lac d'Orient	Seine	205 millions de m^3	1966
Lac-réservoir de Pannecière	Yonne	80 millions de m^3	1949
Barrage EDF de Crescent	Cure	14 millions de m^3	1932
Barrage EDF de Chaumeçon	Chalaux	19 millions de m^3	1933

Source : Institution Interdépartementale des Barrages-Réservoirs du Bassin de la Seine



Source : Institution Interdépartementale des Barrages-Réservoirs du Bassin de la Seine

Situés en amont, les barrages « réservoirs » assurent deux fonctions :

- <u>Le soutien d'étiage</u>

L'eau est retenue au cours de l'hiver et du printemps, jusqu'en juin où le maximum de stockage est atteint. De juillet à octobre, l'eau est restituée dans les rivières pour assurer un débit minimal et préserver différentes fonctions, telles que l'alimentation en eau potable ou la navigation. La restitution peut se poursuivre si nécessaire en novembre et décembre (soutien d'étiage tardif).

- <u>L'écrêtement des crues ordinaires</u>

En cas de crue, survenant généralement entre novembre et juin, les prélèvements sont augmentés en vue d'écrêter les débits excédentaires.
Pour les crues petites et moyennes, le rôle écrêteur des barrages a limité la fréquence d'apparition de ces phénomènes et a permis de réduire les débits de la Seine et de la Marne à l'amont de Paris. Leur action permettrait de protéger la majeure partie de la région parisienne de crues identiques à celles de 1924 et 1955 (abaissement des hauteurs d'eaux, diminution de la surface des zones d'expansion de crue).

Cependant, les barrages ont un effet très faible sur les crues exceptionnelles car les volumes de ruissellement mis en jeu sont considérables et leur capacité de stockage est limitée. Les ouvrages ne contrôlent que 17 % du bassin versant de la Seine à l'entrée de Paris, le bassin versant de l'Yonne est sous-équipé et le bassin versant intermédiaire, qui a un impact non négligeable en situation pluviométrique importante, n'est pas régulé (Loing, Petit Morin, Grand Morin, Essonne...).

De plus, l'action des barrages n'est pas instantanée puisque leur effet ne se fait ressentir que 8 jours plus tard au niveau de Paris.

Les grands lacs ont donc un effet modérateur sur les crues mais, pour les crues exceptionnelles, cet effet est très limité en raison de l'insuffisance des capacités de stockage. Ainsi ils ne sont pas pris en compte dans la détermination des zones d'aléas du PPRI.

3.1.2 Les barrages en aval

Ils permettent, en période de faible débit, de maintenir un volume d'eau suffisant pour la navigation et pour la régulation des effluents. En période de crue, ces barrages sont complètement ouverts et ne jouent aucun rôle.

3.1.3. Murettes anti-crues

Une partie importante du linéaire de la Seine et de la Marne est protégée par des murettes situées aux cotes atteintes par les plus hautes eaux en 1924.

Ces ouvrages n'offrent qu'une protection locale limitée. Si les murettes ont prouvé leur efficacité pour les crues intermédiaires (période de retour courte), elles ne sont pas adaptées aux crues exceptionnelles et peuvent générer un effet contraire en prolongeant la situation de risque. En effet, en cas de crue type 1910, elles sont submergées et peuvent bloquer le retour des eaux de la crue dans le lit du fleuve. Une intervention humaine est alors impérative dès la décrue annoncée pour éviter toute prolongation des inondations (levée des batardeaux).

Les murettes n'étant pas efficaces pour lutter contre les inondations importantes, elles ne sont donc pas prises en compte lors de la détermination des zones d'aléas du PPRI.

3.1.4. Repères de crue

Conformément à l'article L563-3 du code de l'environnement, inséré par la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 : « dans les zones exposées aux risques d'inondations, le Maire, avec l'assistance des services de l'État compétents, procède à l'inventaire des repères de crues existant sur le territoire communal et établit les repères correspondant aux crues historiques, aux nouvelles crues exceptionnelles ou aux submersions marines. La commune ou le groupement de collectivités territoriales compétent matérialisent, entretiennent et protègent les repères».

Le décret n°2005-233 du 14 mars 2005 précise que la liste des repères de crue existant sur le territoire de la commune et l'indication de leur implantation ou la carte correspondante sont incluses dans le document d'information communal sur les risques majeurs prévu à l'article 3 du décret du 11 octobre 1990.

3.2. MESURES D'INFORMATION PREVENTIVE

L'information préventive vise à renseigner le citoyen sur les risques qu'il encourt en certains points du territoire et sur les mesures de sauvegarde et de protection mises en œuvre face à ces risques, en application du droit à l'information tel que défini par l'article L.125-2 du code de l'environnement.

Les services de la préfecture ont la responsabilité d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM), qui recense les risques et les zones d'exposition du département. Pour la Seine-Saint-Denis, ce dossier, remis à jour en décembre 2002, est consultable en mairie.

A partir du DDRM approuvé et des autres informations relatives aux risques qui leur seront transmises, les maires ont la responsabilité de réaliser le dossier d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM). Ce document, qui présente les mesures de prévention prises par la commune doit être adressé aux principaux acteurs qui interviennent dans la prévention et la gestion des risques majeurs et doit faire l'objet de publicité auprès des citoyens. Ces DICRIM sont actuellement en cours d'élaboration pour la plupart des communes du département.

3.3. MESURES DE SURVEILLANCE ET D'ALERTE

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels confirme dans son article 41 que l'organisation de la surveillance, de la prévision et de la transmission de l'information sur les crues est assurée par l'État. Cette mission s'exerce sur les cours d'eau les plus importants, en raison de leurs caractéristiques de débit ou en raison des dommages que les crues peuvent provoquer.

Dans ce contexte, l'État a engagé en octobre 2002 une réforme de l'annonce de crues visant à améliorer l'organisation des services assurant ces missions, à concentrer les moyens d'expertise des services de prévision des crues (SPC) et à rapprocher les activités de prévision des crues et de l'hydrométrie.

Pour le bassin hydrographique de Seine-Normandie, dans lequel s'inscrit la région Ile-de-France, cette réforme consiste à réorganiser les 14 centres d'annonce de crues (anciens CAC) en 4 services de prévision de crues (SPC) :

- secteur « Oise-Aisne » ;
- secteur « Seine moyenne-Yonne-Loing » ;
- secteur « Seine amont-Marne-Aube » ;
- secteur « Seine aval-Normandie ».

Le schéma directeur de prévision des crues (SDPC) du bassin Seine-Normandie, approuvé le 22 décembre 2005 par le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, préfet coordonnateur de bassin, définit l'organisation de la surveillance, de la prévision et de la transmission de l'information sur les crues dans le bassin Seine-Normandie.
Ce schéma est complété, pour chaque SPC du bassin, par un règlement de surveillance, de prévision et de transmission de l'information sur les crues (RIC). Le règlement d'information sur les crues relatif au service de prévision de crues Seine moyenne-Yonne-Loing a été approuvé le 4 juillet 2006 par le préfet de la région d'Île-de-France, préfet pilote du SPC Seine moyenne-Yonne-Loing.

Le territoire de compétence du service de prévision de crues Seine moyenne-Yonne-Loing s'étend sur 14 départements (Aube, Côte-d'Or, Eure, Loiret, Nièvre, Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Yonne, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Val-d'Oise) et 3 zones de défense (Paris, Est, Ouest). Sur l'ensemble de ce territoire, le SPC est chargé de capitaliser l'observation et l'analyse de l'ensemble des phénomènes d'inondation, d'apporter son appui et ses connaissances aux différents services de l'Etat intervenant dans ce domaine, et d'accompagner les collectivités territoriales souhaitant s'investir dans le domaine de la surveillance des crues en leur apportant du conseil et en veillant à la cohérence entre l'organisation qu'elles envisagent de mettre en œuvre et celle des services de l'Etat.

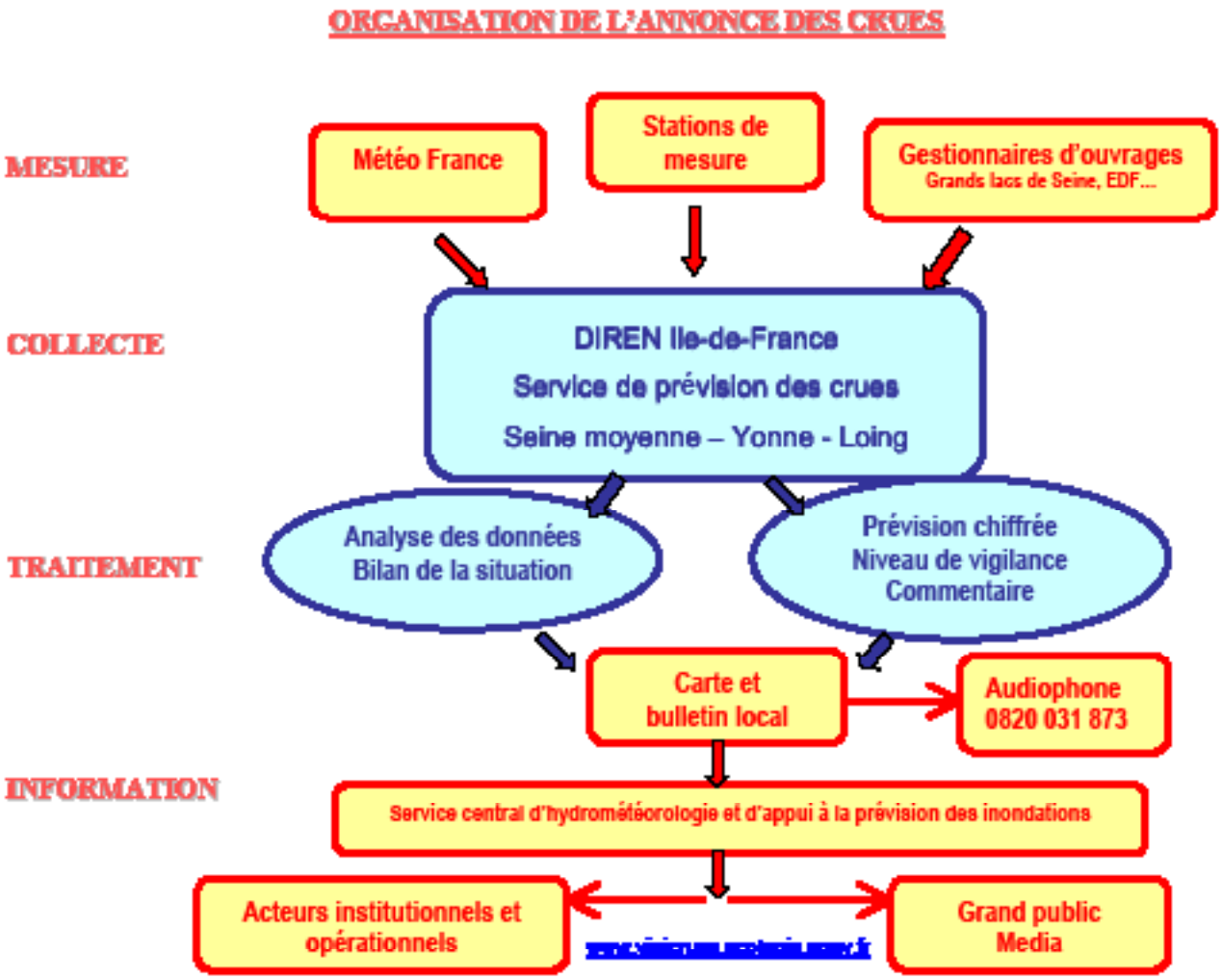
Le service de prévision de crues Seine moyenne-Yonne-Loing s'appuie sur les mesures réalisées sur différents réseaux hydrométriques ou météorologiques. Le règlement d'information sur les crues définit un dispositif d'échanges de données entre le SPC et les autres gestionnaires de réseaux (les réseaux de mesures pluviométriques de Météo-France, les mesures hydrométriques provenant de l'institution interdépartementale des barrages-réservoirs du bassin de la Seine ou d'EDF...).

Le dispositif d'information détaillé dans le présent règlement est centré sur une procédure de vigilance crues se traduisant par :

- l'élaboration, deux fois par jour (à 10h et à 16h) d'une carte de vigilance crues (qui peut être consultée soit à l'échelle nationale soit à l'échelle locale du périmètre géographique d'intervention du SPC) représentant les cours d'eau par tronçons affectés d'une couleur (verte, jaune, orange ou rouge) représentative du degré de vigilance qu'il convient d'adopter compte-tenu de la situation hydrométéorologique ;
- la mise à disposition de bulletins d'information locaux, rédigés par les SPC, et nationaux, rédigés par le service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI), accessibles depuis la carte de vigilance crues.

La carte de vigilance et le bulletin d'information associé en cours de validité sont accessibles pour tout public à partir du site internet www.vigicrues.ecologie.gouv.fr.
Une retranscription audio du bulletin d'information est également accessible, à partir du niveau jaune, au numéro suivant : 0820 031 873.

La carte de vigilance et le bulletin d'information associé sont transmis à chaque actualisation aux préfectures de zone de défense, aux préfectures de département et aux services départementaux d'incendie et de secours des départements dans lesquels s'inscrit le périmètre d'intervention du SPC.



3.4. MESURES D'ORGANISATION DES SECOURS

La préparation des mesures de sauvegarde et la mise en œuvre des moyens de secours nécessaires sont décrites dans les plans d'organisation des secours.

3.4.1. Les plans de secours en Île-de-France

Au titre de ses responsabilités de préfet de la zone de défense de Paris, comprenant les huit départements de la région Île-de-France, le préfet de police dispose d'un état-major de sécurité civile. En cas de sinistre dépassant le cadre et les moyens d'un département, il est en charge de la planification et de la coordination des secours. Pour ce faire, à Paris et dans les trois départements de la petite couronne, le préfet de police s'appuie sur une organisation interdépartementale. De nombreux moyens de secours, adaptés aux diverses situations, peuvent être mobilisés, notamment la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, le service d'aide médicale d'urgence et les secouristes. L'élaboration et l'adaptation permanente des plans d'urgence et de secours, dont le plan interdépartemental d'organisation des secours (ORSEC), constituent l'une des missions de la préfecture de police.

3.4.2. Plan d'ORganisation des SECours : plan ORSEC

Créé par une loi de 1987, il est le premier des plans d'urgence. Fréquemment mis en œuvre, il a été testé sur de nombreuses catastrophes naturelles. Tous les plans d'urgence découlent de celui-là.

Le plan ORSEC recense les moyens de secours publics et privés susceptibles d'être mis en œuvre et diffuse les précautions à prendre. Il permet de faciliter la mobilisation et l'engagement de moyens exceptionnels lorsque qu'un événement accidentel ou catastrophique de grande ampleur se produit et que le nombre de victimes ou de sinistrés est conséquent.

Le plan détermine notamment :

- les conditions de mise à disposition et les missions des services concernés
- l'organisation du commandement et la coordination entre les différents services

3.4.3. Le Plan Zonal de Secours Spécialisé Inondation

C'est un plan d'urgence particulier, qui s'applique de manière spécifique au risque inondation.
L'élaboration de ce plan de secours spécialisé relève des missions du préfet de police de Paris qui a compétence pour l'organisation des secours. Le préfet de Seine-Saint-Denis est coordinateur des moyens publics et privés mis en œuvre pour secourir les populations en cas d'événement.
Le plan zonal de secours spécialisé inondation concerne l'ensemble des huit départements d'Île-de-France et est destiné à coordonner les actions de l'ensemble des intervenants, ainsi qu'à prévoir et organiser les secours en cas de crue majeure. Les objectifs principaux de ce plan sont les suivants :

- optimiser la diffusion de l'alerte et l'annonce des crues,
- fournir une information claire à l'ensemble des acteurs et à la population,
- déterminer les mesures propres à limiter les effets de la crue,
- organiser la gestion de la crise,
- organiser les conditions de retour à la normale.

4. DÉTERMINATION DES ZONES INONDABLES ET DES ALÉAS

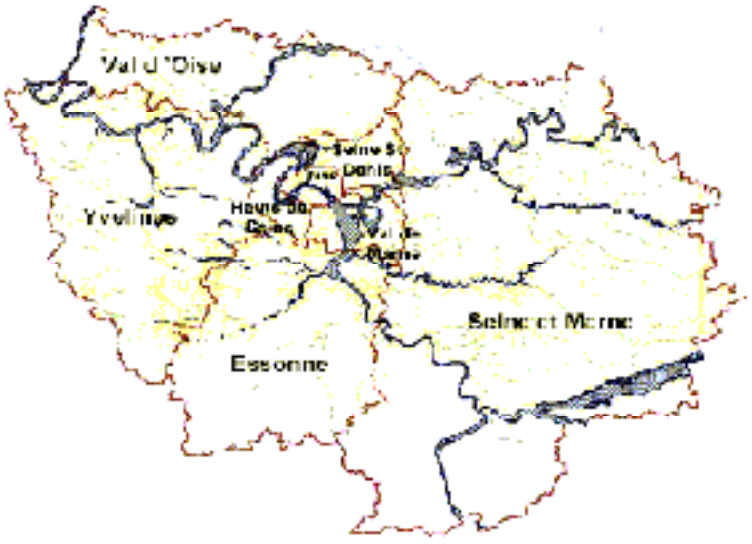
4.1. RAPPEL : PHEC

Les textes invitent à prendre en compte « les hauteurs d'eau atteintes par une crue de référence qui est la plus forte connue, ou, si cette crue était plus faible qu'une crue de fréquence centennale, cette dernière ». On utilise la notion de « plus hautes eaux connues (PHEC) ».

La circulaire du 5 février 1998 a agréé, pour l'Île-de-France, le principe d'établissement de cartes d'aléas fondées sur les hauteurs de submersion lors de la crue de 1910 pour la Seine, la Marne et l'Oise en aval de Pontoise, et de la crue de 1926 pour l'Oise en amont de Pontoise. Ces crues correspondent aux « plus hautes eaux connues » (PHEC) sur les grands cours d'eau en région Île-de-France.

4.2. DEMARCHE UTILISEE POUR L'ÉLABORATION DE LA CARTE DES ALEAS

4.2.1. Cartographie des zones inondées par les plus hautes eaux connues en Île-de-France



Source : DIREN Île-de-France

La carte ci-dessus est extraite de l'atlas des PHEC publié par la DIREN. Cet atlas est un document purement historique, il n'a pas de valeur réglementaire. Il synthétise l'ensemble des informations connues actuellement avec une précision suffisante sur les niveaux des PHEC. Pour Paris et les départements de petite couronne, les limites de crues sont directement issues du rapport rédigé par la commission PICARD à la suite de l'inondation de janvier 1910.

Il faut souligner que les limites des PHEC cartographiées dans l'atlas ne doivent pas être considérées comme des références absolues : ce sont davantage les limites des zones « inondées » par la crue de 1910 que les limites des zones « inondables ». En effet, depuis 1910, les modifications du modelé du terrain et les évolutions de l'urbanisation sont telles qu'une crue du type 1910 n'aurait pas les mêmes champs d'expansion.

L'atlas des PHEC n'est donc pas une carte d'aléa. Les cartes d'aléas d'un PPR Inondation doivent permettre de caractériser précisément l'intensité et l'étendue du risque. Pour cela, il est nécessaire de tenir compte des changements de relief ou d'occupation des sols et de confronter ces niveaux d'eaux historiques à la topographie actuelle.

4.2.2. Connaissances apportées par les études hydrauliques

Les études hydrauliques mettent en œuvre des modèles de simulation dynamique des écoulements dans les cours d'eau et les vallées inondables. Ces outils mathématiques permettent de calculer les lignes d'eau et les vitesses pour une configuration géométrique de vallée donnée.
La simulation hydraulique est le plus souvent effectuée à partir d'un modèle par « casiers », qui utilise un découpage en îlots géographiques (appelés « casiers hydrauliques ») pour représenter la zone inondable. Les principaux intérêts du modèle par casiers sont qu'il peut restituer pour chaque zone le niveau d'eau et le débit transitant et qu'il permet d'appréhender la notion de hauteur d'inondation, de durée d'inondation et de direction privilégiée de l'écoulement. De tels modèles sont donc capables de restituer de manière dynamique, au fur et à mesure de la propagation de la crue (donc en régime transitoire), l'évolution de la tache d'inondation au sein du lit majeur de la rivière. Ils permettent aussi de rendre compte de la complexité des phénomènes hydrauliques à l'échelle locale : chenaux préférentiels d'écoulement, zones d'accumulation, ainsi que de la présence des nombreux obstacles implantés dans le lit majeur : routes, voies SNCF, remblaiements, digues…

D'autres études hydrauliques ont été menées pendant la période 1992 – 1998 à l'échelle de la région Île-de-France. Ces études ont été réalisées par SETEC-HYDRATEC pour le compte des Grands Lacs de Seine (IIBRBS). Il s'agissait dans un premier temps de simuler différentes crues sur les bassins Marne et Seine, et de déterminer l'efficacité des protections existantes.

Les études de modélisation hydrauliques permettent d'établir en tout point de la zone inondable les cotes maximum de crue s'établissant par submersion directe ou indirecte. Cependant, leur limite vient de la précision du découpage en casier, qui n'est parfois pas suffisante pour permettre une interprétation locale pertinente des résultats fournis par les modèles.

Pour cartographier les aléas inondations de manière plus précise, il est nécessaire de limiter le champ de l'étude et d'affiner la détermination des hauteurs d'eaux.

4.3. METHODE DE DEFINITION DES ZONES D'ALEAS

4.3.1. Crue de référence

La crue de 1910 d'occurrence centennale est suffisamment récente pour être bien connue. Son profil est retenu comme niveau de référence en application des circulaires interministérielles du 24 avril 1996 et 5 février 1998 relatives la prise en compte du risque inondation en région Ile de France.

4.3.2. Méthode utilisée

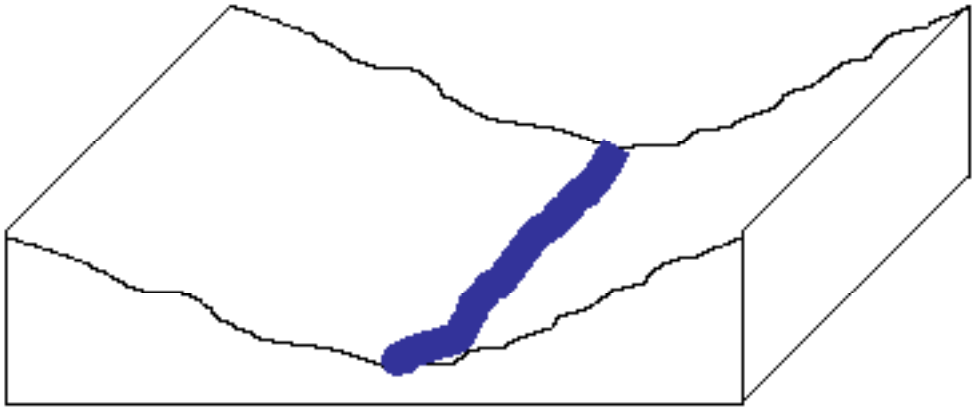
La modélisation retenue pour déterminer les aléas ne tient pas compte de l'existence :

- des barrages réservoirs (cf. paragraphe 3.1.1) dont l'efficacité est très limitée en cas de crue centennale ;
- des ouvrages de protection linéaires (cf. paragraphe 3.1.3) qui sont submergés en cas de crue centennale.

La méthode utilisée pour cartographier les différentes zones d'aléas est la suivante :

a-Réalisation d'un modèle numérique de terrain (MNT)

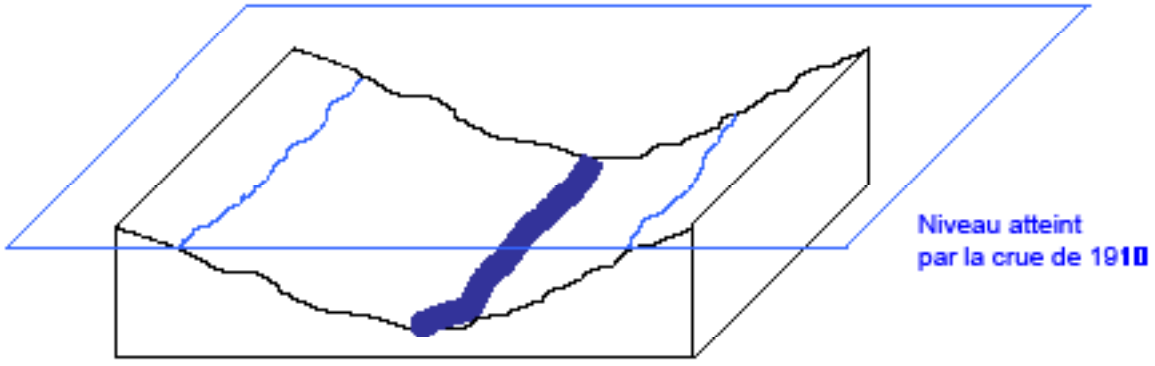
L'objectif est de réaliser une version informatique du modèle du terrain naturel. Dans un premier temps, les différents points topographiques issus de la base de données BD Topo® de l'Institut géographique national (IGN) ont été utilisés. En mars 2000, un cabinet de géomètres-experts - GEO 2000 - pour la Seine – a ensuite vérifié et complété ces données en procédant à plusieurs levés de points supplémentaires. La connaissance de la topographie du terrain est alors suffisamment précise pour réaliser le modèle numérique de terrain.



Source : DDE 93 / GEP

b-Délimitation du plan correspondant aux hauteurs de crue

Le profil en long de la crue de 1910 a été fourni par le service navigation de la seine et la direction régionale de l'environnement d'Île-de-France. Il s'appuie sur les hauteurs atteintes par la crue de 1910 à chaque pont. A chaque point kilométrique (PK) du cours d'eau, les niveaux d'eaux correspondant à la crue de référence sont connus. Entre deux PK, il a été considéré que la variation du plan d'eau serait linéaire. Il est alors possible de superposer le plan d'eau ainsi établi au modèle numérique de terrain :

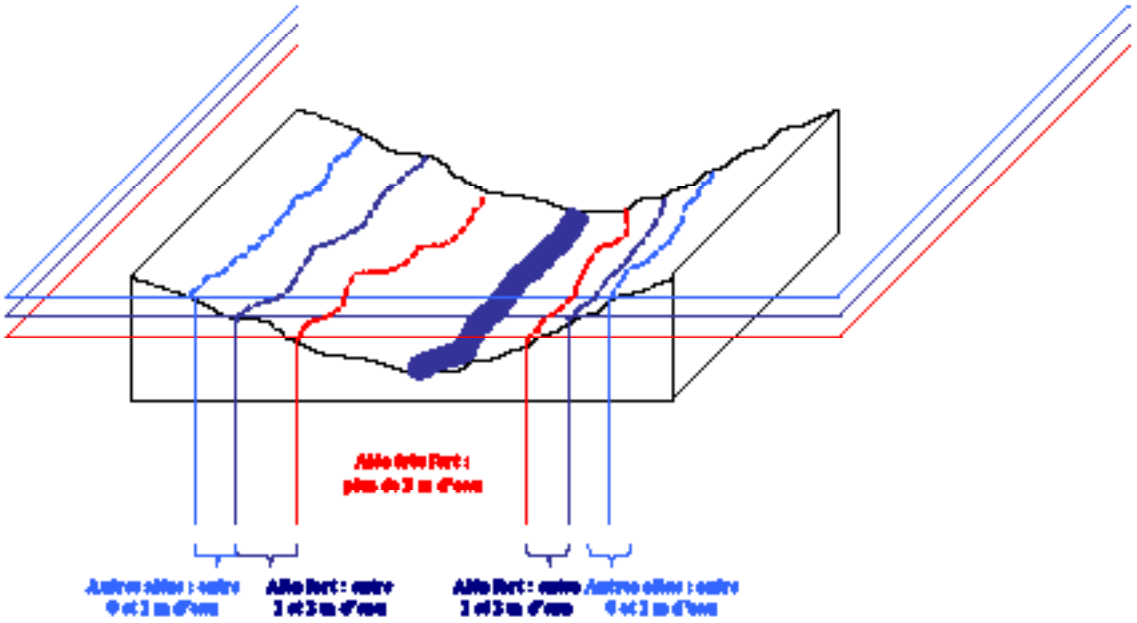


Source : DDE 93 / GEP

c-Détermination des zones d'aléas

En déterminant l'intersection entre le plan d'eau établi en b) et le modèle numérique de terrain établi en a) on obtient alors la limite de la zone inondable (limite en **bleu clair**).

Le mode de détermination des zones d'aléas forts est identique, en retenant non pas la hauteur de la crue de 1910, mais cette hauteur moins 1 mètre (limite en **bleu foncé**).
Pour les aléas très forts, il s'agit de la hauteur de la crue de 1910 moins 2 mètres (limite en **rouge**).



Source : DDE 93 / GEP

Trois zones d'aléas ont donc été définies selon les niveaux de la crue de 1910 :

- Les zones d'aléas très forts correspondant à des hauteurs de submersion de plus de 2 m.
- Les zones d'aléas forts correspondant à des hauteurs de submersion comprises entre 1 m et 2 m.
- Les zones dites d'autres aléas (aléa faible à moyen) correspondant à des hauteurs de submersion inférieures à 1 m.

4.3.3. *Remarques*

Les inondations prises en compte dans le PPRI sont celles dues au débordement de la Seine dans le département de Seine-Saint-Denis.

La Seine-Saint-Denis est également exposée à d'autres risques d'inondation, qui ne font pas l'objet du présent PPRI. La détermination précise de ces éléments demanderait des études techniques approfondies. Il s'agit :

- des inondations par remontées souterraines de la nappe d'accompagnement du fleuve;
- des inondations par refoulement des réseaux d'assainissement souterrains (lors d'orages violents);

- des inondations par ruissellement urbain de surface (en période d'orages violents),
- des inondations par remontée des nappes phréatiques ;
- des inondations par rupture de canalisation d'eau.

Sur les cartes d'aléas, des zones apparaissent inondées alors qu'elles sont isolées du reste du champ d'inondation. Ceci résulte des écoulements linéaires de l'eau entre ce champ et les zones inondées qui suffisent à propager l'inondation.

L'étude d'aléas tient compte de l'évolution de l'urbanisation depuis 1910 jusqu'à la situation actuelle à plusieurs titres :

- Pour réaliser la carte d'aléas, le cabinet de géomètres experts mandaté par la DDE 93 a réalisé récemment (en 1999) un maillage fin de relevés altimétriques, ce qui lui a permis de créer un modèle numérique de terrain qui correspond bien au relief actuel, et non au relief de 1910. Ainsi, les déblais, remblais, et autres modifications de topographie dues au développement urbain ont bien été pris en compte.

- Le développement des agglomérations s'accompagne d'un changement des caractéristiques des sols : l'imperméabilisation se généralise (des sols naturels ou cultivés sont recouverts de matériaux artificiels imperméables). Aujourd'hui, les conséquences de ces choix se traduisent par :

  - Une élimination de la végétation qui permettait de freiner l'écoulement de l'eau et d'augmenter la surface d'évaporation ;
  - Une réduction de l'infiltration et donc à terme de la ré-alimentation des nappes d'eau souterraines ;
  - Une augmentation des volumes d'eau ruisselée puisqu'il n'y a plus de possibilité d'évaporation et d'infiltration ;
  - Une augmentation des débits d'eau ruisselée, l'écoulement d'eau n'est plus freiné ;
  - Une accumulation des polluants.

A l'inverse depuis quelques années (et notamment la mise en application de la loi sur l'eau), les conséquences liées à l'imperméabilisation des sols sont mieux maîtrisées au travers des techniques de rétention mises en place à titre de compensation.

Concernant les conséquences de l'évolution de l'urbanisation sur l'imperméabilisation, il faut tout d'abord rappeler qu'une condition nécessaire à l'arrivée d'une crue de type 1910 est une imperméabilisation quasi-totale des sols (c'est à dire un coefficient de ruissellement quasi égal à 1). Cette imperméabilisation peut être soit naturelle et temporaire, telle que dans des conditions de gel ou de saturation des sols (ce qui était le cas en 1910 où suite à une période de grand froid les sols étaient gelés en région Ile-de-France), soit artificielle (due à la présence de différents aménagements ne permettant pas l'infiltration et l'évaporation).

Les hypothèses retenues dans l'étude d'aléas sont donc celles d'une imperméabilisation quasi-totale sur l'intégralité du territoire. Ainsi elles correspondent bien à des conditions climatiques exceptionnelles ou à la présence d'une occupation du sol très dense.

5 CARTE D'ALÉAS PAR BASSIN ET PAR COMMUNE

A partir de la méthodologie de détermination des aléas décrite au chapitre 4, les cartes d'aléas suivantes ont été élaborées :

- Une carte à l'échelle du bassin de risque au 1/10 000.
- Quatre cartes communales au 1/ 5 000.

Ces échelles correspondent à un compromis entre la relative précision de la connaissance du phénomène pris en compte dans le PPRI et la recherche d'une échelle adaptée à l'utilisation du PPRI par les services en charge de l'urbanisme.

Les supports numériques sont utilisés pour faciliter la lisibilité et l'utilisation ultérieure des cartes (notamment dans le cadre des dispositions de la loi du 30 juillet 2003 relative à l'information des acquéreurs). Le recours à ce type de données ne doit cependant jamais masquer l'incertitude liée à l'échelle initiale des cartes.

Sur ces cartes figurent des points de repères auxquels sont attribuées des cotes relevées pour la crue de 1910. Ces points ne constituent pas une système de repérage géographique précis. Toutefois, dans un souci de compréhension du public, il est choisi de les noter PK (point kilométrique).

6. ANALYSE DES ENJEUX

L'analyse des enjeux a été réalisée à l'échelle du bassin de la Seine en Seine-Saint-Denis. Sont recensés les enjeux existants et futurs concernés par les risques inondation.

L'analyse des enjeux est faite par thème :

- Enjeux d'aménagement global : sont recensées les zones destinées à être aménagées de manière globale, avec des projets relatifs à des thématiques variées : aménagements paysagers, de loisirs, habitat, équipements commerciaux…Sont aussi recensées les zones caractérisées par une mixité des fonctions (commerces, habitat, activités…) et qui seraient « paralysées » en cas de dommages.

- Enjeux de mobilité : sont recensés les secteurs et infrastructures existants ou futurs qui sont susceptibles d'être impactés par le risque et dont l'endommagement pourrait générer des problèmes pour l'évacuation des personnes notamment.

- Enjeux paysagers : sont recensées les zones existantes ou futures situées en zone d'aléa dont la destination principale est le loisir ou le sport, ainsi que les zones d'aménagement paysager.

- Enjeux liés aux équipements sensibles : sont recensés les enjeux existants ou futurs qui en cas de sinistre peuvent présenter soit un risque d'aggravation du sinistre (par pollution par exemple), soit être affectés par le sinistre et priver une partie de la population d'un service d'intérêt général.

- Enjeux humains : sont recensés les enjeux de population et ceux liés aux établissements accueillant des personnes dites « sensibles » (enfants, personnes âgées, personnes hospitalisées…) difficilement évacuables ainsi que les secteurs d'habitat spécifique (par exemple : aire d'accueil des gens du voyage…).

6.1. ENJEUX D'AMÉNAGEMENT GLOBAL

Le secteur dit de la Plaine Saint-Denis est identifié au schéma directeur de la région Ile de France (SDRIF) comme un « secteur de re-développement économique et urbain de proche couronne ». Ses limites sont imprécises, mais il recouvre l'ensemble du bassin industriel situé au nord de Paris ayant subi l'impact de la désindustrialisation des années 1980. Il se caractérise par de grandes emprises ayant accueilli des établissements de production industrielle, emprises à fort caractère mutable et pouvant accueillir des programmes d'envergure susceptibles de contribuer notablement au développement régional.

Le SDRIF établit que « l'aménagement de la Plaine Saint-Denis doit permettre la réalisation d'un espace de grande qualité, accueillant des activités industrielles et tertiaires, des logements diversifiés et des équipements. (…) Ce projet urbain ambitieux sera élaboré à partir de la mise en place d'un maillage plus dense de transports en commun (…), la recomposition de la trame viaire favorisant les liaisons est-ouest, la création d'un pôle universitaire des sciences de l'ingénieur et des technologies industrielles, d'un pôle administratif d'envergure, la valorisation du canal Saint-Denis et des berges de la Seine ainsi que la création d'un réseau d'espaces verts. » Tels sont les enjeux d'aménagement global sur le secteur de la Plaine Saint-Denis inscrits au SDRIF.

Un certain nombre de secteurs ont été clairement identifiés comme participant de cette logique d'aménagement régional. Il s'agit :

- du secteur ouest de la Ville de Saint-Ouen
- du secteur EDF Pleyel
- du site Confluence

auxquels on peut rattacher à la marge :

- le secteur de la Briche
- les bords de Seine d'Épinay
- certains secteurs de l'Île-Saint-Denis

Dans ce secteur, sont recensés près de 1430 entreprises, 300 commerces et 8 zones d'activités.

6.1.1. Zone des Docks – ZAC Victor Hugo – Saint Ouen

L'ouest de la ville de Saint-Ouen constitue un secteur à très forts enjeux : les bords de Seine ont accueilli des industries prestigieuses, dont certaines ont réussi à se moderniser sur place, ainsi que de grands équipements d'agglomération. Aujourd'hui, l'enjeu majeur consiste à « réconcilier la ville et le fleuve », à gommer les effets de coupure liés à la taille des emprises foncières, à la mono-fonctionnalité du lieu, à revaloriser les berges du fleuve, et à recréer des quartiers mixtes et diversifiés à l'échelle de la ville.

- Zone des docks : 100 ha, avec d'importantes entités foncières disponibles ou mutables à plus ou moins longue échéance
- ZAC Victor Hugo : programme comprenant 50 000 m² de bureaux, 35 000 m² de logements, 5 000 m² de commerces de proximité ainsi qu'un parc urbain de 1,7 ha

Ces deux programmes illustrent à court et moyen terme la mise en œuvre de ces enjeux : transformation des coupures en liens urbains, mixité équilibrée des fonctions urbaines, qualification des espaces publics, revitalisation économique dans le respect de la tradition d'excellence du secteur en la matière. Par ailleurs, le maintien d'une fonction logistique est à l'étude.

6.1.2. *Secteur EDF PLEYEL*

Le secteur EDF Pleyel concerne le quartier de tradition industrielle des Bords de Seine, ainsi que le quartier en mutation organisé autour de la tour Pleyel. Ce secteur appartient à la commune de Saint-Denis et se prolonge sur Saint-Ouen. Il est enclavé par l'A86 et par les voies ferrées qui le ferment au nord et à l'est, et le coupent de ses prolongements naturels dans la ville de Saint-Denis : vers le quartier de la Confluence au nord et vers le quartier du Landy à l'est. Cependant, ces infrastructures ainsi que la Seine, ont conféré et sont susceptibles de conférer encore à ce secteur un très fort potentiel de développement.

Le quartier des Bords de Seine a été identifié par Luc Besson comme propre à accueillir un centre de production cinématographique de niveau international, contribuant au rayonnement de la région parisienne dans le domaine de l'image. Le projet de « Cité européenne du cinéma » s'étend sur 6,5 ha et comprend notamment 9 plateaux de tournages répartis sur 13 000 m², des ateliers pour les décors, le stockage du matériel, des boutiques et des restaurants ainsi que 30 000 m² de bureaux à terme. Le projet d'aménagement qu'il a conçu s'appuie sur la présence très forte de l'architecture industrielle de l'entre-deux guerres : la centrale EDF est ainsi réhabilitée pour accueillir de vastes plateaux de production.

Le quartier Pleyel prolonge le quartier des Bords de Seine : un enjeu important consiste à établir des liens entre ces deux quartiers de façon à ouvrir Pleyel sur la Seine. Dans l'ensemble, il s'agit de confirmer la vocation tertiaire du site tout en ne créant pas de rupture avec son histoire industrielle, mais aussi de réintroduire une mixité dans ce quartier qu'il ne peut s'agir de désenclaver qu'en rompant avec sa mono-fonctionnalité. Un équilibre habitat / activités est recherché (en 1999, 16.000 emplois et seulement 3.000 habitants). La qualification des espaces publics en prolongement des bords de Seine, l'introduction d'équipements de ville, le traitement des grandes coupures, doivent permettre de construire un véritable quartier urbain. La ZAC Pleyel Libération – EDF, créée en mars 1996, amorce le re-développement de ce quartier.

6.1.3. *Site Confluence*

Le site de la confluence de la Seine et du canal Saint-Denis est délimité par la confluence proprement dite au nord en limite d'Epinay et de Saint-Denis, par le canal à l'est, le fleuve à l'ouest, la N410 et l'A86 au sud. Les enjeux de son aménagement sont cruciaux, puisqu'il fait notamment le lien entre le centre de Saint-Denis et le secteur EDF-Pleyel, entre le cœur de ville et la Seine, entre Saint-Denis et l'Île-Saint-Denis. Le site géographique de la confluence est par lui-même un atout central pour la reconquête de ce grand quartier. Le pôle intermodal de Saint-Denis qui le borde au nord-est, est de première importance (60.000 voyageurs/jour pour la gare SNCF), et le plan de déplacements urbains de la région Île-de-France recommande la densification de ses abords. Un petit quartier d'habitat dégradé aux abords de la Seine et de l'A86 (cité Meissonnier) est de grande valeur architecturale et fait l'objet d'une réflexion pour sa rénovation et sa réinsertion dans la ville. Les enjeux concernent le désenclavement, la valorisation des bords de Seine et des bords du canal, le remaillage et l'ouverture sur la Seine, l'accueil équilibré d'activités et d'habitat, d'équipements de ville, la valorisation patrimoniale et la qualification des espaces publics, l'ouverture du pôle intermodal sur la ville.

Le site Confluence a fait l'objet d'une étude de projet urbain associée à une démarche comité de pôle qui est aujourd'hui aboutie dans ses grandes lignes :

- La rue du Port doit être dédiée principalement aux circulations douces et aux transports en commun. En substitution, un nouveau bameau de franchissement des voies SNCF sera créé au sud, au droit de la place Poulmach .
- Une nouvelle trame de rues et de places permettra d'améliorer l'accessibilité à la gare, d'ouvrir le quartier à la Seine et au Canal et d'irriguer un parcellaire difficilement mutable.

- Le site accueillera des programmes nouveaux et diversifiés dans la perspective de créer un quartier aux fonctions équilibrées (habitat, activité, bureaux, équipements, commerces, espaces verts).
- Le projet de déplacement prévoit une restructuration de la gare.
  Un aménagement des espaces publics accueillant les échanges piétons est prévu.

En mars 2003, le site Confluence a été déterminé comme étant périmètre d'intérêt communautaire. Un périmètre d'étude a été institué pour opposer des sursis à statuer à tout projet susceptible de rendre plus onéreuse la réalisation d'opérations d'aménagement.

6.1.4. Secteur de la Briche

Le site de la Briche doit son nom au Fort de la Briche qui occupe son centre géographique. En limite de trois communes, le site de La Briche est peu mis en valeur. On y compte de nombreuses friches industrielles, des activités commerciales périurbaines le plus souvent mal organisées, un paysage marqué par des coupures puissantes (voies de chemin de fer, lignes hautes tensions, axes routiers principalement dédiés au transit). Ce site comprend également, de part et d'autre du boulevard Foch, les ouvrages et installations du syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) dédiés au transport des eaux usées et pluviales urbaines et à leur pré-traitement (dégrillage, dessablage). Le SIAAP prévoit d'apporter de profondes modifications à ces ouvrages à court ou moyen terme.

Les enjeux qui touchent ce site regardent son désenclavement, la valorisation de son foncier, la mise en relation de la ville et de son fleuve, et la transformation de cette coupure en un lien renforcé entre Saint-Denis et Villetaneuse d'une part, Épinay d'autre part, notamment par l'intermédiaire des projets de tramway.

Ce secteur n'est pas pour autant dépourvu d'atouts :

- il est longé par la Seine qui au droit d'une boucle ouvre des horizons paysagers d'une ampleur exceptionnelle ;
- l'arrivée du Tramway T3 promet une desserte de qualité par les transports en commun dans la partie nord, une requalification d'ensemble de la RN 410 et du RD 24 ;
- l'implantation récente du siège de Naf-Naf et de Marie Laure PLV atteste d'une attractivité qui reste à conforter ;
- la mise en place de l'intercommunalité crée les conditions favorables à l'étude d'un aménagement cohérent sur territoire de franges.

6.1.5. Secteur de l'Île-Saint-Denis

On peut discerner dans l'Île-Saint-Denis trois secteurs à enjeux : le centre ville, le secteur des entrepôts, l'aménagement des berges de Seine (cf. enjeux paysagers).

Les enjeux sur le centre ville de l'Île-Saint-Denis concernent la densification du bâti, sa réhabilitation, la qualification des espaces publics, la revitalisation commerciale, dans le but de favoriser une dynamique socio-urbaine et une amélioration du cadre de vie. Le centre ville de l'Île-Saint-Denis fait le lien entre le centre de Saint-Denis et le centre de Villeneuve-la-Garenne, un enjeu fort consiste à maintenir la continuité entre ces centres urbains. Il s'agit aussi de développer les liens entre le parc départemental au nord et le sud de l'île (complexe sportif et quartier d'habitat) par l'intermédiaire du centre ville. Le passage à venir du tramway doit permettre de requalifier et de valoriser l'artère transversale du centre ville, de permettre sa réappropriation par les piétons et les cyclistes, d'assurer la maîtrise du stationnement (parc souterrain Lénine) et la diminution de la circulation automobile (en accord avec les objectifs du PDU et les mesures prises à Saint-Denis et à Villeneuve-la-Garenne).

Le secteur des entrepôts est caractérisé par la présence d'une zone d'activité comprenant plusieurs friches d'importance, notamment les entrepôts du Printemps. Ce secteur fait l'objet d'une réflexion portant d'une part sur ses possibilités de mutation, d'autre part sur la question de l'introduction d'habitat (réflexions autour de la friche Michels). Les enjeux regardent la relation du sud de l'île et de son centre, les friches constituant aujourd'hui des coupures peu franchissables (augmentées par l'A86).

6.2. ENJEUX DE MOBILITÉ

6.2.1. Prolongement de la ligne de tramway T1 de Saint-Denis à Asnières – Gennevilliers

Affichée au SDRIF dans le cadre de la réalisation d'une rocade de transport en commun autour de Paris, nommée « Grand Tram », cette opération est inscrite au 12ème Plan Etat Région.

Le prolongement de la ligne de tramway conforte l'inter-modalité du tramway T1 avec d'autres transports en commun radiaux d'importance car il offre :

- un maillage renforcé avec le RER C à Gennevilliers et le prolongement de la ligne 13 du métro à la station Asnières Gennevilliers ;
- un rabattement vers le pôle de Saint-Denis des habitants de l'Ile-Saint-Denis et du département des Hauts-de-Seine ;
- un accès plus rapide et direct pour les habitants des villes traversées aux emplois du Port de Gennevilliers.

Objectifs : relier la gare de Saint-Denis, actuel terminus, à une nouvelle gare à Asnières en desservant l'Ile-Saint-Denis, Villeneuve-la-Garenne et Gennevilliers. L'opération porte donc sur deux départements : la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine. Localement, ce projet devrait engendrer la réhabilitation de certains quartiers et de leurs espaces publics, ainsi que la requalification de certains axes.

6.2.2. Création du tramway Saint-Denis – Epinay sur Seine – Villetaneuse (TSDEV)

En 1994, une liaison desservant la Plaine Saint-Denis depuis la future gare d'Ecole située dans le XIXème arrondissement de Paris jusqu'à l'université Paris XIII à Villetaneuse a été inscrite au SDRIF. Une première tranche est prévue au 12ème Plan, soit Saint-Denis (Porte de Paris) – Epinay-sur-Seine (Orgemont) – Villetaneuse (Université).

L'objectif recherché dans le tracé de cette nouvelle infrastructure de transport en commun de surface est de mailler le territoire par un mode de transport en commun performant offrant une liaison entre Saint-Denis, Epinay-sur-Seine et Villetaneuse.

Il s'agit donc d'assurer :

- le passage par la gare Saint-Denis pour réaliser le maillage avec la ligne RER D, la ligne SNCF Paris Nord et le tramway T1 ;
- la desserte des quartiers nord-ouest de la ville de Saint-Denis, ainsi que la desserte du pôle commercial du centre ville (rue de la République) ;
- un accès rapide à la gare RER D Saint-Denis pour les habitants d'Epinay-sur-Seine et de Villetaneuse ;
- la desserte en « cabotage » des trois communes renforçant l'attractivité des pôles principaux ;
- la réalisation d'une infrastructure structurante maillée avec les pôles majeurs du territoire ;
- le désenclavement de certains quartiers ;
- l'accessibilité ferrée à l'Université de Villetaneuse.

6.2.3. *Pôle multi-modal gare de Saint-Denis centre*

S'inscrivant dans le cadre du PDU, Le Pôle gare de Saint-Denis est un site d'échange multi-modal de première importance (3ème gare d'Île-de-France). Compte-tenu des nombreuses coupures urbaines présentes sur le site (canal, Seine, voies SNCF), des potentialités paysagères évidentes et des opportunités foncières importantes, la dimension urbaine de l'étude est essentielle à l'intégration du pôle gare.

6.3. ENJEUX PAYSAGERS

6.3.1. *Berges de Seine*

La présence de la Seine est un atout majeur pour le développement de tout ce secteur.
Le conseil général est riverain des berges sur environ 11 km, du fait des routes départementales (RD 1, RD 1 bis). A ce titre, il doit assurer leur protection contre l'érosion. Cette opération de protection des berges concerne trois communes : Épinay-sur-Seine, Saint-Ouen et l'Ile-Saint-Denis.
Objectifs : une continuité piétonne avec le canal par la Confluence, une continuité pour les cycles avec le canal. Une étude de liaison piétons et cycles avec les parcs d'Épinay, de l'Île-Saint-Denis et des Chanteraines dans les Hauts-de-Seine a par ailleurs été réalisée.

Sur la commune d'Epinay, le Département possède une réserve foncière d'environ 2 km de berges en rive droite depuis le Port autonome à l'amont, jusqu'au pont d'Epinay à l'aval. Cette réserve est dédiée à l'aménagement d'un itinéraire cyclable sur le chemin de halage s'intégrant dans le schéma départemental des itinéraires cyclables (SDIC). Sur les 2 km, 800 m en aval (au pied de l'Hôtel de Ville) ont déjà fait l'objet de protections (relativement anciennes et demandant un regain d'intérêt aujourd'hui).

Le Département s'est engagé dans le projet global d'aménagement de 1200 m de berges depuis le collège Evariste Galois jusqu'au droit de Kiloutou (en limite de propriété du port autonome).

Ce projet, qui pour une partie a déjà été réalisé, comprend :

- la réalisation de protections des berges par des techniques mixtes : minérales et végétales ;
- le traitement paysager des berges et de la crête des berges (lieu d'implantation du chemin de halage) ;
- la requalification du chemin de halage pour la circulation des piétons et des cyclistes ;
- des aménagements piscicoles.

L'Île-Saint-Denis dispose de 14 km de berges. La commune bénéficie d'un contrat de plan d'aménagement des berges et des espaces publics longeant les berges. C'est dans ce cadre que la RD 1 bis a fait l'objet d'aménagements qualitatifs destinés à ralentir la vitesse des véhicules. L'aménagement des berges du grand bras devrait se poursuivre au droit de l'église et du quai du Châtelier.

D'ici 2006, le développement d'activités nautiques et la mise en place de promenades douces (piétons/cyclistes) sur la liaison sud/centre le long du petit bras de la Seine sont envisagés. Le devenir de l'île des Vannes au sud de l'île (propriété de Saint-Ouen) rentre dans cette problématique. Des équipements nombreux et sous utilisés (salle de 3400 places notamment où des manifestations sont rares) permettraient, en association avec la création de la base nautique et aquatique, de créer un véritable pôle d'équipements sportifs. Une réflexion commune entre Saint-Ouen et la Communauté d'Agglomération pourrait être définie dans le cadre de la mise en place du schéma d'équipements sportifs communautaire.

Associées aux parcs des alentours, les berges peuvent permettre à l'île Saint Denis de s'inscrire au coeur d'un réseau vert continu tout à fait attractif.

A Saint-Denis, plusieurs démarches d'études (Parc Canal, étude du projet urbain Confluence, projet urbain Pleyel, valorisation du site EDF et projet Besson) concluent à la nécessité de valoriser la présence de la Seine en requalifiant les voies aujourd'hui très routières qui longent le fleuve et en barrent l'accès. Par ailleurs, une nouvelle trame viaire se propose d'ouvrir les quartiers à la Seine.

6.3.2. Berges du canal

La valorisation du canal Saint-Denis est inscrit au schéma directeur d'Île-de-France.
Dans le cadre du projet de parc canal, il s'agit de conforter un axe majeur de la Plaine Saint-Denis en une promenade continue du parc de la Villette à la Confluence des berges de Seine, tout en maintenant les activités existantes sur les berges.
L'aménagement des berges du canal de Saint-Denis, soit 5,5 km de berges se déroulera sur les deux rives avec notamment :

- promenade piétonne continue de Paris à la Confluence de la Seine sur la rive droite ;
- itinéraire cyclable et plantations ;
- relation directe avec les centres villes ;
- promenade discontinue, poches vertes sur la rive droite ;
- recréation de l'alignement d'arbres.

6.3.3. Liaison verte Parc île Saint-Denis

En prolongement des aménagements des bords de Seine réalisés sur Épinay et dans la continuité du parc départemental de loisirs, est envisagée la création d'une passerelle permettant la mise en place d'une liaison verte, reliant également le parc départemental des Chanteraines sur la commune de Villeneuve la Garenne.

6.4. Enjeux liés aux équipements sensibles

Les équipements sensibles actuellement soumis à législation sur les installations classées (autorisations) et situés en zone inondable sont localisés sur la carte des enjeux.

Cette liste évolue rapidement dans le temps mais on peut citer notamment au-delà des entreprises, industries et autres lieux d'activités, la présence :

- de citernes de gaz aériennes à Épinay-sur-Seine (au 52, chemin de halage - 92, chemin de halage) ;
- de citernes de gaz aériennes à Saint-Ouen (rue des Docks – quai de Seine, bd Victor Hugo, la Société TOTAL FINA ELF – 64 rue Pierre) ;
- d'une aire d'accueil des gens du voyage sur le secteur des Docks ;
- une canalisation de gaz à haute pression longeant la Seine ;
- de plusieurs entrepôts sur l'Île-Saint-Denis (notamment Galerie La Fayette), le centre commercial Quai des Marques (9, quai Chatelier), ainsi que des citernes de gaz aériennes (10, rue Arnold Gerault - 18, avenue Marcel - 61, avenue Marcel - 83, avenue Marcel) ;
- de plusieurs stations essence situées en zone inondable ;

- des ouvrages et installations du syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) situés dans le secteur de la Briche à Epinay-sur-Seine dont l'inondation par une crue centennale aurait pour conséquence de provoquer une éventuelle inondation par voie interne avec remontée possible sur voirie. Ces ouvrages d'intérêt général doivent être protégés des effets des crues pour permettre d'assurer la continuité du service public d'assainissement. Leur évolution technique doit rester possible pour répondre aux obligations législatives et réglementaires.

En outre, ont pu être identifiés les enjeux et dommages aux réseaux en cas de crue de type 1910[3] :

➢ <u>Le réseau ferré en Seine-Saint-Denis :</u>

- **Au niveau SNCF**

La ligne Paris-Lille serait inondée du KM 6.200 au KM 7.400, de même que la gare de Saint-Denis au KM 6.150.
La ligne de Saint-Denis – Dieppe serait inondée du KM 6.200 au KM 7.000 ;
La ligne Argenteuil – Champs-de-Mars du KM 10.000 au KM 12.050 serait inondée, y compris la gare de Saint Ouen (ligne C – KM 10963) et la gare de marchandises de Saint-Ouen les docks (KM 11.800)

- **Au niveau RATP**

Les lignes RER B et E seraient fermées. La gare du nord ne pourrait pas permettre de rejoindre la ligne 5 (place d'Italie – Bobigny – Picasso).
La ligne 5 serait sûrement fermée pour cause d'inondation de la station « quai de la Rapée »
Par conséquent, le département de Seine-Saint-Denis ne serait plus desservi ou très mal, par les lignes de métro et de RER pendant une durée minimale de 30 jours (durée moyenne d'interruption).

➢ <u>Le réseau EDF en Seine-Saint-Denis :</u>

Tous les transformateurs situés en zone inondable seraient obligatoirement coupés, ce qui pose le problème des logements privés d'électricité et chauffage, du fonctionnement des activités industrielles et commerciales.

De plus, il est possible que certains sites sensibles (hôpitaux, écoles, crèches, maisons de retraite) soient privés d'électricité même si ceux-ci ne sont pas situés en zone inondable.

➢ <u>Le réseau France TELECOM en Seine-Saint-Denis :</u>

D'après France Telecom, aucun site ne serait susceptible d'être inondé.

[3] Source : impacts économiques du projet de PPRI du bassin de la Seine en SSD. Mémoire de DESS « Analyse économique et gestion de crise » - Sophie ALBER – oct 2002

➢ **Le réseau routier :**

Les différentes voies susceptibles d'être inondées au moins partiellement :

- Sur Épinay-sur-Seine : la RN14
- Au niveau de l'Île-Saint-Denis : la RD 1bis
- Au niveau de Saint-Denis : la RN14 – la RD1– la RD 986
- Au niveau de Saint-Ouen : la RD1

Concernant les ponts :
- Le pont d'Epinay resterait praticable
- Le pont de l'Ile-Saint-Denis serait impraticable (voies sur berges et RN14 inondées)
- Le pont de Saint-Ouen devrait rester accessible.

➢ **Les réseaux d'assainissement :**

Ces réseaux, canalisations et équipements fonctionnels, éventuellement émergents, doivent pouvoir redevenir rapidement opérationnels après une inondation, notamment pour participer à l'évacuation des eaux des zones inondées lors de la décrue.

6.5. Enjeux humains

6.5.1 Données générales

Le territoire concerné par les inondations de la Seine est composé en Seine-Saint-Denis des 4 communes suivantes : Épinay-sur-Seine, Île-Saint-Denis, Saint-Denis et Saint-Ouen.

	Superficie	Habitants	Entreprises privées	Emplois	Densité
EPINAY	457 ha	46 409	1197	8960	10155 hab/km²
L1LE-SAINT-DENIS	177 ha 7 km de long, 300 m de large	6810	188	1620	3847 hab/km²
SAINT-DENIS	1236 ha	86 340	3153	48 949	6944 hab/km²
SAINT OUEN	431 ha	39722	3100	29 936	9216 hab/km²

Sources : Insee RGP 99, GARP, Chambre des Métiers.

Les 4 communes concernées totalisent plus de 179 000 habitants.

6.5.2 Recensement des établissements sensibles

La carte des enjeux fait figurer les établissements sensibles qui se trouvent en zone inondable.

6.5.3 Analyse de la carte des enjeux de population

La représentation cartographique réalisée à partir des informations « Densimos 99 » (information relative à la population par îlot, établie sur la base du recensement de la population de 1999) montre une proportion importante de ménages concernés directement par la crue 1910 sur les communes de L'Ile-Saint-Denis et Saint-Denis.
Il n'en demeure pas moins que les communes de Saint-Ouen et Épinay-sur-Seine seraient également impactées par ce type de crue notamment en raison de la présence d'habitations à proximité immédiate du chemin de halage à Épinay-sur-Seine, ou de l'inondation également du secteur des Docks et de la gare RER à Saint-Ouen.

6.6. METHODE D'ANALYSE DE L'OCCUPATION DES SOLS

A l'échelle de l'Ile de France, une méthodologie commune de définition des différentes zones concernées par les risques d'inondation a été élaborée sous l'égide du préfet de région.
Quatre zones définies par cette doctrine (rapport du groupe de travail DRE/DIREN du 10 octobre 1997, confirmé par la lettre interministérielle du 5 février 1998 relative à la prise en compte du risque d'inondation en région Ile de France) ont été localisées au sein du bassin de la Seine :

- **Les centres urbains** :

La circulaire interministérielle (Equipement, Environnement) du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables, conclut que « *des adaptations peuvent être apportées aux dispositions applicables à l'existant décrites ci-dessus :*

* *[…]*
* *dans les autres zones inondables,* [en dehors des zones d'expansion des crues] *pour les centres urbains ; ceux-ci se caractérisent notamment par leur histoire, une occupation du sol de fait importante, une continuité bâtie et la mixité des usages entre logements, commerces et services* ».

Le rapport du groupe de travail DRE/DIREN du 10 octobre 1997, confirmé par la lettre interministérielle du 5 février 1998 relative à la prise en compte du risque d'inondation en région Ile de France, propose une méthodologie de délimitation des « centres urbains ».

Le secteur de « centre urbain » correspond donc à une zone caractérisée par les 4 critères cumulatifs suivants :

- son histoire,
- une occupation du sol de fait importante (emprise au sol des bâtiments et densité des constructions),
- une continuité bâtie (évaluée notamment à partir de l'examen des photographies aériennes mais surtout de la visite du terrain),
- la mixité des usages entre logements, commerces et services (mise en évidence des rues commerçantes – zones d'influence autour des commerces).

Il s'agit d'un secteur à forts enjeux pour la commune, dont il est nécessaire de permettre l'évolution tout en prenant en compte le risque d'inondation.

- Les zones d'expansion de crue :

La circulaire interministérielle (Equipement, Environnement) du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables définit les zones d'expansion de crues à préserver comme des secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés où la crue peut stocker un volume d'eau important, comme les terres agricoles, espaces verts, terrain de sport, parc de stationnement, cimetière etc.

- Les zones urbaines denses :

La circulaire interministérielle (Equipement, Environnement) du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables n'aborde pas cette typologie de secteur.

Selon le rapport du groupe de travail DRE/DIREN du 10 octobre 1997 et le relevé de décisions de la réunion du 5 octobre 1999 sur la coordination des PPRI en Ile de France transmis par le préfet de région par courrier du 17 novembre 1999, les zones urbaines denses appartiennent aux autres zones urbanisées au sens de la circulaire du 24 avril 1996.

Il s'agit de secteurs répondant à 3 voire 2 des 4 critères des centres urbains, notamment la densité et la continuité du bâti.

- Les autres zones urbanisées :

Dans le rapport du groupe de travail piloté par la DREIF et la DIREN avec les DDE et le SNS qui a été approuvé par les préfets en octobre 1997 et qui a fait l'objet d'un accord sur ce point de la part des administrations centrales dans leur courrier du 5 février 1998, les « autres zones urbanisées» ont été définies comme des zones d'urbanisation lâche, où les bâtiments sont implantés de façon diffuse.

Ces « autres zones urbanisées » ne sont, donc, ni des centres urbains, ni des friches industrielles et urbaines faisant l'objet d'une certaine ré-urbanisation, ni des zones urbaines denses.
Ce sont par exemple des lotissements pavillonnaires lâches ou des implantations industrielles et commerciales d'importance ayant de grandes surfaces non bâties, souvent en périphérie des « centres urbains », et plus généralement de la ville, souvent récents et sous forme de « greffes » urbaines en limite de la « zone agglomérée ».

En Seine-Saint-Denis, les deux dernières zones ont été regroupées compte-tenu du tissu urbain.

Pour déterminer ces zones sur le territoire de la Seine-Saint-Denis, un croisement systématique avec les PLU, POS et le SDRIF a été réalisé et confronté à l'analyse des enjeux du territoire, puis complété par des visites de terrains et l'analyse de photographies aériennes du département.

L'ensemble a fait l'objet de différentes réunions techniques d'échanges avec les services techniques des communes concernées avant d'aboutir au zonage réglementaire.

7. ELABORATION DU ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

7.1. PRINCIPES GENERAUX ET OBJECTIFS

Les objectifs et dispositions du PPRI s'inscrivent dans le prolongement des grands principes de la politique de prévention des risques :

- Soumettre le moins de personnes et de biens possibles au risque d'inondation, afin de limiter et éventuellement réduire les atteintes aux hommes et les dégâts matériels qui pourraient se produire ;
- Fixer des mesures économiquement acceptables par la société ;
- Fixer des mesures proportionnées au degré du risque ;

Ces objectifs sont traduits dans le zonage et le règlement ci-après.

7.2. DEFINITION DU ZONAGE REGLEMENTAIRE ET SYNTHESE DES PRESCRIPTIONS PAR ZONE

Le zonage réglementaire, résultant du croisement de la cartographie des aléas et de celle des enjeux, délimite quatre zones ainsi définies :

	Aléas très forts	Aléas forts	Aléas autres (faible à moyen)
zones d'expansion de crue	R	R	R
zones urbaines denses	O	J	J
Autres zones urbanisées	O	J	J
centres urbains	V	V	V

Zone rouge = zone d'expansion de crue : zone globalement peu construite où il y a lieu de préserver le champ d'inondation et sa capacité de stockage des eaux. De façon générale, les constructions nouvelles y sont interdites, seul l'entretien des bâtiments existants est autorisé.

Cette zone correspond au lit mineur de la Seine et à la partie non bâtie ou faiblement construite de ses berges et aux secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés où des volumes d'eau importants peuvent être stockés, comme les espaces verts, les terrains de sports, les parcs de stationnement et les cimetières.
Secteur globalement peu construit soumis à un niveau d'aléa, toute nouvelle construction serait elle-même soumise à un risque, et susceptible d'augmenter le risque en amont ou en aval en modifiant l'écoulement des crues.

Si le bâti existant y est reconnu et peut être conforté dès lors qu'il a été édifié régulièrement, le principe de la zone rouge est d'interdire toute construction nouvelle afin de lui conserver un rôle d'écoulement et de zone d'expansion des crues.
Certains aménagements spécifiques de terrains de plein air et de loisirs ainsi que des équipements à usage sportif, récréatif ou de loisirs et d'intérêt général peuvent être autorisés sous réserve de prescriptions permettant de ne pas entraver l'écoulement des crues : liaisons douces, espaces verts et paysagers et espaces portuaires…

Zone orange = zone urbaine (hors centre urbain) en aléa très fort : secteur d'urbanisation plus ou moins dense soumis à un niveau d'aléa très fort (plus de 2m d'eau) où il convient de ne pas augmenter la vulnérabilité des biens et des personnes. De manière générale, toute construction nouvelle est interdite, l'entretien des bâtiments existants est autorisé notamment pour réduire la vulnérabilité.

Cette zone concerne la partie urbanisée le long de la Seine soumise au niveau d'aléa le plus fort (hauteur d'eau supérieure à 2m).
Sauf exception, le principe est d'interdire toute construction nouvelle afin de ne pas augmenter la population soumise au risque. Cependant le bâti existant est reconnu et peut être conforté dès lors qu'il a été édifié régulièrement.
Cette zone peut toutefois recevoir certains aménagements de terrains de plein air et de loisirs et des équipements à usage sportif, récréatif ou de loisirs, et d'intérêt général, sous réserve de certaines prescriptions.

Zone jaune = zone urbaine (hors centre urbain) en aléas fort et autres : secteur urbanisé dans lequel il y a lieu de permettre le développement et la restructuration de la ville tout en tenant compte du risque pour les personnes et les biens. Les constructions nouvelles et l'entretien des bâtiments existants sont autorisés et soumis à certaines règles destinées à diminuer la vulnérabilité des biens.

Cette zone urbaine reste soumise à un niveau d'inondation fort et faible à moyen (hauteur d'eau en cas de crue jusqu'à 2 m).
Le principe de cette zone consiste à pérenniser et améliorer la situation urbaine existante en encadrant l'accueil de nouvelles populations dans le cadre d'aménagements du bâti existant et en limitant l'emprise des constructions futures autorisées de manière à ne pas accroître les dommages en cas de crue et ne pas exposer de nouvelles populations sans précaution.

Le règlement autorise la mutation, la transformation et le renouvellement du bâti. Les constructions nouvelles ont toutefois à respecter certaines règles destinées à diminuer la vulnérabilité des biens.
Cette zone doit être urbanisée de manière limitée et raisonnée pour ne pas accroître les dommages en cas de crue et ne pas exposer de nouvelles populations sans précaution.

Zone verte = centre urbain, quelque soit l'aléa : secteur à enjeux forts dont il est nécessaire de permettre l'évolution tout en tenant compte du risque. Les constructions nouvelles et l'entretien des bâtiments existants sont a priori autorisés sous réserve de respecter certaines règles destinées à diminuer la vulnérabilité des biens.

Le secteur de « centre urbain » correspond à une zone caractérisée par son histoire (double approche : l'âge du bâti et la fonctionnalité), une occupation du sol de fait importante (emprise au sol des bâtiments et densité des constructions), une continuité bâtie et la mixité des usages entre logements, commerces et services (mise en évidence des rues commerçantes – zones d'influence autour des commerces), zone de fort enjeu pour la commune, dont il est nécessaire de permettre l'évolution tout en prenant en compte le risque d'inondation.
De manière générale, le règlement autorise la mutation, la transformation et le renouvellement du bâti. Les constructions nouvelles ont toutefois à respecter certaines règles destinées à diminuer la vulnérabilité des biens.

règlement

Plan de prévention du risque inondation de la Seine

dans le département de la Seine-Saint-Denis

APPROUVÉ PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 21 JUIN 2007

Vallée de la Seine

Communes de :
Epinay-sur-Seine, Île-Saint-Denis,
Saint-Denis, Saint-Ouen

PRÉFECTURE
DE LA
SEINE-SAINT-DENIS

direction départementale de l'Equipement
Seine-Saint-Denis

SOMMAIRE

1. Portée du PPRI - dispositions générales 5

1.1 CHAMP D'APPLICATION 6

1.1.1 *Délimitation du champ d'application* 6

1.1.2 *Délimitation du zonage réglementaire* 6

1.2 EFFETS DU PPRI 9

1.3 APPLICATION DES PRESCRIPTIONS 9

1.4 DÉFINITIONS DES TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RÈGLEMENT 9

1.4.1 *Sigles* 9

1.4.2 *Définitions générales* 10

1.4.3 *Définitions relatives au risque « inondation »* 13

2. Prescriptions applicables aux biens et activités existants et futurs quelle que soit la zone réglementaire 14

2.1 PRESCRIPTIONS D'URBANISME 14

2.2 PRESCRIPTIONS CONSTRUCTIVES 16

2.2.1 *Objectif 1 : faciliter l'intervention des secours et l'évacuation des personnes* 16

2.2.2 *Objectif 2 : assurer la sécurité des occupants et maintenir un confort minimal* 16

2.2.3 *Objectif 3 : assurer la résistance et la stabilité du bâtiment* 17

2.2.4 *Objectif 4 : prévenir les dommages sur le bâti* 17

2.3 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX PARCAGES ET STOCKAGES 18

2.3.1 *Objectif 1 : limiter les risques de pollution et de danger liés aux objets flottants* 18

2.3.2 *Objectif 2 : empêcher la dispersion et la flottaison d'objets susceptibles de blesser les personnes ou d'endommager les biens* 18

2.3.3 *Objectif 3 : protéger les biens* 19

2.4 AUTRES PRESCRIPTIONS 19

2.4.1 *Objectif 1 : assurer la sécurité des riverains* 19

3. Dispositions applicables en zone Rouge 19

3.1 INTERDICTIONS 19

3.2 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS FUTURS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISEES A L'ARTICLE 3.1 20

3.3 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISÉES À L'ARTICLE 3.1 22

4. Dispositions applicables en zone Orange 23

4.1 INTERDICTIONS 23

4.2 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS FUTURS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISEES A L'ARTICLE 4.1 24

4.3 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISEES A L'ARTICLE 4.1 26

5. Dispositions applicables en zone Jaune 27

5.1 INTERDICTIONS 27

5.2 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS FUTURS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISEES A L'ARTICLE 5.1 28

5.3 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISEES A L'ARTICLE 5.1 30

6. Dispositions applicables en zone Verte 31

6.1 INTERDICTIONS 31

6.2 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS FUTURS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISEES A L'ARTICLE 6.1 31

6.3 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISEES A L'ARTICLE 6.1 33

7. Mesures de protection, de prévention et de sauvegarde 35

7.1 MESURES OBLIGATOIRES IMMEDIATEMENT 35

7.2 MESURES OBLIGATOIRES DANS UN DELAI DE 5 ANS SUIVANT LA DATE D'APPROBATION DU PRESENT PPR 36

7.3 MESURES VIVEMENT RECOMMANDÉES 37

1. PORTÉE DU PPRI - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions définies dans le présent plan de prévention des risques inondation (PPRI) ont pour objectif général de ne pas aggraver le niveau de risque, notamment ne pas augmenter le niveau d'eau. Elles sont destinées à renforcer la sécurité des personnes sans en exposer de nouvelles à ce risque, à limiter les dommages aux biens et aux activités existants, à éviter un accroissement des dommages dans le futur, à assurer le libre écoulement des eaux et à conserver des champs d'expansion des crues (conformément à l'article L. 562-8 du code de l'environnement).

Elles consistent en des interdictions et des autorisations sous conditions visant l'occupation ou l'utilisation des sols et en des prescriptions et recommandations destinées à prévenir les dommages. L'obligation sur les bâtiments existants ne porte que sur un montant global de travaux limité à 10% de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du présent plan.

Le PPRI Seine prend en compte les impératifs de développement et d'aménagement des territoires concernés par son application.
Il s'articule également avec le plan de secours spécialisé inondation[1] élaboré par la préfecture de Paris (cellule risque naturel de la zone de défense de Paris) en commun avec la DIREN, l'institution interdépartementale des barrages réservoirs du bassin de la Seine (IIBRBS), et le bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Le PPRI et le plan de secours relèvent de cadres réglementaires différents mais interfèrent l'un sur l'autre. Si ces deux outils s'appuient sur l'analyse d'évènements passés, la connaissance du risque, l'information des populations et la prévention, le plan de secours rend compte des difficultés et informe des moyens disponibles tandis que le PPRI affiche le risque et définit des règles visant à limiter la vulnérabilité aux biens et aux personnes.
Ces deux documents sont en très forte relation : plus un logement est épargné par les eaux et continue de bénéficier de l'accessibilité des services, moins les secours sont nécessaires et plus ceux-ci peuvent intervenir aisément. Inversement, plus l'information préventive est développée et les moyens de secours conséquents, plus le risque inondation est compris et anticipé.

[1] Dernière version au 01/09/03

1.1 CHAMP D'APPLICATION

1.1.1 Délimitation du champ d'application

L'élaboration du plan de prévention du risque inondation de la Seine a été prescrite par arrêté préfectoral n°99/3411 en date du 20 août 1999.

Ce plan concerne la prévention des risques d'inondation par débordement de la Seine.

Le présent règlement s'applique aux territoires des quatre communes riveraines de la Seine en Seine-Saint-Denis : Épinay-sur-Seine, Île-Saint-Denis, Saint-Denis, Saint-Ouen.

1.1.2 Délimitation du zonage réglementaire[1]

Le zonage réglementaire, résultant du croisement de la cartographie des aléas et de celle des enjeux, délimite quatre zones ainsi définies :

	Aléas très forts	Aléas forts	Aléas autres (faible à moyen)
zones d'expansion de crue	R	R	R
zones urbaines denses	O	J	J
autres zones urbanisées	O	J	J
centres urbains	V	V	V

Zone rouge = zone d'expansion de crue : zone globalement peu construite où il y a lieu de préserver le champ d'inondation et sa capacité de stockage des eaux. De façon générale, les constructions nouvelles y sont interdites, seul l'entretien des bâtiments existants est autorisé.

Cette zone correspond au lit mineur de la Seine et à la partie non bâtie ou faiblement construite de ses berges et aux secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés où des volumes d'eau importants peuvent être stockés, comme les espaces verts, les terrains de sports, les parcs de stationnement et les cimetières.
Secteur globalement peu construit soumis à un niveau d'aléa, toute nouvelle construction serait elle-même soumise à un risque et susceptible d'augmenter le risque en amont ou en aval en modifiant l'écoulement des crues.

Si le bâti existant y est reconnu et peut être conforté dès lors qu'il a été édifié régulièrement, le principe de la zone rouge est d'interdire toute construction nouvelle afin de lui conserver un rôle d'écoulement et de zone d'expansion des crues.
Certains aménagements spécifiques de terrains de plein air et de loisirs ainsi que des équipements à usage sportif, récréatif ou de loisirs et d'intérêt général peuvent être autorisés sous réserve de prescriptions permettant de ne pas entraver l'écoulement des crues : liaisons douces, espaces verts et paysagers et espaces portuaires…

[1] cf. note de présentation du présent PPRI

Objectifs de la zone rouge[3]:

- Interdire l'implantation humaine permanente dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement ;
- Limiter le nombre de personnes et de biens exposés au risque : enjeux de sécurité dans une zone où le niveau d'eau est supérieur à 2 m en cas de crue 1910 ;
- Contrôler strictement l'extension de l'urbanisation ;
- Préserver le champ d'inondation : conserver les capacités d'écoulement des crues et de stockage des eaux pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval ;
- Rétablir la fonction hydraulique du fleuve, sauvegarder l'équilibre des milieux et la qualité des paysages à proximité de l'eau.

Zone orange = zone urbaine (hors centre urbain) en aléa très fort : secteur d'urbanisation plus ou moins dense soumis à un niveau d'aléa très fort (plus de 2 m d'eau) où il convient de ne pas augmenter la vulnérabilité des biens et des personnes. De manière générale, toute construction nouvelle est interdite, l'entretien des bâtiments existants est autorisé notamment pour réduire la vulnérabilité.

Cette zone concerne la partie urbanisée le long de la Seine soumise au niveau d'aléa le plus fort (hauteur d'eau supérieure à 2 m).
Sauf exception, le principe est d'interdire toute construction nouvelle afin de ne pas augmenter la population soumise au risque. Cependant le bâti existant est reconnu et peut être conforté dès lors qu'il a été édifié régulièrement.
Cette zone peut toutefois recevoir certains aménagements de terrains de plein air et de loisirs et des équipements à usage sportif, récréatif ou de loisirs, et d'intérêt général, sous réserve de certaines prescriptions.

Objectifs de la zone orange[4] :

- Interdire l'implantation humaine permanente dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement ;
- Limiter le nombre de personnes et de biens exposés au risque : enjeux de sécurité dans une zone où le niveau d'eau est supérieur à 2 m en cas de crue 1910 ;
- Interdire toute construction nouvelle et saisir toutes les opportunités pour réduire le nombre de constructions exposées ;
- Réduire la vulnérabilité des constructions, dans le cas où celles-ci pourraient être autorisées.

[3] d'après les circulaires interministérielles du 24 janvier 1994 et du 24 avril 1996
[4] d'après les circulaires interministérielles du 24 janvier 1994 et du 24 avril 1996

Zone jaune = zone urbaine (hors centre urbain) en aléas forts et autres : secteur urbanisé dans lequel il y a lieu de permettre le développement et la restructuration de la ville tout en tenant compte du risque pour les personnes et les biens. Les constructions nouvelles et l'entretien des bâtiments existants sont autorisés et soumis à certaines règles destinées à diminuer la vulnérabilité des biens.

Cette zone urbaine reste soumise à un niveau d'inondation fort et faible à moyen (hauteur d'eau en cas de crue jusqu'à 2 m).
Le principe de cette zone consiste à pérenniser et améliorer la situation urbaine existante en encadrant l'accueil de nouvelles populations dans le cadre d'aménagements du bâti existant et en limitant l'emprise des constructions futures autorisées de manière à ne pas accroître les dommages en cas de crue et ne pas exposer de nouvelles populations sans précaution.
Le règlement autorise la mutation, la transformation et le renouvellement du bâti. Les constructions nouvelles ont toutefois à respecter certaines règles destinées à diminuer la vulnérabilité des biens.
Cette zone doit être urbanisée de manière limitée et raisonnée pour ne pas accroître les dommages en cas de crue et ne pas exposer de nouvelles populations sans précaution.

Objectifs de la zone jaune[5] :

- Assurer la sécurité des personnes exposées ;
- Limiter le nombre de personnes et de biens exposés au risque : enjeux de sécurité dans une zone où le niveau d'eau est supérieur à 2 m en cas de crue 1910 ;
- Réduire la vulnérabilité des constructions, dans le cas où celles-ci pourraient être autorisées.

Zone verte = centre urbain, quel que soit l'aléa : secteur à enjeux forts dont il est nécessaire de permettre l'évolution tout en tenant compte du risque. Les constructions nouvelles et l'entretien des bâtiments existants sont a priori autorisés sous réserve de respecter certaines règles destinées à diminuer la vulnérabilité des biens.

Le secteur de « centre urbain » correspond à une zone caractérisée par son histoire (double approche : l'âge du bâti et la fonctionnalité), une occupation du sol de fait importante (emprise au sol des bâtiments et densité des constructions), une continuité bâtie et la mixité des usages entre logements, commerces et services (mise en évidence des rues commerçantes – zones d'influence autour des commerces), zone de fort enjeu pour la commune, dont il est nécessaire de permettre l'évolution tout en prenant en compte le risque d'inondation.
De manière générale, le règlement autorise la mutation, la transformation et le renouvellement du bâti. Les constructions nouvelles ont toutefois à respecter certaines règles destinées à diminuer la vulnérabilité des biens.

Objectif de la zone verte[6] :

- Limiter le risque pour les personnes et les biens exposés tout en préservant l'activité et le développement du territoire concerné.

[5] d'après les circulaires interministérielles du 24 janvier 1994 et du 24 avril 1996
[6] d'après les circulaires interministérielles du 24 janvier 1994 et du 24 avril 1996

1.2 EFFETS DU PPRI

La nature et les conditions d'exécution des prescriptions prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux, et installations visés. Les propriétaires sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Le PPRI approuvé vaut servitude d'utilité publique, conformément à l'article L. 562-4 du code de l'environnement. Il est annexé au PLU conformément à l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme.

Les dispositions du présent règlement ne préjugent pas de règles éventuellement plus restrictives, prises dans le cadre du PLU de chacune des communes concernées (notamment en matière d'extension de construction ou d'emprise au sol pour les zones délimitées dans le périmètre du PPRI), ni de prescriptions qui pourraient être imposées dans le cadre d'une autre législation, notamment au titre du code de l'environnement.

1.3 APPLICATION DES PRESCRIPTIONS

Conformément à l'article 63 de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, le non respect des prescriptions de ce plan est puni des peines prévues à l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme et peut engager la responsabilité individuelle de tous les intervenants agissant pour le compte d'un pétitionnaire (article L. 562-5 du code de l'environnement).

Selon les dispositions de l'article L. 125-6 du code des assurances, l'obligation de garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles prévues à l'article L. 125-1 du même code ne s'impose pas aux entreprises d'assurance à l'égard des biens immobiliers construits en violation des règles prescrites. Toutefois, cette dérogation ne peut intervenir que lors de la construction initiale ou du renouvellement du contrat d'assurance.

Des éléments de méthode dans le cadre de l'instruction des autorisations du droit des sols (ADS) sont joints en annexe du présent règlement. La vocation de ce document non réglementaire est de donner aux services instructeurs et aux différents pétitionnaires des conseils quant à l'application du PPRI. Cela ne préjuge en rien de l'instruction des actes ADS.

Les dispositions du présent règlement sont définies en application de l'article L. 562-1 du code de l'environnement, sans préjudice des règles normatives constructives (NF, DTU) en vigueur.

1.4 DÉFINITIONS DES TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RÈGLEMENT

1.4.1 Sigles

BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières
DDE	Direction départementale de l'équipement
DEA	Direction de l'eau et de l'assainissement (conseil général 93)
DIREN	Direction régionale de l'environnement
ERP	Etablissement recevant du public
MEDD	Ministère de l'écologie et du développement durable
NGF	Nivellement général de la France

PHEC	Plus hautes eaux connues
PK	Point kilométrique
PLU	Plan local d'urbanisme
PPRI	Plan de prévention des risques inondation (par débordement de la Seine)
PPRMT	Plan de prévention des risques mouvements de terrain
PPRN	Plan de prévention des risques naturels
SDRIF	Schéma directeur de la région Ile-de-France
SHOB	Surface hors oeuvre brute
SHON	Surface hors oeuvre nette
SNS	Service navigation de la Seine

1.4.2 Définitions générales

Aléa	Phénomène naturel d'occurrence et d'intensité données.
Amélioration (habitat)	Travaux effectués dans un logement existant qui sans changer son usage, ont pour objet d'élever le niveau du confort.
Centre urbain	Il se caractérise notamment par son histoire, une occupation du sol de fait importante, une continuité bâtie et la mixité des usages entre logements, commerces et services (circulaire interministérielle équipement – environnement du 24/04/1996).
Emprise au sol (inondation)	Surface hors oeuvre brute (SHOB) du niveau édifié sur le sol, la surface des parties du bâtiment construites sur une structure de type pilotis (ou autre, ne portant pas atteinte aux capacités d'écoulement et de stockage des eaux) n'étant pas comprise.
Enjeux	Personnes, biens, activités, moyens, patrimoines susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel. L'analyse des enjeux est faite par îlhmes sur l'ensemble du bassin. Sont recensés les enjeux existants et futurs concernés par les risques inondation.
Equipement sensible	Equipement qui, en cas de sinistre, peut présenter soit un risque d'aggravation du sinistre (par pollution par exemple), soit être affecté par le sinistre et priver une partie de la population d'un service d'intérêt général.
Établissement sensible	Tout établissement accueillant en permanence des personnes non valides, des malades, des personnes âgées ou des enfants (hôpitaux, maisons de retraite, centre d'hébergement, ...), ainsi que les établissements pénitentiaires et scolaires.
Etablissements recevant du public	D'après l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation, ce sont tous les bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout-venant ou sur invitation payante ou non. Est considérée comme faisant partie du public toute personne admise dans l'établissement à quelque titre que ce soit, en plus du personnel.

Event	Orifice en partie haute d'un réservoir (par exemple citerne de fioul) destiné à faciliter l'évacuation de l'air pendant le remplissage. Tuyau vertical permettant d'évacuer des gaz en provenance d'un égout, d'une fosse septique…
Extension de bâtiment	Dans le présent règlement, une extension s'entend comme un projet visant à augmenter l'emprise au sol du bâti existant à l'exception des terrasses non couvertes de plain-pied avec le rez-de-chaussée. La surface d'extension prend en compte l'ensemble de l'extension et non uniquement la partie située au-dessous des PHEC.
Fluides	Dans le présent règlement, les fluides regroupent : l'eau potable, les eaux usées et pluviales, les courants forts (haute, moyenne et basse tension), les courants faibles (sécurité, alarme, téléphonie, transmission de données), les fluides caloporteurs, les hydrocarbures (liquides ou gazeux), les produits industriels transportés dans des canalisations…
Intensité	Expression de la violence ou de l'importance d'un phénomène, évaluée ou mesurée par des paramètres physiques (hauteur, vitesse de submersion…).
Mode d'occupation des sols (MOS)	Carte de l'occupation du sol établissant selon le territoire l'occupation dominante ou l'usage des sols.
Opération d'aménagement	Dans le présent règlement, une opération d'aménagement s'entend au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme. Ce terme vise également les opérations d'aménagement confiées par une collectivité ou un EPCI à un aménageur public ou privé.
Rénovation (opération de)	En urbanisme, une opération de rénovation désigne un ensemble de travaux concernant un quartier vétuste : démolition, redistribution des utilisations du sol, reconstruction et aménagement.
Réparation	Travaux sur une partie dégradée ou détruite d'un ouvrage consistant à lui rendre son aptitude à remplir sa fonction.
Restauration	Reconstitution dans son état originel d'un bâtiment ancien présentant un intérêt architectural ou historique.
Risque	Le risque est fonction de l'aléa et de la vulnérabilité.
SHOB	D'après l'article R. 112-2 du code de l'urbanisme, la surface de plancher hors œuvre brute est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction.

SHON	D'après l'article R. 112-2 du code de l'urbanisme, la surface de plancher hors œuvre nette d'une construction est égale à la SHOB après déduction : ▪ Des surfaces de plancher hors œuvre des combles et sous-sols non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ; ▪ Des surfaces de plancher hors œuvre des toitures-terrasses, des balcons, des loggias, ainsi que des surfaces non closes situées au rez-de-chaussée ; ▪ Des surfaces de plancher hors œuvre des bâtiments ou parties de bâtiments aménagés en vue du stationnement des véhicules ; ▪ Dans les exploitations agricoles, des surfaces de plancher des serres de production, des locaux destinés à abriter les récoltes, à héberger les animaux, à ranger et à entretenir le matériel agricole, des locaux de production et de stockage des produits à usage agricole, des locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation ; ▪ D'une surface égale à 5% des surfaces hors œuvre affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des 3 précédents points ; ▪ Sont également déduites de la SHOB, dans le cas de la réfection d'un immeuble à usage d'habitation et dans la limite de 5 m² par logement, les surfaces de planchers affectées à la réalisation de travaux tendant à l'amélioration de l'hygiène des locaux et celles résultant de la fermeture de balcons, loggias et surfaces non closes situées en rez-de-chaussée.
Sinistre	Selon la jurisprudence la notion de sinistre relève de circonstances particulières telles que l'incendie, la tempête, l'attentat... (CE 26 juillet 1996 – CE 30 décembre 2002 – CE 5 mars 2003).
Sous-sol	Partie d'une construction aménagée en partie ou entièrement au-dessous du niveau du terrain naturel.
Niveau du terrain naturel	Niveau du terrain avant travaux tel qu'indiqué sur le plan de géomètre joint à la demande d'autorisation d'occupation du sol, sans remaniement préalable. Ce niveau de référence sera rattaché au nivellement général de la France (NGF).
Nivellement général de la France	Altitude orthométrique de référence NGF 69.
Unité foncière	Ensemble des parcelles d'un même tenant appartenant à un même propriétaire.
Vulnérabilité	Au sens le plus large, exprime le niveau de conséquences prévisibles d'un phénomène naturel sur les enjeux.

1.4.3 Définitions relatives au risque « inondation »

Crue	Période de hautes eaux, de durée plus ou moins longue, consécutive à des averses plus ou moins importantes (dictionnaire de l'hydrologie de surface).
Inondation	Envahissement par les eaux de zones habituellement hors d'eau pour une crue moyenne (dictionnaire de l'hydrologie de surface).
Etude hydraulique[7]	Une étude hydraulique doit comporter : - Un calage de l'état initial validé par plusieurs crues représentatives (les résultats doivent comporter pour chaque profil les coefficients de Strickler des lits mineurs et majeurs, les vitesses d'écoulement et la cote de la ligne d'eau) ; - Les résultats de la propagation du débit de la crue de référence après intégration des données topographiques du projet. Lorsqu'une étude d'impact est rendue nécessaire dans le cadre d'un projet, celle ci doit intégrer un volet étude hydraulique et la définition de mesures compensatoires.
Mesures compensatoires	Dans le cadre d'un projet, les mesures compensatoires visent à rendre nul l'impact sur la vitesse d'écoulement, la cote de la ligne d'eau et la capacité de stockage des eaux de crues (crue 1910).
PHEC	Les plus hautes eaux connues correspondent à l'altitude des niveaux d'eau atteints par la crue de référence (crue 1910), exprimées en NGF.
Premier plancher fonctionnel	Plancher le plus bas d'une construction où s'exerce de façon permanente une activité quelle que soit sa nature (entrepôts, bureaux, commerces, services...) à l'exception de l'habitat.
Premier plancher habitable	Plancher le plus bas d'une construction à usage d'habitation comportant une ou plusieurs pièces de vie servant de jour ou de nuit telles que séjour, chambre, bureau, cuisine, salle de bains...
Zone d'expansion de crue	Secteur non urbanisé ou peu urbanisé et peu aménagé où la crue peut stocker un volume d'eau important (comme les espaces verts, terrains de sports...).
Zone de grand écoulement	Zone constituée du lit mineur et de la partie du lit majeur dans laquelle la vitesse de l'eau est forte (au delà d'une vitesse de l'ordre de 0.50 m/s).

[7] Source : « avis sur les autorisations d'urbanisme en zone inondable », Service navigation de la Seine, Juillet 1998

2. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS ET FUTURS QUELLE QUE SOIT LA ZONE RÉGLEMENTAIRE

Les prescriptions ci-dessous s'imposent à tous les biens et activités futurs.

Elles s'imposent également aux biens et activités existants à la date d'approbation du présent PPR en cas de réfection, restauration, rénovation, d'extension, d'aménagements et en cas de remplacement d'équipements (équipements sanitaires et techniques, électriques, chauffage, aération...) et ce dans la limite des éléments concernés par les travaux.

2.1 PRESCRIPTIONS D'URBANISME

- Les cotes des plans figurant dans les demandes de permis de construire doivent être rattachées au système de nivellement général de la France (NGF) sauf modifications apportées par la réglementation postérieurement à la date d'approbation du présent plan.
- La règle des PHEC : La cote du premier plancher habitable ou fonctionnel des constructions doit être supérieure à l'altitude des plus hautes eaux connues (PHEC). Cette règle ne s'applique pas aux premiers planchers fonctionnels des ouvrages et installations présentant un caractère d'intérêt général et qui pour des raisons techniques doivent être situés au-dessous des PHEC. Cette règle s'applique à toutes les zones réglementaires à l'exception :
  - des centres urbains qui dérogent à ce principe : la cote du premier plancher habitable ou fonctionnel des constructions, y compris lors d'un changement de destination ou lors d'une reconstruction, peut être inférieure à l'altitude des plus hautes eaux connues (PHEC). Dans ce cas, le second plancher habitable doit être construit au-dessus de la cote des PHEC avec une issue hors d'eau. Ce second plancher doit correspondre au minimum à 30% de la SHON du premier plancher sans pouvoir être toutefois inférieur à 12 m² ;
  - des extensions quelle que soit la zone réglementaire dont la cote du premier plancher habitable ou fonctionnel doit être à minima au même niveau que le premier plancher habitable ou fonctionnel du bâti existant. Pour chacune des zones des prescriptions particulières s'appliquent ;
  - des changements de destination et d'affectation temporaire dont la cote du premier plancher habitable ou fonctionnel peut être située au-dessus ou au-dessous des PHEC. Les règles suivantes s'appliquent :
    - de l'usage d'habitation vers de l'activité :
      - autorisé quelle que soit la zone lorsque le premier plancher habitable ou fonctionnel est situé au-dessus des PHEC ;
      - autorisé en zone rouge et zone orange lorsque le premier plancher habitable ou fonctionnel est situé au-dessous des PHEC, sous réserve d'améliorer la sécurité des personnes, de ne pas aggraver la vulnérabilité des biens, et de respecter les prescriptions de l'article 2 ;

- autorisé en zone jaune et zone verte lorsque le premier plancher habitable ou fonctionnel est situé au-dessous des PHEC, sous réserve de respecter les prescriptions de l'article 2 ;

• de l'usage d'activité vers de l'habitation / hébergement / établissement sensibles :

- interdit en zone rouge et zone orange quel que soit le niveau du premier plancher habitable ou fonctionnel ;

- autorisé en zone jaune quel que soit le niveau du premier plancher habitable ou fonctionnel sous réserve d'améliorer la sécurité des personnes, de ne pas aggraver la vulnérabilité des biens, et de respecter les prescriptions de l'article 2 ;

- autorisé en zone verte quel que soit le niveau du premier plancher habitable ou fonctionnel sous réserve de respecter les prescriptions de l'article 2.

• Afin de ne pas entraver l'écoulement des eaux, les annexes réalisées lors de travaux de réaménagement ou d'extension de terrains de plein air et d'équipements à usage sportif, récréatif et/ou de loisirs, de terrains de camping et de caravaning ou de jardins familiaux doivent être construites de manière à laisser un passage maximum des eaux de crue et être toujours solidement ancrées.

• Afin de conserver les volumes de stockage de l'eau, les remblais (lorsqu'ils sont autorisés) doivent être compensés par un volume de déblai au moins égal, soustrait du terrain naturel au-dessus du niveau de la nappe alluviale et situés sur la même parcelle (en zone inondable), à l'exception des remblais mis en œuvre dans le cadre d'opérations d'aménagement pour lesquels l'équilibre déblai/remblai doit être respecté à l'échelle de l'opération et non de la parcelle. Pour le calcul des volumes déblais - remblais, seules les surfaces inondables par débordement et situées sous les PHEC sont prises en compte. Les volumes de parkings et sous-sols inondables sont acceptés et pris en compte dans la compensation. La stabilité du remblai doit être assurée en cas de crue. Les volumes étanchés (volumes étanches ou volumes non submersibles à partir de la cote du terrain naturel) susceptibles d'être autorisés dans cette zone doivent être compensés au même titre que les remblais. Sont exonérés de compensation les volumes rendus étanches pour protéger les installations existantes présentant un caractère d'intérêt général. Sont également exonérés de compensation les remblais ponctuels d'importance limitée rendus strictement nécessaires pour la desserte de bâtiments (rampes d'accès handicapés, emmarchements…). Les remblais qui seraient réalisés pour la mise en place de chemin d'accès (visés au 2.2.1) doivent être compensés.

• Les clôtures doivent être ajourées sur les deux tiers au moins de leur surface située sous la cote des PHEC[8] et leurs éléments constitutifs largement espacés de façon à ne pas entraver l'écoulement des eaux par obstruction notamment de dépôts flottants.

[8] source : « avis sur les autorisations d'urbanisme en zone inondable », Service Navigation de la Seine, Juillet 1998

- En cas de plantation ou de replantation, il convient de privilégier les arbres à haute tige (plus de 7 m à l'âge adulte) qui doivent être espacés, ainsi que les haies arbustives légères (à l'exclusion d'arbustes à branches basses) afin de permettre un écoulement maximum des eaux de crues. Dans la mesure du possible, ces plantations doivent être implantées à distance[9] de toutes constructions.

2.2 PRESCRIPTIONS CONSTRUCTIVES

2.2.1 *Objectif 1 : faciliter l'intervention des secours et l'évacuation des personnes*

- Afin de faciliter l'intervention des secours et l'évacuation des personnes, pour les établissements sensibles[10] (existants et futurs) un chemin d'accès situé au-dessus des PHEC doit être mis en place pour permettre de relier la voirie la plus proche. En cas d'impossibilité, ce chemin d'accès ne doit pas être submergé de plus de 1 m d'eau. Cette disposition ne s'applique pas lorsque la voirie la plus proche est susceptible d'être submergée de plus de 2 m d'eau.

- Pour toute nouvelle construction autorisée au titre du présent règlement, un cheminement piéton situé au-dessus des PHEC doit être réalisé pour permettre de relier les nouvelles constructions aux voiries les plus proches. En cas d'impossibilité, ce chemin d'accès ne doit pas être submergé de plus de 1 m d'eau et une issue de la construction située au dessus des PHEC doit être créée a minima. Cette disposition ne s'applique pas lorsque la voirie la plus proche est susceptible d'être submergée de plus de 2 m d'eau.

2.2.2 *Objectif 2 : assurer la sécurité des occupants et maintenir un confort minimal*

- Les équipements vulnérables, notamment les équipements électriques, électroniques, de chauffage, les moteurs, les compresseurs, les machineries d'ascenseur, les centres informatiques, les centraux téléphoniques et les transformateurs, ainsi que les parties sensibles à l'eau des installations fixes, doivent être situés au-dessus de l'altitude des PHEC ou, à défaut, dans des cuvelages étanches.

- Les ascenseurs doivent être munis d'un dispositif interdisant en tant que de besoin la desserte des niveaux inondés.

- Pour assurer une continuité du service en cas de crue, les réseaux de fluides et leurs locaux, les installations relais ou de connexion qui leur sont liées ainsi que les équipements techniques présentant un caractère d'intérêt général et ne pouvant être localisés ailleurs doivent être implantés au-dessus de l'altitude PHEC ou au minimum conçus de façon à garantir leur étanchéité et bon fonctionnement pendant l'inondation.

[9] distance conseillée : une fois et demi la hauteur de l'arbre à maturité
[10] cf. définition article 1.4 du présent règlement

- Pour les réseaux électriques : le tableau de distribution doit être placé au dessus des PHEC, un coupe-circuit doit être mis en place pour isoler la partie de l'installation située au-dessous des PHEC afin de faciliter une remise en service partielle en cas d'inondation, les réseaux doivent être de préférence descendants afin de faciliter l'évacuation de l'eau dans les gaines et, pour ceux situés en aval des appareils de comptage, ils doivent être dotés d'un dispositif de mise hors service automatique installé au-dessus de l'altitude des PHEC.

- Afin de protéger les parties de bâtiment situées sous l'altitude des PHEC, et lorsque ces bâtiments n'ont pas vocation à faciliter l'écoulement des eaux, des mesures d'étanchéité doivent être réalisées : dispositif d'obturation des ouvertures, dispositif anti-refoulement sur tous les orifices d'écoulement situés en dessous du niveau des PHEC... Toutefois, pour des hauteurs d'eau supérieures à 1 m, l'occultation des ouvertures (portes, portes-fenêtres...) peut présenter un danger pour les occupants des bâtiments (maisons individuelles et constructions légères notamment) dans le risque lié à la brusque pénétration de l'eau en cas de rupture de la barrière ainsi que dans la sollicitation importante de la structure du bâtiment liée à la différence de pression entre l'extérieur et l'intérieur du bâtiment.

- Lorsque cela est possible techniquement, les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement doivent être équipés de clapets anti-refoulement régulièrement entretenus par le gestionnaire afin d'éviter le refoulement.

2.2.3 *Objectif 3 : assurer la résistance et la stabilité du bâtiment*

- Pour les biens et activités futurs, les bâtiments doivent être conçus de manière à pouvoir résister aux tassements différentiels et aux sous-pressions hydrostatiques, aux affouillements et aux érosions localisées. Les fondations et parties de bâtiment construites sous la cote des PHEC doivent être réalisées avec des matériaux insensibles à l'eau ou traités pour l'être.

2.2.4 *Objectif 4 : prévenir les dommages sur le bâti*

- Les murs et revêtements de sols, l'isolation thermique et phonique doivent être réalisés à l'aide de matériaux insensibles à l'eau pour les parties de bâtiments situées en dessous de l'altitude des PHEC.

- Toute surface de plancher fonctionnel[11] située au-dessous de l'altitude des PHEC doit être conçue de façon à permettre l'écoulement des eaux pendant la crue et l'évacuation rapide des eaux après la crue.

- Les sous-sols à usage de stationnement doivent être inondables et conçus de façon à permettre l'évacuation des eaux après la crue (notamment par des dispositifs permettant l'écoulement gravitaire, siphon...) ; ils doivent avoir une hauteur sous plafond suffisante pour que tous les véhicules puissent être évacués.

[11] cf. définition article 1.4 du présent règlement

2.3 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX PARCAGES ET STOCKAGES

2.3.1 *Objectif 1 : limiter les risques de pollution et de danger liés aux objets flottants*

- Afin d'éviter une pollution consécutive à la crue, les produits dangereux, polluants ou sensibles à l'humidité doivent être stockés au-dessus de l'altitude des PHEC ou situés dans un conteneur étanche ancré ou lesté de façon à résister à la crue de référence, et notamment ceux qui relèvent de la réglementation des installations classées et des arrêtés ministériels des 21 février 1990 et 20 avril 1994 relatifs à la définition des critères de classification et des conditions d'étiquetage et d'emballage des préparations dangereuses.

- L'évent[12] des citernes doit être situé au-dessus de l'altitude des PHEC. Un dispositif doit permettre de fermer provisoirement la sortie de l'évent.

- Pour les citernes enterrées (notamment d'hydrocarbures), lorsqu'elles sont autorisées, les orifices hors d'eau doivent être protégés contre tous chocs ou fortes pressions par un adossement à un mur ou par une construction renforcée. L'arrêté du 30 juillet 1979, modifié par l'arrêté du 5 février 1991 paru au JO du 27 février 1991, fixe les règles techniques et de sécurité applicables au stockage fixe d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public.

- Les cuves et bouteilles d'hydrocarbure doivent disposer de cerclages de renfort, solidement fixés et ancrés dans une dalle de béton. Il est indispensable de compléter le dispositif d'ancrage par l'installation de vannes et de robinets d'arrêt. Ces dispositifs de coupure peuvent être installés sur la cuve ou bien sur les raccordements aux réseaux du logement. Ils doivent être clairement identifiés par le particulier.

2.3.2 *Objectif 2 : empêcher la dispersion et la flottaison d'objets susceptibles de blesser les personnes ou d'endommager les biens*

- Les constructions légères et provisoires doivent être ancrées ou être aisément déplaçables.

- Les caravanes dont le stationnement est autorisé, les véhicules et engins mobiles parqués au niveau du terrain naturel doivent être placés de façon à conserver leurs moyens de mobilité et de manœuvre en vue de permettre à tout moment une évacuation rapide.

- Les équipements et engins de chantier doivent être soit aisément déplaçables soit situés au-dessus des PHEC pour les matériaux et postes sensibles à l'eau.

- Les matériels et matériaux sensibles à l'humidité ainsi que les produits et matériels susceptibles d'être emportés par la crue (notamment stocks et dépôts de matériaux) doivent de préférence être entreposés au-dessus de l'altitude des PHEC, à défaut ils doivent être soit aisément déplaçables soit entreposés dans des aménagements spécifiques à cet usage, clos et étanches.

- Le mobilier d'extérieur, notamment les containers, à l'exclusion du mobilier aisément déplaçable, doit être ancré ou rendu captif.

[12] cf. définition article 1.4 du présent règlement

- Les containers à déchets doivent être ancrés ou rendus captifs. Lorsqu'ils sont entreposés dans des aménagements spécifiques (type local à poubelles), ces derniers doivent être rendus clos et étanches en cas de crue.

2.3.3 *Objectif 3 : protéger les biens*

- Les réserves, locaux de stockage et d'archivage des commerces et autres activités doivent être mis au-dessus de l'altitude des PHEC par aménagement des locaux. En cas d'impossibilité d'aménagement ou de surélévation des stocks, ces derniers doivent être aisément déplaçables. Il est vivement recommandé d'élaborer un diagnostic de vulnérabilité et un plan d'évacuation.

2.4 AUTRES PRESCRIPTIONS

2.4.1 *Objectif 1 : assurer la sécurité des riverains*

- Les bateaux-logements et infrastructures ou aménagements légers qui leur sont liés (les accès notamment) sont autorisés à condition que leurs amarrages soient prévus pour résister à une crue de type 1910.

Tout ce qui suit devra respecter les prescriptions générales définies ci-dessus.

3. DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE

L'ensemble des prescriptions générales de l'article 2 du présent règlement viennent en complément des prescriptions spécifiques de la zone réglementaire détaillées ci-après. Elles ont donc un caractère cumulatif.

3.1 INTERDICTIONS

Sont interdits :

- Toutes constructions nouvelles autres que celles expressément admises aux articles 3.2 et 3.3 ;
- La création d'établissements sensibles ;
- Les opérations d'aménagement ;
- L'augmentation du nombre de logements par changement de destination ou d'occupation du sol, que ce soit par création, extension, reconstruction, aménagement ou rénovation d'un bâtiment existant ;
- Les changements de destination et les changements d'affectation temporaire vers les usages suivants : habitation, hébergement collectif, établissements sensibles quel que soit le niveau du premier plancher habitable ou fonctionnel ;

- Les extensions des constructions existantes sauf locaux à usage sanitaire ou technique limitées à 20 m² de SHOB pour les constructions à usage d'habitation et à 20% de la SHON existante pour les constructions à usage d'activités. Dans ce dernier cas, une étude hydraulique[13] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- Les sous-sols à usage autre que du stationnement ;

- Les reconstructions sur place après sinistre à l'exception des reconstructions des installations et équipements autorisés dans la présente zone ;

- La création, l'extension et l'aménagement de terrains pour l'accueil de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs qui constitueraient l'habitat permanent de leurs utilisateurs notamment les aires d'accueil des gens du voyage ;

- La création de terrains de camping et caravaning ;

- Les endiguements de toute nature à la seule exception de ceux autorisés aux articles 3.2 et 3.3.

3.2 Prescriptions applicables aux biens et activités futurs dans le respect des interdictions visées à l'article 3.1

Sont admis notamment dans le respect des prescriptions générales de l'article 2 :

- Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque inondation sur l'emprise foncière sans engendrer d'augmentation de l'aléa ailleurs, notamment en application de l'article 7 « Mesures de prévention, protection et sauvegarde » du présent règlement ;

- Les installations et aménagements liés d'une part aux activités de loisirs en relation avec la voie d'eau, d'autre part à l'exploitation et l'usage de la voie d'eau (ports, plate-formes multimodales, escales, chantiers navals, stations-service...) ainsi que les locaux à usage d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou de services, utilisant principalement la voie d'eau comme mode de transport. Une étude hydraulique[14] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis. Dans ce cas, sont autorisés les locaux liés au gardiennage à raison d'au plus un par unité foncière. Afin de tenir compte de leur mode de fonctionnement, ces installations peuvent si nécessaire déroger à la règle des PHEC ;

- La création, l'extension et l'aménagement :

[13] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[14] cf. définition article 1.4 du présent règlement

- de terrains de plein air à usage sportif, récréatif ou de loisirs, et leurs équipements et aménagements strictement indispensables (sanitaires, vestiaires notamment) qui doivent respecter une surface au sol limitée pour ne pas augmenter le risque. Les tribunes doivent être construites sur pilotis ;

- de jardins familiaux et de leurs annexes ;

- La construction de piscines privées non couvertes, sous la cote du terrain naturel. La matérialisation de leurs emprises doit être mise en place par le biais d'un dispositif de balisage permettant leur localisation. Le volume de déblais n'est pas pris en compte dans le calcul des mesures compensatoires ;

- Les sous-sols uniquement à usage de stationnement ;

- Les réseaux de fluides et leurs locaux ;

- Les équipements présentant un caractère d'intérêt général, notamment les stations d'épuration et les usines de traitement des eaux, et ne pouvant être localisés ailleurs. Une étude hydraulique[15] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- Les infrastructures de transport terrestre sous réserve de la réalisation d'une étude hydraulique[16] avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- Pour les infrastructures de transport ferroviaire, les éléments nécessaires à leur fonctionnement doivent être hors d'eau ou dans des cuvelages étanches. De même les infrastructures au sol (rails) doivent être réalisées avec des matériaux imputrescibles ;

- Les clôtures, haies, plantations ;

- Les locaux et édicules recevant des containers à déchets ;

- Les remblaiements ;

- Les endiguements s'ils permettent la mise en œuvre de travaux explicitement autorisés dans le cadre du présent règlement et s'ils sont justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés. Une étude hydraulique[17] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis.

[15] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[16] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[17] cf. définition article 1.4 du présent règlement

3.3 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISÉES À L'ARTICLE 3.1

Sont admis notamment dans le respect des prescriptions générales de l'article 2 :

- Les travaux d'entretien et de gestion courants des biens et activités existants, notamment les aménagements intérieurs du bâti, les traitements de façade et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux ;
- Les travaux de mise en conformité et mise aux normes ;
- Les travaux visant à améliorer la sécurité des personnes et à réduire la vulnérabilité des biens et activités existants, comme :
    - les travaux d'entretien des cours d'eau et de leurs berges ;
    - les suppressions ou modifications apportées aux remblais, dépôts de matières encombrantes, clôtures, plantations, constructions et tous ouvrages reconnus par le service chargé de la police de l'eau comme faisant obstacle à l'écoulement des eaux ou restreignant d'une manière nuisible le champ des inondations ;
    - les affouillements permettant de regagner des surfaces de stockage des eaux ;
    - les travaux issus de l'application de l'article 7 « Mesures de prévention, protection et sauvegarde » du présent règlement.
- Les réparations et reconstructions d'éléments architecturaux expressément visés par une protection édictée en application de la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ou de la loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, et notamment son article 70 ;
- Les remblaiements ;
- Les endiguements s'ils permettent la mise en œuvre de travaux explicitement autorisés dans le cadre du présent règlement et s'ils sont justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés. Une étude hydraulique[9] devra être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;
- Les changements de destination et les changements d'affectation temporaire de l'usage d'habitation vers de l'activité, lorsque le premier plancher habitable ou fonctionnel est situé au-dessus des PHEC ;

[9] cf. définition article 1.4 du présent règlement

- Les changements de destination et les changements d'affectation temporaire de l'usage d'habitation vers de l'activité, lorsque le premier plancher habitable ou fonctionnel est situé au-dessous des PHEC sous réserve d'améliorer la sécurité des personnes et de ne pas aggraver la vulnérabilité des biens ;

- Les extensions lorsqu'il s'agit de locaux à usage sanitaire ou technique, mise en conformité et mise en sécurité de personnes limités à 20 m² de SHOB pour les constructions à usage d'habitation et à 20% de la SHON existante pour les constructions à usage d'activités. Dans ce dernier cas, une étude hydraulique[19] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- L'entretien, l'aménagement et l'extension des terrains de camping et de caravaning de loisirs ainsi que les installations fixes liées à leur fonctionnement[20], à l'exception d'installations fixes destinées à l'habitation ;

- L'entretien, l'aménagement et l'extension des terrains de plein air à usage sportif, récréatif ou de loisirs, et de leurs équipements et aménagements strictement indispensables.

4. DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ORANGE

L'ensemble des prescriptions générales de l'article 2 du présent règlement viennent en complément des prescriptions spécifiques de la zone réglementaire détaillées ci-après. Elles ont donc un caractère cumulatif.

4.1 INTERDICTIONS

Sont interdits :

- Toutes constructions nouvelles autres que celles expressément admises aux articles 4.2 et 4.3 ;

- La création d'établissements sensibles ;

- L'augmentation du nombre de logements par changement de destination ou d'occupation du sol, que ce soit par création, extension, reconstruction, aménagement ou rénovation d'un bâtiment existant ;

- Les changements de destination et les changements d'affectation temporaire vers les usages suivants : habitation, hébergement collectif, établissements sensibles quel que soit le niveau du premier plancher habitable ou fonctionnel ;

[19] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[20] dans le respect du décret n°94-614 du 13 juillet 1994 pris en application de la loi n°93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages

- Les extensions des constructions existantes sauf locaux à usage sanitaire ou technique limités à 20 m² de SHOB pour les constructions à usage d'habitation et à 20% de la SHON existante pour les constructions à usage d'activités. Dans ce dernier cas, une étude hydraulique[21] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- Les sous-sols à usage autre que du stationnement ;

- La création, l'extension et l'aménagement de terrains pour l'accueil de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs qui constitueraient l'habitat permanent de leurs utilisateurs notamment les aires d'accueil des gens du voyage ;

- La création de terrains de camping et caravaning ;

- Les endiguements de toute nature à la seule exception de ceux autorisés aux articles 4.2 et 4.3.

4.2 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS FUTURS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISEES A L'ARTICLE 4.1

Sont admis notamment dans le respect des prescriptions générales de l'article 2 :

- Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque inondation sur l'emprise foncière sans engendrer d'augmentation de l'aléa ailleurs, notamment en application de l'article 7 « Mesures de prévention, protection et sauvegarde » du présent règlement ;

- Les installations et aménagements liés d'une part aux activités de loisirs en relation avec la voie d'eau, d'autre part à l'exploitation et l'usage de la voie d'eau (port, plate-formes multimodales, escales, chantiers navals, stations-service...) ainsi que les locaux à usage d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou de services, utilisant principalement la voie d'eau comme mode de transport. Une étude hydraulique[22] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis. Dans ce cas, sont autorisés les locaux liés au gardiennage à raison d'au plus un par unité foncière. Afin de tenir compte de leur mode de fonctionnement, ces installations peuvent si nécessaire déroger à la règle des PHEC ;

- Les opérations d'aménagement sous réserve de ne pas augmenter la SHON existante et plafonnées à la SHON habitable existante. L'aménageur doit en outre s'assurer du respect de la règle générale de ne pas aggraver le niveau de risque, notamment par la réalisation d'une étude hydraulique[23] sur l'ensemble du secteur et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

[21] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[22] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[23] cf. définition article 1.4 du présent règlement

- Les reconstructions sur place après sinistre dans le respect d'une emprise au sol et d'une SHON équivalentes, à l'exception des reconstructions d'établissements sensibles ;

- La création, l'extension et l'aménagement :

  - de terrains de plein air à usage sportif, récréatif ou de loisirs, et leurs équipements et aménagements strictement indispensables (sanitaires, vestiaires notamment) qui doivent respecter une surface au sol limitée pour ne pas augmenter le risque. Les tribunes doivent être construites sur pilotis ;

  - de jardins familiaux et de leurs annexes.

- La construction de piscines privées non couvertes, sous la cote du terrain naturel. La matérialisation de leurs emprises doit être mise en place par le biais d'un dispositif de balisage permettant leur localisation. Le volume de déblais n'est pas pris en compte dans le calcul des mesures compensatoires ;

- Les sous-sols uniquement à usage de stationnement ;

- Les réseaux de fluides et leurs locaux ;

- Les équipements présentant un caractère d'intérêt général, notamment les stations d'épuration et les usines de traitement des eaux, et ne pouvant être localisés ailleurs. Une étude hydraulique[24] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- Les infrastructures de transport terrestre sous réserve de la réalisation d'une étude hydraulique[25] avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- Pour les infrastructures de transport ferroviaire, les éléments nécessaires à leur fonctionnement doivent être hors d'eau ou dans des cuvelages étanches. De même les infrastructures au sol (rails) doivent être réalisées avec des matériaux imputrescibles ;

- Les clôtures, haies, plantations ;

- Les locaux et édicules recevant des containers à déchets ;

- Les remblaiements ;

[24] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[25] cf. définition article 1.4 du présent règlement

- Les endiguements s'ils permettent la mise en œuvre de travaux explicitement autorisés dans le cadre du présent règlement et s'ils sont justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés. Une étude hydraulique[36] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis.

4.3 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISEES A L'ARTICLE 4.1

Sont admis notamment dans le respect des prescriptions générales de l'article 2 :

- Les travaux d'entretien et de gestion courants des biens et activités existants, notamment les aménagements intérieurs du bâti, les traitements de façade et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux ;

- Les travaux de mise en conformité et mise aux normes ;

- Les travaux visant à améliorer la sécurité des personnes et à réduire la vulnérabilité des biens et activités existants, comme :

  - les travaux d'entretien des cours d'eau et de leurs berges ;

  - les suppressions ou modifications apportées aux remblais, dépôts de matières encombrantes, clôtures, plantations, constructions et tous ouvrages reconnus par le service chargé de la police de l'eau comme faisant obstacle à l'écoulement des eaux ou restreignant d'une manière nuisible le champ des inondations ;

  - les affouillements permettant de regagner des surfaces de stockage des eaux ;

  - les travaux issus de l'application de l'article 7 « Mesures de prévention, protection et sauvegarde » du présent règlement.

- Les réparations et reconstructions d'éléments architecturaux expressément visés par une protection édictée en application de la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ou de la loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat et notamment son article 70 ;

- Les remblaiements ;

- Les endiguements s'ils permettent la mise en œuvre de travaux explicitement autorisés dans le cadre du présent règlement et s'ils sont justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés. Une étude hydraulique[37]doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

[36] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[37] cf. définition article 1.4 du présent règlement

- Les changements de destination et les changements d'affectation temporaire de l'usage d'habitation vers de l'activité, lorsque le premier plancher habitable ou fonctionnel est situé au-dessus des PHEC ;

- Les changements de destination et les changements d'affectation temporaire de l'usage d'habitation vers de l'activité, lorsque le premier plancher habitable ou fonctionnel est situé au-dessous des PHEC sous réserve d'améliorer la sécurité des personnes et de ne pas aggraver la vulnérabilité des biens ;

- Les extensions lorsqu'il s'agit de locaux à usage sanitaire ou technique, mise en conformité et mise en sécurité de personnes limitées à 20 m² de SHOB pour les constructions à usage d'habitation et à 20% de la SHON existante pour les constructions à usage d'activités. Dans ce dernier cas, une étude hydraulique[28] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- L'entretien, l'aménagement et l'extension des terrains de camping et de caravaning de loisirs ainsi que les installations fixes liées à leur fonctionnement[29], à l'exception d'installations fixes destinées à l'habitation ;

- L'entretien, l'aménagement et l'extension des terrains de plein air à usage sportif, récréatif ou de loisirs, et de leurs équipements et aménagements strictement indispensables.

5. DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE JAUNE

L'ensemble des prescriptions générales de l'article 2 du présent règlement viennent en complément des prescriptions spécifiques de la zone réglementaire détaillées ci-après. Elles ont donc un caractère cumulatif.

5.1 INTERDICTIONS

Sont interdits :

- Les sous-sols à usage autre que du stationnement ;

- Les endiguements de toute nature à la seule exception de ceux autorisés aux articles 5.2 et 5.3.

[28] cf. définition article 1.4 du présent règlement

[29] dans le respect du décret n°94-614 du 13 juillet 1994 pris en application de la loi n°93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages

5.2 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS FUTURS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISEES A L'ARTICLE 5.1

Sont admis notamment dans le respect des prescriptions générales de l'article 2 :

- Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque inondation sur l'emprise foncière sans engendrer d'augmentation de l'aléa ailleurs, notamment en application de l'article 7 « Mesures de prévention, protection et sauvegarde » du présent règlement ;

- Les constructions nouvelles d'habitation ;

- Les constructions nouvelles d'établissement sensibles, si elles ne peuvent être localisées ailleurs. Une étude hydraulique[30] devra être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- Les constructions nouvelles à usage d'activités commerciales, artisanales, industrielles ou de service en dehors des opérations d'aménagement y compris le logement éventuellement nécessaire au gardiennage de ces locaux ;

- Les reconstructions sur place après sinistre ;

- L'augmentation du nombre de logements par changement de destination ou d'occupation du sol, que ce soit par création, extension, reconstruction, aménagement ou rénovation d'un bâtiment existant sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et de ne pas augmenter la vulnérabilité des biens ;

- Les sous-sols à usage uniquement de stationnement ;

- Les installations et aménagements liés d'une part aux activités de loisirs en relation avec la voie d'eau, d'autre part à l'exploitation et l'usage de la voie d'eau (ports, plate-formes multimodales, escales, chantiers navals, stations-service...) ainsi que les locaux à usage d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou de services, utilisant principalement la voie d'eau comme mode de transport. Une étude hydraulique[31] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis. Dans ce cas, sont autorisés les locaux liés au gardiennage à raison d'au plus un par unité foncière. Afin de tenir compte de leur mode de fonctionnement, ces installations peuvent si nécessaire déroger à la règle des PHEC ;

- Les opérations d'aménagements sous réserve de la réalisation d'une étude hydraulique[32] sur l'ensemble du secteur avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

[30] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[31] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[32] cf. définition article 1.4 du présent règlement

- La création, l'extension et l'aménagement de terrains pour l'accueil de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs qui constitueraient l'habitat permanent de leurs utilisateurs notamment les aires d'accueil des gens du voyage ;

- La création, l'extension et l'aménagement de terrains de camping et de caravaning et les installations fixes liées à leur fonctionnement ;

- La création, l'extension et l'aménagement :

    - de terrains de plein air à usage sportif, récréatif ou de loisirs, et leurs équipements et aménagements ;

    - de jardins familiaux et de leurs annexes.

- La construction de piscines privées non couvertes, sous la cote du terrain naturel. La matérialisation de leurs emprises doit être mise en place par le biais d'un dispositif de balisage permettant leur localisation. Le volume de déblais n'est pas pris en compte dans le calcul des mesures compensatoires ;

- Les réseaux de fluides et leurs locaux ;

- Les équipements présentant un caractère d'intérêt général, notamment les stations d'épuration et les usines de traitement des eaux, et ne pouvant être localisés ailleurs. Une étude hydraulique[33] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- Les infrastructures de transport terrestre sous réserve de la réalisation d'une étude hydraulique[34] avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- Pour les infrastructures de transport ferroviaire, les éléments nécessaires à leur fonctionnement doivent être hors d'eau ou dans des cuvelages étanches. De même les infrastructures au sol (rails) doivent être réalisées avec des matériaux imputrescibles ;

- Les clôtures, haies, plantations ;

- Les locaux et édicules recevant des containers à déchets ;

- Les remblaiements ;

- Les endiguements s'ils permettent la mise en œuvre de travaux explicitement autorisés dans le cadre du présent règlement et s'ils sont justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés. Une étude hydraulique[35] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis.

[33] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[34] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[35] cf. définition article 1.4 du présent règlement

5.3 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISEES A L'ARTICLE 5.1

Sont admis notamment dans le respect des prescriptions générales de l'article 2 :

- Les travaux d'entretien et de gestion courants des biens et activités existants, notamment les aménagements intérieurs du bâti, les traitements de façade et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux ;
- Les travaux de mise en conformité et mise aux normes ;
- Les travaux visant à améliorer la sécurité des personnes et à réduire la vulnérabilité des biens et activités implantés existants, comme :
  - les travaux d'entretien des cours d'eau et de leurs berges ;
  - les suppressions ou modifications apportées aux remblais, dépôts de matières encombrantes, clôtures, plantations, constructions et tous ouvrages reconnus par le service chargé de la police de l'eau comme faisant obstacle à l'écoulement des eaux ou restreignant d'une manière nuisible le champ des inondations ;
  - les affouillements permettant de regagner des surfaces de stockage des eaux ;
  - les travaux issus de l'application de l'article 7 « Mesures de prévention, protection et sauvegarde » du présent règlement.
- Les réparations et reconstructions d'éléments architecturaux expressément visés par une protection édictée en application de la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ou de la loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat et notamment son article 70 ;
- Les extensions[36] des constructions existantes. Toutefois, les extensions dont le premier plancher habitable ou fonctionnel est situé sous la cote des PHEC sont limitées à 20 m² de SHOB pour les constructions à usage d'habitat et 20% de la SHON existante pour les autres ;
- Les remblaiements ;
- Les endiguements s'ils permettent la mise en œuvre de travaux explicitement autorisés dans le cadre du présent règlement et s'ils sont justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés. Une étude hydraulique[37] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

[36] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[37] cf. définition article 1.4 du présent règlement

- Les changements de destination et les changements d'affectation temporaire de l'usage d'habitation vers de l'activité quel que soit le niveau du premier plancher habitable ou fonctionnel ;

- Les changements de destination et les changements d'affectation temporaire de l'usage d'activité vers de l'habitation quel que soit le niveau du premier plancher habitable ou fonctionnel, sous réserve d'améliorer la sécurité des personnes et de ne pas aggraver la vulnérabilité des biens ;

- L'augmentation du nombre de logements par changement de destination ou d'occupation du sol, que ce soit par création, extension, reconstruction, aménagement ou rénovation d'un bâtiment existant, sous réserve d'appliquer les prescriptions relatives à chaque type de travaux ;

- L'aménagement, l'entretien et l'extension des terrains de camping et de caravaning de loisirs ainsi que les installations fixes liées à leur fonctionnement[28] ;

- L'aménagement, l'entretien et l'extension des terrains de plein air à usage sportif, récréatif ou de loisirs, et de leurs équipements et aménagements strictement indispensables.

6. DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE VERTE

L'ensemble des prescriptions générales de l'article 2 du présent règlement viennent en complément des prescriptions spécifiques de la zone réglementaire détaillées ci-après. Elles ont donc un caractère cumulatif.

6.1 INTERDICTIONS

Sont interdits :

- Les sous-sols à usage autre que du stationnement ;
- Les endiguements de toute nature à la seule exception de ceux autorisés aux articles 6.2 et 6.3.

6.2 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS FUTURS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISEES A L'ARTICLE 6.1

Sont admis notamment dans le respect des prescriptions générales de l'article 2 :

- Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque inondation sur l'emprise foncière sans engendrer d'augmentation de l'aléa ailleurs, notamment en application de l'article 7 « Mesures de prévention, protection et sauvegarde » du présent règlement ;

[28] dans le respect du décret n°94-614 du 13 juillet 1994 pris en application de la loi n°93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages

- Les constructions nouvelles d'habitation et d'activités. Lorsque la cote du premier plancher habitable ou fonctionnel des constructions, y compris lors d'un changement de destination ou lors d'une reconstruction, est inférieur à l'altitude des PHEC, le second plancher habitable doit être construit au-dessus de la cote des PHEC avec une issue hors d'eau. Ce second plancher doit correspondre au minimum à 30% de la SHON du premier plancher sans pouvoir être toutefois inférieur à 12m² ;

- Les reconstructions sur place après sinistre ;

- Les sous-sols à usage uniquement de stationnement ;

- Les installations et aménagements liés d'une part aux activités de loisirs en relation avec la voie d'eau, d'autre part à l'exploitation et l'usage de la voie d'eau (ports, plate-formes multimodales, escales, chantiers navals, stations-service...) ainsi que les locaux à usage d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou de services, utilisant principalement la voie d'eau comme mode de transport. Une étude hydraulique[39] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis. Dans ce cas, sont autorisés les locaux liés au gardiennage à raison d'au plus un local par unité foncière. Afin de tenir compte de leur mode de fonctionnement, ces installations peuvent si nécessaire déroger à la règle des PHEC ;

- Les opérations d'aménagement. Une étude hydraulique[40] sur l'ensemble du secteur doit être réalisée par l'aménageur avec la définition et la mise en œuvre des mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- La création, l'extension et l'aménagement de terrains pour l'accueil de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs qui constitueraient l'habitat permanent de leurs utilisateurs notamment les aires d'accueil des gens du voyage ;

- La création, l'extension et l'aménagement de terrains de camping et de caravaning et les installations fixes liées à leur fonctionnement, à l'exception des installations fixes destinées à l'habitation ;

- La création, l'extension et l'aménagement :

  - de terrains de plein air à usage sportif, récréatif ou de loisirs, et leurs équipements et aménagements strictement indispensables (sanitaires, vestiaires notamment) qui doivent respecter une surface au sol limitée pour ne pas augmenter le risque. Les tribunes doivent être construites sur pilotis ;

  - de jardins familiaux et de leurs annexes.

- La construction de piscines privées non couvertes, sous la cote du terrain naturel. La matérialisation de leurs emprises doit être mise en place par le biais d'un dispositif de balisage permettant leur localisation. Le volume de déblais n'est pas pris en compte dans le calcul des mesures compensatoires ;

[39] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[40] cf. définition article 1.4 du présent règlement

- Les réseaux de fluides et leurs locaux ;

- Les équipements présentant un caractère d'intérêt général, notamment les stations d'épuration et les usines de traitement des eaux et ne pouvant être localisés ailleurs. Une étude hydraulique[41] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- La création d'établissements sensibles[42] ne pouvant être localisés ailleurs sous réserve de la réalisation d'une étude hydraulique[43] avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- Les infrastructures de transport terrestre sous réserve de la réalisation d'une étude hydraulique[44] avec si nécessaire la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- Pour les infrastructures de transport ferroviaire, les éléments nécessaires à leur fonctionnement doivent être hors d'eau ou être dans des cuvelages étanches. De même les infrastructures au sol (rails) doivent être réalisées avec des matériaux imputrescibles ;

- Les clôtures, haies, plantations ;

- Les locaux et édicules recevant des containers à déchets ;

- Les remblaiements ;

- Les endiguements s'ils permettent la mise en œuvre de travaux explicitement autorisés dans le cadre du présent règlement et s'ils sont justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés. Une étude hydraulique[45] doit être réalisée avec la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis.

6.3 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS DANS LE RESPECT DES INTERDICTIONS VISEES A L'ARTICLE 6.1

Sont admis notamment dans le respect des prescriptions générales de l'article 2 :

- Les travaux d'entretien et de gestion courants des biens et activités existants, notamment les aménagements intérieurs du bâti, les traitements de façade et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux ;

[41] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[42] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[43] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[44] cf. définition article 1.4 du présent règlement
[45] cf. définition article 1.4 du présent règlement

- Les travaux de mise en conformité et mise aux normes ;

- Les travaux visant à améliorer la sécurité des personnes et à réduire la vulnérabilité des biens et activités existants, comme :

    - les travaux d'entretien des cours d'eau et de leurs berges ;

    - les suppressions ou modifications apportées aux remblais, dépôts de matières encombrantes, clôtures, plantations, constructions et tous ouvrages reconnus par le service chargé de la police de l'eau comme faisant obstacle à l'écoulement des eaux ou restreignant d'une manière nuisible le champ des inondations ;

    - les affouillements permettant de regagner des surfaces de stockage des eaux ;

    - les travaux issus de l'application de l'article 7 « Mesures de prévention, protection et sauvegarde » du présent règlement.

- Les réparations et reconstructions d'éléments architecturaux expressément visés par une protection édictée en application de la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ou de la loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat et notamment son article 70 ;

- Les remblaiements ;

- Les endiguements s'ils permettent la mise en œuvre de travaux explicitement autorisés dans le cadre du présent règlement et s'ils sont justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés. Une étude hydraulique[4] doit être réalisée avec si nécessaire la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires pour supprimer l'impact sur les conditions d'écoulement des crues et assurer la conservation des volumes de stockage définis ;

- Les extensions, aménagements du bâti existant ;

- Les changements de destination et les changements d'affectation temporaire de l'usage d'habitation vers de l'activité quel que soit le niveau du premier plancher habitable ou fonctionnel ;

- Les changements de destination et les changements d'affectation temporaire de l'usage d'activité vers de l'habitation quel que soit le niveau du premier plancher habitable ou fonctionnel ;

- L'augmentation du nombre de logements par changement de destination ou d'occupation du sol, que ce soit par création, extension, reconstruction, aménagement ou rénovation d'un bâtiment existant, sous réserve de respecter les prescriptions relatives à chaque type de travaux ;

- L'entretien, l'aménagement et l'extension des terrains de camping et de caravaning de loisirs ainsi que leurs installations fixes ;

[4] cf. définition article 1.4 du présent règlement

- L'entretien, l'aménagement et l'extension des terrains de plein air à usage sportif, récréatif ou de loisirs, et de leurs équipements et aménagements strictement indispensables et d'une surface au sol limitée de manière à ne pas augmenter le risque.

7. MESURES DE PROTECTION, DE PRÉVENTION ET DE SAUVEGARDE

Il s'agit essentiellement de mesures d'ensemble indépendantes de tous projets ou travaux et qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre des compétences qui leur sont dévolues ou incomber aux particuliers. Elles s'appliquent quelle que soit la zone réglementaire.

Elles sont notamment destinées à réduire l'impact du risque, assurer la sécurité des personnes, faciliter l'organisation des secours et le retour à la normale.

7.1 MESURES OBLIGATOIRES IMMEDIATEMENT

➢ Afin de faciliter l'évacuation et l'organisation des secours en cas de crue, il doit être mis en place, lorsque la loi ne l'impose pas :

- L'élaboration de plans de secours et d'évacuation pour les établissements sensibles :
  - pour les terrains de camping et de caravaning : les prescriptions imposées[47] dans le règlement de gestion du camping (intégrant le plan de secours et le cahier des prescriptions de sécurité prévues à l'article 7 du décret n° 94-614 et dont le contenu est défini par l'arrêté du 6 février 1995) doivent être appliquées dès l'annonce de crue ;
  - pour les établissements sensibles, les cahiers de prescriptions de sécurité doivent être mis en œuvre dès l'annonce de crue. L'analyse des conséquences du risque inondation sur le fonctionnement de l'établissement doit être prise en compte pour définir les mesures appropriées de gestion ou de travaux ainsi qu'un calendrier prévisionnel de mise en œuvre.
- La mise en place, dans les entrées de bâtiments collectifs, d'une information à destination des occupants, les informant de leur localisation en zone inondable et des dispositions à prendre conformément au présent PPRI.

➢ Afin d'éviter les risques de rupture ou de panne, les dispositifs de lutte contre les inondations (murettes anti-crue, batardeaux...) doivent faire l'objet d'un entretien régulier et être maintenus en état.

➢ Afin de prévoir l'évacuation en cas de crue, les terrains pouvant accueillir les véhicules déplacés lors de la crue doivent être recensés par les autorités compétentes.

[47] conformément au décret n°94-614 du 13 juillet 1994 relatif aux prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible

7.2 MESURES OBLIGATOIRES DANS UN DELAI DE 5 ANS SUIVANT LA DATE D'APPROBATION DU PRESENT PPR

Les travaux mentionnés ci-après s'imposent aux constructions existantes et doivent être entrepris dans un délai de 5 ans suivant la date d'approbation du présent plan.

- Les réseaux de fluides existants doivent être mis hors d'eau ou protégés de façon à en garantir l'étanchéité et le bon fonctionnement pendant l'inondation.

- Lorsque cela est possible techniquement, les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement doivent être équipés de clapets anti-refoulement régulièrement entretenus par le gestionnaire afin d'éviter le refoulement.

- Des mesures d'étanchéité doivent être réalisées (dispositifs d'obturation des ouvertures, relèvement des seuils, dispositif anti-refoulement sur tous les orifices d'écoulement situés en dessous de l'altitude des PHEC...) pour les parties de bâtiments d'habitation situées sous l'altitude des PHEC. Toutefois, pour des hauteurs d'eau supérieures à 1 m, l'occultation des ouvertures (portes, portes-fenêtres...) peut présenter un danger pour les occupants des bâtiments (maisons individuelles et constructions légères notamment) dans le risque lié à la brusque pénétration de l'eau en cas de rupture de la barrière ainsi que dans la sollicitation importante de la structure du bâtiment liée à la différence de pression entre l'extérieur et l'intérieur du bâtiment.

- La matérialisation des emprises des piscines et bassins enterrés doit être mise en place par le biais d'un dispositif de balisage permettant leur localisation.

- La création d'une zone refuge (lorsque le premier plancher habitable ou le plancher fonctionnel sont au-dessous de la cote des PHEC) pour permettre aux occupants du bâtiment de se mettre à l'abri en attendant l'évacuation ou la décrue. Les caractéristiques d'une zone refuge sont les suivantes :

  - Le niveau de la zone refuge doit impérativement se situer au-dessus de la cote des PHEC ;

  - La zone refuge doit être dimensionnée en fonction du nombre d'habitants dans le logement avec une surface calculée sur la base de 1 m² par personne et d'au moins 6 m² au total ;

  - La hauteur doit être d'au moins 1,20 m pour permettre d'attendre assis dans des conditions correctes ;

  - Elle doit être accessible par l'intérieur et avoir une issue située au-dessus des PHEC ;

- Exemples de zone refuge : zone refuge aménagée dans les combles en créant un accès par l'intérieur de la construction et une sortie par le toit ; surélévation d'un garage ; balcon ou terrasse...[4].

7.3 MESURES VIVEMENT RECOMMANDÉES

➢ Pour faire face à la gravité d'une inondation en attendant les secours, il est vivement recommandé la mise en place d'un plan familial de mise en sûreté qui constitue pour chaque famille et citoyen la meilleure réponse permettant de faire face à la gravité d'une inondation en attendant les secours. Il comprendra, par exemple, la liste des numéros utiles (services d'urgence et de secours, mairie, services de l'Etat, compagnie d'assurance...), les papiers importants... Il est également recommandé de repérer les endroits au-dessus des PHEC pour une mise à l'abri ou une évacuation...

➢ Il est vivement recommandé, pour les entreprises situées en zone inondable, la réalisation d'un diagnostic de vulnérabilité qui prend en compte les 5 points suivants :

- diagnostic du bâti ;
- diagnostic des réseaux ;
- diagnostic des équipements ;
- diagnostic financier (couverture d'assurance partielle) ;
- diagnostic commercial (ensemble des pertes potentielles liées à l'interruption d'activité et/ou une dégradation de l'image de marque).

En ce qui concerne les diagnostics financier et commercial, l'ensemble de la chaîne de production doit être pris en compte ainsi que les stocks.

➢ Afin de faciliter l'évacuation des habitants par bateaux et de permettre le ravitaillement, il est vivement recommandé de mettre en place des anneaux d'amarrage. Le crochet d'amarrage doit être en acier galvanisé ou peint, scellé dans la maçonnerie. Il est conseillé d'installer au moins 2 crochets à des hauteurs différentes (le premier au minimum à 1,20 m du sol – le second, 1 m plus haut) pour permettre aux secours d'accrocher la barque quelle que soit la hauteur d'eau. Les crochets doivent être installés près du balcon ou de la fenêtre par où est susceptible de se faire l'évacuation, et donc près de l'espace refuge.

➢ Afin de limiter la pénétration de l'eau dans le bâtiment et de ralentir la montée des eaux à l'intérieur de l'habitation, il est vivement recommandé, lorsque les hauteurs d'eaux ne dépassent pas 1 m, d'installer des batardeaux[5].

➢ Afin de faciliter l'évacuation des eaux de nettoyage d'une pièce à l'autre et vers l'extérieur, il est recommandé de prévoir un seuil de faible hauteur pour les portes et portes-fenêtres.

[4] cf. annexes – fiches conseils
[5] cf. annexe présent règlement

➢ Afin de faciliter l'évacuation des eaux à l'intérieur de la maison, il est conseillé de s'équiper d'une pompe ne fonctionnant pas à l'électricité. Attention, lorsque le sol est encore gorgé d'eau, l'utilisation d'une pompe peut entraîner des tassements différentiels autour du logement et donc peut déstabiliser la structure. Aussi il conviendra de vérifier l'équilibre hydrostatique avant toute utilisation de la pompe.

➢ Afin d'éviter la sensibilité à l'eau des éléments du bâti :

- les menuiseries extérieures doivent être réalisées avec des matériaux insensibles à l'eau ou traités pour l'être ;
- les matériaux putrescibles ou sensibles à la corrosion situés au-dessous des PHEC doivent être traités avec des produits hydrofuges ou anti-corrosifs et régulièrement entretenus ;
- Les murs et revêtements de sols, l'isolation thermique et phonique doivent être réalisés à l'aide de matériaux insensibles à l'eau pour les parties de bâtiments situées en dessous de l'altitude des PHEC. Par exemple, il peut être prévu, lors de la construction, l'utilisation de plaques de plâtre hydrofuge positionnées de préférence à l'horizontale afin qu'en cas d'inondation de faible hauteur, seules celles situées en bas soient touchées et donc remplacées. De la même manière il est conseillé d'éviter la laine de verre, le polystyrène expansé et de préférer l'utilisation d'un isolant comme le polystyrène extrudé afin d'éviter un engorgement de l'eau et le tassement de l'isolant dans le bas des cloisons.

annexes

Plan de prévention du risque inondation de la Seine

dans le département de la Seine-Saint-Denis

APPROUVÉ PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 21 JUIN 2007

Vallée de la Seine

Communes de :
Epinay-sur-Seine, Île-Saint-Denis,
Saint-Denis, Saint-Ouen

SOMMAIRE

1 Éléments de méthode dans le cadre de l'instruction des actes d'urbanisme....8

1.1 Cas d'une unité foncière non bâtie....8

1.2 Cas d'une unité foncière bâtie....8

2 Fiches conseil :....9

2.1 Identifier ou créer une zone refuge....9

2.1.1 *Objectif*....9

2.1.2 *Principes de la mesure*....9

2.1.3 *Exemple de réalisation dans une maison individuelle de plain-pied : Création de la zone refuge dans le volume existant*....10

2.1.4 *Exemple de réalisation dans une maison individuelle de plain-pied : Aménagement spécifique personne à mobilité réduite*....11

2.1.5 *Exemple de réalisation dans une maison individuelle de plain-pied : surélévation d'un garage*....11

2.1.6 *Exemple de réalisation dans une maison individuelle de plain-pied : surélévation limitée d'un garage*....12

2.2 Créer un ouvrant de toit....13

2.2.1 *Objectif*....13

2.2.2 *Conception / conditions de mise en œuvre*....13

2.2.3 *Aspect financier*....13

2.3 Créer un balcon ou une terrasse....13

2.3.1 *Objectif*....13

2.3.2 *Conception / conditions de mise en œuvre*....13

2.4 Installer des anneaux/lisses d'amarrage pour l'évacuation par bateau....14

2.4.1 *Objectif*....14

2.4.2 *Conception / conditions de mise en œuvre*....14

2.4.3 *Aspect financier*....14

2.4.4 *Limite d'utilisation*....14

2.5 Éviter l'affouillement des fondations....14

2.5.1 *Objectif*....14

2.5.2 *Conception / conditions de mise en œuvre*....15

2.6 Empêcher la flottaison d'objets....15

2.6.1 *Objectif*....15

2.6.2 *Conception / conditions de mise en œuvre* 15

2.7 MATÉRIALISER LES EMPRISES DES PISCINES ET BASSINS ENTERRÉS 15

2.7.1 *Objectif* 15

2.7.2 *Conception / conditions de mise en œuvre* 16

2.7.3 *Aspect financier* 16

2.8 RENFORCER L'ARRIMAGE DES CUVES ET BOUTEILLES D'HYDROCARBURE 16

2.8.1 *Objectif* 16

2.8.2 *Conception / conditions de mise en œuvre* 16

2.8.3 *Aspect financier* 16

2.9 INSTALLER DES BATARDEAUX (BARRIÈRES ANTI-INONDATION) 17

2.9.1 *Objectif* 17

2.9.2 *Conception / conditions de mise en œuvre* 17

2.9.3 *Limite d'utilisation* 18

2.10 OCCULTER PAR DES DISPOSITIFS TEMPORAIRES, LES BOUCHES D'AÉRATION ET DE VENTILATION, LES TRAPPES D'ACCÈS AU VIDE SANITAIRE 18

2.10.1 *Objectif* 18

2.10.2 *Conception / conditions de mise en œuvre* 18

2.10.3 *Limite d'utilisation* 18

2.11 COLMATER LES GAINES DES RÉSEAUX 18

2.11.1 *Objectif* 18

2.11.2 *Conception / conditions de mise en œuvre* 19

2.12 PROTÉGER LES SERRES ET LES VÉRANDAS (TOUTES SURFACES VITRÉES) 19

2.12.1 *Objectif* 19

2.12.2 *Conception / conditions de mise en œuvre* 19

2.12.3 *Limite d'utilisation* 19

2.13 UTILISER UNE POMPE POUR REJETER L'EAU VERS L'EXTÉRIEUR 19

2.13.1 *Objectif* 19

2.13.2 *Limite d'utilisation* 19

2.13.3 *Mesures d'accompagnement* 19

2.14 INSTALLER DES CLAPETS ANTI-RETOUR 20

2.14.1 *Objectif* 20

2.14.2 *Conception / conditions de mise en œuvre* 20

2.14.3 *Limite d'utilisation* 20

2.15 UTILISER DES ISOLANTS THERMIQUES RETENANT FAIBLEMENT L'EAU (ÉVITER LA LAINE DE VERRE) 20

2.15.1 *Objectif* 20
2.15.2 *Limite d'utilisation* 21
2.16 ÉVITER LES CLOISONS EN PLAQUE DE PLÂTRE 21
2.16.1 *Objectif* 21
2.16.2 *Conception / conditions de mise en oeuvre* 21
2.16.3 *Limite d'utilisation* 21
2.17 PRIVILÉGIER LES MENUISERIES EN PVC 21
2.17.1 *Objectif* 21
2.17.2 *Conception / conditions de mise en oeuvre* 21
2.18 METTRE HORS D'EAU LE TABLEAU ÉLECTRIQUE 21
2.18.1 *Objectif* 21
2.18.2 *Conception / conditions de mise en oeuvre* 22
2.19 CRÉER UN RÉSEAU ÉLECTRIQUE DESCENDANT 22
2.19.1 *Objectif* 22
2.19.2 *Conception / conditions de mise en oeuvre* 22
2.20 CRÉER UN RÉSEAU ÉLECTRIQUE SÉPARATIF POUR LES PIÈCES INONDÉES 22
2.20.1 *Objectif* 22
2.20.2 *Conception / conditions de mise en oeuvre* 22
2.21 METTRE HORS D'EAU LES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE, LES CENTRALES DE VENTILATION ET DE CLIMATISATION 23
2.21.1 *Objectif* 23
2.21.2 *Conception / conditions de mise en oeuvre* 23
2.22 INSTALLER DES PORTES ET PORTES-FENÊTRES AVEC UN SEUIL DE FAIBLE HAUTEUR 23
2.22.1 *Objectif* 23
2.23 POSITIONNEMENT DE SACS DE SABLE 23
3 Fiches récapitulatives des differents dispositifs de financement 24
3.1 FICHE N°1 : EXPROPRIATION DE BIENS EXPOSÉS À UN RISQUE NATUREL MAJEUR 24
3.2 FICHE N° 2 : ACQUISITION AMIABLE DE BIENS EXPOSÉS A UN RISQUE NATUREL MAJEUR 25
3.3 FICHE N° 3 : ACQUISITION AMIABLE DE BIENS SINISTRES PAR UNE CATASTROPHE NATURELLE 26
3.4 FICHE N°4 : OPERATIONS DE RECONNAISSANCE ET TRAVAUX DE TRAITEMENT OU DE COMBLEMENT DE CAVITES SOUTERRAINES OU DE MARNIERES 27
3.5 FICHE N° 5 : ETUDES ET TRAVAUX DE PREVENTION RENDUS OBLIGATOIRES PAR UN PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES APPROUVE 28

3.6 FICHE N° 6 : ETUDES ET TRAVAUX DE PREVENTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES 29

3.7 FICHE N° 7 : EVACUATION TEMPORAIRE ET RELOGEMENT DES PERSONNES EXPOSEES À UN RISQUE NATUREL MAJEUR 30

3.8 FICHE N° 8 : CAMPAGNES D'INFORMATION SUR LA GARANTIE CATASTROPHES NATURELLES 31

4 calcul de la probabilité d'occurrence d'une crue de type 1910 sur un siècle 32

5 Détermination de l'altitude de la cote des phec en fonction de la localisation de l'Unité foncière 33

5.1 EXTRAIT DE LA CARTE DES ALÉAS ET LOCALISATION DE L'UNITÉ FONCIÈRE 33

5.2 EXTRAIT DU TABLEAU DES PLUS HAUTES EAUX CONNUES (PHEC) POUR LA CRUE DE LA SEINE DE 1910 34

5.3 DÉTERMINATION DE LA COTE DES PHEC À PRENDRE EN COMPTE 34

6 Tableau comparatif des principales études HYDRAULIQUES concernant la Seine dans le département de la Seine-Saint-Denis 35

Les annexes au présent PPRI sont présentées à titre indicatif. Elles n'ont aucune valeur réglementaire. Elles résultent de réflexions de l'ensemble des partenaires en l'état actuel des connaissances, et sont donc susceptibles d'évoluer en fonction des progrès techniques et des textes réglementaires.

Les dispositions définies dans les annexes au présent plan de prévention des risques inondation ont pour objectif de préciser les conditions techniques de réalisation des mesures pouvant être prescrites ou recommandées.

Les conditions financières de réalisation des mesures sont données à titre indicatif. Les prix sont indiqués hors taxes en valeur 2004 et ont été calculés à partir de la série de prix de « l'office des prix du bâtiment » et de devis de prestations similaires[1].

Ces fiches[2] sont construites sur de nombreuses observations qui ont permis d'identifier les points faibles d'un bâtiment face aux inondations, et les solutions techniques pour y pallier. Cependant, la connaissance scientifique et technique ne permet pas encore de préconiser des mesures de réduction de la vulnérabilité pour tous les éléments d'une construction.

Enfin, ce document n'aborde ni les dispositifs d'information, d'éducation et de comportement des personnes situées en zone inondable ou confrontées à une inondation, ni les obligations des responsables de bâtiment accueillant des personnes pour la mise en œuvre de mesures de sauvegarde notamment en attendant l'arrivée des secours.

Il se limite à l'action sur les biens même si certaines d'entre elles ont un impact sur l'amélioration de la sécurité des personnes.

[1] Plans de prévention des risques naturels – risque inondation. Cahier technique (document provisoire)

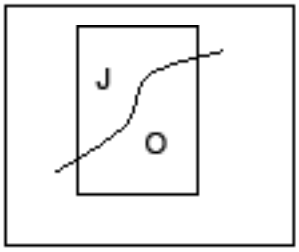
[2] Fiches réalisées à partir de « la mitigation en zone inondable – réduire la vulnérabilité des biens existants – document d'étape – Ministère de l'écologie et du développement durable.

1 ÉLÉMENTS DE MÉTHODE DANS LE CADRE DE L'INSTRUCTION DES ACTES D'URBANISME

La vocation de ce document non réglementaire est de donner aux services instructeurs et aux différents pétitionnaires, des conseils quant à l'application du PPRI dans le domaine du droit des sols.
Cela ne préjuge en rien de l'instruction des actes.

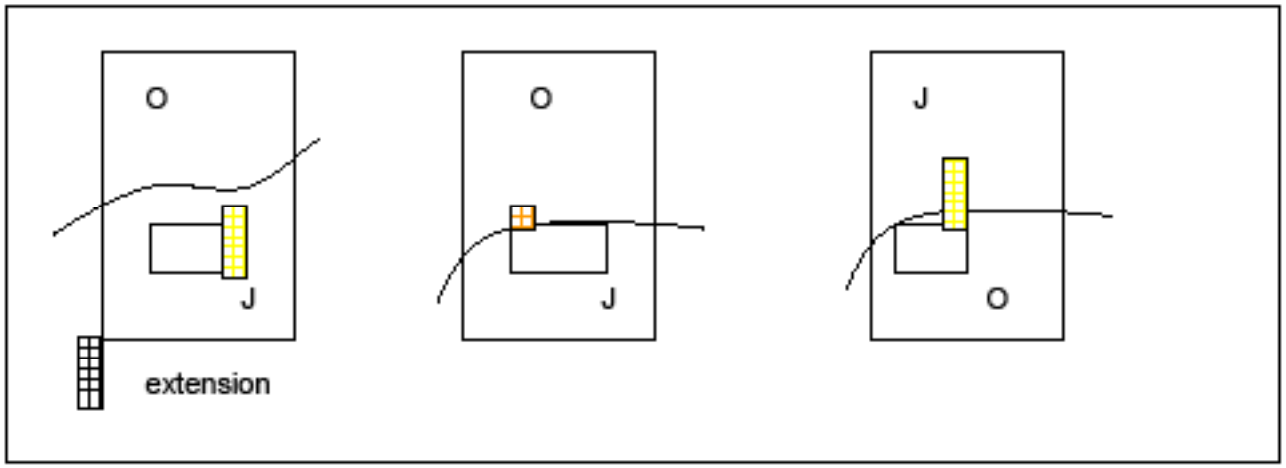
1.1 CAS D'UNE UNITÉ FONCIÈRE NON BÂTIE

a. concernée par une seule zone réglementaire : c'est le règlement de la zone qui s'applique ;
b. concernée par plusieurs zones réglementaires : chaque partie de la parcelle est soumise au zonage réglementaire lui correspondant. Par exemple, dans le cas d'une parcelle divisée en deux zones (jaune et orange), il sera possible de construire une habitation individuelle uniquement sur la zone jaune. Attention : peut être en contradiction avec les règles d'urbanisme en vigueur !

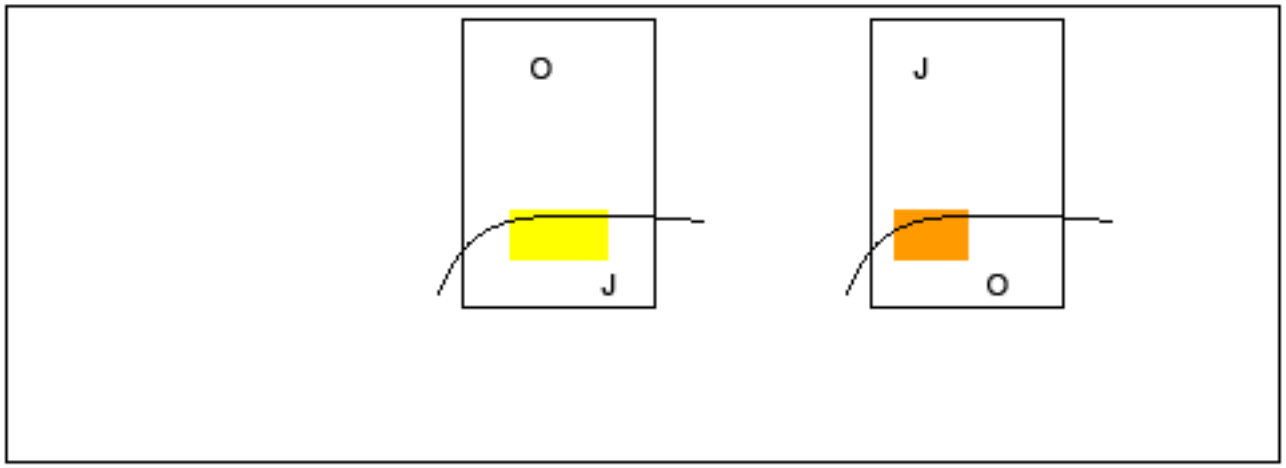


1.2 CAS D'UNE UNITÉ FONCIÈRE BÂTIE

c. concernée par une seule zone réglementaire : c'est le règlement de la zone qui s'applique ;
d. concernée par plusieurs zones réglementaires :
    i. le bâti existant est entièrement sur une zone : c'est le règlement de la zone qui s'applique. Dans le cas d'une extension :
        - si elle est projetée dans la même zone réglementaire, il faut appliquer le règlement correspondant à la zone ;
        - si elle est projetée entièrement dans une zone réglementaire différente, c'est le règlement de cette autre zone qui s'appliquera pour la partie concernée ;
        - Si elle est projetée sur plusieurs zones réglementaire, c'est le principe de proportion qui s'applique : c'est la zone majoritaire (> 50% de SHOB) qui détermine à quelle zone réglementaire doit se conformer l'extension dans son ensemble.



ii. le bâti existant est partiellement sur une zone : c'est le principe de proportion qui s'applique, à savoir que c'est la zone majoritaire (> 50% de SHOB) qui détermine le zonage d'ensemble du bâtiment existant.



2 FICHES CONSEIL[3] :

2.1 IDENTIFIER OU CRÉER UNE ZONE REFUGE

2.1.1 Objectif

Permettre aux occupants du bâtiment de se mettre à l'abri en attendant l'évacuation ou la décrue.

2.1.2 Principes de la mesure

Il convient d'identifier ou de créer un espace situé au-dessus de la cote de la crue de référence fixée par le PPRI. La conception de la zone refuge doit permettre aux personnes de se manifester auprès des équipes de secours.

[3] « la mitigation en zone inondable : réduire la vulnérabilité des biens existants » - document d'étape – MEDD – mars 2005

Elle doit :

- Être aisément accessible pour les personnes résidentes par un escalier intérieur, voire une échelle toujours disponible ;
- Offrir des conditions de sécurité satisfaisantes (possibilité d'appel ou de signes vers l'extérieur) ;
- Depuis la zone refuge, les personnes doivent pouvoir se manifester auprès des équipes de secours ;
- Offrir un confort minimum (espace) ;
- Etre facilement accessible depuis l'extérieur pour l'intervention des secours et l'évacuation des personnes.

A noter qu'il n'y a pas systématiquement évacuation de l'ensemble des habitations inondées. Certaines personnes devront parfois attendre la décrue pendant plusieurs heures, d'où l'intérêt de disposer d'une zone refuge adaptée.

2.1.3 Exemple de réalisation dans une maison individuelle de plain-pied : Création de la zone refuge dans le volume existant

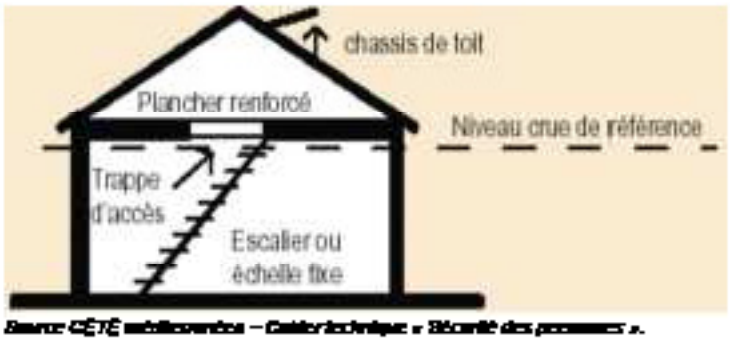
Il s'agit d'aménager la zone refuge dans les combles en créant un accès par l'intérieur de la construction et une sortie de toit.

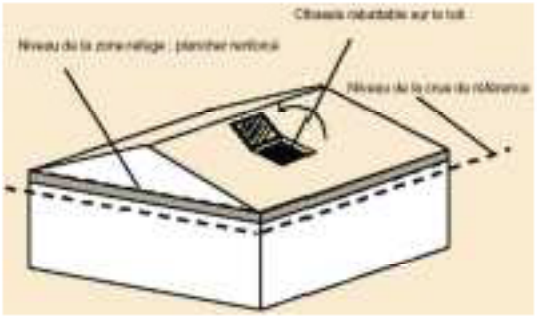
- Conditions de mise en oeuvre

La zone refuge doit être dimensionnée en fonction du nombre d'habitant dans le logement avec une surface calculée sur la base de 1m² par personne et d'au moins 6m² au total. La hauteur minimale pour permettre d'attendre dans des conditions correctes est de 1,20 m.
Le plancher doit supporter la charge supplémentaire occasionnée par les occupants de la maison et un sauveteur. Il peut alors être nécessaire de renforcer le plancher.

- Limite d'utilisation

Certaines habitations peuvent être entièrement submergées sous les eaux. Elles doivent faire l'objet d'un examen particulier. Les communes doivent alors prendre des dispositions spécifiques dans leur plan communal de sauvegarde (article 13 loi n° 2004-811 modernisation sécurité civile du 13 août 2004) et, dans les cas les plus extrêmes, une expropriation ou une acquisition amiable devra être envisagée.





Source CETE méditerranée – Cahier technique « Sécurité des personnes ».

- Aspect financier :

L'ordre de grandeur du coût de la réalisation d'une zone refuge de 6 m² est indiqué ci-après selon les types de charpente :

- Pour une charpente traditionnelle : renforcement du plancher par des panneaux isolants, mise en place d'une trappe d'accès aux combles, d'une échelle meunière avec sa rampe, d'un châssis de toit : 3 000 à 4 000 euros ;

- Pour une charpente à fermettes : dépose de la couverture sur deux travées de fermettes, suppression d'une fermette, reprise de la toiture, renforcement du plancher par des panneaux isolants, trappe d'accès aux combles, échelle meunière et rampe bois, châssis de toit, peinture : 4 500 à 6 000 euros.

2.1.4 Exemple de réalisation dans une maison individuelle de plain-pied : Aménagement spécifique personne à mobilité réduite

- Principe :

Il s'agit de compléter le dispositif présenté précédemment par l'installation d'un monte escalier pour permettre aux personnes à mobilité réduite d'accéder à la zone refuge.

- Description du dispositif :

Le dispositif est constitué d'un monte escalier électrique installé dans une cage d'escalier fixe et d'une plate-forme de nattrapage dans les combles.
Le monte escalier comprend un rail, un moteur, un mécanisme d'entraînement, un siège et le dispositif de commande.

- Aspect financier :

Le coût de la fourniture et de l'installation d'un monte escalier électrique raccordé au secteur et d'une plate-forme de rattrapage est de l'ordre de 7 000 à 8 500 euros.
A noter qu'une installation « autonome », même si elle est plus onéreuse, doit être préférée à une installation branchée sur le secteur qui nécessite de rejoindre la zone refuge avant la coupure d'alimentation électrique.

Enfin, les aménagements spécifiques aux personnes à mobilité réduite peuvent faire l'objet de subventions particulières.

2.1.5 Exemple de réalisation dans une maison individuelle de plain-pied : surélévation d'un garage

Il s'agit de créer une zone refuge en construisant une pièce au-dessus du garage. L'évacuation est facilitée par la création d'une terrasse ou d'un balcon.

Cette surélévation n'est pas destinée à augmenter la capacité d'accueil de la maison, sinon cela reviendrait à accroître le nombre de personne exposée.

Cette solution est mieux adaptée que la création d'une zone refuge dans les combles si la maison abrite des personnes âgées ou à mobilité réduite. En effet, l'accès est en général plus aisé et les conditions d'attente meilleures.

- Conception :

La structure existante doit soutenir la surélévation et les surcharges. Si les murs ne peuvent supporter la nouvelle charge, une nouvelle structure doit être mise en place. Elle sera constituée de murs ou de poteaux disposés à l'intérieur ou à l'extérieur du garage.

Si elle n'existe pas, une communication intérieure entre le garage et la maison doit être réalisée. L'accès à la zone refuge se fait par un escalier fixe installé dans le garage.

- Aspect financier :

Le coût des travaux y compris l'aménagement d'une petite terrasse et la pose d'un escalier intérieur d'accès à l'étage est de 18 000 euros.

Dans le cas où il conviendrait de construire une nouvelle structure, les prestations comprennent en plus les fouilles et les fondations ainsi que la construction de piliers ou de murs. Le surcoût est de 3 000 euros.

2.1.6 Exemple de réalisation dans une maison individuelle de plain-pied : surélévation limitée d'un garage

Il s'agit de construire un plancher supplémentaire partiel (de type mezzanine) dans le volume du garage avec une éventuelle surélévation de la toiture.

- Conception :

La zone refuge est créée à l'intérieur du garage ; l'accès se fait par un escalier ou une échelle. Une sortie par un châssis de toit permet l'évacuation des personnes.
Le plancher de la mezzanine doit être suffisamment résistant. Les murs doivent pouvoir supporter la nouvelle charge. L'escalier (ou l'échelle) est situé dans le garage. Si elle n'existe pas, une communication interne au rez-de-chaussée entre maison et garage doit être créée.
Les prestations sont les suivantes : dépose de la toiture, surélévation en maçonnerie, chaînage sur rampant, réfection de la toiture, construction de la mezzanine, pose de l'escalier, du garde-corps et du châssis de toit.

- Aspect financier :

Le coût des travaux pour une surélévation de 1 m d'un garage de 3m X 6m avec création d'une mezzanine en bois de 6 m², pose de l'escalier, du garde-corps et d'un châssis de toit de 1m X 1m est de 7 200 à 9 000 euros.



Surélévation partielle de maison individuelle, réalisée sur les murs porteurs existants

CETE Méditerranée



Surélévation réalisée sur une structure indépendante de la construction existante (piliers en béton armé extérieurs)

CETE Méditerranée

2.2 CRÉER UN OUVRANT DE TOIT

2.2.1 Objectif

Il s'agit de créer un châssis de toit destiné à faciliter l'évacuation des personnes.

2.2.2 Conception / conditions de mise en œuvre

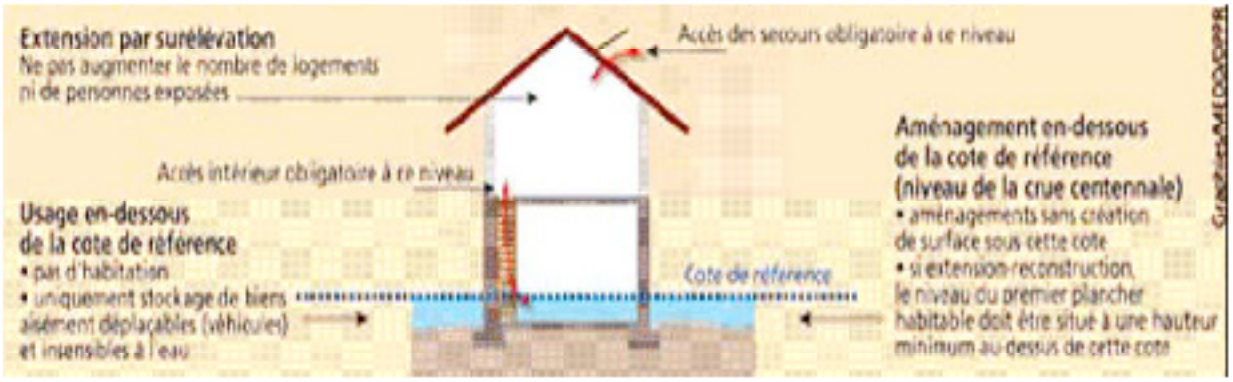
Si le plancher haut est au-dessous de la cote de la crue de référence, il convient de créer une zone refuge dans les combles.
Si le plancher haut est situé au-dessus de la cote de la crue de référence, il fait office de zone refuge. Il convient uniquement de créer une plate-forme d'environ 2 m² dans les combles pour faciliter l'accès au châssis de toit.
Le dispositif d'accès peut être un escalier, une échelle fixée en permanence ou une échelle escamotable dont le dispositif est à demeure.
Le châssis de toit a une surface minimale de 1 m². Il doit pouvoir se rabattre entièrement sur le toit.

2.2.3 Aspect financier

Avec création d'une zone refuge dans les combles, les coûts sont de 3 000 à 4000 euros pour une charpente traditionnelle et 4 600 à 6 000 euros pour une charpente à fermettes.

Sans création d'une zone refuge, le montant des travaux comprenant la création d'une trappe d'accès, l'installation d'une échelle meunière avec rampe et châssis de toit, le renforcement du plancher sur 2m², est de 2 500 euros pour une charpente traditionnelle et de 4 100 euros pour une charpente à fermette.

A noter que l'installation d'un châssis de toit nécessite une déclaration de travaux.



2.3 CRÉER UN BALCON OU UNE TERRASSE

2.3.1 Objectif

Le dispositif consiste à créer un balcon ou une terrasse et une ouverture de type porte-fenêtre communiquant avec l'étage, situé au-dessus de la PHEC pour faciliter l'évacuation des personnes.

2.3.2 Conception / conditions de mise en œuvre

Les dimensions de la terrasse ou du balcon peuvent être limitées à 1m² puisque les personnes sont en sécurité à l'intérieur. La configuration intérieure doit permettre une communication aisée avec le balcon.

Dans certains cas, il peut être nécessaire de déroger aux règles d'urbanisme en vigueur. Les contraintes relatives aux servitudes de vue (code civil et code de l'urbanisme) doivent être respectées si le balcon ou la terrasse est accessible de façon permanente.

2.4 INSTALLER DES ANNEAUX/LISSES D'AMARRAGE POUR L'ÉVACUATION PAR BATEAU

2.4.1 Objectif

Faciliter l'évacuation et/ou le ravitaillement des personnes.

2.4.2 Conception / conditions de mise en œuvre

La lisse doit être ancrée dans un mur afin de faciliter l'évacuation par bateau en permettant à une embarcation de s'amarrer quel que soit la hauteur d'eau. Implantée à proximité d'une ouverture ou d'un balcon, cette lisse est installée dans la mesure du possible sur la façade opposée au sens du courant afin que la maison fasse écran.

La lisse en métal doit avoir avoir un diamètre d'environ 3 cm. La profondeur du scellement de l'ancrage dans le mur est d'au moins 10 cm. Le niveau d'implantation et la longueur de la lisse sont fonction de la hauteur d'eau.

2.4.3 Aspect financier

Le coût de la fourniture et de l'installation d'une lisse d'amarrage est de l'ordre de 350 à 450 euros.

2.4.4 Limite d'utilisation

Privilégier l'installation d'une barre avec un anneau qui se déplace le long afin de palier la difficulté d'évacuation qui serait la liée à la hauteur d'installation d'un anneau fixe anneau (et donc à la hauteur d'eau).

2.5 ÉVITER L'AFFOUILLEMENT DES FONDATIONS

2.5.1 Objectif

Assurer la résistance mécanique du bâtiment.

Pendant la crue, l'eau exerce une très forte pression sur les structures. Cette pression peut entraîner des désordres irréversibles voire un déplacement ou une destruction complète des constructions. Ce phénomène peut être aggravé lorsque la liaison entre les fondations et les élévations n'a pas été correctement réalisée.

Afin de limiter les désordres, il convient d'équilibrer les pressions entre l'extérieur et l'intérieur du bâtiment. Cela se traduit en pratique par une libre circulation de l'eau à l'intérieur du bâtiment, lorsqu'elle atteint une certaine hauteur.

De même, la stabilité du bâtiment est également assurée par les fondations. Il peut donc s'avérer nécessaire de renforcer les liaisons entre les fondations et la structure afin d'éviter que le bâtiment ne se déjauge. Cette situation se rencontre essentiellement dans les points de mise en vitesse des écoulements.

Il s'agit de d'éviter les désordres provoquer à la structure du bâtiment par la pression de l'eau. En particulier, cette mesure vise à protéger les fondations superficielles du risque d'affouillement, puis de leur déchaussement éventuel par la mise en place d'une bêche en béton.

2.5.2 *Conception / conditions de mise en œuvre*

Une bêche en béton permet de protéger les fondations en amont du flux prévisible. Un dallage de couverture (trottoir de protection) en béton armé joignant la bêche à la façade et présentant une légère contre-pente évite le risque de creusement du sol par l'eau en aval de la bêche.
La distance entre la bêche et la semelle de fondation est fonction de la largeur de la chemise de drainage.
La pente doit éviter une décompression du terrain au niveau de la fondation.

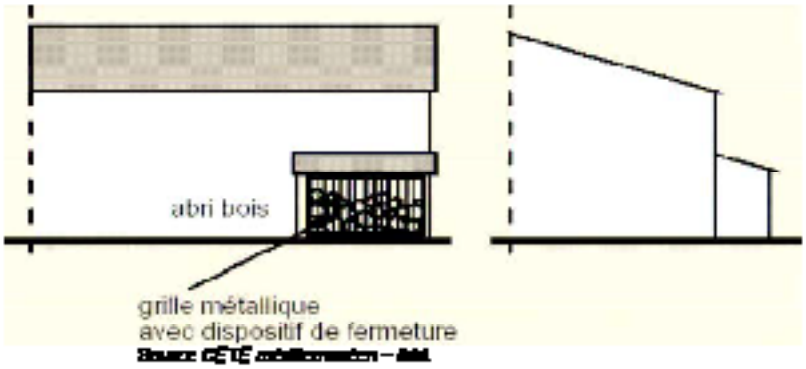
2.6 EMPÊCHER LA FLOTTAISON D'OBJETS

2.6.1 *Objectif*

Assurer la sécurité des occupants et des riverains en cas de non-évacuation.
En effet, Les réserves de bois de chauffage comme les constructions légères peuvent être emportées par le courant. Elles deviennent alors des objets flottants dangereux qui peuvent percuter les sauveteurs et endommager murs, batardeaux, portes-fenêtres des bâtiments riverains.

2.6.2 *Conception / conditions de mise en œuvre*

Les objets susceptibles d'être emportés par les flots doivent être mis à l'abri du courant.
Les réserves de bois de chauffage peuvent être recouvertes à l'aide d'une bâche solidement ancrée au sol. Les tas de bois peuvent être maintenus avec des sangles solidement tendues et ancrées au sol.



Source CETE méditerranée – dessin

Attention car les points d'accrochage des bâches ou sangles doivent résister à la force de l'eau (crochets scellés). La protection par une bâche présentera l'intérêt de conserver votre bois à l'abri de la pluie.

2.7 MATÉRIALISER LES EMPRISES DES PISCINES ET BASSINS ENTERRÉS

2.7.1 *Objectif*

Assurer la sécurité des occupants et des riverains en cas de non-évacuation. En effet, en cas d'inondation, les bassins et les piscines ne sont plus visibles en raison de la turbidité de l'eau. Il y a donc, pour les sauveteurs, un risque important de noyade du fait de la profondeur importante. Il s'agit d'installer un dispositif de balisage permettant de repérer l'emprise des piscines et des bassins.

2.7.2 *Conception / conditions de mise en oeuvre*

Des balises de couleur et de forme facilitant leur repérage délimitent le périmètre des piscines et des bassins. Les balises doivent être très robustes, et dépasser de 0.50 m au minimum la cote de la crue de référence. Elles doivent être fixées à demeure.

2.7.3 *Aspect financier*

Le coût du balisage est négligeable s'il est constitué de piquets en bois peint accrochés aux barrières mises en place dans le cadre de la nouvelle réglementation sur la sécurité des piscines.

2.8 REMFORCER L'ARRIMAGE DES CUVES ET BOUTEILLES D'HYDROCARBURE

2.8.1 *Objectif*

Empêcher la dispersion et la flottaison d'objets susceptibles de blesser les personnes, de heurter et de fragiliser les bâtiments, de polluer l'environnement.

Les cuves de gaz ou de fuel, en cas de mauvais ancrage, sont soulevées sous l'effet de la poussée d'Archimède exercée par l'eau et se mettent à flotter. Elles peuvent être emportées par le courant, devenant des objets flottants dangereux. De plus leur contenu peut se répandre, soit parce qu'elle s'est retournée, soit parce que les canalisations de raccordement se désolidarisent de la cuve.
Une telle pollution aux hydrocarbures peut endommager de façon durable tout un ensemble d'habitations compte tenu de l'odeur de fuel qui imprègne durablement les maçonneries.

2.8.2 *Conception / conditions de mise en oeuvre*

Cette mesure fait l'objet d'une norme qui prend en compte le risque d'inondation. Il peut être recommandé de maintenir la citerne suffisamment remplie pour améliorer sa résistance à la poussée d'Archimède.

Les citernes à l'air libre doivent être implantées au-dessus de la cote de référence fixée par le PPR, ou amarrées à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées sont lestées et ancrées. Un robinet d'arrêt permet d'isoler la citerne de l'ensemble de l'installation. L'étanchéité de toute l'installation doit être assurée (citerne, réseau, chaudière) et une attention particulière doit être portée à tous les raccords.

Les évents doivent être situés au-dessus de la cote de référence. Un dispositif doit permettre de fermer provisoirement la sortie de l'évent.

Les blocs de maçonnerie dans lesquels sont fixés les ancrages de la cuve et les cerclages doivent être suffisamment résistants. Dans les zones identifiées comme sismique, il est préférable d'enterrer les cuves.

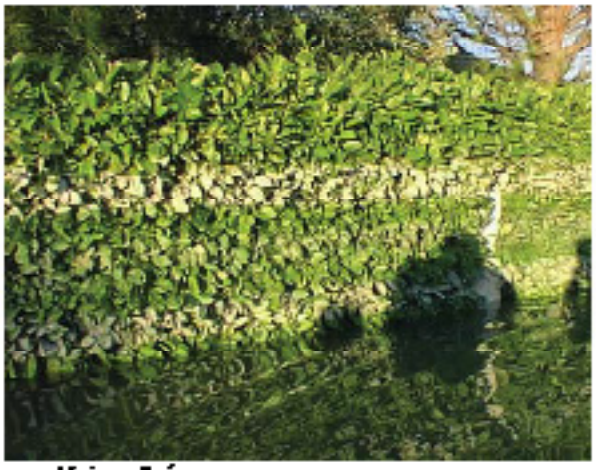
Il est indispensable de compléter le dispositif d'ancrage par installation de vannes, et de robinets d'arrêt. Ces dispositifs de coupure peuvent être installés sur la cuve ou bien sur les raccordements aux réseaux du logement. Ils doivent être clairement identifiés par le particulier.

2.8.3 *Aspect financier*

Pour les citernes posées sur le sol, il est nécessaire de réaliser un massif de béton armé avec ses berceaux et un amarrage solide par des sangles. Le coût du dispositif d'arrimage d'une citerne de 2 000 litres est de 750 à 900 euros.



Cuve soulevée par l'eau
Source : UEDD-DPPR - Inondations à Bellegarde - décembre 2003



Haie polluée

2.9 INSTALLER DES BATARDEAUX (BARRIÈRES ANTI-INONDATION)

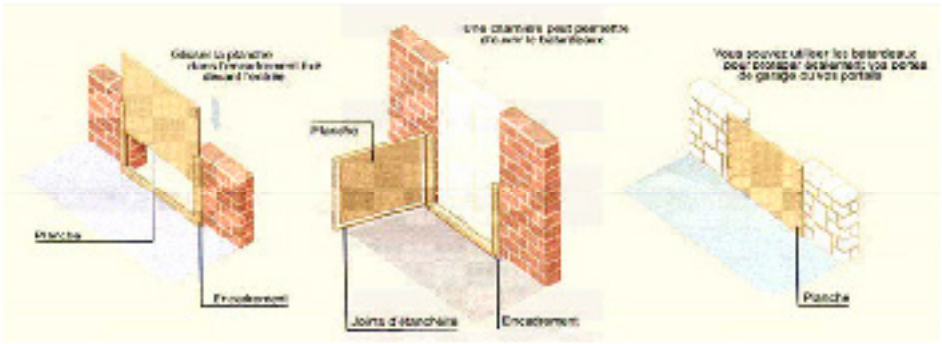
2.9.1 Objectif

Limiter la pénétration de l'eau dans le bâtiment.

Les batardeaux sont des barrières anti-inondation qui s'installent sur les portes et les fenêtres ou bien à distance de l'habitation afin de limiter ou retarder au maximum la pénétration de l'eau, laissant plus de temps pour surélever ou déplacer les meubles. S'il est impossible d'empêcher l'eau d'entrer, le batardeau évite l'entrée des boues, en ne laissant passer qu'une eau filtrée, ce qui facilitera le nettoyage.

2.9.2 Conception / conditions de mise en œuvre

Système adaptable à tout type d'ouverture. Leur stockage doit être adapté afin de ne pas altérer leur performance.



2.9.3 *Limite d'utilisation*

Ils peuvent avoir du mal à résister à une inondation très rapide avec beaucoup de courant. Leur efficacité est limitée à une hauteur d'eau d'un mètre. Ils doivent pouvoir être enjambés par un adulte afin de permettre une éventuelle évacuation des occupants. De plus, au-dessus de cette hauteur, il est nécessaire de laisser entrer l'eau dans l'habitation afin d'équilibrer la pression hydraulique. Ces dispositifs peuvent demander un délai plus ou moins long de mise en œuvre.
L'efficacité des batardeaux et leur potentiel d'étanchéité dépendent de l'adhésion du dispositif aux murs. Elle est donc fonction de la nature des murs, et de la qualité des joints et des fixations.
Des mesures complémentaires peuvent être nécessaires pour préparer la surface des murs et permettre une meilleure étanchéité, pour améliorer l'équerrage avec le sol.
Pour une meilleure protection, cette mesure doit être accompagner de clapet anti-retour, du déplacement des conduites d'aération ou de la mise en place de couvercle temporaire pour les bouches d'aération, d'une pompe éventuelle, du traitement des fissures pénétrantes, de l'obturation des gaines des réseaux.

2.10 OCCULTER PAR DES DISPOSITIFS TEMPORAIRES, LES BOUCHES D'AÉRATION ET DE VENTILATION, LES TRAPPES D'ACCÈS AU VIDE SANITAIRE

2.10.1 *Objectif*

Ces ouvertures, situées dans les murs, indispensables au confort du logement et à sa salubrité sont des entrées d'eau privilégiées en cas d'inondation. Pour limiter la pénétration d'eau et de fines dans le logement, il est donc indispensable d'obturer ces dispositifs. Par contre, il est tout aussi indispensable d'enlever les protections lors de la réinstallation dans les lieux (risque d'intoxication au gaz).

2.10.2 *Conception / conditions de mise en œuvre*

Différents dispositifs existent. Il peut s'agir de grille ou filtre afin de bloquer les objets flottants et le plus de fine possible, tout en laissant passer l'eau. Des couvercles peuvent être installés sur des bouches d'aération et de ventilation. Ils se fixent par simple pression clip ou bien sont intégrés dans un encadrement.

2.10.3 *Limite d'utilisation*

Cette « fermeture » doit rester temporaire. En effet, pour faciliter l'assèchement, permettre l'entretien du vide sanitaire et la réinstallation dans les lieux (dans de bonnes conditions de salubrité), les couvercles ou tout autre dispositif doivent être ôtés.
Une pression de l'eau trop importante pourrait entraîner un affouillement et des dégâts sur la structure même du logement. Il est donc recommandé d'opter pour des grilles ou des filtres en ce qui concerne les trappes d'accès au vide sanitaire. Ces grilles doivent être démontables pour permettre l'entretien du vide sanitaire lorsque cela est possible.

2.11 COLMATER LES GAINES DES RÉSEAUX

2.11.1 *Objectif*

Limiter la pénétration de l'eau dans le bâtiment.

Les réseaux électriques, téléphoniques ou d'assainissement, voire d'alimentation en eau potable, qui proviennent du domaine public, sont posés dans des gaines qui sont des entrées d'eau possibles en cas d'inondation. L'eau s'infiltre alors par les regards.

2.11.2 *Conception / conditions de mise en œuvre*

Des bouchons existent. Ils assurent une bonne étanchéité des regards.

2.12 PROTÉGER LES SERRES ET LES VÉRANDAS (TOUTES SURFACES VITRÉES)

2.12.1 *Objectif*

Limiter la pénétration de l'eau dans le bâtiment.

En effet, les vérandas et les serres sont constituées de profilés aluminium ou montant en bois qui se tordent ou se brisent facilement sous l'effet de l'eau. Les vitrages peuvent également se briser sous la pression. L'eau peut alors facilement se répandre dans le logement. Le plus souvent, il est préférable de les sacrifier et de préconiser leur ouverture en installant le batardeau sur la porte intérieure de la serre.

2.12.2 *Conception / conditions de mise en œuvre*

Installer des batardeaux pour protéger la structure et les vitres.

2.12.3 *Limite d'utilisation*

Dans certains cas, il est vain de vouloir protéger la véranda et la maison. Il vaut mieux alors installer le batardeau sur la porte de communication entre la véranda et le logement, sacrifier la véranda pour mieux protéger le logement.

Penser à obturer de façon provisoire les autres entrées d'eau possibles comme les bouches d'aération. L'utilisation d'une pompe peut également compléter ce dispositif.

2.13 UTILISER UNE POMPE POUR REJETER L'EAU VERS L'EXTÉRIEUR

2.13.1 *Objectif*

Limiter la pénétration de l'eau dans le bâtiment par l'utilisation d'une pompe.
En effet, une pompe permet de contrôler le niveau de l'eau à l'intérieur de la maison. Elle permet notamment de contrôler l'infiltration autour des batardeaux et sous le bâtiment. Elle permet également un retrait plus rapide des eaux après l'inondation, et facilite ainsi le nettoyage.

2.13.2 *Limite d'utilisation*

Il est important de ne pas pomper trop vite à la fin de l'inondation. Le sol est encore gorgé d'eau et l'utilisation d'une pompe peut entraîner des tassements différentiels autour du logement qui pourraient déstabiliser la structure.
Les pompes utilisées pour contrôler l'infiltration des eaux ne doivent pas fonctionner à l'électricité, cette dernière étant coupée pendant l'inondation.
Son utilisation est recommandée mais elle doit être bien dimensionnée et installée à un point bas ; l'évacuation des eaux doit être prévue.
Son action est néfaste lorsqu'il y a trop d'eau (équilibrage de la pression différentielle). Donc il peut être utile de pomper pour contrôler le niveau, mais pas forcément tout enlever.

2.13.3 *Mesures d'accompagnement*

Installer un drain périphérique, des batardeaux, des couvercles, tout dispositif permettant de limiter la pénétration de l'eau.

2.14 INSTALLER DES CLAPETS ANTI-RETOUR

2.14.1 Objectif

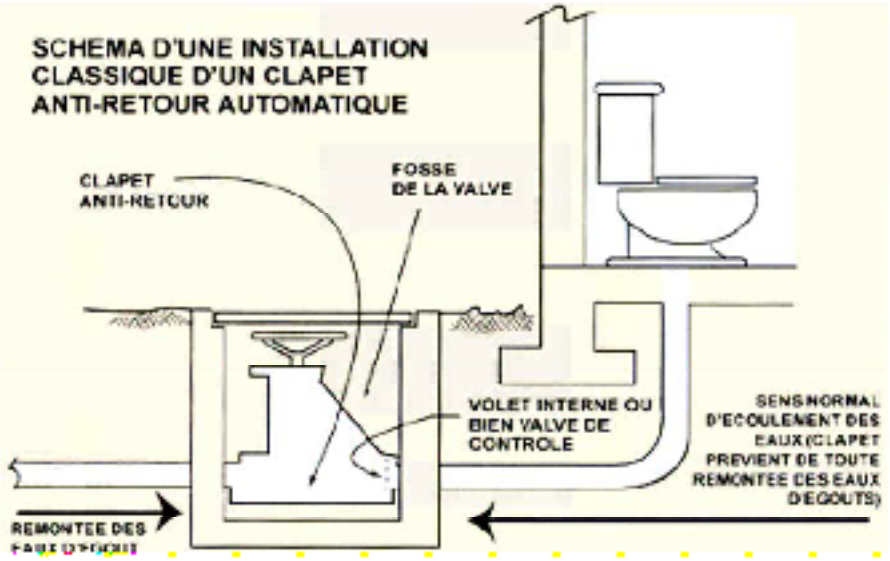
Limiter la pénétration de l'eau dans le bâtiment.

L'eau peut rentrer par les drains, les toilettes, et par les remontées d'égouts. L'eau est alors contaminée et sale. L'habitation peut connaître des problèmes d'odeur nauséabonde et de salubrité qui entraînent d'importantes difficultés de nettoyage. Il est donc prioritaire d'empêcher cette eau sale d'entrer.

2.14.2 Conception / conditions de mise en œuvre

Soulever la plaque du regard et vérifier la présence ou l'absence du clapet anti-refoulement.

Différents modèles existent. Prévoir l'entretien annuel du clapet.



2.14.3 Limite d'utilisation

Un trop grand nombre de clapets sur un même réseau peut permettre à ce dernier de se mettre en surpression en cas de crue (l'eau entrant en grande quantité dans les canalisations non suffisamment dimensionnées). Des canalisations peuvent alors sauter dans les rues. L'eau sale rentrera alors par les murs, les fenêtres et les portes. Un entretien régulier effectué par un professionnel du bâtiment est indispensable.

2.15 UTILISER DES ISOLANTS THERMIQUES RETENANT FAIBLEMENT L'EAU (ÉVITER LA LAINE DE VERRE)

2.15.1 Objectif

Choisir les équipements et les techniques de construction les mieux adaptés.

En effet, les isolants hydrophiles (laines ou polystyrène expansé) perdent leur qualité d'isolation avec l'eau ou la boue. Ils se gorgent d'eau et se tassent dans le bas des cloisons. Un isolant comme du polystyrène extrudé (à cellules fermées) conservera beaucoup mieux ses propriétés, et ne devra pas forcément être changé.

2.15.2 Limite d'utilisation

Travaux très techniques, pas toujours possibles. Si l'enlèvement des anciens isolants est envisageable, la pose de nouveaux matériaux peut être difficile. Il est recommandé de ne poser le nouvel isolant qu'après une phase de « déshabillage » / « séchage » des murs.

2.16 ÉVITER LES CLOISONS EN PLAQUE DE PLÂTRE

2.16.1 Objectif

Préférer les plaques de plâtre hydrofuge (de couleur verte) qui supporteront bien les inondations de courte durée et ne devront pas systématiquement être changées. L'installation horizontale des plaques permettra qu'en cas d'inondation de faible hauteur, seule celle située en bas soit touchée et donc remplacée.

2.16.2 Conception / conditions de mise en œuvre

Installer des cloisons en plaques de plâtre « hydrofuge » (plaques de couleur bleue ou verte) sur ossature métallique ou bois ou doubler les cloisons existantes par des plaques de plâtre hydrofuge.

2.16.3 Limite d'utilisation

Les matériaux composant les cloisons ont des réactions à l'eau, aussi bien à court terme qu'à long terme, qui sont encore mal évaluées. En cas d'immersion de très longue durée, même une plaque de plâtre hydrofuge sera endommagée.

2.17 PRIVILÉGIER LES MENUISERIES EN PVC

2.17.1 Objectif

Les menuiseries extérieures en PVC sont insensibles à l'eau. Comme elles sont composées de profilés, il faut cependant faire attention à l'entrée toujours possible de l'eau dans la menuiserie. Le PVC peut cependant souffrir de l'exposition à certains polluants portés par l'eau.

2.17.2 Conception / conditions de mise en œuvre

Faire poser des menuiseries extérieures en PVC avec un noyau en acier galvanisé. Ce noyau en acier rend la fenêtre plus solide. Il est obligatoire de déposer une déclaration de travaux en mairie.

2.18 METTRE HORS D'EAU LE TABLEAU ÉLECTRIQUE

2.18.1 Objectif

Faciliter la remise en route des équipements.

Les équipements techniques comme le chauffage ou l'électricité sont particulièrement vulnérables aux effets de l'eau. Ils sont indispensables pour une bonne réinstallation dans les lieux dès le retrait de l'eau. Les travaux de remise en état peuvent être lourds et coûteux. Une chaudière est le plus souvent irréparable après une inondation. De l'eau stagnante dans une canalisation électrique la rend dangereuse et inutilisable. Cette mesure évite un éventuel remplacement et des disfonctionnements comme les courts-circuits.

2.18.2 *Conception / conditions de mise en oeuvre*

Placer les tableaux électriques à 50cm au-dessus du niveau de la ligne des plus hautes eaux connues, voire à l'étage.

Il faut cependant rappeler que les gestionnaires de réseaux couperont l'alimentation en électricité sur une zone, dès que la présence d'eau y sera signalée. Une habitation même non inondée peut donc se retrouver privée d'électricité.
Cette mesure peut s'accompagner de la mise en place d'un réseau électrique descendant avec disjoncteur sectionnel.

2.19 CRÉER UN RÉSEAU ÉLECTRIQUE DESCENDANT

2.19.1 *Objectif*

Faciliter l'évacuation de l'eau dans les lignes, éviter la stagnation de l'eau et donc les disfonctionnements, éviter d'avoir à les remplacer et donc de détériorer les cloisons en les ouvrant.

2.19.2 *Conception / conditions de mise en oeuvre*

Les réseaux doivent descendre du plafond et des parties supérieures du logement. Le raccordement aux réseaux publics doit donc être installé au niveau du plafond.

Le câblage et le circuit ne doivent pas comporter de siphons.

Il convient d'accompagner cette mesure par la mise hors d'eau du tableau électrique. Rehausser également les prises électriques au-dessus des PHEC (valable pour les inondations fréquentes et de faible ampleur ; ne nécessite pas une modification importante du réseau électrique).

2.20 CRÉER UN RÉSEAU ÉLECTRIQUE SÉPARATIF POUR LES PIÈCES INONDÉES

2.20.1 *Objectif*

Permettre de limiter les dégâts à la zone inondée (pas de remontée par capillarité de l'eau), de récupérer l'électricité dans une zone sauve de l'inondation (le circuit ayant subi des dégâts par exemple au rez-de-chaussée est lui mis hors tension grâce à un coupe-circuit), de faciliter le séchage, le nettoyage de la zone endommagée, permettre une réinstallation dans des conditions normales de confort (chauffage, électricité...), permettre de réparer à un rythme plus lent, le confort étant présent dans certaines zones de la maison.

2.20.2 *Conception / conditions de mise en oeuvre*

Des réseaux séparés doivent être réalisés en différenciant bien les zones inondables et les zones non inondables (par exemple un par étage).
Installer un coupe-circuit sur la partie inondable du réseau électrique (permettant de le mettre hors tension, tout en alimentant la zone non inondée)

Le découpage du réseau en différentes zones doit être réfléchi, le scénario d'inondation connu et intégré dans ce dernier.

2.21 METTRE HORS D'EAU LES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE, LES CENTRALES DE VENTILATION ET DE CLIMATISATION

2.21.1 Objectif

Éviter les disfonctionnements dus à l'humidité ou à l'entrée d'eau dans ces équipements qui sont coûteux et longs à remplacer.
Ils faciliteront l'assèchement du logement, en particulier des murs.

2.21.2 Conception / conditions de mise en oeuvre

Installer ces équipements dans des parties non inondables du logement, comme les combles ou le grenier.

En cas d'aménagement suspendu, il est nécessaire de prendre des précautions parasismiques dans les zones concernées par ce risque. Il est également possible de conserver l'installation actuelle moyennant certaines adaptations, comme une isolation étanche. Il est également envisageable de ne modifier que son positionnement. Des raccordements au réseau devront alors être envisagés.

2.22 INSTALLER DES PORTES ET PORTES-FENÊTRES AVEC UN SEUIL DE FAIBLE HAUTEUR

2.22.1 Objectif

Faciliter l'évacuation des eaux de nettoyage d'une pièce à l'autre, d'une pièce vers l'extérieur.
Faciliter le nettoyage.

2.23 POSITIONNEMENT DE SACS DE SABLE

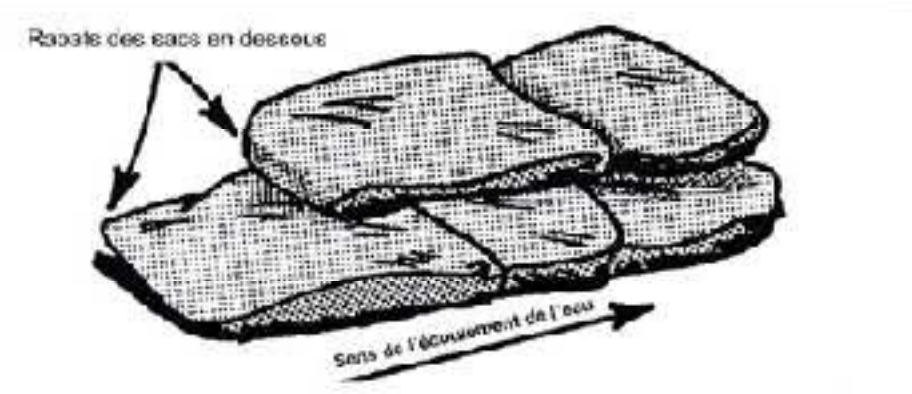


Figure 4.6 Légende : positionnement des sacs de sable :
le rabat est placé dans le sens de l'écoulement et sous le sac.
Les sacs sont positionnés en quinconce

3 FICHES RÉCAPITULATIVES DES DIFFERENTS DISPOSITIFS DE FINANCEMENT

3.1 FICHE N°1 : EXPROPRIATION DE BIENS EXPOSÉS À UN RISQUE NATUREL MAJEUR

(Articles L. 561-1 à L. 561-4 du code de l'environnement/Décret n°95-1115 du 17 octobre 1995-titre Ier)

Risques : Mouvements de terrain, affaissements de terrain dus à une cavité souterraine ou à une marnière, avalanches, crues torrentielles.

Biens concernés : Biens exposés à un risque menaçant gravement des vies humaines.

Situation des biens :
- Menace grave pour des vies humaines ;
- Absence de moyen de sauvegarde et de protection des populations moins coûteux que l'expropriation.

Personnes concernées : Personnes physiques ou morales propriétaires des biens concernés.

Dépenses éligibles :
- Montant des indemnités d'expropriation devant permettre le remplacement des biens expropriés, estimés hors risque et, sauf prise en compte des dommages éventuels, déduction faite des indemnités d'assurance versées au titre de la garantie catastrophe naturelle et non utilisées aux fins de réparation[4] ;
- Dépenses liées à la limitation de l'accès et à la démolition éventuelle des biens exposés afin d'en empêcher toute occupation future.

Taux de financement : 100 %.

Maîtres d'ouvrage : Etat, communes, groupements de communes (autorité expropriante).

Mode opératoire (procédure) : Paiement ou consignation des indemnités d'expropriation et paiement des autres dépenses éligibles.

Autorités compétentes :
- Préfet, commune ou groupement de communes (demande d'expropriation) ;
- Ministres chargés de la prévention des risques majeurs, de la sécurité civile et de l'économie (engagement de la procédure) ;
- Ministres chargés de la prévention des risques majeurs et de l'économie (affectation des crédits pour chaque opération) ;
- Préfet (DUP, engagement et ordonnancement des sommes).

Mesures annexes :
- Limitation de l'accès et démolition éventuelle des biens exposés ;
- Gestion et utilisation des terrains compatibles avec le motif de leur expropriation.

[4] Par exemple : valeur d'une propriété sinistrée par une catastrophe naturelle estimée à 150 000 € (hors risque et avant sinistre) ; indemnités versées par les assurances à la suite du sinistre se montant à 90 000 €, dont 30 000 € effectivement utilisés pour une remise en état partielle de la construction ; montant de base de l'indemnité principale proposée égal à 150 000 € – 60 000 €, soit 90 000 €.

3.2 FICHE N°2 : ACQUISITION AMIABLE DE BIENS EXPOSÉS A UN RISQUE NATUREL MAJEUR

(Article L.561-3-II/1° du code de l'environnement/Décret n°95-1115 du 17 octobre 1995-titre III/Arrêté du 12 janvier 2005)

Risques : Mouvements de terrain, affaissements de terrain dus à une cavité souterraine ou à une marnière, avalanches, crues torrentielles ou à montée rapide.

Biens concernés : Biens couverts par un contrat d'assurance incluant la garantie catastrophes naturelles et exposés à un risque menaçant gravement des vies humaines.

Situation des biens :
- Menace grave pour des vies humaines ;
- Absence de moyen de sauvegarde et de protection des populations moins coûteux que l'expropriation.

Personnes concernées : Personnes physiques ou morales propriétaires des biens concernés.

Dépenses éligibles :
- Prix d'acquisition n'excédant pas le montant des indemnités calculées comme en matière d'expropriation (hors risque et, sauf prise en compte des dommages éventuels dans l'estimation des biens, déduction faite des indemnités d'assurance versées au titre de la garantie catastrophe naturelle et non utilisées aux fins de réparation)[5] ;
- Mesures nécessaires pour limiter l'accès et empêcher toute occupation des biens exposés.

Taux de financement : 100 %.

Maîtres d'ouvrage : Etat, communes, groupements de communes (collectivité acquéreuse).

Mode opératoire (procédure) : Financement direct de l'acquisition amiable par voie contractuelle ou subvention versée sur production de l'acte de cession.

Autorités compétentes :
- Préfet (instruction des demandes et décision d'octroi de subventions, engagement et ordonnancement des sommes) ;
- Ministres chargés de la prévention des risques majeurs et de l'économie (affectation prévisionnelle des crédits sur la base d'une programmation annuelle établie par le préfet de département et après avis du préfet de région – DIREN).

Mesures annexes : - Limitation de l'accès et interdiction de toute occupation des biens exposés.

[5] voir exemple en note 1 de la fiche n°1

3.3 FICHE N°3 : ACQUISITION AMIABLE DE BIENS SINISTRES PAR UNE CATASTROPHE NATURELLE

(Article L. 561-3-II/2° du code de l'environnement/Décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995-titre III/Arrêtés du 12 janvier 2005)

Risques : Tout risque susceptible de provoquer un sinistre pouvant faire l'objet d'une déclaration de l'état de catastrophe naturelle.

Biens concernés : Biens à usage d'habitation ou utilisés dans le cadre d'activités professionnelles couverts par un contrat d'assurance incluant la garantie catastrophes naturelles, et leurs terrains d'assiette.

Situation des biens : - Biens sinistrés à plus de la moitié de leur valeur et indemnisés au titre de la garantie catastrophes naturelles.

Personnes concernées : Personnes physiques ou morales propriétaires des biens concernés, sous réserve, lorsqu'il s'agit de biens à usage professionnel, d'employer moins de vingt salariés.

Dépenses éligibles : - Prix d'acquisition n'excédant pas le montant des indemnités calculées comme en matière d'expropriation (hors risque et, sauf prise en compte des dommages dans l'estimation des biens, déduction faite des indemnités d'assurance versées au titre de la garantie catastrophe naturelle et non utilisées aux fins de réparation)[5] ;
- Mesures nécessaires pour limiter l'accès et empêcher toute occupation des biens exposés.

Taux de financement : Montant maximum par unité foncière fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de la prévention des risques majeurs et de l'économie.

Maîtres d'ouvrage : Etat, communes, groupements de communes (collectivité acquéreuse).

Mode opératoire (procédure) : Financement direct de l'acquisition amiable par voie contractuelle ou subvention versée sur production de l'acte de cession.

Autorités compétentes :
- Préfet (instruction des demandes et décision d'octroi des subventions, engagement et ordonnancement des sommes) ;
- Ministres chargés de la prévention des risques majeurs et de l'économie (affectation prévisionnelle des crédits sur la base d'une programmation annuelle établie par le préfet de département et après avis du préfet de région – DIREN).

Mesures annexes : - Limitation de l'accès et interdiction de toute occupation des biens exposés ;
- Mesure d'inconstructibilité des terrains intervenant dans les trois ans.

[5] voir exemple en note 1 de la fiche n°1

3.4 FICHE N° 4 : OPERATIONS DE RECONNAISSANCE ET TRAVAUX DE TRAITEMENT OU DE COMBLEMENT DE CAVITES SOUTERRAINES OU DE MARNIERES

(Article L. 561-3-I/3° du code de l'environnement/Décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995-titre III/Arrêté du 12 janvier 2005)

Risques : Risques d'affaissements de terrain dus à des cavités souterraines ou à des marnières.

Biens concernés : Biens couverts par un contrat d'assurance incluant la garantie catastrophes naturelles et exposés à un risque d'affaissements de terrain dus à des cavités souterraines ou des marnières.

Situation des biens : - Pour les opérations de reconnaissance : dangers avérés pour les constructions ou les vies humaines ;
- Pour les travaux de traitement ou de comblement : menace grave pour les vies humaines et traitement moins coûteux que l'expropriation.

Personnes concernées : Personnes physiques ou morales propriétaires des biens concernés ou collectivités publiques compétentes.

Dépenses éligibles : - Coût des opérations de reconnaissance et des travaux de traitement ou de comblement, déduction faite le cas échéant des indemnités d'assurance versées au titre de la garantie catastrophe naturelle pour la réalisation d'études et de travaux de réparation susceptibles de contribuer à la réalisation de ces opérations ou de ces travaux[7].

Taux de financement : 30 %.

Maîtres d'ouvrage : Personnes concernées.

Mode opératoire (procédure) : Subventions versées sur production des factures.

Autorités compétentes :
- Préfet (instruction des demandes et décision d'octroi des subventions, engagement et ordonnancement des sommes) ;
- Ministres chargés de la prévention des risques majeurs et de l'économie (affectation prévisionnelle des crédits sur la base d'une programmation annuelle établie par le préfet de département et après avis du préfet de région – DIREN).

Mesures annexes : Néant.

[7] par exemple : coût des études et travaux de confortement estimé à 60 000 € pour une propriété sinistrée estimée à 150 000 € (hors risque et avant sinistre) ; indemnités versées par les assurances à la suite du sinistre se montant à 90 000 €, dont 10 000 € au titre du remboursement par l'assurance des études géotechniques nécessaires à la remise en état des constructions ; montant des dépenses subventionnables par le fonds égal à 60 000 € – 10 000 €, soit 50 000 € ; montant de la subvention fixée à 30 % de ces dépenses, soit 15 000 €

3.5 FICHE N° 5 : ETUDES ET TRAVAUX DE PREVENTION RENDUS OBLIGATOIRES PAR UN PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES APPROUVE

(Article L.561-3-II/4° du code de l'environnement/Décret n°95-1115 du 17 octobre 1995-titre III/Arrêté du 12 janvier 2005)

Risques : Tout risque faisant l'objet d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé.

Biens concernés : Biens à usage d'habitation ou utilisés dans le cadre d'activités professionnelles couverts par un contrat d'assurance incluant la garantie catastrophes naturelles.

Situation des biens : Constructions, ouvrages, espaces mis en culture ou plantés existants à la date d'approbation d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles rendant obligatoire dans un certain délai la réalisation sur ces biens de mesures relatives à leur aménagement, leur utilisation ou leur exploitation.

Personnes concernées : Personnes physiques ou morales propriétaires, exploitants ou utilisateurs des biens concernés, sous réserve, lorsqu'il s'agit de biens à usage professionnel, d'employer moins de vingt salariés.

Dépenses éligibles : - Coût des mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des biens concernés définies et rendues obligatoires dans un certain délai par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé, déduction faite le cas échéant des indemnités d'assurance versées au titre de la garantie catastrophe naturelle pour la réalisation d'études et de travaux de réparation susceptibles de contribuer à la réalisation des mesures de prévention éligibles[9].

Taux de financement : - 40 % pour les biens à usage d'habitation ;
- 20 % pour les biens à usage professionnel.

Maîtres d'ouvrage : Personnes concernées.

Mode opératoire (procédure) : Subventions versées sur production des factures.

Autorités compétentes :

- Préfet (instruction des demandes et décision d'octroi des subventions, engagement et ordonnancement des sommes) ;
- Ministres chargés de la prévention des risques majeurs et de l'économie (affectation prévisionnelle des crédits sur la base d'une programmation annuelle établie par le préfet de département et après avis du préfet de région – DIREN).

Mesures annexes : Néant.

[9] par exemple : coût de réalisation d'une mesure imposant la surélévation des installations électriques estimé à 5 000 € dans une maison d'habitation sinistrée ; indemnités versées par les assurances à la suite du sinistre se montant au total à 90 000 €, dont 1 000 € nécessaires pour la remise en état à l'identique des installations électriques ; montant des dépenses subventionnables par le fonds égal à 5 000 € – 1 000 €, soit 4 000 € ; montant de la subvention fixée à 40 % de ces dépenses, soit 1 600 €.

3.6 FICHE N°6 : ETUDES ET TRAVAUX DE PREVENTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

(Article 128 de la loi de finances initiale pour 2004 modifié par l'article 136 de la loi de finances pour 2006 /Décret n°95-1115 du 17 octobre 1995-titre II /Arrêté du 12 janvier 2005)

Risques : Tout risque naturel.

Biens concernés : Sans objet.

Situation des biens : Sans objet.

Personnes concernées : Collectivités territoriales assurant la maîtrise d'ouvrage d'études et de travaux de prévention contre les risques naturels dans les communes couvertes par un plan de prévention des risques approuvé.

Dépenses éligibles : - Coût des études et travaux de prévention (dans la limite globale de 33M€/an jusqu'au 31/12/2012).

Taux de financement : - 50 % pour les études ;
- 25 % pour les travaux.

Maîtres d'ouvrage : Personnes concernées.

Mode opératoire (procédure) : Subventions versées sur production des factures.

Autorités compétentes :

- Préfet (instruction des demandes et décision d'octroi des subventions, engagement et ordonnancement des sommes) ;
- Ministres chargés de la prévention des risques majeurs et de l'économie (affectation prévisionnelle des crédits sur la base d'une programmation annuelle établie par le préfet de département et après avis du préfet de région – DIREN).

Mesures annexes : Néant.

3.7 FICHE N° 7 : EVACUATION TEMPORAIRE ET RELOGEMENT DES PERSONNES EXPOSEES À UN RISQUE NATUREL MAJEUR

(Article L. 561-3-II/1ER § du code de l'environnement/Décret n°95-1115 du 17 octobre 1995-Article 7)

Risques : Mouvements de terrain, affaissements de terrain dus à une cavité souterraine ou à une marnière, avalanches, crues torrentielles.

Biens concernés : Néant.

Situation des biens : Néant.

Personnes concernées : Personnes exposées à un risque naturel majeur ayant fait l'objet d'une décision d'évacuation prise par l'autorité de police compétente.

Dépenses éligibles : - Dépenses de prévention liées aux évacuations temporaires et au relogement.

Taux de financement : 100 %.

Maîtres d'ouvrage : Collectivités publiques compétentes.

Mode opératoire (procédure) : Mise à disposition des sommes nécessaires auprès de la collectivité publique compétente.

Autorités compétentes :

- Préfet (instruction des demandes et décision d'octroi des subventions, engagement et ordonnancement des sommes) ;
- Ministres chargés de la prévention des risques majeurs et de l'économie (affectation prévisionnelle des crédits sur la base d'une programmation annuelle établie par le préfet de département et après avis du préfet de région – DIREN).

Mesures annexes : Néant.

3.8 FICHE N°8 : CAMPAGNES D'INFORMATION SUR LA GARANTIE CATASTROPHES NATURELLES

(Article L. 561-3-I/5° du code de l'environnement/Décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995-titre III/Arrêté du 12 janvier 2005)

Risques : Tout risque susceptible de provoquer un sinistre pouvant faire l'objet d'une déclaration de l'état de catastrophe naturelle.

Biens concernés : Biens couverts par un contrat d'assurance incluant la garantie catastrophes naturelles.

Situation des biens : Néant.

Personnes concernées : Toute personne intéressée.

Dépenses éligibles : - Coût des campagnes d'information portant sur la garantie catastrophes naturelles.

Taux de financement : 100 %.

Maître d'ouvrage : Collectivités publiques compétentes ou entreprises d'assurance engagées dans une campagne d'information éligible.

Mode opératoire (procédure) : Subventions versées sur production des attestations des frais engagés.

Autorités compétentes :

- Préfet (instruction des demandes et décision d'octroi des subventions, engagement et ordonnancement des sommes) ;
- Ministres chargés de la prévention des risques majeurs et de l'économie (affectation prévisionnelle des crédits sur la base d'une programmation annuelle établie par le préfet de département et après avis du préfet de région – DIREN).

Mesures annexes : Néant.

4 CALCUL DE LA PROBABILITÉ D'OCCURRENCE D'UNE CRUE DE TYPE 1910 SUR UN SIÈCLE

Quelle est la probabilité qu'une crue de type 1910 se produise au moins une fois au cours d'un siècle ?

Une crue de type 1910 est considérée comme une crue centennale, c'est-à-dire que chaque année, il y a 1 chance sur 100 que la crue se produise.
Ceci équivaut à dire que chaque année, la probabilité que la crue se produise est de 0,01.

Chaque année, la probabilité que la crue ne se produise pas est donc de 0,99.

Sur 2 ans, la probabilité que la crue ne se produise pas est donc de 0,99 * 0,99 = 0,98.

Pour n années, la probabilité que la crue ne se produise pas est de:

$$\underbrace{0{,}99 * 0{,}99 * \ldots\ldots\ldots * 0{,}99}_{\text{n fois}}$$

Pour 100 ans, la probabilité que la crue ne se produise pas est de $(0{,}99)^{100}$.

$(0{,}99)^{100} = 0{,}37$

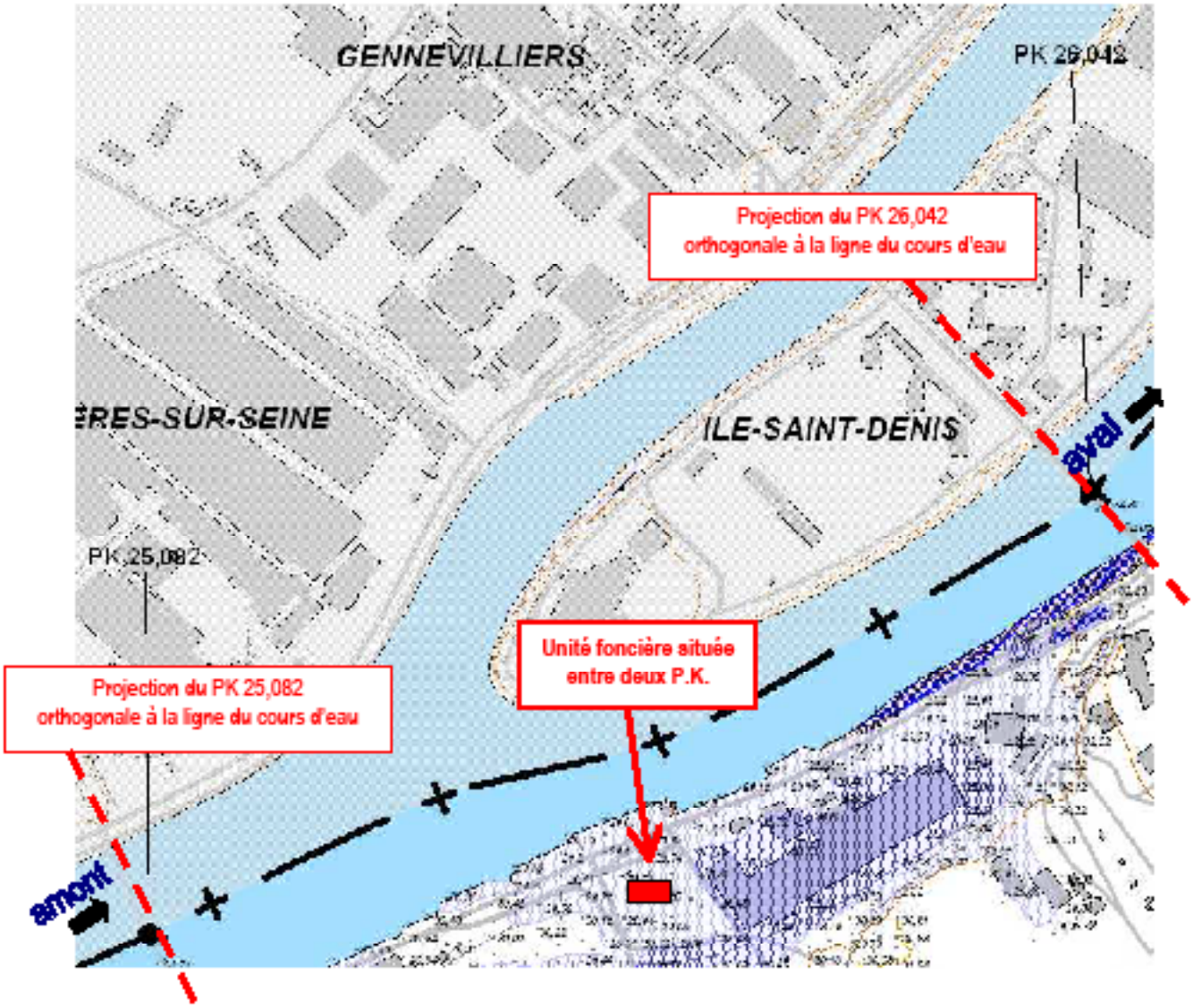
Ce qui signifie qu'au cours d'un siècle, il y a 37 chances sur 100 que la crue ne se produise pas.

Au cours d'un siècle, il y a donc 63 chances sur 100 que la crue se produise au moins une fois.

5 DÉTERMINATION DE L'ALTITUDE DE LA COTE DES PHEC EN FONCTION DE LA LOCALISATION DE L'UNITÉ FONCIÈRE

La vocation de ce document non réglementaire est de donner aux services instructeurs et aux différents pétitionnaires, des conseils quant à l'application du PPRI dans le domaine du droit des sols.
Cela ne préjuge en rien de l'instruction des actes.

5.1 EXTRAIT DE LA CARTE DES ALÉAS ET LOCALISATION DE L'UNITÉ FONCIÈRE



5.2 Extrait du tableau des Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) pour la crue de la Seine de 1910

Le tableau donnant les PHEC sur l'ensemble de la commune figure sur le cartouche de la carte d'aléas communale du PPRI Seine (à l'échelle du 1/5000ème).

Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) pour la crue de 1910		
	Points Kilométriques (PK)	Altitude du niveau d'eau en mètre (NGF Normal)
Pont SNCF de Saint-Ouen	P.K. 25, 082	29,86
Pont de Saint-Ouen	P.K. 26, 042	29,74

5.3 Détermination de la cote des PHEC à prendre en compte

Pour connaître le PK à prendre en compte, il faut dans un premier temps tracer pour chaque PK les projections orthogonales à la ligne du cours d'eau. Plus le PK est situé en amont du fleuve, plus l'altitude du niveau d'eau correspondant à la crue de 1910 est élevée. Si une unité foncière est comprise entre plusieurs droites (en pointillés rouges sur la carte des aléas pour l'exemple précédent), il faut choisir le PK situé le plus en amont, auquel correspond la cote de crue la plus contraignante.

Pour l'exemple précédent, le PK à prendre en compte est le PK situé le plus en amont, soit le PK 25,082. La cote des PHEC à prendre en compte est donc celle correspondant au PK 25,082 : soit une altitude du niveau d'eau égale à 29,86 mètre (NGF Normal).

8 TABLEAU COMPARATIF DES PRINCIPALES ÉTUDES HYDRAULIQUES CONCERNANT LA SEINE DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

- Carte des enjeux de population

direction
départementale
de l'équipement
de Seine -Saint -Denis

Préfecture de Seine -Saint -Denis

Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement direct de la Seine

Vu pour être annexé à
mon arrêté n° 07-2104
en date du 21 juin 2007

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis

commune d' EPINAY-SUR-SEINE
commune de L'ILE-SAINT-DENIS
commune de SAINT-DENIS
commune de SAINT-OUEN

CARTE DES ENJEUX DE POPULATION



LEGENDE

Aléas Inondation

- ALEAS TRES FORTS (H > 2m)
- ALEAS FORTS (1m < H < 2m)
- AUTRES ALEAS (H < 1m)

Population des ménages 1999

- 5 600
- 2 800
- 560

Limite communale

sources
Aléas DDE 93 / GEO 2000 (étude réalisée en 2000)
Iaurif © Ⓟ Densimos 99

Réalisation : DDE 93

Echelle : 1/20000

2.2Plans de prévention des risques de mouvement de terrain (PM1)

· Aubervilliers

- arrêté n°86-0748 en date du 21 mars 1986 et son arrêté modificatif n°95-1123 du 18 avril 1995 relatifs à la délimitation du périmètre des zones de risque liées aux anciennes carrières souterraines

DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT-DENIS — REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction Départementale de l'Equipement

A.P. N° 86-0748

ARRETE

approuvant la délimitation du périmètre des
zones de risques liés à l'existence de poches de dissolution
de gypse dans la commune d'AUBERVILLIERS

Le Préfet, Commissaire de la République
du département de Seine Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 111.3 ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26.01.1966 ;

VU l'arrêté n° 84-2158 en date du 2.11.1984, prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de délimitation des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines et à l'existence de poches de dissolution de gypse antéludien, sur les territoires de 29 communes du département de Seine Saint-Denis ;

VU les résultats de l'enquête publique, qui s'est déroulée du 20.11.84 au 20.12.84 inclus et les conclusions du Commissaire-Enquêteur ;

VU l'avis du Conseil Municipal en date du 26.03.1985

VU le commentaire annexé de l'Inspecteur Général des Carrières ;

CONSIDERANT le danger présenté par l'existence, sous les zones urbanisées, de poches de dissolution de gypse antéludien et la nécessité de procéder à leur confortement, notamment sous les constructions ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

ARRETE

Article 1

Le périmètre délimitant les zones de risques liés à l'existence de poches de dissolution de gypse antéludien, dans la commune d'AUBERVILLIERS, est approuvé conformément au plan annexé au présent arrêté.

Article 2

A l'intérieur de ces zones, les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol peuvent être soumises à des conditions spéciales, de nature à assurer la stabilité des constructions. Le pétitionnaire sera tenu de se conformer, préalablement à toute nouvelle construction ou extension de bâtiment existant, aux conditions spéciales prescrites dans l'arrêté de Permis de Construire, délivré par l'autorité compétente, après avis de l'Inspection Générale des Carrières. Peuvent notamment être imposés : le comblement de vides, les consolidations souterraines, les fondations profondes. Dans le cas ou la nature du sous-sol est incertaine, ces travaux peuvent être subordonnés à une campagne de sondages préalable.

Article 3

Le plan peut être consulté :
- à la Mairie d'AUBERVILLIERS
- à la Direction Départementale de l'Equipement de la S.S.D.
- à l'Inspection Générale des Carrières

Article 4

Le présent arrêté sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat et mentionné dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département :"93 Actualités, Edition le Journal d'AUBERVILLIERS" et "Le Parisien Libéré".

Il sera affiché à la mairie, publié par tous autres procédés en usage dans la commune, et annexé au Plan d'Occupation des Sols par Arrêté Municipal de mise à jour.

Article 5

L'arrêté sera notifié à :
à Monsieur le Maire de la commune d'AUBERVILLIERS

ampliation sera adressée :
à l'Inspecteur Général des Carrières

Article 6

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de la Commune d'AUBERVILLIERS, l'Inspecteur Général des Carrières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bobigny, le 21 MARS 1986
Le Préfet Commissaire de la République.

J. C. AUROUSSEAU

PREFECTURE
de la
SEINE-SAINT-DENIS
-=-=-
Direction des Relations avec les
Collectivités Locales
-=-=-
4ème Bureau
-=-=-

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté-Egalité-Fraternité

4°B/JC

Arrêté n°95.1123 du 18 Avril 1995
modifiant l'arrêté n° 86-0748 du 21 Mars 1986
approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques
liés aux anciennes carrières souterraines
dans la commune d'AUBERVILLIERS

-=-=-

LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 111-3 ;

VU l'arrêté n° 84-2158 en date du 2 novembre 1984, prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de délimitation des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines et à l'existence de poches de dissolution de gypse antéludien, sur les territoires de 29 communes du département de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté n° 86-0748 du 21 Mars 1986 approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines dans la commune d'AUBERVILLIERS ;

Considérant le danger présenté par l'existence, sous les zones urbanisées, d'anciennes carrières souterraines et la nécessité de procéder à leur confortement, notamment sous les constructions ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

.../...

ARRETE:

ARTICLE 1er : L'article 2 de l'arrêté n° 86-0748 du 21 Mars 1986 est modifié comme suit :

"A l'intérieur de ces zones, les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol peuvent être soumises à des conditions spéciales, de nature à assurer la stabilité des constructions.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer, préalablement à toute nouvelle construction ou extension de bâtiment existant, aux conditions spéciales prescrites dans l'arrêté de permis de construire, délivré par l'autorité compétente, après consultation, par celle-ci, de l'Inspection Générale des Carrières ou de tout organisme compétent en la matière".

Pourront notamment être imposés : le comblement des vides, les consolidations souterraines, les fondations profondes. Dans le cas où la nature du sous-sol serait incertaine, ces travaux pourront être subordonnés à une campagne de sondage préalable".

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera inséré au Bulletin d'Informations Administratives des Services de l'Etat ;

Il sera affiché à la mairie d'AUBERVILLIERS, publié par tous autres procédés en usage dans la commune, et annexé au plan d'occupation des sols par arrêté municipal de mise à jour;

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Sous-Préfet de SAINT-DENIS, le Maire d'AUBERVILLIERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

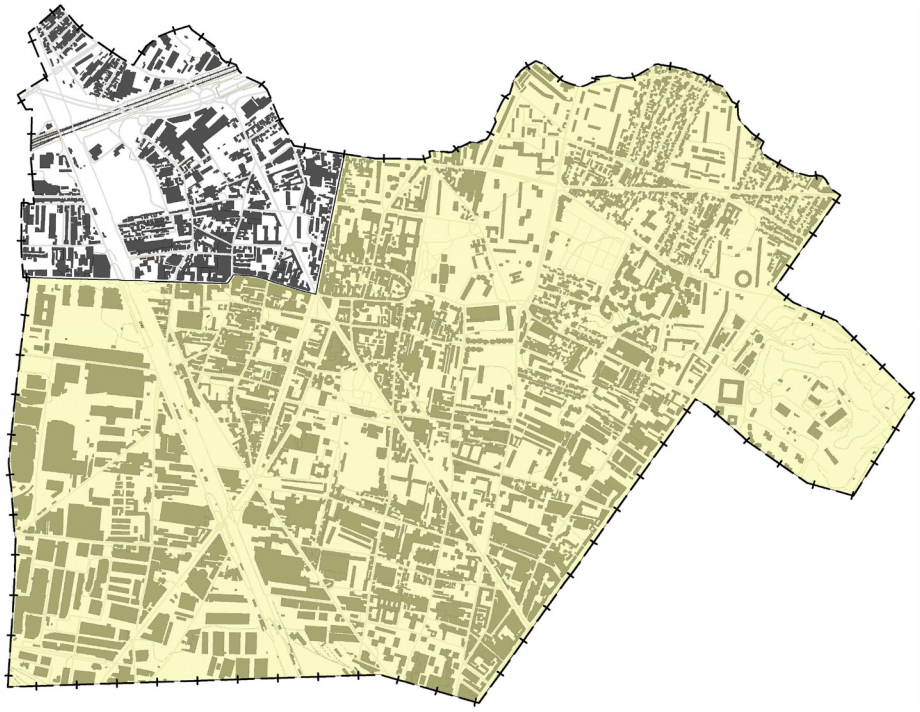
Pour ampliation
Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de Bureau

J. COURTOIS

Fait à BOBIGNY, le 18 AVR. 1995

Le Préfet,

Jean-Pierre DUPORT



direction départementale de l'équipement de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Périmètre de risque lié à la dissolution du gypse antéludien
(en application de l'article R. 111-3 du code de l'urbanisme)

commune d' AUBERVILLIERS

Zone de dissolution des poches de gypse antéludien

Limite communale

Courbe de niveau

SOURCES

Réalisation : DDE 93

Ech : 1/5000

· La Courneuve

- arrêté n°86-0752 du 21 mars 1986 et son arrêté modificatif n°95-112 du 18 avril 1995 approuvant la délimitation du périmètre des zonesde risques liées aux anciennes carrières souterraines

DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT-DENIS — REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction Départementale de l'Equipement

A. P. N° 86-0752

ARRETE

approuvant la délimitation du périmètre des
zones de risques liés à l'existence de poches de dissolution
de gypse dans la commune de LA COURNEUVE

Le Préfet, Commissaire de la République
du département de Seine Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 111.3 ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26.01.1966 ;

VU l'arrêté n° 84-2158 en date du 2.11.1984, prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de délimitation des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines et à l'existence de poches de dissolution de gypse antéludien, sur les territoires de 29 communes du département de Seine Saint-Denis ;

VU les résultats de l'enquête publique, qui s'est déroulée du 20.11.84 au 20.12.84 inclus et les conclusions du Commissaire-Enquêteur ;

VU l'avis du Conseil Municipal en date du 09.05.1985

VU le commentaire annexé de l'Inspecteur Général des Carrières ;

CONSIDERANT le danger présenté par l'existence, sous les zones urbanisées, de poches de dissolution de gypse antéludien et la nécessité de procéder à leur confortement, notamment sous les constructions ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

ARRETE

Article 1

Le périmètre délimitant les zones de risques liés à l'existence de poches de dissolution de gypse antéludien, dans la commune de LA COURNEUVE, est approuvé conformément au plan annexé au présent arrêté.

Article 2

A l'intérieur de ces zones, les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol peuvent être soumises à des conditions spéciales, de nature à assurer la stabilité des constructions. Le pétitionnaire sera tenu de se conformer, préalablement à toute nouvelle construction ou extension de bâtiment existant, aux conditions spéciales prescrites dans l'arrêté de Permis de Construire, délivré par l'autorité compétente, après avis de l'Inspection Générale des Carrières. Peuvent notamment être imposés : le comblement de vides, les consolidations souterraines, les fondations profondes. Dans le cas ou la nature du sous-sol est incertaine, ces travaux peuvent être subordonnés à une campagne de sondages préalable.

Article 3

Le plan peut être consulté :
- à la Mairie de LA COURNEUVE
- à la Direction Départementale de l'Equipement de la S.S.D.
- à l'Inspection Générale des Carrières

Article 4

Le présent arrêté sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat et mentionné dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département :"93 Actualités, Edition le Journal d'Aubervilliers" et "Le Parisien Libéré".

Il sera affiché à la mairie, publié par tous autres procédés en usage dans la commune, et annexé au Plan d'Occupation des Sols par Arrêté Municipal de mise à jour.

Article 5

L'arrêté sera notifié à :
à Monsieur le Maire de la commune de LA COURNEUVE

ampliation sera adressée :
à l'Inspecteur Général des Carrières

Article 6

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de la Commune de LA COURNEUVE, l'Inspecteur Général des Carrières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bobigny, le 21 MARS 1986
Le Préfet Commissaire de la République.

J.C. AUROUSSEAU

PREFECTURE
de la
SEINE-SAINT-DENIS
-=-=-
Direction des Relations avec les
Collectivités Locales
-=-=-
4ème Bureau
-=-=-

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté-Egalité-Fraternité

4°B/JC

Arrêté n° 95-1126 du 18 Avril 1995
modifiant l'arrêté n° 86-0752 du 21 Mars 1986
approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques
liés aux anciennes carrières souterraines
dans la commune de LA COURNEUVE

-=-=-

LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 111-3 ;

VU l'arrêté n° 84-2158 en date du 2 novembre 1984, prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de délimitation des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines et à l'existence de poches de dissolution de gypse antéludien, sur les territoires de 29 communes du département de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté n° 86-0752 du 21 Mars 1986 approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines dans la commune de LA COURNEUVE ;

Considérant le danger présenté par l'existence, sous les zones urbanisées, d'anciennes carrières souterraines et la nécessité de procéder à leur confortement, notamment sous les constructions ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

.../...

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'article 2 de l'arrêté n° 86-0752 du 21 Mars 1986 est modifié comme suit :

"A l'intérieur de ces zones, les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol peuvent être soumises à des conditions spéciales, de nature à assurer la stabilité des constructions.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer, préalablement à toute nouvelle construction ou extension de bâtiment existant, aux conditions spéciales prescrites dans l'arrêté de permis de construire, délivré par l'autorité compétente, après consultation, par celle-ci, de l'Inspection Générale des Carrières ou de tout organisme compétent en la matière".

Pourront notamment être imposés : le comblement des vides, les consolidations souterraines, les fondations profondes. Dans le cas où la nature du sous-sol serait incertaine, ces travaux pourront être subordonnés à une campagne de sondage préalable".

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera inséré au Bulletin d'Informations Administratives des Services de l'Etat ;

Il sera affiché à la mairie de LA COURNEUVE, publié par tous autres procédés en usage dans la commune, et annexé au plan d'occupation des sols par arrêté municipal de mise à jour;

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Sous-Préfet de SAINT-DENIS, le Maire de LA COURNEUVE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à BOBIGNY, le 18 AVR. 1995

Le Préfet,

Jean-Pierre DUPORT



direction départementale de l'équipement de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Périmètre de risque lié à la dissolution du gypse antéludien (en application de l'article R. 111-3 du code de l'urbanisme)

commune de LA COURNEUVE

Zone de dissolution des poches de gypse antéludien

Limite communale

Courbe de niveau

SOURCES
Atlas
BD Topo Pays - DDE 93 / ISC
IGN 2002

Réalisation : DDE 93

Ech : 1/5000

· Pierrefitte-sur-Seine

- Arrêté n°86-0759 du 21 mars 1986 et son arrêté modificatif n°95-1126 du 18 avril 1995 approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines

DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT-DENIS — REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction Départementale de l'Equipement

A. P. N°86-0759

ARRETE

approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines dans la commune de PIERREFITTE

Le Préfet, Commissaire de la République
du département de Seine Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 111.3 ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26.01.1966 ;

VU l'arrêté n° 84-2158 en date du 2.11.1984, prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de délimitation des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines et à l'existence de poches de dissolution de gypse antéludien, sur les territoires de 29 communes du département de Seine Saint-Denis ;

VU les résultats de l'enquête publique, qui s'est déroulée du 20.11.84 au 20.12.84 inclus et les conclusions du Commissaire-Enquêteur ;

VU l'avis du Conseil Municipal en date du 26.04.1985

VU le commentaire annexé de l'Inspecteur Général des Carrières ;

CONSIDERANT le danger présenté par l'existence, sous les zones urbanisées, d'anciennes carrières souterraines et la nécessité de procéder à leur confortement, notamment sous les constructions ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A-R R E T E

Article 1

Le périmètre délimitant les zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines dans la commune de PIERREFITTE, est approuvé conformément au plan annexé au présent arrêté.

Article 2

A l'intérieur de ces zones, les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol peuvent être soumises à des conditions spéciales, de nature à assurer la stabilité des constructions. Le pétitionnaire sera tenu de se conformer, préalablement à toute nouvelle construction ou extension de bâtiment existant, aux conditions spéciales prescrites dans l'arrêté de Permis de Construire, délivré par l'autorité compétente, après avis de l'Inspection Générale des Carrières. Peuvent notamment être imposés : le comblement de vides, les consolidations souterraines, les fondations profondes. Dans le cas ou la nature du sous-sol est incertaine, ces travaux peuvent être subordonnés à une campagne de sondages préalable.

Article 3

Le plan peut être consulté :
- à la Mairie de PIERREFITTE
- à la Direction Départementale de l'Equipement de la S.S.D.
- à l'Inspection Générale des Carrières

Article 4

Le présent arrêté sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat et mentionné dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département :"93 Actualités, Edition Saint-Denis Républicain" et "Le Parisien Libéré".

Il sera affiché à la mairie, publié par tous autres procédés en usage dans la commune, et annexé au Plan d'Occupation des Sols par Arrêté Municipal de mise à jour.

Article 5

L'arrêté sera notifié à :
à Monsieur le Maire de la commune de PIERREFITTE

ampliation sera adressée :
à l'Inspecteur Général des Carrières

Article 6

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de la Commune de PIERREFITTE, l'Inspecteur Général des Carrières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bobigny, le 21 MARS 1986
Le Préfet Commissaire de la République.

PREFECTURE
de la
SEINE-SAINT-DENIS
-=-=-
Direction des Relations avec les
Collectivités Locales
-=-=-
4ème Bureau
-=-=-

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté-Egalité-Fraternité

4°B/JC

Arrêté n°95-1126 du 18 Avril 1995,
modifiant l'arrêté n° 86-0759 du 21 Mars 1986
approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques
liés aux anciennes carrières souterraines
dans la commune de PIERREFITTE-sur-SEINE

-=-=-

LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 111-3 ;

VU l'arrêté n° 84-2158 en date du 2 novembre 1984, prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de délimitation des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines et à l'existence de poches de dissolution de gypse antéludien, sur les territoires de 29 communes du département de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté n° 86-0759 du 21 Mars 1986 approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines dans la commune de PIERREFITTE-sur-SEINE ;

Considérant le danger présenté par l'existence, sous les zones urbanisées, d'anciennes carrières souterraines et la nécessité de procéder à leur confortement, notamment sous les constructions ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

.../...

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'article 2 de l'arrêté n° 86-0759 du 21 Mars 1986 est modifié comme suit :

"A l'intérieur de ces zones, les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol peuvent être soumises à des conditions spéciales, de nature à assurer la stabilité des constructions.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer, préalablement à toute nouvelle construction ou extension de bâtiment existant, aux conditions spéciales prescrites dans l'arrêté de permis de construire, délivré par l'autorité compétente, après consultation, par celle-ci, de l'Inspection Générale des Carrières ou de tout organisme compétent en la matière".

Pourront notamment être imposés : le comblement des vides, les consolidations souterraines, les fondations profondes. Dans le cas où la nature du sous-sol serait incertaine, ces travaux pourront être subordonnés à une campagne de sondage préalable".

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera inséré au Bulletin d'Informations Administratives des Services de l'Etat ;

Il sera affiché à la mairie de PIERREFITTE-sur-SEINE, publié par tous autres procédés en usage dans la commune, et annexé au plan d'occupation des sols par arrêté municipal de mise à jour;

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Sous-Préfet de SAINT-DENIS, le Maire de PIERREFITTE-sur-SEINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

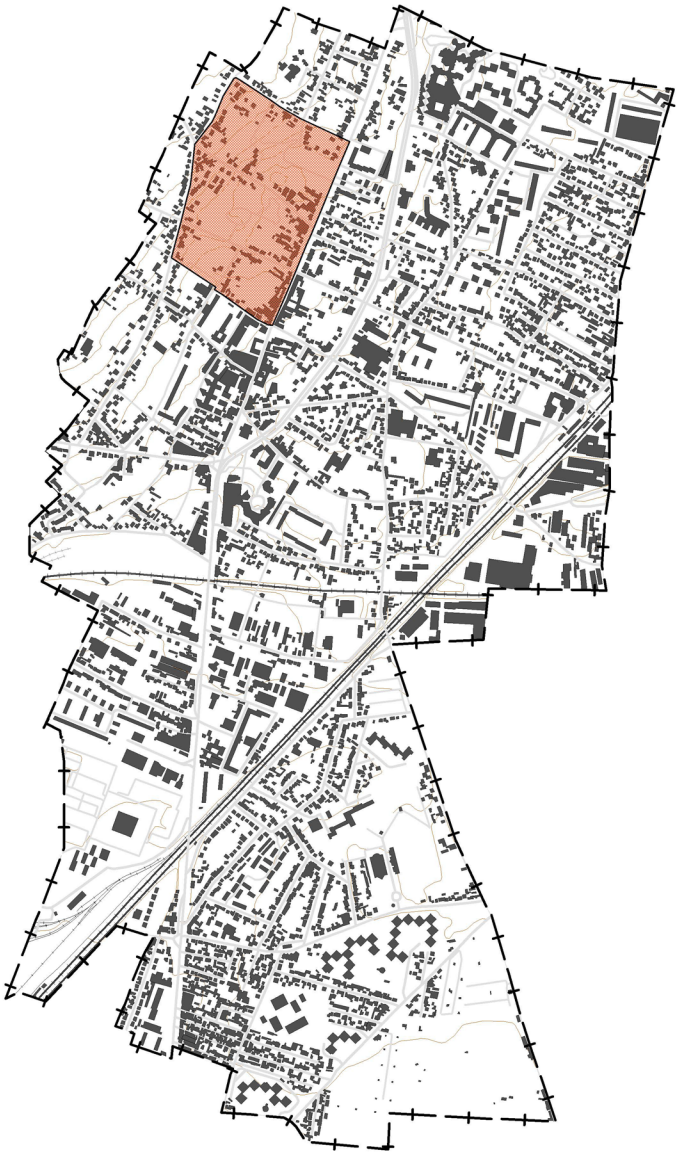
Pour ampliation
Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de Bureau

J. COURTOIS

Fait à BOBIGNY, le 18 AVR. 1995

Le Préfet,

Jean-Pierre DUPORT



direction
départementale
de l'équipement
de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Périmètre de risque lié à la présence d'anciennes carrières
(en application de l'article R. 111-3 du code de l'urbanisme)

commune de PIERREFITTE-SUR-SEINE

Zone d'anciennes carrières

Limite communale

Courbe de niveau

SOURCES
Atlas - DDE 93 / IGC
BD Topo Pays IGN 2002

Réalisation : DDE 93

Ech : 1/5000

· Saint-Denis

- Arrêté n°86-0753 du 21 mars 1986 et son arrêté modificatif n°95-1127 du 18 avril 1995 approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines

DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT-DENIS — REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction Départementale de l'Equipement

A. P. N°86-0753

A R R E T E

approuvant la délimitation du périmètre des
zones de risques liés à l'existence de poches de dissolution
de gypse dans la commune de SAINT-DENIS

Le Préfet, Commissaire de la République
du département de Seine Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 111.3 ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26.01.1966 ;

VU l'arrêté n° 84-2158 en date du 2.11.1984, prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de délimitation des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines et à l'existence de poches de dissolution de gypse antéludien, sur les territoires de 29 communes du département de Seine Saint-Denis ;

VU les résultats de l'enquête publique, qui s'est déroulée du 20.11.84 au 20.12.84 inclus et les conclusions du Commissaire-Enquêteur ;

VU l'avis du Conseil Municipal en date du 26.06.1985

VU le commentaire annexé de l'Inspecteur Général des Carrières ;

CONSIDERANT le danger présenté par l'existence, sous les zones urbanisées, de poches de dissolution de gypse antéludien et la nécessité de procéder à leur confortement, notamment sous les constructions ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E

Article 1

Le périmètre délimitant les zones de risques liés à l'existence de poches de dissolution de gypse antéludien, dans la commune de SAINT-DENIS, est approuvé conformément au plan annexé au présent arrêté.

Article 2

A l'intérieur de ces zones, les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol peuvent être soumises à des conditions spéciales, de nature à assurer la stabilité des constructions. Le pétitionnaire sera tenu de se conformer, préalablement à toute nouvelle construction ou extension de bâtiment existant, aux conditions spéciales prescrites dans l'arrêté de Permis de Construire, délivré par l'autorité compétente, après avis de l'Inspection Générale des Carrières. Peuvent notamment être imposés : le comblement de vides, les consolidations souterraines, les fondations profondes. Dans le cas ou la nature du sous-sol est incertaine, ces travaux peuvent être subordonnés à une campagne de sondages préalable.

Article 3

Le plan peut être consulté :
- à la Mairie de SAINT-DENIS
- à la Direction Départementale de l'Equipement de la S.S.D.
- à l'Inspection Générale des Carrières

Article 4

Le présent arrêté sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat et mentionné dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département :"93 Actualités, Edition Saint-Denis Républicain" et "Le Parisien Libéré".

Il sera affiché à la mairie, publié par tous autres procédés en usage dans la commune, et annexé au Plan d'Occupation des Sols par Arrêté Municipal de mise à jour.

Article 5

L'arrêté sera notifié à :
à Monsieur le Maire de la commune de SAINT-DENIS

ampliation sera adressée :
à l'Inspecteur Général des Carrières

Article 6

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de la Commune de SAINT-DENIS, l'Inspecteur Général des Carrières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bobigny, le 21 MARS 1986
Le Préfet Commissaire de la République.

J.C. AUROUSSEAU

PREFECTURE
de la
SEINE-SAINT-DENIS
-=-=-
Direction des Relations avec les
Collectivités Locales
-=-=-
4ème Bureau
-=-=-

4°B/JC

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté-Egalité-Fraternité

Arrêté n°95.1127 du 18 Avril 1995,
modifiant l'arrêté n° 86-0753 du 21 Mars 1986
approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques
liés aux anciennes carrières souterraines
dans la commune de SAINT-DENIS

-=-=-

LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 111-3 ;

VU l'arrêté n° 84-2158 en date du 2 novembre 1984, prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de délimitation des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines et à l'existence de poches de dissolution de gypse antéludien, sur les territoires de 29 communes du département de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté n° 86-0753 du 21 Mars 1986 approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines dans la commune de SAINT-DENIS ;

Considérant le danger présenté par l'existence, sous les zones urbanisées, d'anciennes carrières souterraines et la nécessité de procéder à leur confortement, notamment sous les constructions ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

.../...

ARRETE:

ARTICLE 1er : L'article 2 de l'arrêté n° 86-0753 du 21 Mars 1986 est modifié comme suit :

"A l'intérieur de ces zones, les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol peuvent être soumises à des conditions spéciales, de nature à assurer la stabilité des constructions.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer, préalablement à toute nouvelle construction ou extension de bâtiment existant, aux conditions spéciales prescrites dans l'arrêté de permis de construire, délivré par l'autorité compétente, après consultation, par celle-ci, de l'Inspection Générale des Carrières ou de tout organisme compétent en la matière".

Pourront notamment être imposés : le comblement des vides, les consolidations souterraines, les fondations profondes. Dans le cas où la nature du sous-sol serait incertaine, ces travaux pourront être subordonnés à une campagne de sondage préalable".

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera inséré au Bulletin d'Informations Administratives des Services de l'Etat ;

Il sera affiché à la mairie de SAINT-DENIS, publié par tous autres procédés en usage dans la commune, et annexé au plan d'occupation des sols par arrêté municipal de mise à jour;

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Sous-Préfet de SAINT-DENIS, le Maire de SAINT-DENIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

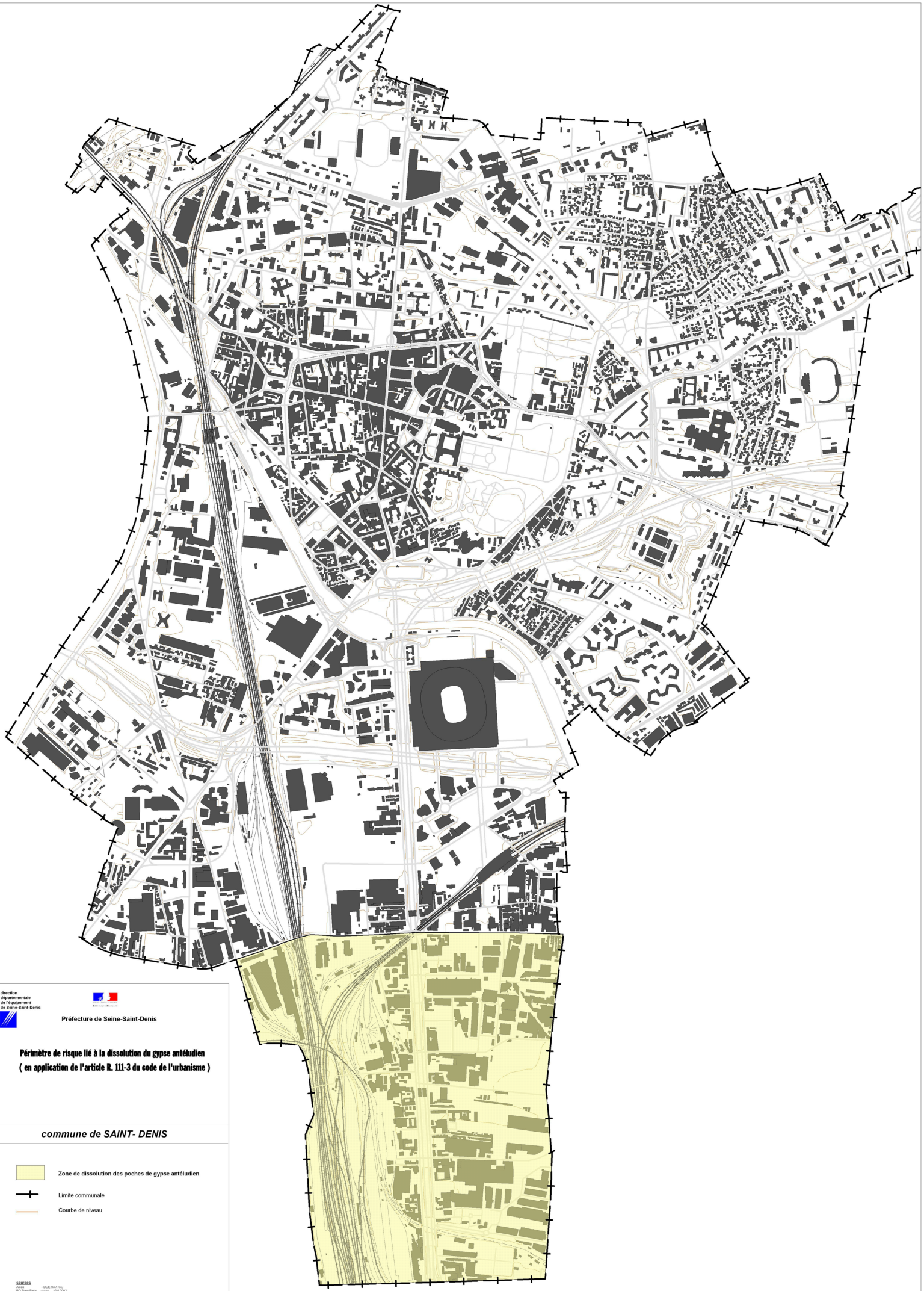
Pour ampliation
Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de Bureau

J. COURTOIS

Fait à BOBIGNY, le 18 AVR. 1995

Le Préfet,

Jean-Pierre DUPORT



direction départementale de l'équipement de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Périmètre de risque lié à la dissolution du gypse antéludien

(en application de l'article R. 111-3 du code de l'urbanisme)

commune de SAINT- DENIS

Zone de dissolution des poches de gypse antéludien

Limite communale

Courbe de niveau

sources
Atlas : DDE 93 / IGC
BD Topo Pays : IGN 2002

Réalisation : DDE 93

Ech : 1/5000

· Saint-Ouen-sur-Seine

- Arrêté n°86-0746 du 21 mars 1986 et son arrêté modificatif n°95-1125 du 18 avril 1995 approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines

DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT-DENIS — REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction Départementale de l'Equipement

A.P. N°86-0746

ARRETE

approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines et à l'existence de poches de dissolution de gypse antéludien dans la commune de SAINT-OUEN

Le Préfet, Commissaire de la République
du département de Seine Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 111.3 ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26.01.1966 ;

VU l'arrêté n° 84-2158 en date du 2.11.1984, prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de délimitation des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines et aux poches de dissolution de gypse antéludien, sur les territoires de 29 communes du département de Seine Saint-Denis ;

VU les résultats de l'enquête publique, qui s'est déroulée du 20.11.84 au 20.12.84 inclus et les conclusions du Commissaire-Enquêteur ;

VU l'avis du Conseil Municipal en date du 28.03.1985

VU le commentaire annexé de l'Inspecteur Général des Carrières ;

CONSIDERANT le danger présenté par l'existence, sous les zones urbanisées, d'anciennes carrières souterraines et de poches de dissolution de gypse antéludien et la nécessité de procéder à leur confortement, notamment sous les constructions ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

ARRETE

Article 1

Le périmètre délimitant les zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines et aux poches de dissolution de gypse antéludien, dans la commune de SAINT-OUEN, est approuvé conformément au plan annexé au présent arrêté.

Article 2

A l'intérieur de ces zones, les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol peuvent être soumises à des conditions spéciales, de nature à assurer la stabilité des constructions. Le pétitionnaire sera tenu de se conformer, préalablement à toute nouvelle construction ou extension de bâtiment existant, aux conditions spéciales prescrites dans l'arrêté de Permis de Construire, délivré par l'autorité compétente, après avis de l'Inspection Générale des Carrières. Peuvent notamment être imposés : le comblement de vides, les consolidations souterraines, les fondations profondes. Dans le cas ou la nature du sous-sol est incertaine, ces travaux peuvent être subordonnés à une campagne de sondages préalable.

Article 3

Le plan peut être consulté :
- à la Mairie de SAINT-OUEN
- à la Direction Départementale de l'Equipement de la S.S.D.
- à l'Inspection Générale des Carrières

Article 4

Le présent arrêté sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat et mentionné dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département :"93 Actualités, Edition le Réveil" et "Le Parisien Libéré".

Il sera affiché à la mairie, publié par tous autres procédés en usage dans la commune, et annexé au Plan d'Occupation des Sols par Arrêté Municipal de mise à jour.

Article 5

L'arrêté sera notifié à :
à Madame le Maire de la commune de SAINT-OUEN

ampliation sera adressée :
à l'Inspecteur Général des Carrières

Article 6

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de la Commune de SAINT-OUEN, l'Inspecteur Général des Carrières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bobigny, le 21 MARS 1986
Le Préfet Commissaire de la République.

J. C. AUROUSSEAU

PREFECTURE
de la
SEINE-SAINT-DENIS
-=-=-
Direction des Relations avec les
Collectivités Locales
-=-=-
4ème Bureau
-=-=-

4°B/JC

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté-Egalité-Fraternité

Arrêté n°95.1125 du 18 Avril 1995,
modifiant l'arrêté n° 86-0746 du 21 Mars 1986
approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques
liés aux anciennes carrières souterraines
dans la commune de SAINT-OUEN

-=-=-

LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 111-3 ;

VU l'arrêté n° 84-2158 en date du 2 novembre 1984, prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de délimitation des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines et à l'existence de poches de dissolution de gypse antéiudien, sur les territoires de 29 communes du département de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté n° 86-0746 du 21 Mars 1986 approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines dans la commune de SAINT-OUEN ;

Considérant le danger présenté par l'existence, sous les zones urbanisées, d'anciennes carrières souterraines et la nécessité de procéder à leur confortement, notamment sous les constructions ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

.../...

ARRETE:

ARTICLE 1er : L'article 2 de l'arrêté n° 86-0746 du 21 Mars 1986 est modifié comme suit :

"A l'intérieur de ces zones, les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol peuvent être soumises à des conditions spéciales, de nature à assurer la stabilité des constructions.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer, préalablement à toute nouvelle construction ou extension de bâtiment existant, aux conditions spéciales prescrites dans l'arrêté de permis de construire, délivré par l'autorité compétente, après consultation, par celle-ci, de l'Inspection Générale des Carrières ou de tout organisme compétent en la matière".

Pourront notamment être imposés : le comblement des vides, les consolidations souterraines, les fondations profondes. Dans le cas où la nature du sous-sol serait incertaine, ces travaux pourront être subordonnés à une campagne de sondage préalable".

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera inséré au Bulletin d'Informations Administratives des Services de l'Etat ;

Il sera affiché à la mairie de SAINT-OUEN, publié par tous autres procédés en usage dans la commune, et annexé au plan d'occupation des sols par arrêté municipal de mise à jour;

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Sous-Préfet de SAINT-DENIS, le Maire de SAINT-OUEN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation
Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de Bureau

J. COURTOIS

Fait à BOBIGNY, le 18 AVR. 1995

Le Préfet,

Jean-Pierre DUPORT



direction
départementale
de l'équipement
de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Périmètre de risque lié à la présence d'anciennes carrières et à la dissolution du gypse antéludien (en application de l'article R. 111-3 du code de l'urbanisme)

commune de SAINT- OUEN

Zone d'anciennes carrières

Zone de dissolution des poches de gypse antéludien

Limite communale
Courbe de niveau

SOURCES
Aérial - DDE 93 / ISC
BD Topo Pays - IGN 2002

Réalisation : DDE 93

Ech : 1/5000

· Villetaneuse

- Arrêté n°86-0765 du 21 mars 1986 et son arrêté modificatif n°95-1124 du 18 avril 1995 approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines

DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT-DENIS — REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction Départementale de l'Equipement

A. P. N° 86-0765

ARRETE

approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines dans la commune de VILLETANEUSE

Le Préfet, Commissaire de la République
du département de Seine Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 111.3 ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26.01.1966 ;

VU l'arrêté n° 84-2158 en date du 2.11.1984, prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de délimitation des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines et à l'existence de poches de dissolution de gypse antéludien, sur les territoires de 29 communes du département de Seine Saint-Denis ;

VU les résultats de l'enquête publique, qui s'est déroulée du 20.11.84 au 20.12.84 inclus et les conclusions du Commissaire-Enquêteur ;

VU l'avis du Conseil Municipal en date du 26.04.1985

VU le commentaire annexé de l'Inspecteur Général des Carrières ;

CONSIDERANT le danger présenté par l'existence, sous les zones urbanisées, d'anciennes carrières souterraines et la nécessité de procéder à leur confortement, notamment sous les constructions ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

ARRETE

Article 1

Le périmètre délimitant les zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines dans la commune de VILLETANEUSE, est approuvé conformément au plan annexé au présent arrêté.

Article 2

A l'intérieur de ces zones, les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol peuvent être soumises à des conditions spéciales, de nature à assurer la stabilité des constructions. Le pétitionnaire sera tenu de se conformer, préalablement à toute nouvelle construction ou extension de bâtiment existant, aux conditions spéciales prescrites dans l'arrêté de Permis de Construire, délivré par l'autorité compétente, après avis de l'Inspection Générale des Carrières. Peuvent notamment être imposés : le comblement de vides, les consolidations souterraines, les fondations profondes. Dans le cas ou la nature du sous-sol est incertaine, ces travaux peuvent être subordonnés à une campagne de sondages préalable.

Article 3

Le plan peut être consulté :
- à la Mairie de VILLETANEUSE
- à la Direction Départementale de l'Equipement de la S.S.D.
- à l'Inspection Générale des Carrières

Article 4

Le présent arrêté sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat et mentionné dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département :"93 Actualités, Edition Saint-Denis Républicain" et "Le Parisien Libéré".

Il sera affiché à la mairie, publié par tous autres procédés en usage dans la commune, et annexé au Plan d'Occupation des Sols par Arrêté Municipal de mise à jour.

Article 5

L'arrêté sera notifié à :
à Monsieur le Maire de la commune de VILLETANEUSE

ampliation sera adressée :
à l'Inspecteur Général des Carrières

Article 6

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de la Commune de VILLETANEUSE, l'Inspecteur Général des Carrières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

21 MARS 1986

Fait à Bobigny, le
Le Préfet Commissaire de la République.

J.C. AUROUSSEAU

PREFECTURE
de la
SEINE-SAINT-DENIS
-=-=-
Direction des Relations avec les
Collectivités Locales
-=-=-
4ème Bureau
-=-=-

4°B/JC

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté-Egalité-Fraternité

Arrêté n°95-1124 du 18 Avril 1995 ,
modifiant l'arrêté n° 86-0765 du 21 Mars 1986
approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques
liés aux anciennes carrières souterraines
dans la commune de VILLETANEUSE

-=-=-

LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 111-3 ;

VU l'arrêté n° 84-2158 en date du 2 novembre 1984, prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de délimitation des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines et à l'existence de poches de dissolution de gypse antéludien, sur les territoires de 29 communes du département de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté n° 86-0765 du 21 Mars 1986 approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines dans la commune de VILLETANEUSE ;

Considérant le danger présenté par l'existence, sous les zones urbanisées, d'anciennes carrières souterraines et la nécessité de procéder à leur confortement, notamment sous les constructions ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

.../...

ARRETE:

ARTICLE 1er : L'article 2 de l'arrêté n° 86-0765 du 21 Mars 1986 est modifié comme suit :

"A l'intérieur de ces zones, les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol peuvent être soumises à des conditions spéciales, de nature à assurer la stabilité des constructions.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer, préalablement à toute nouvelle construction ou extension de bâtiment existant, aux conditions spéciales prescrites dans l'arrêté de permis de construire, délivré par l'autorité compétente, après consultation, par celle-ci, de l'Inspection Générale des Carrières ou de tout organisme compétent en la matière".

Pourront notamment être imposés : le comblement des vides, les consolidations souterraines, les fondations profondes. Dans le cas où la nature du sous-sol serait incertaine, ces travaux pourront être subordonnés à une campagne de sondage préalable".

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera inséré au Bulletin d'Informations Administratives des Services de l'Etat ;

Il sera affiché à la mairie de VILLETANEUSE publié par tous autres procédés en usage dans la commune, et annexé au plan d'occupation des sols par arrêté municipal de mise à jour;

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Sous-Préfet de SAINT-DENIS, le Maire de VILLETANEUSE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation
Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de Bureau

J. COURTOIS

Fait à BOBIGNY, le 18 AVR. 1995

Le Préfet,

Jean-Pierre DUPORT



direction départementale de l'équipement de Seine-Saint-Denis

Préfecture de Seine-Saint-Denis

Périmètre de risque lié à la présence d'anciennes carrières
(en application de l'article R. 111-3 du code de l'urbanisme)

commune de VILLETANEUSE

Zone d'anciennes carrières

Limite communale

Courbe de niveau

Sources

Réalisation : DDE 93

Ech : 1/5000

2.3Risques technologiques

- Arrêté préfectoral du 18 juin 2013 relatif à la mise à jour de l'information des acquéreurs et des locataires des biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis

Direction régionale et interdépartementale
de l'Équipement et de l'Aménagement Île-de-France

Unité Territoriale Seine-Saint-Denis

Service Environnement et Urbanisme Réglementaire

Pôle Connaissance et Prévention des Risques

ARRETE n° 2013-1731
relatif à la mise à jour de l'information des acquéreurs et des locataires des biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

---

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 125-5 et R. 125-23 à R. 125-27 ;
Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 271-4 et L. 271-5 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
Vu le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;
Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-3601 du 3 octobre 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département de la Seine-Saint-Denis ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-3357 du 30 décembre 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département de la Seine-Saint-Denis ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2013-1356 du 21 mai 2013 portant approbation de la révision du plan de prévention des risques naturels liés aux anciennes carrières sur la commune de Gagny ;

Considérant l'obligation d'information prévue au I, II et III de l'article L. 125-5 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

Tél. : 01 41 60 60 60 – Fax : 01 48 30 22 88
1 esplanade Jean Moulin 93007 Bobigny Cedex
courrier@seine-saint-denis.pref.gouv.fr

ARRETE :

Article 1 :
La liste des communes annexée à l'arrêté préfectoral n° 2007-3601 du 3 octobre 2007 susvisé est mise à jour par le présent arrêté. Cette nouvelle liste est annexée au présent arrêté.

Article 2 :
Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sont consignés dans un dossier communal d'information. Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie concernée.

Article 3 :
L'obligation d'information prévue au IV de l'article L. 125-5 du code de l'environnement, s'applique pour l'ensemble des arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle et technologique sur le territoire de la commune dans lequel se situe le bien. Ceux-ci sont consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie concernée.

Article 4 :
La liste des communes et les dossiers communaux d'information sont mis à jour à chaque arrêté modifiant la situation d'une ou plusieurs communes au regard des conditions mentionnées à l'article L. 125-5 du code de l'environnement.

Article 5 :
Une copie du présent arrêté et de son annexe est publiée au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département .
Une copie du présent arrêté et de son annexe est adressée à la chambre départementale des notaires.
Une copie du présent arrêté et de son annexe sera affichée dans les mairies des communes concernées et accessible sur le site internet des services de l'Etat en Seine-Saint-Denis (www.seine-saint-denis.gouv.fr)

Article 6 :
Mesdames et Messieurs le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, les chefs de service régionaux et départementaux et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Bobigny, le 18 JUIN 2013

Le Préfet

Philippe GALLI

Liste des communes où s'applique l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques à tout contrat de vente ou de location

Liste mise à jour par arrêté préfectoral n° du

N° Insee	Communes	Plan de prévention des risques (PPR) naturels						PPR technologique		Zonage sismique
		prescrit (P) ou en révision (R)			approuvé (A)			prescrit	approuvé	
		mouvements de terrain		inondation	mouvements de terrain		inondation			
		C	RgA		C	RgA				
93001	Aubervilliers	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93005	Aulnay-sous-Bois	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93006	Bagnolet	P	P	-	-	-	-	-	-	-
93008	Bobigny	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93010	Bondy	-	P	-	-	-	-	-	-	-
93014	Clichy-sous-Bois	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93015	Coubron	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93029	Drancy	-	P	-	-	-	-	-	-	-
93030	Dugny	-	P	-	-	-	-	-	-	-
93031	Epinay-sur-Seine	-	P	-	-	-	A	-	-	-
93032	Gagny	-	P	-	A	-	A	-	-	-
93033	Gournay-sur-Marne	-	P		-	-	A	-	-	-
93027	La Courneuve	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93007	Le Blanc-Mesnil	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93013	Le Bourget	-	P	-	-	-	-	-	-	-
93061	Le Pré-Saint-Gervais	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93062	Le Raincy	R	P	-	A	-	-	-	-	-
93045	Les Lilas	P	P	-	-	-	-	-	-	-
93057	Les Pavillons-sous-Bois	-	P	-	-	-	-	-	-	-
93039	L'Ile-Saint-Denis	-	P	-	-	-	A	-	-	-
93046	Livry-Gargan	P	P	-	-	-	-	-	-	-
93047	Montfermeil	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93048	Montreuil	-	-	-	A	A	-	-	-	-
93049	Neuilly-Plaisance	P	P	-	-	-	A	-	-	-
93050	Neuilly-sur-Marne	-	P	-	-	-	A	-	-	-
93051	Noisy-le-Grand	-	P	-	-	-	A	-	-	-
93053	Noisy-le-Sec	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93055	Pantin	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93059	Pierrefitte-sur-Seine	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93063	Romainville	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93064	Rosny-sous-Bois	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93066	Saint-Denis	R	P	-	A	-	A	-	-	-
93070	Saint-Ouen	R	P	-	A	-	A	-	-	-
93071	Sevran	R	P	-	A	-	-	-	-	-
93072	Stains	-	P	-	-	-	-	-	-	-
93073	Tremblay-en-France	R	P	-	A	-	-	-	-	-
93074	Vaujours	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93077	Villemomble	-	P	-	A	-	-	-	-	-
93078	Villepinte	R	P	-	A	-	-	-	-	-
93079	Villetaneuse	R	P	-	A	-	-	-	-	-

Légende

C cavités souterraines (anciennes carrières et/ou poches de dissolution du gypse)

RgA retrait-gonflement des sols argileux

DRIEA / UT de Seine-Saint-Denis / SEUR / PCPR

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER, EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010
portant délimitation des zones de sismicité du territoire français

NOR : *DEVP0823374D*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Vu le code de l'environnement, notamment son article R. 563-4 ;

Vu le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 5 février 2009,

Décrète :

Art. 1er. – Il est inséré, après l'article R. 563-8 du code de l'environnement, un article D. 563-8-1 ainsi rédigé :

« *Art. D. 563-8-1.* – Les communes sont réparties entre les cinq zones de sismicité définies à l'article R. 563-4 conformément à la liste ci-après, arrêtée par référence aux délimitations administratives, issues du code officiel géographique de l'Institut national de la statistique et des études économiques, en vigueur à la date du 1er janvier 2008.

Ain : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

– les communes de Massignieu-de-Rives, Murs-et-Gélignieux, Nattages, Parves, Peyrieu : zone de sismicité moyenne ;
– les cantons de Bâgé-le-Châtel, Châtillon-sur-Chalaronne, Miribel, Montrevel-en-Bresse, Pont-de-Vaux, Pont-de-Veyle, Reyrieux, Saint-Trivier-de-Courtes, Saint-Trivier-sur-Moignans, Thoissey, Trévoux, Villars-les-Dombes : zone de sismicité faible ;
– les communes de Buellas, Montcet, Le Montellier, Montluel, Montracol, Le Plantay, Polliat, Saint-André-sur-Vieux-Jonc, Saint-Denis-lès-Bourg, Sainte-Croix, Saint-Rémy, Vandeins : zone de sismicité faible.

Aisne : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

– les cantons de La Capelle, Hirson, Le Nouvion-en-Thiérache, Wassigny : zone de sismicité faible ;
– les communes de Aisonville-et-Bernoville, Any-Martin-Rieux, Aubencheul-aux-Bois, Aubenton, Autreppes, Beaume, Beaurevoir, Becquigny, Bellicourt, Besmont, Bohain-en-Vermandois, Bony, La Bouteille, Brancourt-le-Grand, Le Catelet, Estrées, Fresnoy-le-Grand, Gouy, Hargicourt, Iron, Joncourt, Landouzy-la-Ville, Lavaqueresse, Lempire, Lesquielles-Saint-Germain, Leuze, Logny-lès-Aubenton, Malzy, Martigny, Monceau-sur-Oise, Montbrehain, Nauroy, Prémont, Ramicourt, Saint-Algis, Seboncourt, Serain, Vadencourt, Vendhuile, Villers-les-Guise : zone de sismicité faible.

Allier : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

– le canton de Gannat : zone de sismicité modérée ;
– les communes de Brugheas, Charroux, Chouvigny, Cognat-Lyonne, Ebreuil, Escurolles, Espinasse-Vozelle, Lalizolle, Mariol, Nades, Naves, Saint-Germain-de-Salles, Serbannes, Sussat, Valignat, Veauce, Vicq : zone de sismicité modérée.

Alpes-de-Haute-Provence : tout le département zone de sismicité moyenne, sauf :

– les cantons de Banon, Noyers-sur-Jabron : zone de sismicité modérée ;
– les communes d'Allemagne-en-Provence, Aubenas-les-Alpes, Bras-d'Asse, Le Caire, Le Chaffaut-Saint-Jurson, Châteauredon, Claret, Curbans, Esparron-de-Verdon, Estoublon, Faucon-du-Caire, Lardiers,

Limans, Majastres, Melve, Mézel, Mison, Montagnac-Montpezat, La Motte-du-Caire, Moustiers-Sainte-Marie, Ongles, Oppedette, Puimoisson, Quinson, Riez, Roumoules, Sainte-Croix-à-Lauze, Sainte-Croix-du-Verdon, Saint-Etienne-les-Orgues, Saint-Jeannet, Saint-Julien-d'Asse, Saint-Jurs, Saint-Laurent-du-Verdon, Saint-Martin-de-Brômes, Sigoyer, Thèze, Vachères, Vaumeilh, Venterol : zone de sismicité modérée.

Hautes-Alpes : tout le département zone de sismicité moyenne, sauf :

- les cantons de Barcillonnette, Gap-Campagne, Gap-Centre, Gap-Nord-Est, Gap-Nord-Ouest, Gap-Sud-Est, Gap-Sud-Ouest, La Grave, Saint-Etienne-en-Dévoluy, Saint-Firmin, Tallard : zone de sismicité modérée ;
- les communes d'Aspres-sur-Buëch, Bénévent-et-Charbillac, Buissard, Chabottes, Châteauneuf-d'Oze, Les Costes, La Fare-en-Champsaur, Forest-Saint-Julien, Furmeyer, Les Infournas, Laye, Lazer, Monêtier-Allemont, Montmaur, La Motte-en-Champsaur, Le Noyer, Le Poët, Poligny, Ribiers, La Rochette, Saint-Auban-d'Oze, Saint-Bonnet-en-Champsaur, Saint-Eusèbe-en-Champsaur, Saint-Julien-en-Beauchêne, Saint-Julien-en-Champsaur, Saint-Laurent-du-Cros, Saint-Michel-de-Chaillol, Le Saix, Upaix, Ventavon : zone de sismicité modérée ;
- les cantons d'Orpierre, Rosans, Serres : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Antonaves, Aspremont, Barret-sur-Méouge, La Beaume, Chabestan, Châteauneuf-de-Chabre, Eourres, Eyguians, La Faurie, La Haute-Beaume, Laragne-Montéglin, Montbrand, Oze, Saint-Pierre-Avez, Saint-Pierre-d'Argençon, Salérans : zone de sismicité faible.

Alpes-Maritimes : tout le département moyenne, sauf :

- les cantons d'Antibes-Biot, Antibes-Centre, Le Bar-sur-Loup, Cannes-Centre, Cannes-Est, Le Cannet, Grasse-Nord, Grasse-Sud, Mougins, Saint-Vallier-de-Thiey, Vallauris-Antibes-Ouest : zone de sismicité modérée ;
- les communes de Cannes, Mandelieu-la-Napoule : zone de sismicité modérée ;
- la commune de Théoule-sur-Mer : zone de sismicité faible.

Ardèche : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons de Bourg-Saint-Andéol, Chomérac, Rochemaure, Saint-Péray, Tournon-sur-Rhône, Vallon-Pont-d'Arc, Villeneuve-de-Berg, Viviers : zone de sismicité modérée ;
- les communes d'Alissas, Andance, Ardoix, Beauchastel, Beaulieu, Boffres, Bogy, Bozas, Champagne, Charmes-sur-Rhône, Charnas, Châteauneuf-de-Vernoux, Chauzon, Colombier-le-Cardinal, Colombier-le-Vieux, Coux, Le Crestet, Davézieux, Dunière-sur-Eyrieux, Félines, Flaviac, Freyssenet, Gilhac-et-Bruzac, Gilhoc-sur-Ormèze, Grospierres, Labeaume, Limony, Lyas, Peaugres, Peyraud, Privas, Quintenas, Rompon, Saint-Alban-Auriolles, Saint-André-de-Cruzières, Saint-Barthélemy-Grozon, Saint-Cierge-la-Serre, Saint-Cyr, Saint-Désirat, Saint-Etienne-de-Valoux, Saint-Fortunat-sur-Eyrieux, Saint-Georges-les-Bains, Saint-Jeure-d'Ay, Saint-Julien-le-Roux, Saint-Laurent-du-Pape, Saint-Paul-le-Jeune, Saint-Priest, Saint-Romain-d'Ay, Saint-Sauveur-de-Cruzières, Saint-Victor, Saint-Vincent-de-Durfort, Serrières, Talencieux, Thorrenc, Vernosc-les-Annonay, Vernoux-en-Vivarais, Veyras, La Voulte-sur-Rhône : zone de sismicité modérée.

Ardennes : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

- les cantons de Charleville-Centre, Charleville-La Houillère, Fumay, Givet, Monthermé, Nouzonville, Renwez, Revin, Rocroi, Signy-le-Petit, Villers-Semeuse : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Antheny, Aouste, Belval, Bosseval-et-Briancourt, Bossus-les-Rumigny, Cernion, Champlin, La Chapelle, Charleville-Mézières, Donchery, L'Echelle, Estrebay, Flaignes-Havys, Fleigneux, Floing, Francheval, Girondelle, Givonne, Glaire, Hannappes, Illy, Marby, Prez, Prix-les-Mézières, Rouvroy-sur-Audry, Rumigny, Saint-Menges, Sury, Villers-Cernay, Vrigne-aux-Bois, Warcq : zone de sismicité faible.

Ariège : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

- les communes d'Antras, Aston, Aulus-les-Bains, Auzat, Ax-les-Thermes, Bethmale, Bonac-Irazein, Les Bordes-sur-Lez, Couflens, Gestiès, L'Hospitalet-Près-l'Andorre, Lercoul, Luzenac, Mérens-les-Vals, Orgeix, Orlu, Perles-et-Castelet, Saint-Lary, Savignac-les-Ormeaux, Seix, Sentein, Siguer, Ustou : zone de sismicité moyenne ;
- les cantons de Le Fossat, Pamiers-Est, Pamiers-Ouest, Saverdun : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Artix, La Bastide-de-Besplas, La Bastide-de-Bousignac, Belloc, Besset, Les Bordes-sur-Arize, Calzan, Camon, Campagne-sur-Arize, Castex, Cazals-des-Bayles, Coussa, Coutens, Daumazan-sur-Arize, Fabas, Fornex, Lagarde, Lapenne, Loubaut, Malegoude, Manses, Méras, Mérigon, Mirepoix, Montégut-Plantaurel, Montfa, Moulin-Neuf, Rieucros, Rieux-de-Pelleport, Roumengoux, Sabarat, Saint-Bauzeil, Sainte-Croix-Volvestre, Sainte-Foi, Saint-Félix-de-Rieutord, Saint-Félix-de-Tournegat, Saint-Julien-de-Gras-Capou, Saint-Quentin-la-Tour, Teilhet, Thouars-sur-Arize, Tourtrol, Troye-d'Ariège, Vals, Varilhes, Verniolle, Vira, Viviès : zone de sismicité faible.

Aube : tout le département zone de sismicité très faible.

Aude : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons d'Alzonne, Carcassonne 2e canton-Nord, Carcassonne 2e canton Sud, Carcassonne 3e canton, Castelnaudary-Nord, Castelnaudary-Sud, Conques-sur-Orbiel, Mas-Cabardès, Saissac, Salles-sur-l'Hers : zone de sismicité très faible :
- les communes d'Alairac, Arzens, Berriac, Bouilhonnac, Bram, Cabrespine, Carcassonne, Castans, Caunes-Minervois, Citou, Fanjeaux, Fonters-du-Razès, La Force, Laurac, Laure-Minervois, Lavalette, Lespinassière, Molandier, Montréal, Peyrefitte-sur-l'Hers, Peyriac-Minervois, Trausse, Villasavary, Villedubert, Villeneuve-Minervois, Villesiscle : zone de sismicité très faible ;
- les cantons de Axat, Belcaire, Quillan : zone de sismicité modérée ;
- les communes d'Antugnac, Bugarach, Camps-sur-l'Agly, Cassaignes, Chalabre, Couiza, Coustaussa, Cubières-sur-Cinoble, Cucugnan, Duilhac-sous-Peyrepertuse, Festes-et-Saint-André, Fourtou, Montazels, Padern, Paziols, Puivert, Rennes-le-Château, Rennes-les-Bains, Rivel, Rouffiac-des-Corbières, Sainte-Colombe-sur-l'Hers, Saint-Jean-de-Paracol, La Serpent, Serres, Sougraigne, Soulatgé, Tuchan, Villefort : zone de sismicité modérée.

Aveyron : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons de Belmont-sur-Rance, Camarès, Capdenac-Gare, Cornus, Montbazens, Najac, Naucelle, Réquista, Rieupeyroux, Saint-Affrique, Saint-Rome-de-Tarn, Saint-Sernin-sur-Rance, La Salvetat-Peyralès, Villefranche-de-Rouergue, Villeneuve : zone de sismicité très faible ;
- les communes d'Alrance, Anglars-Saint-Félix, Aubin, Auriac-Lagast, Baraqueville, Boisse-Penchot, Boussac, Camboulazet, Cassagnes-Bégonhès, Castanet, Colombiès, La Couvertoirade, Decazeville, Flagnac, Gramond, Livinhac-le-Haut, Pradinas, Rignac, Sainte-Juliette-sur-Viaur, Saint-Parthem, Saint-Santin, Salmiech, Sauveterre-de-Rouergue, Viala-du-Tarn, Villefranche-de-Panat, Viviez : zone de sismicité très faible.

Bouches-du-Rhône : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

- les cantons de Lambesc, Pélissanne, Peyrolles-en-Provence, Salon-de-Provence : zone de sismicité moyenne ;
- les communes d'Aix-en-Provence, Alleins, Eguilles, Eyguières, Lamanon, Mallemort, Saint-Marc-Jaumegarde, Sénas, Venelles, Vernègues : zone de sismicité moyenne ;
- les cantons de Allauch, Aubagne, La Ciotat, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Roquevaire : zone de sismicité faible ;
- les communes de Arles, Fuveau, Marseille, Mimet, Peynier, Puyloubier, Rousset, Saintes-Maries-de-la-Mer, Trets : zone de sismicité faible.

Calvados : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons de Blangy-le-Château, Cambremer, Douvres-la-Délivrande, Dozulé, Honfleur, Lisieux 1er canton, Lisieux 2e canton, Lisieux 3e canton, Orbec, Pont-l'Evêque, Trouville-sur-Mer : zone de sismicité très faible ;
- les communes d'Amfreville, Auquainville, Les Authieux-Papion, Bavent, Bellou, Bénouville, Biéville-Quétiéville, Bréville-Les-Monts, Cabourg, Castillon-en-Auge, Cheffreville-Tonnencourt, Cléville, Colleville-Montgomery, Coupesarte, Courseulles-sur-Mer, Crèvecœur-en-Auge, Escoville, Fervaques, Gonneville-en-Auge, Grandchamp-le-Château, Hérouvillette, Janville, Lécaude, Livarot, Merville-Franceville-Plage, Méry-Corbon, Le Mesnil-Durand, Le Mesnil-Germain, Le Mesnil-Mauger, Monteille, Les Moutiers-Hubert, Notre-Dame-de-Courson, Notre-Dame-de-Livaye, Ouistreham, Périers-sur-le-Dan, Petiville, Ranville, Saint-Aubin-d'Arquenay, Sainte-Marguerite-des-Loges, Saint-Julien-le-Faucon, Saint-Laurent-du-Mont, Saint-Loup-de-Fribois, Saint-Martin-du-Mesnil-Oury, Saint-Michel-de-Livet, Saint-Ouen-du-Mesnil-Oger, Saint-Ouen-le-Houx, Saint-Pierre-du-Jonquet, Sallenelles, Sannerville, Touffréville, Troarn, Varaville, Vieux-Pont-en-Auge : zone de sismicité très faible.

Cantal : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons de Jussac, Laroquebrou, Maurs, Pleaux : zone de sismicité très faible ;
- les communes d'Arches, Bassignac, Besse, Cayrols, Chalvignac, Champagnac, Drugeac, Freix-Anglards, Jaleyrac, Marcolès, Mauriac, Méallet, Omps, Parlan, Pers, Le Rouget, Roumégoux, Saint-Cernin, Saint-Chamant, Saint-Cirgues-de-Malbert, Saint-Illide, Saint-Mamet-la-Salvetat, Saint-Martin-Valmeroux, Saint-Paul-des-Landes, Saint-Pierre, Saint-Saury, Salins, Sansac-de-Marmiesse, La Ségalassière, Sourniac, Veyrières, Le Vigean, Vitrac, Ytrac : zone de sismicité très faible.

Charente : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons d'Aigre, Cognac-Nord, Gond-Pontouvre, Hiersac, Jarnac, Mansle, Rouillac, Saint-Amant-de-Boixe, Villefagnan : zone de sismicité modérée ;
- les communes des Adjots, Agris, Angeac-Charente, Barro, Beaulieu-sur-Sonnette, Bioussac, Bourg-Charente, Brie, Chassiecq, Châteaubernard, Cognac, Condac, Coulgens, Couture, Fléac, Gensac-la-Pallue, Gondeville, Graves-Saint-Amant, Jauldes, Javrezac, Louzac-Saint-André, Mainxe, Merpins, Mesnac, Mosnac, Nanteuil-en-Vallée, Les Pins, Poursac, La Rochette, Ruelle-sur-Touvre, Ruffec, Saint-Georges,

Saint-Gourson, Saint-Laurent-de-Cognac, Saint-Mary, Saint-Même-les-Carrières, Saint-Simeux, Saint-Simon, Saint-Sulpice-de-Ruffec, Segonzac, Taizé-Aizie, Verteuil-sur-Charente, Vibrac, Villegats : zone de sismicité modérée.

Charente-Maritime : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

– les cantons d'Archiac, Cozes, Gémozac, Jonzac, Mirambeau, Montendre, Montguyon, Montlieu-la-Garde, Pons, Royan-Est, Royan-Ouest, Saint-Genis-de-Saintonge, Saujon : zone de sismicité faible ;
– les communes de Chermignac, Colombiers, Courcoury, Les Essards, Les Gonds, La Jard, Nieul-les-Saintes, Pessines, Pont-l'Abbé-d'Arnoult, Préguillac, Sainte-Gemme, Sainte-Radegonde, Saintes, Saint-Georges-des-Coteaux, Saint-Porchaire, Saint-Sulpice-d'Arnoult, Soulignonne, Thénac, Varzay : zone de sismicité faible.

Cher : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

– les cantons des Aix-d'Angillon, Baugy, Bourges 1er canton, Bourges 2e canton, Bourges 3e canton, Bourges 4e canton, Bourges 5e canton, Charenton-du-Cher, Châtrost, Châteaumeillant, Châteauneuf-sur-Cher, Le Châtelet, Dun-sur-Auron, Graçay, Henrichemont, Levet, Lignières, Lury-sur-Arnon, Mehun-sur-Yèvre, Nérondes, Saint-Amand-Montrond, Saint-Doulchard, Saint-Martin-d'Auxigny, Sancoins, Saulzais-le-Potier, Vierzon 1er canton : zone de sismicité faible ;
– les communes d'Apremont-sur-Allier, Bué, La Chapelle-Hugon, Charentonnay, Chaumoux-Marcilly, Le Chautay, Couy, Crézancy-en-Sancerre, Cuffy, Etréchy, Feux, Gardefort, Garigny, Germigny-l'Exempt, Groises, La Guerche-sur-l'Aubois, Jalognes, Lugny-Champagne, Massay, Menetou-Râtel, Méry-ès-Bois, Méry-sur-Cher, Le Noyer, Précy, Saint-Hilaire-de-Court, Saint-Laurent, Sancergues, Sens-Beaujeu, Sévry, Thénioux, Torteron, Veaugues, Vierzon, Vignoux-sur-Barangeon, Vinon, Vouzeron : zone de sismicité faible.

Corrèze : tout le département zone de sismicité très faible.

Côte-d'Or : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

– les cantons d'Auxonne, Beaune-Nord, Beaune-Sud, Genlis, Nolay, Nuits-Saint-Georges, Pontailler-sur-Saône, Saint-Jean-de-Losne, Seurre : zone de sismicité faible ;
– les communes d'Antigny-la-Ville, Arc-sur-Tille, Aubaine, Barges, Beaumont-sur-Vingeanne, Belleneuve, Bessey-en-Chaume, Bessey-la-Cour, Bézouotte, Blagny-sur-Vingeanne, Bligny-sur-Ouche, Bressey-sur-Tille, Broindon, Chambolle-Musigny, Champagne-sur-Vingeanne, Champignolles, Charmes, Cheuge, Chevannes, Collonges-les-Bévy, Corcelles-les-Cîteaux, Crimolois, Cuiserey, Curtil-Vergy, Cussy-la-Colonne, Ecutigny, Epernay-sous-Gevrey, Fénay, Jancigny, Lacanche, Licey-sur-Vingeanne, Lusigny-sur-Ouche, Maligny, Messanges, Mirebeau-sur-Bèze, Montceau-et-Echarnant, Montigny-Mornay-Villeneuve-sur-Vingeanne, Morey-Saint-Denis, Neuilly-les-Dijon, Noiron-sous-Gevrey, Oisilly, Pouilly-sur-Vingeanne, Remilly-sur-Tille, Renève, Saint-Philibert, Saint-Pierre-en-Vaux, Saint-Seine-sur-Vingeanne, Saulon-la-Chapelle, Saulon-la-Rue, Saussey, Savolles, Savouges, Segrois, Tanay, Thomirey, Trochères, Vic-des-Prés, Viévy : zone de sismicité faible.

Côtes-d'Armor : tout le département zone de sismicité faible.

Creuse : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

– les communes de Beissat, Clairavaux, La Courtine, Faux-la-Montagne, Féniers, Gentioux-Pigerolles, Gioux, Le Mas-d'Artige, Saint-Martial-le-Vieux, Saint-Oradoux-de-Chirouze, La Villedieu : zone de sismicité très faible.

Dordogne : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

– les cantons de Bussière-Badil, Mareuil, Nontron, Saint-Pardoux-la-Rivière, Verteillac : zone de sismicité faible ;
– les communes d'Allemans, Bourg-du-Bost, Cantillac, Celles, Chaleix, Champagnac-de-Belair, Chapdeuil, La Chapelle-Montmoreau, Chassaignes, Chenaud, Comberanche-et-Epeluche, La Coquille, Creyssac, Festalemps, La Gonterie-Boulouneix, Grand-Brassac, Parcoul, Paussac-et-Saint-Vivien, Petit-Bersac, Ponteyraud, Puymangou, Quinsac, Ribérac, La Roche-Chalais, Saint-Antoine-Cumond, Saint-Aulaye, Saint-Jory-de-Chalais, Saint-Julien-de-Bourdeilles, Saint-Just, Saint-Martin-de-Fressengeas, Saint-Pancrace, Saint-Paul-la-Roche, Saint-Pierre-de-Frugie, Saint-Priest-les-Fougères, Saint-Privat-des-Prés, Saint-Vincent-Jalmoutiers, Villars, Villetoureix : zone de sismicité faible.

Doubs : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

– les communes d'Abbévillers, Badevel, Dampierre-les-Bois : zone de sismicité moyenne ;
– le canton d'Audeux : zone de sismicité faible ;
– les communes de Bonnay, Châtillon-le-Duc, Chevroz, Cussey-sur-l'Ognon, Devecey, Geneuille, Grandfontaine, Routelle, Saint-Vit, Tallenay, Velesmes-Essarts : zone de sismicité faible.

Drôme : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

– les cantons de La Chapelle-en-Vercors, Saint-Jean-en-Royans : zone de sismicité moyenne ;

- les communes de Barbières, La Baume-d'Hostun, Beauregard-Baret, Bésayes, Le Chaffal, Charpey, Châteaudouble, Combovin, Hostun, Jaillans, Omblèze, Peyrus, Plan-de-Baix, Rochefort-Samson, Saint-Andéol, Saint-Julien-en-Quint, Saint-Vincent-la-Commanderie : zone de sismicité moyenne ;
- le canton de Rémuzat : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Arpavon, Aulan, Ballons, La Bâtie-des-Fonds, Beaumont-en-Diois, Beaurières, Bellecombe-Tarendol, Bellegarde-en-Diois, Bésignan, Boulc, Charens, Establet, Eygalayes, Izon-la-Bruisse, Jonchères, Laborel, Lachau, Lesches-en-Diois, Luc-en-Diois, Mévouillon, Miscon, Montauban-sur-l'Ouvèze, Montguers, Montlaur-en-Diois, La Motte-Chalancon, Le Poët-en-Percip, Poyols, Les Prés, Rioms, La Roche-sur-le-Buis, La Rochette-du-Buis, Rottier, Saint-Auban-sur-l'Ouvèze, Saint-Dizier-en-Diois, Sainte-Euphémie-sur-Ouvèze, Sainte-Jalle, Saint-Sauveur-Gouvernet, Séderon, Valdrôme, Val-Maravel, Vercoiran, Vers-sur-Méouge, Villebois-les-Pins, Villefranche-le-Château : zone de sismicité faible.

Eure : tout le département zone de sismicité très faible.

Eure-et-Loir : tout le département zone de sismicité très faible.

Finistère : tout le département zone de sismicité faible.

Corse-du-Sud : tout le département zone de sismicité très faible.

Haute-Corse : tout le département zone de sismicité très faible.

Gard : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- le canton d'Aigues-Mortes : zone de sismicité très faible ;
- les communes d'Aimargues, Le Cailar, Saint-Gilles, Vauvert : zone de sismicité très faible ;
- les cantons d'Aramon, Bagnols-sur-Cèze, Barjac, Lussan, Pont-Saint-Esprit, Remoulins, Roquemaure, Uzès, Villeneuve-lès-Avignon : zone de sismicité modérée ;
- les communes de Allègre-les-Fumades, Baron, Beaucaire, Bezouce, Bouquet, Brouzet-les-Alès, Cabrières, Courry, Jonquières-Saint-Vincent, Lédenon, Les Mages, Meyrannes, Molières-sur-Cèze, Navacelles, Potelières, Poulx, Redessan, Rousson, Saint-Ambroix, Saint-Brès, Saint-Denis, Saint-Gervasy, Saint-Julien-de-Cassagnas, Saint-Just-et-Vacquières, Saint-Victor-de-Malcap, Seynes, Vallabrègues : zone de sismicité modérée.

Haute-Garonne : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

- les cantons de Bagnères-de-Luchon, Saint-Béat : zone de sismicité moyenne ;
- les communes d'Antichan-de-Frontignes, Arguenos, Bagiry, Frontignan-de-Comminges, Moncaup, Ore, Saint-Bertrand-de-Comminges, Sengouagnet : zone de sismicité moyenne ;
- les cantons de Montréjeau, Saint-Gaudens : zone de sismicité modérée ;
- les communes d'Arbas, Arbon, Ardiège, Arnaud-Guilhem, Aspet, Aulon, Barbazan, Beauchalot, Belbèze-en-Comminges, Blajan, Cabanac-Cazaux, Cardeilhac, Cassagne, Castagnède, Castelbiague, Castillon-de-Saint-Martory, Cazaunous, Charlas, Chein-Dessus, Cier-de-Rivière, Couret, Encausse-les-Thermes, Escoulis, Estadens, Figarol, Fougaron, Francazal, Galié, Ganties, Génos, Gensac-de-Boulogne, Gourdan-Polignan, Herran, His, Huos, Izaut-de-l'Hôtel, Juzet-d'Izaut, Labroquère, Larroque, Latoue, Lespugue, Lestelle-de-Saint-Martory, Lourde, Luscan, Malvezie, Mane, Marsoulas, Martres-de-Rivière, Mazères-sur-Salat, Milhas, Montastruc-de-Salies, Mont-de-Galié, Montespan, Montgaillard-de-Salies, Montmaurin, Montsaunès, Nizan-Gesse, Payssous, Pointis-de-Rivière, Portet-d'Aspet, Proupiary, Razecueillé, Rouède, Saint-Lary-Boujean, Saint-Loup-en-Comminges, Saint-Martory, Saint-Médard, Saint-Pé-d'Ardet, Saleich, Salies-du-Salat, Saman, Sarrecave, Sarremezan, Sauveterre-de-Comminges, Seilhan, Sepx, Soueich, Touille, Urau, Valcabrère : zone de sismicité modérée ;
- les cantons de Cazères, Le Fousseret, L'Isle-en-Dodon, Montesquieu-Volvestre, Rieux : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Alan, Aurignac, Ausseing, Auzas, Bachas, Benque, Bois-de-la-Pierre, Boulogne-sur-Gesse, Boussan, Bouzin, Capens, Carbonne, Cassagnabère-Tournas, Castéra-Vignoles, Cazeneuve-Montaut, Ciadoux, Eoux, Escanecrabe, Esparron, Esperce, Le Fréchet, Gaillac-Toulza, Labastide-Clermont, Laffite-Toupière, Lautignac, Lunax, Mancioux, Marliac, Marquefave, Mondilhan, Monès, Montastruc-Savès, Montgaillard-sur-Save, Montgazin, Montoulieu-Saint-Bernard, Nénigan, Péguilhan, Peyrissas, Peyrouzet, Peyssies, Le Pin-Murelet, Roquefort-sur-Garonne, Saint-André, Saint-Elix-Séglan, Saint-Ferréol, Saint-Pé-Delbosc, Saint-Sulpice-sur-Lèze, Sajas, Samouillan, Savères, Terrebasse : zone de sismicité faible.

Gers : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

- les communes de Barcugnan, Beccas, Betplan, Blousson-Sérian, Castex, Cazaux-Villecomtal, Cuélas, Duffort, Estampes, Haget, Laguian-Mazous, Malabat, Manas-Bastanous, Miélan, Montégut-Arros, Sarraguzan, Sembouès, Troncens, Villecomtal-sur-Arros : zone de sismicité modérée ;
- les cantons de Mirande, Montesquiou, Plaisance, Riscle : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Aignan, Arblade-le-Haut, Armentieux, Arrouède, Aujan-Mournède, Aussos, Aux-Aussat, Barran, Bellegarde, Betcave-Aguin, Bétous, Bézues-Bajon, Boucagnères, Bouzon-Gellenave, Cabas-

Loumassès, Cadeillan, Callian, Castelnavet, Cazaux-d'Anglès, Chélan, Durban, Esclassan-Labastide, Espaon, Faget-Abbatial, Fustérouau, Garravet, Gaujac, Gaujan, Le Houga, Juillac, Labarthe, Ladevèze-Rivière, Ladevèze-Ville, Lalanne-Arqué, Lamaguère, Lanne-Soubiran, Lasseube-Propre, Laveraët, Laymont, Loubédat, Lourties-Monbrun, Loussous-Débat, Lupiac, Luppé-Violles, Magnan, Manent-Montané, Marciac, Margouët-Meymes, Masseube, Meilhan, Mirannes, Monbardon, Moncorneil-Grazan, Monferran-Plavès, Monlaur-Bernet, Monlezun, Monpardiac, Montadet, Montaut, Mont-d'Astarac, Mont-de-Marrast, Montégut-Savès, Monties, Montpézat, Mormès, Nogaro, Orbessan, Ornézan, Pallanne, Panassac, Pellefigue, Perchède, Ponsan-Soubiran, Pouydraguin, Pouy-Loubrin, Puylausic, Ricourt, Sabaillan, Sabazan, Sadeillan, Saint-Arailles, Saint-Arroman, Saint-Blancard, Sainte-Aurence-Cazaux, Sainte-Dode, Saint-Elix, Saint-Grède, Saint-Jean-le-Comtal, Saint-Justin, Saint-Lizier-du-Planté, Saint-Martin-d'Armagnac, Saint-Pierre-d'Aubézies, Samaran, Sansan, Sarcos, Sarragachies, Sauveterre, Scieurac-et-Flourès, Seissan, Sémézies-Cachan, Sère, Simorre, Sion, Sorbets, Tachoires, Termes-d'Armagnac, Tillac, Tourdun, Tournan, Traversères, Tudelle, Urgosse, Villefranche : zone de sismicité faible.

Gironde : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

- les cantons de Bègles, Blanquefort, Blaye, Bordeaux 1er canton, Bordeaux 2e canton, Bordeaux 3e canton, Bordeaux 4e canton, Bordeaux 5e canton, Bordeaux 6e canton, Bordeaux 7e canton, Bordeaux 8e canton, Bourg, Le Bouscat, Carbon-Blanc, Cenon, Créon, Floirac, Fronsac, Guîtres, Libourne, Lormont, Mérignac 1er canton, Pessac 1er canton, Pessac 2e canton, Saint-André-de-Cubzac, Saint-Ciers-sur-Gironde, Saint-Savin, Talence, Villenave-d'Ornon : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Abzac, Les Artigues-de-Lussac, Ayguemorte-les-Graves, Baron, Beautiran, Branne, Cadaujac, Camiac-et-Saint-Denis, Camps-sur-l'Isle, Canéjan, Capian, Chamadelle, Coutras, Daignac, Dardenac, Les Eglisottes-et-Chalaures, Espiet, Faleyras, Le Fieu, Génissac, Gradignan, Grézillac, Guillac, Le Haillan, Isle-Saint-Georges, Labarde, Langoiran, Léognan, Lugaignac, Lussac, Margaux, Martillac, Mérignac, Montagne, Moulon, Néac, Nérigean, Les Peintures, Petit-Palais-et-Cornemps, Porchères, Saint-Christoly-Médoc, Saint-Christophe-de-Double, Saint-Germain-du-Puch, Saint-Médard-de-Guizières, Saint-Médard-d'Eyrans, Saint-Quentin-de-Baron, Saint-Sauveur-de-Puynormand, Soulac-sur-Mer, Le Taillan-Médoc, Talais, Targon, Tizac-de-Curton, Valeyrac, Le Verdon-sur-Mer : zone de sismicité faible.

Hérault : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons de Bédarieux, Lattes, Lunas, Olargues, Saint-Gervais-sur-Mare, Saint-Pons-de-Thomières, Salvetat-sur-Agout (La) : zone de sismicité très faible ;
- les communes de Babeau-Bouldoux, Le Bosc, Cabrerolles, Candillargues, Cassagnoles, La Caunette, Caussiniojouls, Le Caylar, Celles, Cessenon-sur-Orb, Le Cros, Félines-Minervois, Ferrals-les-Montagnes, Fos, Fozières, La Grande-Motte, Lansargues, Lauroux, La Livinière, Lodève, Marsillargues, Mauguio, Minerve, Olmet-et-Villecun, Pégairolles-de-l'Escalette, Pierrerue, Les Plans, Poujols, Prades-sur-Vernazobre, Le Puech, Les Rives, Roquessels, Saint-Chinian, Saint-Etienne-de-Gourgas, Saint-Félix-de-l'Héras, Saint-Jean-de-la-Blaquière, Saint-Michel, Saint-Nazaire-de-Ladarez, Saint-Nazaire-de-Pézan, Saint-Pierre-de-la-Fage, Saint-Privat, Siran, Soubès, Soumont, Usclas-du-Bosc : zone de sismicité très faible.

Ille-et-Vilaine : tout le département zone de sismicité faible.

Indre : tout le département zone de sismicité faible.

Indre-et-Loire : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons d'Amboise, Château-Renault, Neuvy-le-Roi, Vouvray : zone de sismicité très faible ;
- les communes de Beaumont-la-Ronce, Braye-sur-Maulne, Brèches, Cerelles, Charentilly, Château-la-Vallière, Couesmes, Mettray, Neuillé-Pont-Pierre, Rouziers-de-Touraine, Saint-Antoine-du-Rocher, Semblançay, Sonzay, Souvigné, Villiers-au-Bouin : zone de sismicité très faible ;
- les communes d'Abilly, Antogny-le-Tillac, Assay, Barrou, Braslou, Braye-sous-Faye, Champigny-sur-Veude, Chaveignes, Courcoué, Faye-la-Vineuse, Le Grand-Pressigny, La Guerche, Jaulnay, Luzé, Marçay, Marigny-Marmande, Pussigny, Razines, Richelieu : zone de sismicité modérée.

Isère : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

- les cantons d'Allevard, Domène, Echirolles-Est, Echirolles-Ouest, Eybens, Fontaine-Sassenage, Fontaine-Seyssinet, Goncelin, Grenoble 1er canton, Grenoble 2e canton, Grenoble 3e canton, Grenoble 4e canton, Grenoble 5e canton, Grenoble 6e canton, Meylan, Pont-en-Royans, Saint-Egrève, Saint-Ismier, Saint-Laurent-du-Pont, Saint-Martin-d'Hères-Nord, Saint-Martin-d'Hères-Sud, Le Touvet, Vif, Villard-de-Lans : zone de sismicité moyenne ;
- les communes de L'Albenc, Beaulieu, Brié-et-Angonnes, La Buisse, Champagnier, Champ-sur-Drac, Chamrousse, Chantesse, Château-Bernard, Cognin-les-Gorges, Coublevie, Jarrie, Malleval, Merlas, Miribel-Lanchâtre, Moirans, Montaud, Montchaboud, Monteynard, Notre-Dame-de-Commiers, Notre-Dame-de-l'Osier, Notre-Dame-de-Mésage, Poliénas, Pommiers-la-Placette, Le Pont-de-Beauvoisin, La Rivière, Romagnieu, Rovon, Saint-Albin-de-Vaulserre, Saint-Andéol, Saint-Aupre, Saint-Bueil, Saint-Etienne-de-Crossey, Saint-Geoire-en-Valdaine, Saint-Georges-de-Commiers, Saint-Gervais, Saint-Hilaire-du-Rosier, Saint-Jean-d'Avelanne, Saint-Jean-de-Moirans, Saint-Julien-de-Raz, Saint-Marcellin, Saint-Martin-de-la-Cluze, Saint-Martin-de-Vaulserre, Saint-Nicolas-de-Macherin, Saint-Pierre-de-Mésage, Saint-

Quentin-sur-Isère, Saint-Sauveur, Saint-Vérand, Séchilienne, La Sône, Têche, Tullins, Vaulnaveys-le-Bas, Vaulnaveys-le-Haut, Velanne, Vinay, Vizille, Voiron, Voissant, Voreppe, Vourey : zone de sismicité moyenne.

Jura : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

– les cantons de Chemin, Dole-Nord-Est, Dole-Sud-Ouest, Gendrey, Montmirey-le-Château, Rochefort-sur-Nenon : zone de sismicité faible ;

– les communes d'Asnans-Beauvoisin, Augerans, Balaiseaux, Bans, La Barre, Belmont, La Bretenière, Chaînée-des-Coupis, Chapelle-Voland, La Chassagne, Chaussin, Chêne-Bernard, Chêne-Sec, Dampierre, Le Deschaux, Les Deux-Fays, Les Essards-Taignevaux, Etrepigney, Evans, Fraisans, Gatey, Les Hays, La Loye, Monteplain, Neublans-Abergement, Orchamps, Our, Pleure, Plumont, Rahon, Ranchot, Rans, Rye, Saint-Baraing, Salans, Séligney, Sergenaux, Sergenon, Souvans, Tassenières, La Vieille-Loye, Villers-Robert : zone de sismicité faible.

Landes : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

– les cantons d'Amou, Peyrehorade, Pouillon, Saint-Martin-de-Seignanx : zone de sismicité modérée ;

– les communes d'Arboucave, Bénesse-les-Dax, Bénesse-Maremne, Castelner, Cazalis, Clèdes, Clermont, Hagetmau, Heugas, Josse, Labastide-Chalosse, Labenne, Lacajunte, Lacrabe, Lauret, Mant, Miramont-Sensacq, Momuy, Monget, Monségur, Morganx, Orx, Ozourt, Peyre, Philondenx, Pimbo, Poudenx, Puyol-Cazalet, Saint-Cricq-Chalosse, Sainte-Marie-de-Gosse, Saint-Jean-de-Marsacq, Saint-Martin-de-Hinx, Saint-Vincent-de-Tyrosse, Samadet, Saubrigues, Siest : zone de sismicité modérée ;

– les cantons d'Aire-sur-l'Adour, Dax-Nord, Grenade-sur-l'Adour, Mugron, Saint-Sever : zone de sismicité faible ;

– les communes d'Angresse, Aubagnan, Audon, Azur, Bats, Bégaar, Benquet, Bretagne-de-Marsan, Campagne, Candresse, Capbreton, Carcarès-Sainte-Croix, Carcen-Ponson, Cassen, Castelnau-Tursan, Dax, Gamarde-les-Bains, Garrey, Geaune, Gibret, Goos, Gousse, Gouts, Haut-Mauco, Hinx, Hontanx, Horsarrieu, Laluque, Lamothe, Léon, Lesgor, Le Leuy, Louer, Lourquen, Magescq, Mauries, Messanges, Montfort-en-Chalosse, Narrosse, Nousse, Oeyreluy, Onard, Payros-Cazautets, Pécorade, Pontonx-sur-l'Adour, Poyanne, Poyartin, Préchacq-les-Bains, Sainte-Colombe, Saint-Gein, Saint-Geours-d'Auribat, Saint-Geours-de-Maremne, Saint-Jean-de-Lier, Saint-Pandelon, Saubion, Saugnac-et-Cambran, Seignosse, Serres-Gaston, Serreslous-et-Arribans, Seyresse, Soorts-Hossegor, Sorbets, Sort-en-Chalosse, Souprosse, Soustons, Tartas, Tercis-les-Bains, Tosse, Urgons, Vicq-d'Auribat, Vieux-Boucau-les-Bains, Yzosse : zone de sismicité faible.

Loir-et-Cher : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

– les communes d'Angé, La Chapelle-Montmartin, Châteauvieux, Châtillon-sur-Cher, Couffy, Faverolles-sur-Cher, Maray, Mareuil-sur-Cher, Meusnes, Noyers-sur-Cher, Pouillé, Saint-Aignan, Saint-Georges-sur-Cher, Saint-Julien-de-Chédon, Saint-Julien-sur-Cher, Saint-Loup, Saint-Romain-sur-Cher, Seigy, Selles-sur-Cher, Thésée : zone de sismicité faible.

Loire : tout le département faible, sauf :

– les communes de Bessey, La Chapelle-Villars, Chavanay, Chuyer, Lupé, Maclas, Malleval, Saint-Michel-sur-Rhône, Saint-Pierre-de-Bœuf, Vérin : zone de sismicité modérée.

Haute-Loire : tout le département zone de sismicité faible, sauf

– les communes d'Auzon, Azérat, Bournoncle-Saint-Pierre, Chambezon, Chassignolles, Cohade, Frugerès-les-Mines, Lempdes-sur-Allagnon, Léotoing, Lorlanges, Sainte-Florine, Saint-Géron, Saint-Hilaire, Torsiac, Vergongheon, Vézézoux : zone de sismicité modérée.

Loire-Atlantique : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

– les cantons de Châteaubriant, Derval, Guémené-Penfao, Moisdon-la-Rivière, Nozay, Riaillé, Rougé, Saint-Julien-de-Vouvantes, Saint-Mars-la-Jaille, Saint-Nicolas-de-Redon, Varades : zone de sismicité faible ;

– les communes de Ancenis, Anetz, Blain, Le Gâvre, Guenrouet, Mésanger, Mouzeil, Nort-sur-Erdre, Pouillé-les-Côteaux, Quilly, La Roche-Blanche, Saint-Géréon, Saint-Gildas-des-Bois, Saint-Herblon, Sévérac, Les Touches : zone de sismicité faible.

Loiret : tout le département zone de sismicité très faible.

Lot : tout le département zone de sismicité très faible.

Lot-et-Garonne : tout le département zone de sismicité très faible.

Lozère : tout le département zone de sismicité faible.

Maine-et-Loire : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

– les cantons de Beaupréau, Champtoceaux, Chemillé, Cholet 1er canton, Cholet 2e canton, Cholet 3e canton, Montfaucon-Montigné, Montrevault, Vihiers : zone de sismicité modérée ;

– les communes d'Antoigné, Beausse, Botz-en-Mauges, Bourgneuf-en-Mauges, Brigné, Brossay, Champ-sur-Layon, Chanzeaux, La Chapelle-Saint-Florent, Cizay-la-Madeleine, Concourson-sur-Layon, Doué-la-Fontaine, Epieds, Faveraye-Mâchelles, Louresse-Rochemenier, Martigné-Briand, Montreuil-Bellay, Le Puy-Notre-Dame, Rablay-sur-Layon, Saint-Florent-le-Vieil, Saint-Georges-sur-Layon, Saint-Laurent-de-la-Plaine, Saint-Laurent-du-Mottay, Saint-Macaire-du-Bois, Thouarcé, Valanjou, Vaudelnay, Les Verchers-sur-Layon : zone de sismicité modérée.

Manche : tout le département zone de sismicité faible.

Marne : tout le département zone de sismicité très faible.

Haute-Marne : tout le département zone de sismicité très faible sauf :

– le canton de Laferté-sur-Amance : zone de sismicité faible ;
– les communes d'Aigremont, Arbigny-sous-Varennes, Belmont, Bourbonne-les-Bains, Champigny-sous-Varennes, Coiffy-le-Bas, Coiffy-le-Haut, Damrémont, Enfonvelle, Farincourt, Fayl-Billot, Fresnes-sur-Apance, Genevrières, Gilley, Laneuvelle, Melay, Montcharvot, Poinson-lès-Fayl, Pressigny, Rougeux, Saulles, Savigny, Serqueux, Tornay, Valleroy, Voncourt : zone de sismicité faible.

Mayenne : tout le département zone de sismicité faible.

Meurthe-et-Moselle : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

– les communes de Bionville, Raon-lès-Leau : zone de sismicité modérée ;
– le canton de Cirey-sur-Vezouze : zone de sismicité faible ;
– les communes d'Ancerviller, Angomont, Azerailles, Baccarat, Badonviller, Barbas, Bertrichamps, Blâmont, Bréménil, Brouville, Deneuvre, Domèvre-sur-Vezouze, Essey-la-Côte, Fenneviller, Fontenoy-la-Joûte, Frémonville, Gélacourt, Giriviller, Glonville, Gogney, Hablainville, Halloville, Harbouey, Herbéviller, Lachapelle, Magnières, Mattexey, Merviller, Mignéville, Montigny, Montreux, Neufmaisons, Neuviller-lès-Badonviller, Nonhigny, Pettonville, Pexonne, Pierre-Percée, Réclonville, Reherrey, Repaix, Saint-Boingt, Sainte-Pôle, Saint-Maurice-aux-Forges, Saint-Rémy-aux-Bois, Thiaville-sur-Meurthe, Vacqueville, Vallois, Vaxainville, Veney, Vennezey, Verdenal : zone de sismicité faible.

Meuse : tout le département zone de sismicité très faible.

Morbihan : tout le département zone de sismicité faible.

Moselle : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

– les communes d'Abreschviller, Arzviller, Baerenthal, Berling, Bitche, Bourscheid, Brouviller, Dabo, Danne-et-Quatre-Vents, Dannelbourg, Eguelshardt, Garrebourg, Guntzviller, Hangviller, Harreberg, Haselbourg, Henridorff, Hérange, Hommert, Hultehouse, Lutzelbourg, Mittelbronn, Mouterhouse, Phalsbourg, Philippsbourg, Plaine-de-Walsch, Roppeviller, Saint-Jean-Kourtzerode, Saint-Louis, Saint-Quirin, Sturzelbronn, Troisfontaines, Turquestein-Blancrupt, Vescheim, Vilsberg, Walscheid, Waltembourg, Wintersbourg, Zilling : zone de sismicité modérée ;
– les cantons de Rohrbach-lès-Bitche, Volmunster : zone de sismicité faible ;
– les communes d'Aspach, Barchain, Bébing, Berthelming, Bettborn, Bickenholtz, Bliesbruck, Brouderdorff, Buhl-Lorraine, Diane-Capelle, Dolving, Fénétrange, Fleisheim, Foulcrey, Fraquelfing, Goetzenbruck, Gondrexange, Gosselming, Hanviller, Hartzviller, Haspelschiedt, Hattigny, Haut-Clocher, Hellering-lès-Fénétrange, Héming, Hermelange, Hertzing, Hesse, Hilbesheim, Hommarting, Ibigny, Imling, Kerprich-aux-Bois, Lafrimbolle, Landange, Laneuveville-lès-Lorquin, Langatte, Lemberg, Liederschiedt, Lixheim, Lorquin, Meisenthal, Métairies-Saint-Quirin, Metting, Neufmoulins, Niderhoff, Niderviller, Niederstinzel, Nitting, Oberstinzel, Postroff, Réding, Reyersviller, Richeval, Romelfing, Saint-Georges, Saint-Jean-de-Bassel, Saint-Louis-lès-Bitche, Sarraltroff, Sarrebourg, Schalbach, Schneckenbusch, Schorbach, Vasperviller, Veckersviller, Vieux-Lixheim, Voyer, Wiesviller, Wittring, Woelfling-lès-Sarreguemines, Xouaxange : zone de sismicité faible.

Nièvre : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

– les communes d'Azy-le-Vif, Chantenay-Saint-Imbert, Dornes, Fleury-sur-Loire, Gimouille, Langeron, Livry, Lucenay-lès-Aix, Luzy, Magny-Cours, Mars-sur-Allier, Neuville-lès-Decize, Saincaize-Meauce, Saint-Parize-en-Viry, Saint-Parize-le-Châtel, Saint-Pierre-le-Moûtier, Saint-Seine, Tazilly, Ternant, Toury-Lurcy, Toury-sur-Jour, Tresnay : zone de sismicité faible.

Nord : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

– les cantons d'Armentières, Bailleul-Nord-Est, Bailleul-Sud-Ouest, Bassée (La), Bergues, Bourbourg, Cassel, Coudekerque-Branche, Cysoing, Douai-Nord, Douai-Nord-Est, Douai-Sud-Ouest, Dunkerque-Est, Dunkerque-Ouest, Grande-Synthe, Gravelines, Haubourdin, Hazebrouck-Nord, Hazebrouck-Sud, Hondschoote, Lannoy, Lille-Centre, Lille-Est, Lille-Nord, Lille-Nord-Est, Lille-Ouest, Lille-Sud, Lille-Sud-Est, Lille-Sud-Ouest, Lomme, Marcq-en-Barœul, Merville, Orchies, Pont-à-Marcq, Quesnoy-sur-Deûle, Roubaix-Centre, Roubaix-Est, Roubaix-Nord, Roubaix-Ouest, Seclin-Nord, Seclin-Sud, Steenvoorde, Tourcoing-Nord, Tourcoing-Nord-Est, Tourcoing-Sud, Villeneuve-d'Ascq-Nord, Villeneuve-d'Ascq-Sud, Wormhout : zone de sismicité faible ;

– les communes d'Anneux, Anor, Arleux, Baives, Banteux, Bantouzelle, Boursies, Bouvignies, Brillon, Brunémont, Bugnicourt, Busigny, Cantin, Clary, Dechy, Dehéries, Doignies, Douai, Ecaillon, Elincourt, Erchin, Estrées, Etroeungt, Férin, Féron, Flesquières, Flines-lès-Mortagne, Floyon, Fourmies, Glageon, Goeulzin, Gonnelieu, Gouzeaucourt, Guesnain, Hamel, Honnechy, Honnecourt-sur-Escaut, Larouillies, Lecelles, Lécluse, Lewarde, Loffre, Malincourt, Marchiennes, Maretz, Masny, Maulde, Mazinghien, Moeuvres, Montigny-en-Ostrevent, Mortagne-du-Nord, Moustier-en-Fagne, Ohain, Pecquencourt, Rainsars, Rejet-de-Beaulieu, Ribécourt-la-Tour, Rieulay, Roucourt, Les Rues-des-Vignes, Rumegies, Sains-du-Nord, Saint-Souplet, Sars-et-Rosières, Thun-Saint-Amand, Tilloy-lez-Marchiennes, Trélon, Villers-au-Tertre, Villers-Guislain, Villers-Outréaux, Villers-Plouich, Vred, Wallers-Trélon, Wignehies : zone de sismicité faible.

Oise : tout le département zone de sismicité très faible.

Orne : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

– les cantons d'Aigle-Est (L'), Aigle-Ouest (L'), Longny-au-Perche, Nocé, Rémalard, Theil (Le), Tourouvre : zone de sismicité très faible ;

– les communes d'Anceins, Appenai-sous-Bellême, Les Aspres, Auguaise, Avernes-Saint-Gourgon, Bellême, Bocquencé, Bonnefoi, Bonsmoulins, Le Bosc-Renoult, Brethel, Canapville, La Chapelle-Montligeon, La Chapelle-Souëf, La Chapelle-Viel, Corbon, Courgeon, Couvains, Dame-Marie, Feings, La Ferrière-au-Doyen, La Ferté-Frênel, Gauville, Les Genettes, Glos-la-Ferrière, La Gonfrière, Heugon, Igé, Mauves-sur-Huisne, Le Ménil-Bérard, Monnai, Pouvrai, Saint-Aquilin-de-Corbion, Saint-Aubin-de-Bonneval, Saint-Evroult-Notre-Dame-du-Bois, Saint-Germain-d'Aunay, Saint-Hilaire-sur-Risle, Saint-Mard-de-Réno, Saint-Nicolas-de-Sommaire, Saint-Ouen-de-la-Cour, Le Sap, Sérigny, Soligny-la-Trappe, Villers-en-Ouche, Villiers-sous-Mortagne : zone de sismicité très faible.

Pas-de-Calais : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

– les cantons d'Auxi-le-Château, Berck, Hesdin, Montreuil, Pas-en-Artois : zone de sismicité très faible ;

– les communes d'Ablainzevelle, Achiet-le-Petit, Aix-en-Issart, Alette, Attin, Auchy-lès-Hesdin, Bailleulmont, Bailleulval, Barly, Bavincourt, Beaudricourt, Beaufort-Blavincourt, Beaurainville, Beauvois, Berlencourt-le-Cauroy, Berles-au-Bois, Beutin, Blangerval-Blangermont, Boisjean, Bréxent-Enocq, Brimeux, Bucquoy, Buire-le-Sec, Buneville, Camiers, Campagne-lès-Hesdin, Canettemont, La Cauchie, Coullemont, Couturelle, Croisette, Dannes, Denier, Douchy-lès-Ayette, Douriez, Ecoivres, Estrée, Estréelles, Estrée-Wamin, Etaples, Fillièvres, Flers, Framecourt, Frencq, Fresnoy, Fressin, Galametz, Gouy-en-Artois, Gouy-Saint-André, Grand-Rullecourt, Grévillers, Grigny, Guinecourt, Hautecloque, Héricourt, La Herlière, Herlincourt, Herlin-le-Sec, Hesmond, Houvin-Houvigneul, Humières, Incourt, Inxent, Ivergny, Lebiez, Lefaux, Lespinoy, Liencourt, Ligny-Thilloy, Linzeux, Loison-sur-Créquoise, Longvilliers, Magnicourt-sur-Canche, Maintenay, Marant, Marenla, Maresquel-Ecquemicourt, Maresville, Marles-sur-Canche, Martinpuich, Moncheaux-lès-Frévent, Monchy-au-Bois, Montcavrel, Monts-en-Ternois, Morval, Neulette, Neuville-au-Cornet, Noyelles-lès-Humières, Nuncq-Hautecôte, Œuf-en-Ternois, Offin, Le Parcq, Le Quesnoy-en-Artois, Rebreuve-sur-Canche, Rebreuviette, Recques-sur-Course, Rollancourt, Roussent, Saint-Denœux, Saint-Georges, Saint-Rémy-au-Bois, Le Sars, Sars-le-Bois, Saulchoy, Saulty, Sempy, Sericourt, Sibiville, Sombrin, Le Souich, Sus-Saint-Léger, Le Transloy, Tubersent, Vacqueriette-Erquières, Vieil-Hesdin, Wail, Wamin, Warlencourt-Eaucourt, Warluzel, Willeman : zone de sismicité très faible ;

– les communes de Bourlon, Epinoy, Oisy-le-Verger, Sauchy-Lestrée : zone de sismicité modérée.

Puy-de-Dôme : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

– les cantons d'Arlanc, Bourg-Lastic, Herment, Montaigut, Pionsat, Pontaumur, Saint-Anthème, Tauves, Tour-d'Auvergne (La), Viverols : zone de sismicité faible ;

– les communes d'Ambert, Les Ancizes-Comps, Anzat-le-Luguet, Arconsat, Biollet, La Bourboule, Bromont-Lamothe, Chabreloche, Charensat, Cisternes-la-Forêt, Egliseneuve-d'Entraigues, Espinasse, Espinchal, La Forie, Gelles, La Godivelle, La Goutelle, Gouttières, Heume-l'Eglise, Job, Lachaux, Laqueuille, Marsac-en-Livradois, Menat, Mont-Dore, Montfermy, Murat-le-Quaire, Neuf-Eglise, Orcival, Perpezat, Rochefort-Montagne, Sainte-Christine, Saint-Jacques-d'Ambur, Saint-Julien-la-Geneste, Saint-Martin-des-Olmes, Saint-Pierre-la-Bourlhonne, Saint-Pierre-Roche, Saint-Priest-des-Champs, Sauret-Besserve, Teilhet, Valcivières : zone de sismicité faible.

Pyrénées-Atlantiques : tout le département zone de sismicité moyenne, sauf :

– les cantons d'Anglet-Nord, Anglet-Sud, Arzacq-Arraziguet, Bayonne-Est, Bayonne-Nord, Bayonne-Ouest, Biarritz-Est, Biarritz-Ouest, Bidache, Hendaye, Lembeye, Orthez, Saint-Jean-de-Luz, Saint-Pierre-d'Irube, Salies-de-Béarn, Thèze : zone de sismicité modérée ;

– les communes d'Abère, Abidos, Abitain, Ahetze, Anos, Arbonne, Arcangues, Argagnon, Arnos, Arraute-Charritte, Arthez-de-Béarn, Artix, Athos-Aspis, Baleix, Baliracq-Maumusson, Barinque, Bassussarry, La Bastide-Clairence, Bédeille, Bentayou-Sérée, Bernadets, Biron, Boueilh-Boueilho-Lasque, Bougarber, Boumourt, Briscous, Burgaronne, Burosse-Mendousse, Casteide-Cami, Casteide-Candau, Casteide-Doat, Castéra-Loubix, Castetbon, Castetner, Castetpugon, Castillon(Canton d'Arthez-de-Béarn), Caubios-Loos, Cescau, Conchez-de-Béarn, Diusse, Doazon, Escoubès, Gabaston, Garlin, Hagetaubin, Halsou, Higuères-

Souye, L'Hôpital-d'Orion, Jatxou, Laà-Mondrans, Labastide-Monréjeau, Labatut, Labeyrie, Lacadée, Lacq, Lamayou, Lespourcy, Lombia, Loubieng, Mascaraàs-Haron, Maslacq, Masparraute, Maure, Mesplède, Momas, Monségur, Mont, Montaner, Mont-Disse, Mouhous, Oraàs, Orègue, Orion, Orriule, Os-Marsillon, Ozenx-Montestrucq, Ponson-Debat-Pouts, Ponson-Dessus, Pontiacq-Viellepinte, Portet, Ribarrouy, Riupeyrous, Saint-Armou, Saint-Castin, Saint-Jammes, Saint-Jean-Poudge, Saint-Laurent-Bretagne, Saint-Médard, Saint-Pée-sur-Nivelle, Sare, Sarpourenx, Saubole, Sauvagnon, Sauvelade, Sedze-Maubecq, Sedzère, Serres-Castet, Serres-Sainte-Marie, Tadousse-Ussau, Taron-Sadirac-Viellenave, Urdès, Urost, Urt, Ustaritz, Uzein, Vialer, Viellenave-d'Arthez : zone de sismicité modérée ;

– les communes d'Aubous, Aydie, Moncla : zone de sismicité faible.

Hautes-Pyrénées : tout le département zone de sismicité moyenne, sauf :

– les cantons d'Aureilhan, Galan, Pouyastruc, Rabastens-de-Bigorre, Trie-sur-Baïse, Vic-en-Bigorre : zone de sismicité modérée ;

– les communes d'Anères, Angos, Anla, Aries-Espénan, Arné, Aurensan, Aventignan, Barthe, Bazet, Bazordan, Bégole, Bernadets-Dessus, Bertren, Betbèze, Betpouy, Bordères-sur-l'Echez, Bordes, Burg, Caharet, Calavanté, Campistrous, Campuzan, Cantaous, Castelnau-Magnoac, Castéra-Lanusse, Caubous, Caussade-Rivière, Cizos, Clarac, Clarens, Devèze, Escala, Estirac, Gaussan, Gayan, Goudon, Guizerix, Hachan, Hagedet, Izaourt, Lafitole, Lagarde, Lagrange, Lahitte-Toupière, Lalanne, Lanespède, Lannemezan, Laran, Larreule, Larroque, Lascazères, Lassales, Lespouey, Lhez, Lombrès, Loures-Barousse, Lutilhous, Madiran, Mascaras, Maubourguet, Mazères-de-Neste, Monléon-Magnoac, Monlong, Moulédous, Nestier, Organ, Orieux, Oroix, Oursbelille, Ozon, Péré, Peyraube, Peyret-Saint-André, Pinas, Pintac, Pouy, Puntous, Réjaumont, Ricaud, Saint-Laurent-de-Neste, Saint-Paul, Sariac-Magnoac, Sarniguet, Sarp, Sarrouilles, Sauveterre, Séméac, Séron, Sinzos, Sombrun, Soublecause, Tajan, Tarasteix, Tibiran-Jaunac, Tournay, Tuzaguet, Uglas, Vidouze, Vieuzos, Villefranque, Villemur : zone de sismicité modérée ;

– les communes d'Auriébat, Castelnau-Rivière-Basse, Casterets, Hères, Labatut-Rivière, Saint-Lanne, Thermes-Magnoac : zone de sismicité faible.

Pyrénées-Orientales : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

– les cantons d'Arles-sur-Tech, Mont-Louis, Olette, Prats-de-Mollo-la-Preste, Saillagouse : zone de sismicité moyenne ;

– les communes de Conat, Nohèdes, Urbanya : zone de sismicité moyenne.

Bas-Rhin : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

– le canton de Sarre-Union : zone de sismicité faible ;

– les communes d'Adamswiller, Asswiller, Baerendorf, Berg, Bettwiller, Burbach, Diemeringen, Drulingen, Durstel, Eschwiller, Eywiller, Frohmuhl, Goerlingen, Gungwiller, Hinsbourg, Hirschland, Kirrberg, Mackwiller, Ottwiller, Puberg, Rauwiller, Rexingen, Siewiller, Struth, Thal-Drulingen, Tieffenbach, Volksberg, Waldhambach, Weislingen, Weyer : zone de sismicité faible.

Haut-Rhin : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

– les cantons de Ferrette, Hirsingue, Huningue, Sierentz : zone de sismicité moyenne ;

– les communes d'Altenach, Altkirch, Aspach, Ballersdorf, Berentzwiller, Bruebach, Buethwiller, Carspach, Chavannes-sur-l'Etang, Dannemarie, Eglingen, Elbach, Emlingen, Flaxlanden, Franken, Gommersdorf, Hagenbach, Hausgauen, Heidwiller, Heiwiller, Hundsbach, Illfurth, Jettingen, Luemschwiller, Magny, Manspach, Montreux-Jeune, Montreux-Vieux, Obermorschwiller, Retzwiller, Romagny, Saint-Bernard, Schwoben, Spechbach-le-Bas, Tagolsheim, Tagsdorf, Traubach-le-Bas, Valdieu-Lutran, Walheim, Willer, Wittersdorf, Wolfersdorf, Zillisheim : zone de sismicité moyenne.

Rhône : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

– les cantons de Bron, Décines-Charpieu, Meyzieu, Saint-Fons, Saint-Priest, Saint-Symphorien-d'Ozon, Vénissieux-Nord, Vénissieux-Sud : zone de sismicité modérée ;

– les communes de Ampuis, Condrieu, Echalas, Givors, Les Haies, Irigny, Loire-sur-Rhône, Pierre-Bénite, Saint-Cyr-sur-le-Rhône, Sainte-Colombe, Saint-Romain-en-Gal, Tupin-et-Semons, Vernaison : zone de sismicité modérée.

Haute-Saône : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

– les cantons d'Autrey-lès-Gray, Champlitte, Combeaufontaine, Dampierre-sur-Salon, Fresne-Saint-Mamès, Gray, Gy, Jussey, Marnay, Pesmes, Vitrey-sur-Mance : zone de sismicité faible ;

– les communes d'Alaincourt, Ambiévillers, Baulay, Boulot, Boult, Bucey-lès-Traves, Buffignécourt, Bussières, Buthiers, Chantes, Chassey-lès-Scey, Chaux-la-Lotière, Contréglise, Cordonnet, Ferrières-lès-Scey, Hurecourt, Montarlot-lès-Rioz, Montdoré, Montureux-lès-Baulay, Noidans-le-Ferroux, Ovanches, Perrouse, Polaincourt-et-Clairefontaine, Pont-du-Bois, Rupt-sur-Saône, Saponcourt, Scey-sur-Saône-et-Saint-Albin, Selles, Senoncourt, Sorans-lès-Breurey, Traves, Vauvillers, Venisey, Villers-Bouton, Voray-sur-l'Ognon, Vy-le-Ferroux, Vy-lès-Rupt : zone de sismicité faible.

Saône-et-Loire : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

– le canton de Lucenay-l'Évêque : zone de sismicité très faible ;

– les communes de Brion, La Comelle, La Grande-Verrière, Laizy, Monthelon, Saint-Forgeot, Saint-Léger-sous-Beuvray, Saint-Prix, Tavernay : zone de sismicité très faible ;
– les communes de Beaurepaire-en-Bresse, Champagnat, Condal, Cuiseaux, Dommartin-lès-Cuiseaux, Le Fay, Flacey-en-Bresse, Frontenaud, Joudes, Le Miroir, Sagy, Saillenard, Savigny-en-Revermont : zone de sismicité modérée.

Sarthe : tout le département zone de sismicité faible, sauf :
– les cantons de Bouloire, Chartre-sur-le-Loir (La), Château-du-Loir, Ferté-Bernard (La), Grand-Lucé (Le), Mayet, Montmirail, Saint-Calais, Tuffé, Vibraye : zone de sismicité très faible ;
– les communes de Bonnétable, Le Breil-sur-Mérize, La Bruère-sur-Loir, Challes, La Chapelle-aux-Choux, Chenu, Connerré, Ecommoy, Marigné-Laillé, Nogent-le-Bernard, Nuillé-le-Jalais, Parigné-l'Evêque, Saint-Georges-du-Rosay, Saint-Germain-d'Arcé, Saint-Mars-d'Outillé, Soulitré, Surfonds : zone de sismicité très faible.

Savoie : tout le département zone de sismicité moyenne, sauf :
– les cantons d'Aime, Bozel, Saint-Jean-de-Maurienne, Saint-Michel-de-Maurienne : zone de sismicité modérée ;
– les communes d'Aigueblanche, Aussois, Les Avanchers-Valmorel, Le Bois, Bonneval-sur-Arc, La Chambre, Chanaz, Les Chapelles, Les Chavannes-en-Maurienne, Fontaine-le-Puits, Fourneaux, Freney, Hautecour, Lanslevillard, Modane, Montaimont, Montgellafrey, Montvalezan, Motz, Moûtiers, Notre-Dame-du-Cruet, Notre-Dame-du-Pré, Ruffieux, Saint-Alban-des-Villards, Saint-André, Saint-Avre, Saint-Colomban-des-Villards, Sainte-Foy-Tarentaise, Sainte-Marie-de-Cuines, Saint-Etienne-de-Cuines, Saint-François-Longchamp, Saint-Jean-de-Belleville, Saint-Marcel, Saint-Martin-de-Belleville, Saint-Martin-sur-la-Chambre, Saint-Oyen, Salins-les-Thermes, Séez, Serrières-en-Chautagne, Sollières-Sardières, Termignon, Tignes, Val-d'Isère, Villarlurin, Villarodin-Bourget, Villaroger, Vions : zone de sismicité modérée.

Haute-Savoie : tout le département zone de sismicité moyenne, sauf :
– les cantons de Frangy, Seyssel : zone de sismicité modérée ;
– les communes d'Andilly, Cernex, Chênex, Chevrier, Crempigny-Bonneguête, Dingy-en-Vuache, Feigères, Jonzier-épagny, Lornay, Mésigny, Neydens, Présilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallenôves, Savigny, Val-de-Fier, Valleiry, Vers, Versonnex, Viry, Vulbens : zone de sismicité modérée.

Paris : tout le département zone de sismicité très faible.

Seine-Maritime : tout le département zone de sismicité très faible.

Seine-et-Marne : tout le département zone de sismicité très faible.

Yvelines : tout le département zone de sismicité très faible.

Deux-Sèvres : tout le département zone de sismicité modérée.

Somme : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :
– les communes d'Aizecourt-le-Bas, Epehy, Equancourt, Etricourt-Manancourt, Fins, Guyencourt-Saulcourt, Heudicourt, Liéramont, Mesnil-en-Arrouaise, Nurlu, Ronssoy, Sorel, Templeux-le-Guérard, Villers-Faucon : zone de sismicité faible.

Tarn : tout le département zone de sismicité très faible.

Tarn-et-Garonne : tout le département zone de sismicité très faible.

Var : tout le département zone de sismicité faible, sauf :
– les cantons d'Aups, Callas, Fayence, Salernes : zone de sismicité modérée ;
– les communes de Bargème, La Bastide, Le Bourguet, Brenon, Châteauvieux, La Martre, Trigance, Vinon-sur-Verdon : zone de sismicité moyenne ;
– les communes des Adrets-de-l'Estérel, Ampus, Artignosc-sur-Verdon, Bagnols-en-Forêt, Comps-sur-Artuby, Draguignan, Flayosc, Ginasservis, Moissac-Bellevue, Montmeyan, Régusse, Rians, La Roque-Esclapon, Saint-Julien : zone de sismicité modérée.

Vaucluse : tout le département alé modérée, sauf :
– le canton de Pertuis : zone de sismicité moyenne ;
– les communes d'Auribeau, Bonnieux, Buoux, Cadenet, Caseneuve, Castellet, Cucuron, Lauris, Lourmarin, Puget, Puyvert, Saignon, Saint-Martin-de-Castillon, Sivergues, Vaugines, Villelaure : zone de sismicité moyenne.

Vendée : tout le département zone de sismicité modérée.

Vienne : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :
– les cantons d'Availles-Limouzine, Chauvigny, Isle-Jourdain (L'), Lussac-les-Châteaux, Montmorillon, Saint-Savin, Trimouille (La) : zone de sismicité faible ;

– les communes d'Asnois, Brion, La Chapelle-Bâton, Charroux, Chatain, Château-Garnier, Joussé, Payroux, Pleumartin, Port-de-Piles, La Puye, La Roche-Posay, Saint-Romain, Saint-Secondin, Surin, Usson-du-Poitou, Vicq-sur-Gartempe : zone de sismicité faible.

Haute-Vienne : tout le département en zone de sismicité faible, sauf :

– le canton de Saint-Germain-les-Belles : zone de sismicité très faible ;
– les communes de Beaumont-du-Lac, Châteauneuf-la-Forêt, Coussac-Bonneval, La Croisille-sur-Briance, Domps, Eymoutiers, Glandon, Nedde, Neuvic-Entier, Rempnat, Sainte-Anne-Saint-Priest, Saint-Gilles-les-Forêts, Saint-Méard, Saint-Yrieix-la-Perche, Surdoux, Sussac : zone de sismicité très faible.

Vosges : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

– les cantons de Bulgnéville, Châtenois, Coussey, Neufchâteau : zone de sismicité très faible ;
– les cantons de Darney, Monthureux-sur-Saône : zone de sismicité faible ;
– les communes d'Ambacourt, Avrainville, Battexey, Baudricourt, Bettoncourt, Biécourt, Blémerey, Blevaincourt, Boulaincourt, Chamagne, Charmes, Chauffecourt, Chef-Haut, Contrexéville, Damblain, Dombasle-en-Xaintois, Domjulien, Domvallier, Florémont, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Gemmelaincourt, Gircourt-lès-Viéville, Hergugney, Juvaincourt, Marainville-sur-Madon, Martigny-les-Bains, Mazirot, Ménil-en-Xaintois, Mirecourt, Oëlleville, Offroicourt, Pont-sur-Madon, Poussay, Puzieux, Ramecourt, Remicourt, Repel, Robécourt, Rocourt, Romain-aux-Bois, Rouvres-en-Xaintois, Rozières-sur-Mouzon, Saint-Menge, Saint-Prancher, Savigny, Socourt, They-sous-Montfort, Thiraucourt, Tollaincourt, Totainville, Villotte, Vittel, Viviers-lès-Offroicourt, Vomécourt-sur-Madon, Xaronval : zone de sismicité très faible ;
– les communes des Ableuvenettes, Ahéville, Ainvelle, Anglemont, Avillers, Badménil-aux-Bois, Bainville-aux-Saules, Bazegney, Bazien, Bazoilles-et-Ménil, Begnécourt, Bettegney-Saint-Brice, Bocquegney, Bouxières-aux-Bois, Bouxurulles, Bouzemont, Brantigny, Brû, Bult, Celles-sur-Plaine, Châtel-sur-Moselle, Châtillon-sur-Saône, Circourt, Clézentaine, Damas-aux-Bois, Damas-et-Bettegney, Deinvillers, Derbamont, Dombrot-le-Sec, Domèvre-sous-Montfort, Domèvre-sur-Durbion, Dompaire, Domptail, Doncières, Essegney, Estrennes, Evaux-et-Ménil, Fauconcourt, Fouchécourt, Frain, Frizon, Gelvécourt-et-Adompt, Gigney, Gorhey, Grandrupt-de-Bains, Grignoncourt, Gugney-aux-Aulx, Hadigny-les-Verrières, Hagécourt, Haillainville, Hardancourt, Haréville, Hennecourt, Hymont, Igney, Isches, Jorxey, Lamarche, Langley, Légéville-et-Bonfays, Lignéville, Lironcourt, Madecourt, Madegney, Madonne-et-Lamerey, Marey, Maroncourt, Mattaincourt, Mazeley, Ménarmont, Ménil-sur-Belvitte, Monthureux-le-Sec, Mont-lès-Lamarche, Moriville, Morizécourt, Moyemont, La Neuveville-sous-Montfort, Nomexy, Nossoncourt, Oncourt, Ortoncourt, Pallegney, Portieux, Racécourt, Rambervillers, Rancourt, Raon-l'Etape, Rapey, Regney, Rehaincourt, Remoncourt, Romont, Roville-aux-Chênes, Rozerotte, Rugney, Saint-Benoît-la-Chipotte, Sainte-Barbe, Saint-Genest, Saint-Julien, Saint-Maurice-sur-Mortagne, Saint-Pierremont, Saint-Vallier, Senaide, Serécourt, Serocourt, Les Thons, Thuillières, Tignécourt, Ubexy, Valfroicourt, Valleroy-aux-Saules, Valleroy-le-Sec, Varmonzey, Vaubexy, Vaxoncourt, Velotte-et-Tatignécourt, Villers, Ville-sur-Illon, Vincey, Viomémil, Vomécourt, Vroville, Xaffévillers, Zincourt : zone de sismicité faible.

Yonne : tout le département zone de sismicité très faible.

Territoire de Belfort : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

– les cantons de Beaucourt, Delle : zone de sismicité moyenne ;
– les communes d'Autrechêne, Boron, Brebotte, Bretagne, Chavanatte, Chavannes-les-Grands, Cunelières, Foussemagne, Froidefontaine, Grandvillars, Grosne, Méziré, Montreux-Château, Morvillars, Novillard, Petit-Croix, Recouvrance, Suarce, Vellescot : zone de sismicité moyenne.

Essonne : tout le département zone de sismicité très faible.

Hauts-de-Seine : tout le département zone de sismicité très faible.

Seine-Saint-Denis : tout le département zone de sismicité très faible.

Val-de-Marne : tout le département zone de sismicité très faible.

Val-d'Oise : tout le département zone de sismicité très faible.

Guadeloupe : tout le département zone de sismicité fort.

Martinique : tout le département zone de sismicité fort.

Guyane : tout le département zone de sismicité très faible.

La Réunion : tout le département zone de sismicité faible.

Saint-Pierre-et-Miquelon : toute la collectivité zone de sismicité très faible.

Mayotte : toute la collectivité zone de sismicité modérée.

Saint-Martin : toute la collectivité zone de sismicité fort. »

Art. 2. – Le présent décret entrera en vigueur le premier jour du septième mois suivant celui de sa publication.

Art. 3. – Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, la secrétaire d'Etat chargée de l'écologie et le secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 octobre 2010.

FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

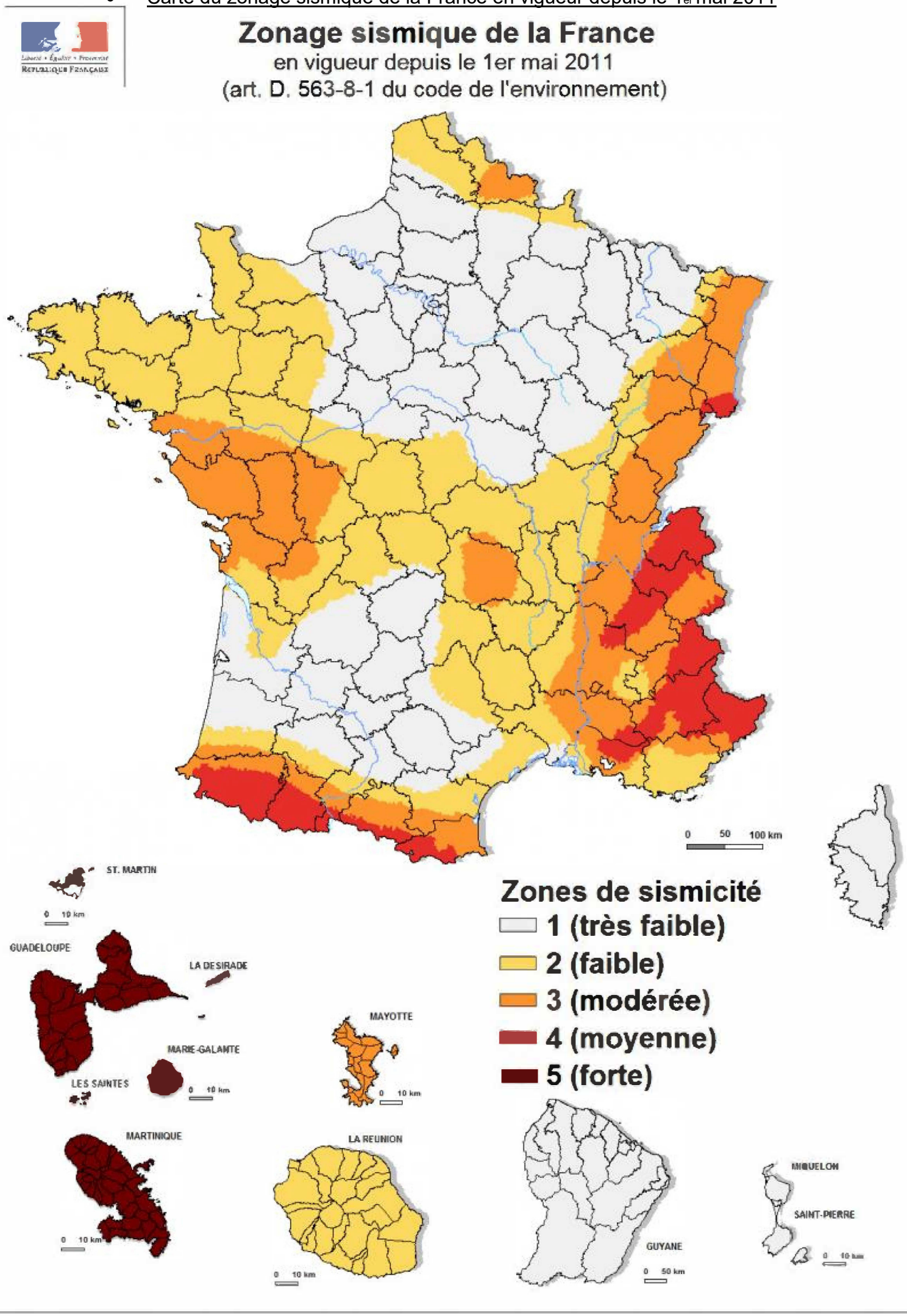
Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,
JEAN-LOUIS BORLOO

Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
BRICE HORTEFEUX

La secrétaire d'Etat chargée de l'écologie,
CHANTAL JOUANNO

Le secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme,
BENOIST APPARU

- Carte du zonage sismique de la France en vigueur depuis le 1er mai 2011

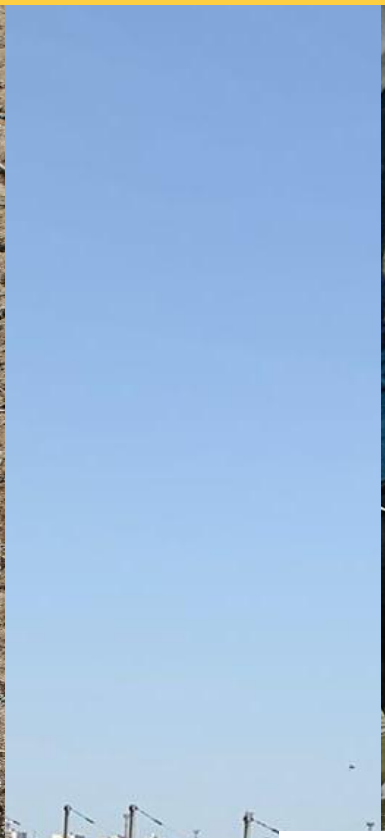


2.5Dossier départemental des risques majeurs (risques naturels,technologiques et sanitaires)

PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS

Liberté
Égalité
Fraternité









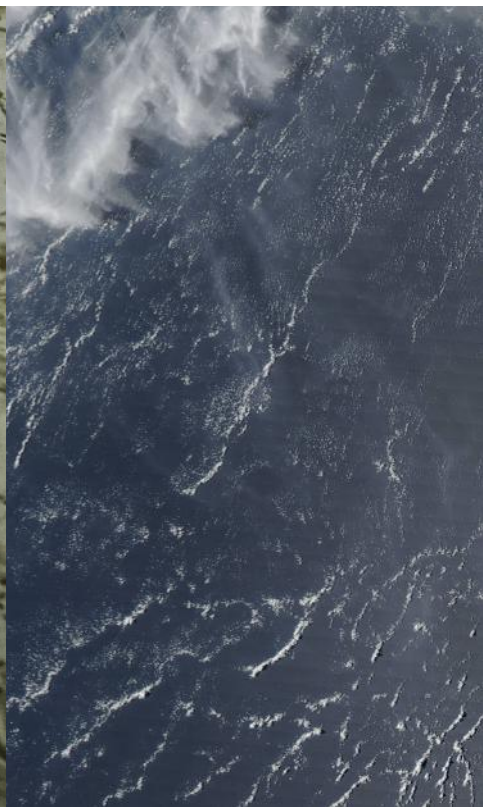
BUREAU DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ CIVILES

DOSSIER DÉPARTEMENTAL SUR LES RISQUES MAJEURS

Edition 2023







SOMMAIRE



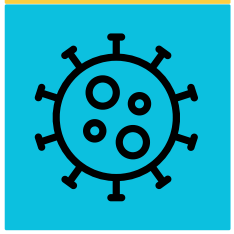
I. LES RISQUES MAJEURS 6



II. LES RISQUES NATURELS 25



III. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES 51



IV. LES RISQUES SANITAIRES 67

PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS
Liberté
Égalité
Fraternité

CABINET DU PREFET

BUREAU DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ CIVILES

Arrêté n° 2023 - 1175
relatif au droit à l'information des citoyens sur les risques naturels, miniers et technologiques

Dossier départemental des risques majeurs (DDRM)

Le préfet de la Seine-Saint-Denis
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 125-2 relatif au droit à l'information des citoyens sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis et R 125-9 à 14 ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République du 30 juin 2021 nommant monsieur Jacques WITKOWSKI préfet de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2005, relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;

Vu l'arrêté préfectoral n°09-1748 du 22 juin 2009 portant approbation du dossier départemental des risques majeurs ;

Vu le dossier départemental des risques majeurs datant de 2008 ;

Vu l'arrêté du préfet de police n°2022-01038 du 31 août 2022 portant délégation de signature au préfet de la Seine-Saint-Denis ;

Sur proposition du directeur de cabinet du préfet de la Seine-Saint-Denis ;

ARRÊTE

Article 1er : En application des dispositions de l'article R125-11 du code de l'environnement, l'information des citoyens sur les risques naturels majeurs auxquels ils sont susceptibles d'être exposés dans le département de la Seine-Saint-Denis est consignée dans le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) de la Seine-Saint-Denis de 2023.

Article 2 : L'arrêté préfectoral n°09-1748 du 22 juin 2009 portant approbation du dossier départemental des risques majeurs (DDRM) de la Seine-Saint-Denis est abrogé.

Article 3 : Le DDRM est complété dans les communes par le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) et l'affichage des risques pris en compte par le plan communal de sauvegarde (PCS). Les mesures de sécurité à respecter en cas de danger ou d'alerte, la fréquence radio à écouter, les mesures prises pour gérer le risque font partie des éléments d'information générale destinées à l'information de la population.

Article 4 : Le DDRM et des informations complémentaires sont consultables en en ligne à l'adresse suivante : https://www.seine-saint-denis.gouv.fr/.

Article 5 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché dans l'ensemble des mairies et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Le Préfet,

Le préfet de la Seine-Saint-Denis

11 MAI 2023

Jacques WITKOWSKI

PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS
Liberté
Égalité
Fraternité

CABINET DU PREFET

BUREAU DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ CIVILES
SECTION PLANIFICATION ET GESTION DE CRISE

Dossier départemental des risques majeurs de la Seine-Saint-Denis
Préface du préfet

Le droit à l'information des populations sur les risques majeurs encourus dans leur département est inscrit dans le code de l'environnement qui souligne que *« les citoyens ont un droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent »*.

Le dossier départemental des risques majeurs (DDRM) constitue la première information donnée par l'État sur l'existence de ces risques à l'échelle départementale. Ainsi, face aux grandes transformations du territoire, ce document – actualisé en 2023 – consigne toutes les informations essentielles sur les risques naturels, technologiques et sanitaires, dont les effets peuvent menacer la vie et les biens d'un grand nombre de personnes.

De fait, le département de la Seine-Saint-Denis est concerné par des risques d'inondations, de mouvements de terrain, de tempêtes ou encore d'accidents industriels. Leur connaissance permettra, j'en suis convaincu, l'émergence de citoyens engagés et investis, acteurs de leur propre sécurité comme de celle des autres.

Ce n'est que par une prise de conscience collective et en faisant montre de résilience que nous parviendrons à limiter durablement les conséquences des effets des changements climatiques et géologiques.

Ce document a été conçu pour vous. Je vous souhaite d'en faire bon usage.



Jacques WITKOWSKI
Préfet de Seine-Saint-Denis

I. LES RISQUES MAJEURS

1. Qu’est-ce qu’un risque majeur ? 7

2. Le cadre juridique 8

3. La prévention des risques majeurs 9

4. La prévention des risques dans l’aménagement du territoire 10

5. La vigilance météorologique 11

6. L’alerte des populations 16

7. L’organisation des secours 17

8. L’information préventive et l’éducation 20

9. Consignes individuelles de sécurité 21

10. L’indemnisation des victimes 22

11. Tableau synthétique des risques naturels et technologiques sur le département 24

1. Qu'est-ce qu'un risque majeur ?

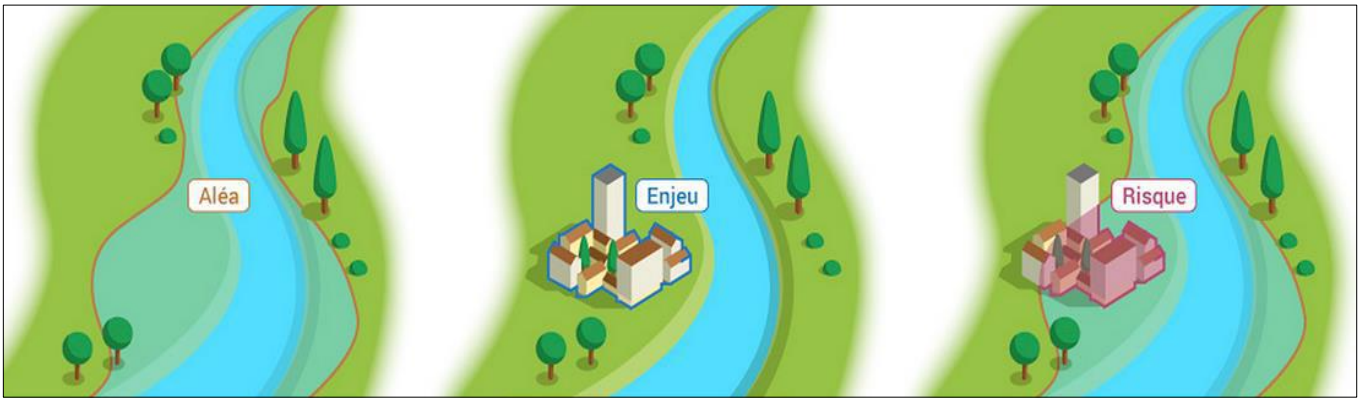
Le risque majeur est la possibilité qu'un évènement d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets peuvent menacer la vie ou les biens d'un grand nombre de personnes, occasionne des dommages importants qui dépassent les capacités de réactions de la société.
L'existence d'un risque majeur est liée :

• d'une part, à la **présence d'un évènement**, qui est la manifestation d'un phénomène naturel ou anthropique ;

• d'autre part, à l'**existence d'enjeux** relatif aux personnes et aux biens (suivant une évaluation monétaire ou non monétaire) pouvant être affectés par un phénomène.

Les conséquences d'un risque majeur sur les enjeux se mesurent en termes de vulnérabilité.
En outre, un risque majeur est caractérisé par sa faible fréquence et par sa gravité.

Schéma synthétique du risque :



Source : eaufrance.fr

Echelle de gravité des dommages produite par le ministère de la transition écologique :

Classe		Dommages humains	Dommages matériels
0	Incident	Aucun blessé	Moins de 0,3 M€
1	Accident	1 ou plusieurs blessés	Entre 0,3 M€ et 3 M€
2	Accident grave	1 à 9 morts	Entre 3 M€ et 30 M€
3	Accident très grave	10 à 99 morts	Entre 30 M€ et 300 M€
4	Catastrophe	100 à 999 morts	Entre 300 M€ et 3 000 M€
5	Catastrophe majeure	1 000 morts ou plus	3 000 M€ ou plus

Il existe deux grandes catégories de risques :

• **le risque naturel** : ensemble des menaces que certains phénomènes et aléas naturels (ex : inondations, séismes, mouvements de terrain, avalanches, feux de forêts, tempêtes) font peser sur les populations, les ouvrages et les équipements ;

• **le risque technologique** : lié à l'action humaine et plus précisément à la manipulation, au transport ou au stockage de substances dangereuses pour la santé et l'environnement (risques industriel, nucléaire, biologique, rupture de barrage, etc.).

De plus amples informations sur les risques majeurs sont précisées sur le portail gouvernemental de prévention des risques majeurs : https://www.gouvernement.fr/risques

2. Le cadre juridique

Directive européenne du 23 octobre 2007	Évaluation et gestion des risques d'inondation
Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée	Indemnisation des victimes de catastrophes naturelles
Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992	« Loi sur l'eau »
Loi n° 95-101 du 2 février 1995	Renforcement de la protection de l'environnement, dite « Loi Barnier »
Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003	Prévention des risques technologiques et naturels et réparation des dommages
Loi n° 2004-811 du 13 août 2004	Modernisation de la sécurité civile
Loi n°2021-1520 du 25 novembre 2021	Visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels
Décret n° 2004-554 du 09 juin 2004	Prévention d'effondrement de cavités souterraines et de marnières.
Décret n° 2005-134 du 15 février 2005	Information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques majeurs (IAL)
Décret n° 2005-233 du 14 mars 2005	Établissement des repères de crues
Décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005	Plan communal de sauvegarde (PCS)
Décret n°2005-1269 du 12 octobre 2005	Code d'alerte national et obligations des services de radio et de télévision et des détenteurs de tout autre moyen de communication au public
Décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010	Prévention du risque sismique
Décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015	Secteurs d'information sur les sols (SIS)
Décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010	Délimitation des zones de sismicité du territoire français
Décret du Conseil d'État du 22 mai 2019	Prévention des risques liés au retrait-gonflement des sols argileux
Décret n° 2019-715 du 5 juillet 2019	Prévention des risques concernant les « aléas débordement de cours d'eau et submersion marine »
Arrêté ministériel du 27 juillet 2006	Création des services de prévention des crues
Arrêté ministériel du 27 juin 2018	Délimitation des zones à potentiel radon du territoire français
Circulaire du 06 janvier 2012	Prévention des risques miniers résiduels
Le code de la sécurité intérieure	
Article R 741-18	Les plans particuliers d'intervention
Article R 732-20	Informations de la population
Article L 731-3	Le plan communal de sauvegarde
Articles R 741-1 ; L 741-1 à L 741-3	Plan ORSEC (organisation de la réponse de la sécurité civile)
Le code de l'environnement	
Articles L 562-1 à L 562-7	Plans de prévention des risques naturels et technologiques
Articles L 125-2 ; L 125-5 ; R 125-9 à R 125-14 ; R 125-23 à R 125-27	Information des citoyens sur les risques majeurs
Le code minier	
Article L 174-5	Plan de prévention des risques miniers
Le code général des collectivités territoriales	

3. La prévention des risques majeurs

La prévention regroupe l'ensemble des dispositions à mettre en œuvre pour réduire l'impact d'un phénomène naturel ou anthropique prévisible sur les personnes ou les biens.

Elle tente de réduire les conséquences économiques, sociales et environnementales par un large éventail de mesures :

- **la connaissance des phénomènes, de l'aléa et du risque** :



Des outils de recueil et de traitement des données collectées sur les phénomènes sont mis au point et utilisés, notamment par des établissements publics spécialisés (MétéoFrance par exemple).
Les connaissances collectées sont centralisées dans des bases de données (sismicité, climatologie, nivologie), des atlas (cartes des zones inondables, carte de localisation des phénomènes avalancheux) et autres supports de prévention. Elles permettent d'identifier les enjeux et de déterminer la vulnérabilité face aux aléas.

- **la surveillance :**



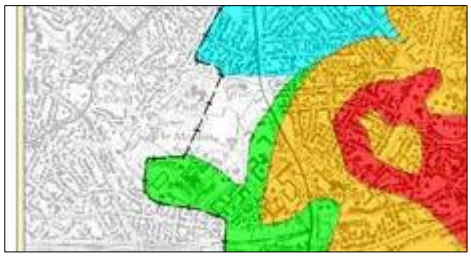
L'objectif de la surveillance est d'anticiper le phénomène et de pouvoir alerter les populations à temps. Elle nécessite l'utilisation de dispositifs d'analyses et de mesures (les services de prévision des crues, surveillance des mouvements de terrain, etc.), intégrés dans un système d'alerte des populations.

- **l'atténuation du risque :**



L'atténuation de l'ampleur du risque et des dommages est la réduction soit de l'intensité de certains aléas (inondations, coulées de boue, avalanches, etc.), soit de la vulnérabilité des enjeux. Cette notion concerne principalement l'aménagement du territoire et nécessite la prise en compte du développement durable. En effet, pour réduire les dommages lors des catastrophes, il est nécessaire de maîtriser son territoire et ses dynamiques.

4. La prévention des risques dans l'aménagement du territoire



Afin de réduire les dommages lors des catastrophes naturelles, la maîtrise de l'aménagement du territoire est impérative. En effet, l'utilisation des espaces naturels, ruraux et urbanisés ainsi que la valorisation des espaces sensibles en milieu urbain sont des pratiques nécessaires au contrôle des enjeux sur les zones à risques.

Pour cela, des plans de prévention existent :

- le schéma de cohérence territorial (SCOT) ;
- le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR Nat) ;
- le plan de prévention des risques miniers (PPRM) ;
- le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ;
- les plans locaux d'urbanisme communaux ou intercommunaux (PLU/I) ;
- les plans particuliers de mise en sûreté (PPMS).

Après approbation, les plans de prévention des risques (PPR) valent servitude d'utilité publique et sont annexés aux plans locaux d'urbanisme (PLU) qui doivent s'y conformer.

Pour en savoir plus, se rendre sur : https://www.seine-saint-denis.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-et-construction

5. La vigilance météorologique

Une carte de vigilance météorologique est élaborée **deux fois par jour à 6h00 et 16h00** et diffusé sur le site internet de Météo France à l'adresse www.meteofrance.com. Elle attire l'attention sur la possibilité d'occurrence d'un phénomène météorologique dangereux dans les 24 heures qui suivent son émission.

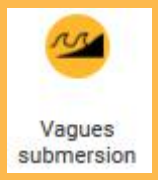
Le niveau de vigilance vis-à-vis des conditions météorologiques à venir est présenté sous une échelle de 4 couleurs qui figurent en légende sur la carte :

Niveau 1 (Vert) → Pas de vigilance particulière.
Niveau 2 (Jaune) → Une vigilance mesurée où il faut être attentif à la pratique d'activités sensibles au risque météorologique. En fonction de l'occurrence des phénomènes habituels dans la région et de leur occasionnelle dangerosité, il est important de surveiller l'évolution météorologique.
Niveau 3 (Orange) → Augmenter la vigilance car les phénomènes météorologiques dangereux sont prévus et peuvent évoluer à un niveau supérieur, les consignes départementales sont à suivre.
Niveau 4 (Rouge) → Seuil de vigilance absolue, les phénomènes météorologiques dangereux sont d'une intensité exceptionnelle. Il faut se tenir informer des évolutions météorologiques et se conformer aux consignes de sécurité.

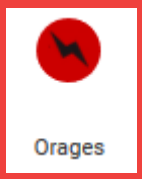
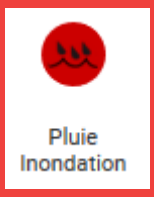
Les conseils de comportement en cas de vigilance météorologique de **niveau 3 (Orange)** sont les suivants :

 Vent violent	• Je protège ma maison et les biens exposés au vent • Je me tiens informé auprès des autorités • Je limite mes déplacements • Je prends garde aux chutes d'arbres et d'objets • Je n'interviens pas sur les toits • J'installe les groupes électrogènes à l'extérieur de la maison
 Orages	• Je m'éloigne des arbres et des cours d'eau • Je m'abrite dans un bâtiment en dur • Je me tiens informé et j'évite de me déplacer • Je protège les biens exposés au vent ou qui peuvent être inondés • J'évite d'utiliser mon téléphone et les appareils électriques
 Pluie Inondation	• Je m'éloigne des cours d'eau et des points bas, je rejoins un point haut ou je m'abrite à l'étage • Je ne m'engage pas sur une route immergée, même partiellement • J'évite de me déplacer • Je me tiens informé et je surveille la montée des eaux • Je ne descends pas dans les sous-sols • Je mets mes biens hors d'eau et je localise mon kit d'urgence
 Avalanches	• Je ne sors pas en montagne • Je me tiens informé auprès des autorités • Je respecte les consignes de sécurité en vigueur dans les stations de montagne

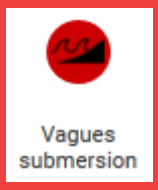
 Canicule	• Je bois de l'eau plusieurs fois par jour • Je continue à manger normalement • Je me mouille le corps plusieurs fois par jour à l'aide d'un brumisateur, d'un gant de toilette ou en prenant des douches ou des bains tièdes • Je ne sors pas aux heures les plus chaudes (11h-21h) • Si je dois sortir je porte un chapeau et des vêtements légers • J'essaye de me rendre dans un endroit frais ou climatisé deux à trois heures par jour • Je limite mes activités physiques et sportives. • Pendant la journée, je ferme volets, rideaux et fenêtres. J'aère la nuit • Si j'ai des personnes âgées, souffrant de maladies chroniques ou isolées dans mon entourage, je prends de leurs nouvelles ou je leur rends visite • Je me rends dans un endroit frais • En cas de malaise ou de troubles du comportement, j'appelle un médecin • Si j'ai besoin d'aide j'appelle la mairie • Pour en savoir plus, je consulte le site https://sante.gouv.fr/
 Grand froid	• J'évite les expositions prolongées au froid et au vent, les sorties le soir et la nuit • Je me protège des courants d'air et des chocs thermiques brusques • Je m'habille chaudement, de plusieurs couches de vêtements, avec une couche extérieure imperméable au vent et à l'eau. Je me couvre la tête et les mains. Je ne garde pas de vêtements humides • De retour à l'intérieur, je m'alimente convenablement et prends une boisson chaude, pas de boisson alcoolisée • Attention aux moyens utilisés pour me chauffer : les chauffages d'appoint ne doivent pas fonctionner en continu et je n'utilise jamais des cuisinières, braséros, etc. pour me chauffer. Je ne dois pas boucher les entrées d'air de mon logement • Par ailleurs, j'aère mon logement quelques minutes même en hiver • J'évite les efforts brusques • Si je dois prendre la route, je m'informe de l'état des routes. En cas de neige ou au verglas, je ne prends mon véhicule qu'en cas d'obligation forte. Dans tous les cas, j'emmène des boissons chaudes (thermos), des vêtements chauds et des couvertures, mes médicaments habituels et mon téléphone portable chargé • Pour les personnes sensibles ou fragilisées : je reste en contact avec mon médecin, j'évite un isolement prolongé • Si je remarque une personne sans abri ou en difficulté, je préviens les secours • Pour en savoir plus, sur les aspects sanitaires : https://sante.gouv.fr/ https://www.santepubliquefrance.fr/ sur les aspects sanitaires • Pour en savoir plus, sur les conditions de circulation : www.bison-fute.gouv.fr pour les conditions de circulation
 Crues	• Je m'éloigne des cours d'eau et des ponts, je rejoins un point haut ou je m'abrite à l'étage • Je ne m'engage pas sur une route immergée, même partiellement • J'évite de me déplacer et je me tiens informé sur les conditions météo • Je surveille la montée des eaux • Je ne descends pas dans les sous-sols • Je mets mes biens hors d'eau et je localise mon kit d'urgence

	• Je me tiens informé auprès des autorités • Je limite mes déplacements • Pour la route, je munis mon véhicule d'équipements spéciaux, j'emporte des vivres, des couvertures et mon téléphone portable chargé • J'installe les groupes électrogènes à l'extérieur de la maison et n'utilise pas les chauffages à combustion en continu
	• Je ne prends pas la mer et m'éloigne des côtes et des estuaires • Je me tiens informé et je localise mon kit d'urgence • Je surveille la montée des eaux et je protège les biens qui peuvent être inondés • Je rejoins le plus haut point possible ou me réfugie en étage, en dernier recours sur le toit

Les conseils de comportement en cas de vigilance météorologique de **niveau 4 (Rouge)** sont les suivants :

	• Je ferme portes, fenêtres, et volets • Je n'utilise pas ma voiture • Je reste chez moi • Je me tiens informé auprès des autorités
	• Je reste chez moi et je me tiens informé • Je m'abrite dans un bâtiment en dur • Je n'utilise pas mon véhicule. Si je suis sur la route, je roule au pas et je ne m'engage pas sur une route immergée. Je stationne en sécurité et ne quitte pas mon véhicule • Je n'utilise mon téléphone qu'en cas d'urgence
	• Je reste chez moi et je me tiens informé auprès des autorités • Je n'utilise pas ma voiture • Je ne vais pas chercher mes enfants à l'école • Je m'éloigne des cours d'eau, des points bas et des ponts et je rejoins le point le plus haut possible • Je me réfugie en étage, en dernier recours sur le toit, je ne descends pas dans les sous-sols • J'évacue uniquement sur ordre des autorités en emportant mon kit d'urgence
	• Je reste chez moi • Je me tiens informé auprès des autorités • Je respecte les consignes de sécurité des autorités et des stations de montagne
	• Je bois de l'eau plusieurs fois par jour • Je continue à manger normalement • Je me mouille le corps plusieurs fois par jour à l'aide d'un brumisateur, d'un gant de toilette ou en prenant des douches ou des bains tièdes • Je ne sors pas aux heures les plus chaudes (11h-21h) • Si je dois sortir je porte un chapeau et des vêtements légers • J'essaye de me rendre dans un endroit frais ou climatisé deux à trois heures par jour

 Canicule	• Je limite mes activités physiques et sportives • Pendant la journée, je ferme volets, rideaux et fenêtres. J'aère la nuit • Si j'aide des personnes âgées, souffrant de maladies chroniques ou isolées dans mon entourage, je prends de leurs nouvelles ou leur rends visite. Je les accompagne dans un endroit frais. • En cas de malaise ou de troubles du comportement, j'appelle un médecin. • Si j'ai besoin d'aide j'appelle la mairie. • Je suis vigilant : toute personne, même si elle est en bonne santé, est concernée • Pour prévenir les feux de végétation, je n'utilise pas de matériel susceptible de produire des étincelles et je veille à ne pas avoir de comportement pouvant favoriser les départs de feux (cigarette, barbecue, etc.). • En cas de départ de feu, j'appelle immédiatement le 112 ou le 18 et je me mets à l'abri. • Pour en savoir plus, je consulte le site : https://www.sante.gouv.fr/
 Grand froid	• Je suis une personne sensible ou fragilisée : je ne sors qu'en cas de force majeure, j'évite un isolement prolongé, je reste en contact avec mon médecin • Pour tous : je demeure actif, j'évite les sorties surtout le soir, la nuit et en début de matinée • Je m'habille chaudement, de plusieurs couches de vêtements, avec une couche extérieure imperméable au vent et à l'eau .Je me couvre la tête et les mains. Je ne garde pas de vêtements humides • De retour à l'intérieur -je m'assure un repos prolongé, avec douche ou bain chaud. Je m'alimente convenablement. Je prends une boisson chaude, pas de boisson alcoolisée • Je fais attention aux moyens utilisés pour me chauffer : les chauffages d'appoint ne doivent pas fonctionner en continu ; ne jamais utiliser des cuisinières, braséros, etc. pour se chauffer. Ne bouchez pas les entrées d'air de votre logement • Par ailleurs, j'aère mon logement quelques minutes même en hiver • J'évite les efforts brusques • Si je dois prendre la route, je m'informe de l'état des routes. Si le froid est associé à la neige ou au verglas, je ne prends votre véhicule qu'en cas d'obligation forte. En tout cas, je prévois des boissons chaudes (thermos), des vêtements chauds et des couvertures, mes médicaments habituels, mon téléphone portable chargé • Si je remarque une personne sans abri ou en difficulté, je préviens le 115 • Je reste en contact avec les personnes sensibles de mon entourage • Pour en savoir plus, sur les aspects sanitaires : https://sante.gouv.fr/ https://www.santepubliquefrance.fr/ sur les aspects sanitaires • Pour en savoir plus, sur les conditions de circulation : www.bison-fute.gouv.fr pour les conditions de circulation
 Crues	• Je reste chez moi et je me tiens informé auprès des autorités • Je n'utilise pas ma voiture • Je ne vais pas chercher mes enfants à l'école • Je m'éloigne des cours d'eau, des points bas et des ponts et je rejoins le point le plus haut possible • Je me réfugie en étage, en dernier recours sur le toit, je ne descends pas dans les sous-sols • J'évacue uniquement sur ordre des autorités en emportant mon kit d'urgence

	• Je reste chez moi • Je me tiens informé auprès des autorités • Si je suis immobilisé sur la route, je quitte mon véhicule uniquement sur ordre des autorités • J'installe les groupes électrogènes à l'extérieur de la maison et n'utilise pas les chauffages à combustion en continu
	• Je ne prends pas la mer • Je m'éloigne des côtes et des estuaires • Je me tiens informé auprès des autorités • Je rejoins le plus haut point possible ou me réfugie en étage, en dernier recours sur le toit • J'évacue uniquement sur ordre des autorités et j'emporte mon kit d'urgence

6. L'alerte des populations



En cas de phénomène naturel ou technologique majeur, la population doit être avertie par un signal d'alerte, identique pour tous les risques (sauf en cas de rupture de barrage) et pour toute partie du territoire national.

Ce signal est une variation du signal sur trois cycles successifs d'**une durée de 1 minute et 41 secondes**, d'un son modulé en amplitude ou en fréquence. Des essais ont lieu le premier mercredi de chaque mois à midi.

Le signal est diffusé par tous les moyens disponibles et notamment par le réseau national d'alerte et les équipements des collectivités territoriales. Il est relayé par les sirènes des établissements industriels lorsqu'il s'agit d'une alerte Seveso, les dispositifs d'alarme et d'avertissement dont sont dotés les établissements recevant du public, et les dispositifs d'alarme et de détection dont sont dotés les immeubles de grande hauteur.

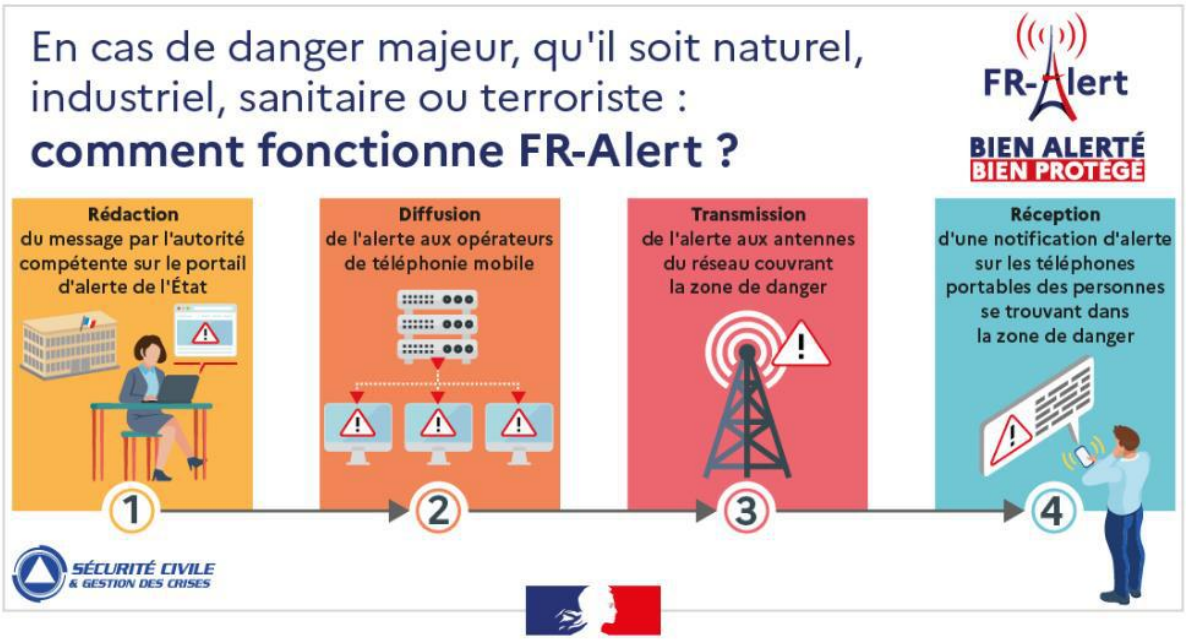
Lorsque le signal d'alerte est diffusé, il est impératif que la population se mette à l'écoute de la radio sur laquelle seront communiquées les premières informations sur la catastrophe et les consignes à adopter. Dans le cas d'une évacuation décidée par les autorités, la population en sera avertie par la radio.

Des conventions ont été signées au niveau local le 28 décembre 2016 entre la préfecture, Radio France et France Bleu Île-de-France. Elles ont pour objectif d'informer la population en cas de crise et de transmettre les consignes de sécurité des pouvoirs publics.

L'usage des réseaux sociaux via le compte Twitter de la préfecture et/ou des communes est également un moyen de mise en alerte déployé sur le département en cas d'incident.

Dans certaines situations, des messages d'alerte sont diffusés. Ils contiennent des informations relatives à l'étendue du phénomène (tout ou partie du territoire national) et indiquent la conduite à tenir. Ils sont diffusés par les radios, les télévisions et internet. Lorsque tout risque est écarté pour les populations, le signal de fin d'alerte est déclenché : **signal continu de 30 secondes.**

En outre, depuis 2022 l'Etat français a procédé au déploiement du **programme FR-Alert** sur l'ensemble du territoire. Ce dispositif consiste à la mise en alerte et la transmission d'information par téléphone mobile aux personnes présentes dans une zone confrontée à un danger. Ce nouveau vecteur permet notamment l'envoi massif et rapide de notifications, d'alertes ou d'informations prioritaires aux populations en temps réels et dans la durée.



7. L'organisation des secours

Les pouvoirs publics ont le devoir, une fois l'évaluation des risques établie, d'organiser les moyens de secours pour faire face aux crises éventuelles. La nature du risque dans chaque commune doit donc être connue du grand public en application de l'article R 125-11 du code de l'environnement.

Cette organisation nécessite un partage équilibré des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales aux trois échelles majeurs de gestion de crise (commune, département, zonale).

- *Schémas zonal et départemental :*

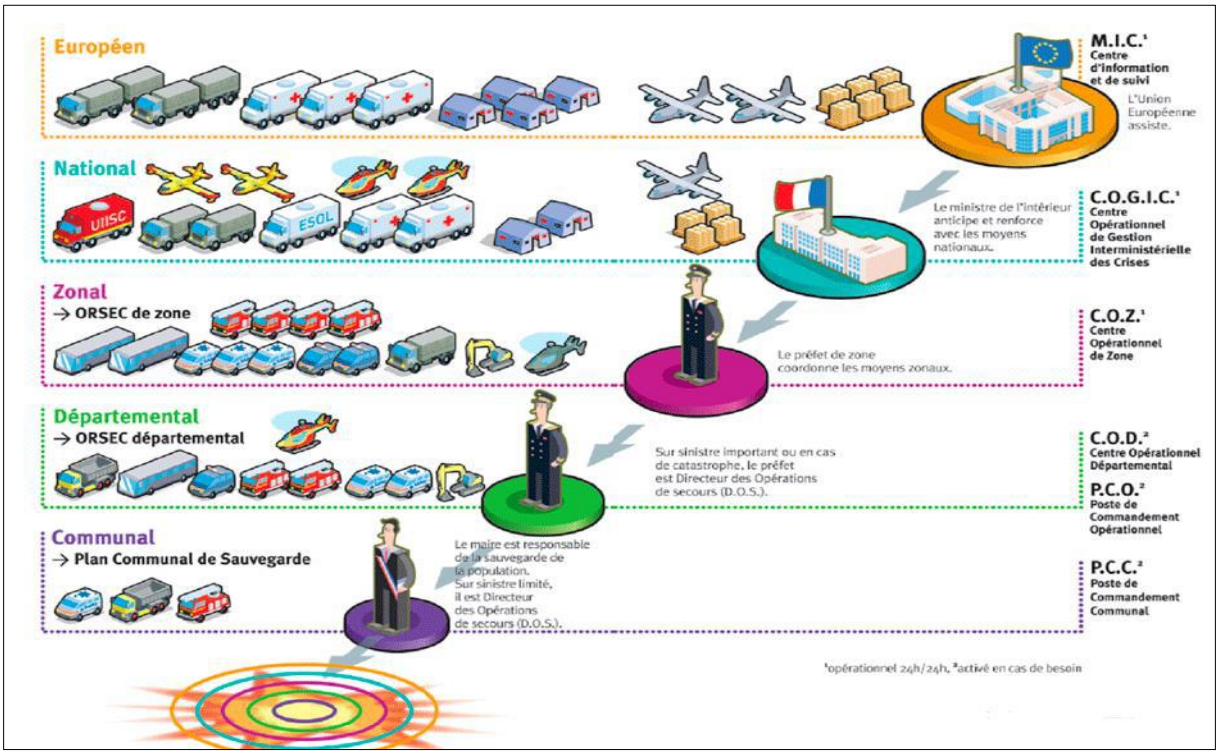
La loi de consolidation du modèle de sécurité civile et de valorisation des sapeurs-pompiers volontaires et des sapeurs-pompiers professionnels du 25 novembre 2021 a réorganisé les plans de secours existants. Selon le principe général, lorsque l'organisation des secours revêt une ampleur ou une nature particulière, elle fait l'objet, dans chaque département, dans chaque zone de défense et en mer, d'**un plan ORSEC (organisation de la réponse de sécurité civile)**.

Selon l'article R 732-1 du code de la sécurité intérieure, en cas de situation de crise susceptible de dépasser la réponse courante des acteurs communaux assurant ou concourant à la protection générale des populations ou à la satisfaction de ses besoins prioritaires, le représentant de l'État, dans le département, assure la direction des opérations. Ce dernier met en place une organisation de gestion de crise en cas d'incident à l'échelle départementale. Dans le cadre de ses compétences, il dispose des moyens du plan ORSEC départemental.

Le plan ORSEC départemental arrêté par le préfet détermine, compte tenu des risques existant dans le département, l'organisation générale des secours. Il recense l'ensemble des moyens et capacités publics et privés susceptibles d'être mis en œuvre. Il comprend des dispositions générales applicables en toutes circonstances et des dispositions propres à certains risques particuliers.

En cas d'insuffisance des moyens départementaux, le préfet de la Seine-Saint-Denis fait appel aux moyens zonaux ou nationaux par l'intermédiaire du préfet de la zone de défense et de sécurité de Paris.

Schéma de la chaîne opérationnelle de gestion des crises sur le territoire :



Le plan ORSEC zonal est mis en œuvre en cas de catastrophe affectant deux départements au moins de la zone de défense ou rendant nécessaire la mise en œuvre de moyens dépassant le cadre départemental.

Les dispositions spécifiques des plans ORSEC prévoient les mesures à prendre et les moyens de secours à mettre en œuvre pour faire face à des risques de nature particulière ou liés à l'existence et au fonctionnement d'installations ou d'ouvrages déterminés. Il peut définir un plan particulier d'intervention (PPI), notamment pour des établissements classés Seveso, des barrages hydro-électriques ou des sites nucléaires.

Lorsqu'une situation d'urgence requiert l'intervention de l'État, le préfet met en œuvre le dispositif ORSEC et assure la direction des opérations de secours.

• *Schéma communal :*

La direction des opérations de secours sur les communes de Paris et de la petite couronne est assurée par le préfet de police ou, par délégation, par le préfet de département[1].

Au sein de sa commune, le maire est responsable de l'organisation des secours de première urgence. Il prend les dispositions lui permettant de gérer une situation d'urgence en élaborant un plan communal de sauvegarde (PCS).

« Le plan communal de sauvegarde prépare la réponse aux situations de crise et regroupe l'ensemble des documents de compétence communale contribuant à l'information préventive et à la protection de la population. Il détermine, en fonction des risques connus, les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes, fixe l'organisation nécessaire à la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, recense les moyens disponibles et définit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population. » (Art. L 731-3-I du code de la sécurité intérieure*).*

Le plan de sauvegarde prépare la réponse aux situations de crise et organise, au minimum :
- la mobilisation et l'emploi des capacités intercommunales au profit des communes ;
- la mutualisation des capacités communales ;
- la continuité et le rétablissement des compétences ou intérêts communautaires.

Le PCS est un outil obligatoire pour chaque commune étant :
- dotée d'un plan de prévention des risques (PPR) naturels ou miniers prévisibles prescrit ou approuvé ;
- comprise dans le champ d'application d'un plan particulier d'intervention (PPI) ;
- comprise dans un des territoires à risque important d'inondation prévus à l'article L 566-5 du code de l'environnement ;
- concernée par une zone de sismicité définie par voie réglementaire ;
- dotée d'une forêt classée au titre de l'article L 132-1 du code forestier ou réputée particulièrement exposée.

Tous les cinq ans au moins, la mise en œuvre du plan communal de sauvegarde fait l'objet d'un exercice associant les communes et les services concourant à la sécurité civile. Dans la mesure du possible, cet exercice implique aussi la population.

En outre, la loi Matras du 25 novembre 2021 impose de nouvelles obligations en matière de gestion de crise en rendant obligatoire l'élaboration d'**un plan intercommunal de sauvegarde (PICS)** dans les cinq années à venir aux établissement publics territoriaux (EPT) dès lors qu'au moins une des communes membres est soumise à l'obligation d'un PCS.

[1] En application de l'arrêté du préfet de police n° 2004-17846 du 24 août 2004 portant délégation de compétences aux préfets des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, dans le domaine du secours et de la défense contre l'incendie.

Un PICS comprend :

- une mise en commun de l'analyse des risques identifiés ;
- un recensement des enjeux de chaque commune membre ;
- la mise à disposition de moyens intercommunaux ;
- la réserve intercommunale et l'emploi des bénévoles ;
- la continuité des activités intercommunales (ex : eaux potables, voiries, transports, etc.).

Le président de l'intercommunalité a la responsabilité d'assurer un soutien dans la gestion de la crise auprès de ses communes membres.

8. L'information préventive et l'éducation

L'obligation d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers, bâtis ou non bâtis, situés en zone de sismicité et/ou dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels ou technologiques (prescrit ou approuvé), est une mesure introduite par la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels ainsi que la réparation des dommages. Elle permet ainsi de prendre connaissance des servitudes qui s'imposent à son bien et les sinistres qu'a subi ce dernier comme codifié dans les articles L 125-5 et R 125-26 du code de l'environnement.

Cela impose lors de toutes transactions immobilières au vendeur ou au bailleur du bien bâti ou non bâti d'annexer **un état des risques et pollutions** datant de moins de six mois avant la date de conclusion.

État des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

Attention ! s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en **annexe** d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

N° du | | | mis à jour le | | |

Adresse de l'immeuble Code postal **ou** Insee **Commune**

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques naturels (PPRN)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR **N** [1]**Oui** **Non**

prescrit **anticipé** **approuvé** date | |

[1]**Si oui**, les risques naturels pris en considération sont liés à :

inondations autres

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le réglement du PPRN [2]**Oui** **Non**

[2]**Si oui**, les travaux prescrits ont été réalisés : **Oui** **Non**

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PPR **N** [1]**Oui** **Non**

prescrit **anticipé** **approuvé** date | | |

[1]**Si oui**, les risques naturels pris en considération sont liés à :

inondations autres

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le réglement du PPRN [2]**Oui** **Non**

[2]**Si oui**, les travaux prescrits ont été réalisés : **Oui** **Non**

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR **M** [3]**Oui** **Non**

prescrit **anticipé** **approuvé** date | | |

[3]**Si oui**, les risques miniers pris en considération sont liés à : **Oui** **Non**

mouvement de terrain autres

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le réglement du PPRM [4]**Oui** **Non**

[4]**Si oui**, les travaux prescrits ont été réalisés : **Oui** **Non**

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR **T prescrit et non encore approuvé** [5]**Oui** **Non**

[5]**Si oui**, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à : **Oui** **Non**

effet toxique effet thermique effet de surpression

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR **T approuvé** [5]**Oui** **Non**

> L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement **Oui** **Non**

> L'immeuble est situé en zone de prescription **Oui** **Non**

[6]**Si oui la transaction concerne un logement,** les travaux prescrits ont été réalisés **Oui** **Non**

[6]**Si oui la transaction ne concerne pas un logement,** l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location. **Oui** **Non**

Pour plus d'informations, pour les acquisitions et les locations se rendre sur :

- le site de la préfecture de la Seine-Saint-Denis : https://www.seine-saint-denis.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-paysage-risques-naturels-et-technologiques-bruit-nuisances-publicite/Les-risques-naturels-et-technologiques-en-Seine-Saint-Denis/Etat-des-risques-et-pollutions-Information-aux-acquereurs-et-locataires
- le site d'évaluation des risques des biens des particuliers du ministère de la transition écologique : https://errial.georisques.gouv.fr/#/

9. Les consignes individuelles de sécurité

En cas de catastrophe naturelle ou technologique, et dès l'instant où le signal national d'alerte est déclenché, **chaque citoyen doit respecter des consignes générales et adapter son comportement en conséquence.**

Si dans la majorité des cas ces consignes générales sont valables pour tout type de risque, certaines d'entre elles ne sont à adopter que dans des situations spécifiques. C'est le cas, par exemple, de la mise à l'abri : le confinement est nécessaire en cas d'accident nucléaire, et l'évacuation en cas de rupture de barrage. Il est donc nécessaire, en complément des consignes générales, de connaître également les consignes spécifiques à chaque risque.

AVANT	**Prévoir les équipements minimums :** • radio portable avec piles ; • lampe de poche ; • eau potable ; • papiers personnels ; • médicaments urgents ; • couvertures ; • vêtements de rechange ; • matériel de confinement. **S'informer en mairie :** • des risques encourus ; • des consignes de sauvegarde ; • du signal d'alerte ; • des plans particuliers d'intervention (PPI). **Organiser :** • le groupe dont on est responsable ; • discuter en famille des mesures à prendre si une catastrophe survient (protection, évacuation, points de ralliement). **Simulations :** • y participer ou les suivre ; • en tirer les conséquences et enseignements.
PENDANT	**Evacuer** ou se confiner en fonction de la nature du risque ; **S'informer** et écouter la radio : les premières consignes seront données par Radio France et les stations locales de RFO ; **Informer le groupe** dont on est responsable ; **Ne pas aller** chercher les enfants à l'école ; **Ne pas téléphoner** sauf en cas de danger vital.
APRES	**S'informer :** • écouter la radio ; • respecter les consignes données par les autorités. **Informer les autorités** de tout danger observé ; **Apporter une première aide** aux voisins (penser aux personnes vulnérables) et se mettre à la disposition des secours ; **Evaluer :** • les dégâts ; • les points dangereux et s'en éloigner.

10. L'indemnisation des victimes

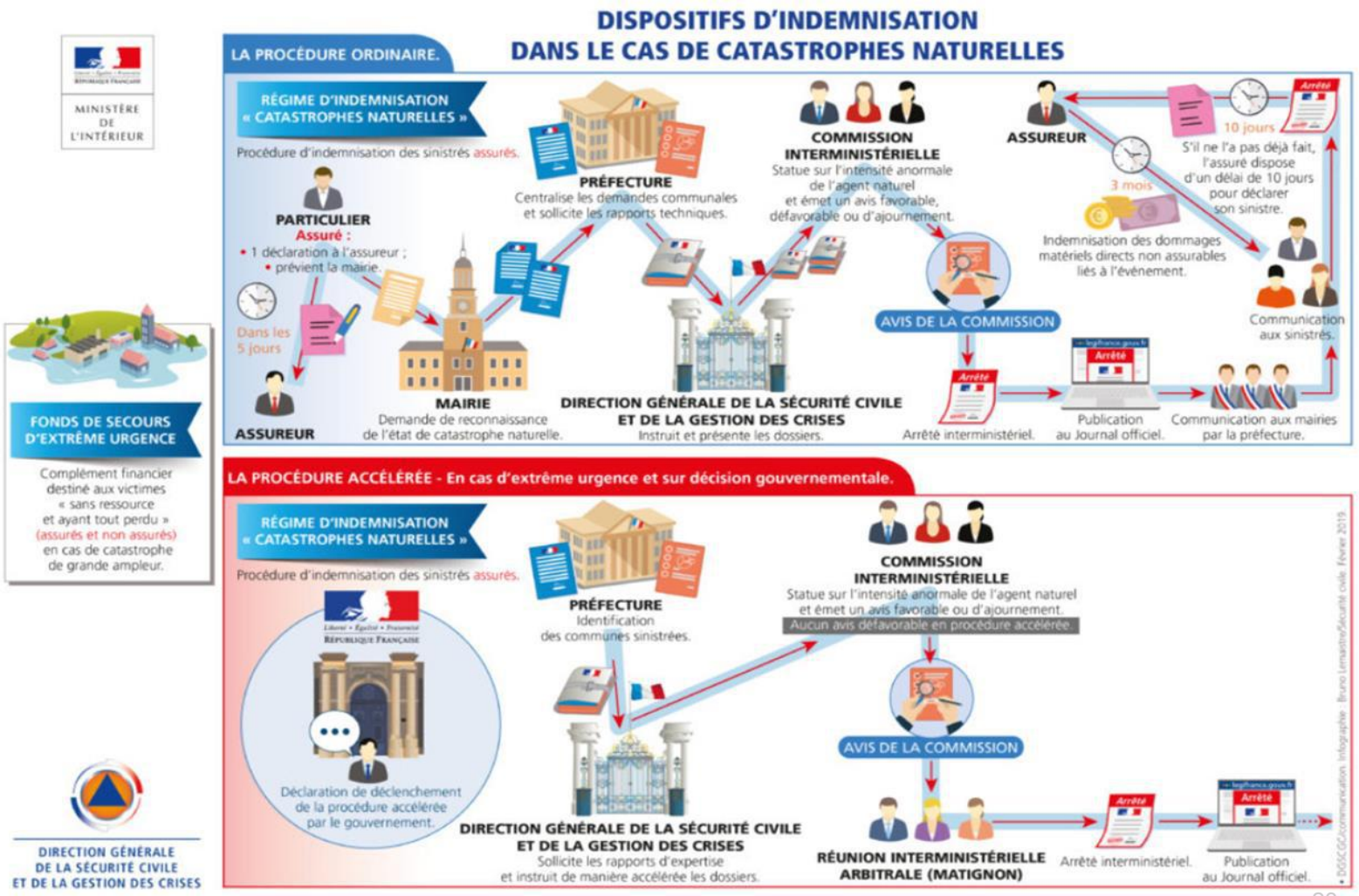
• *Pour les catastrophes naturelles*

La loi du 28 décembre 2021, relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, a renforcé l'efficacité des démarches d'indemnisation des victimes. Elle facilite les démarches de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, améliore et accélère le processus d'indemnisation, tout en renforçant la transparence des procédures. La prise en charge des sinistrés a été renforcée, la loi comprenant également des mesures sur le risque sécheresse-réhydratation des sols.

Cependant, la couverture du sinistre au titre de la garantie « catastrophes naturelles » est soumise à certaines conditions :

- l'agent naturel doit être la cause déterminante du sinistre et doit présenter une intensité anormale ;
- les victimes doivent avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les dommages d'incendie ou les dommages aux biens ainsi que, le cas échéant, les dommages aux véhicules terrestres à moteur. Cette garantie est étendue aux pertes d'exploitation, si elles sont couvertes par le contrat de l'assuré ;
- l'état de catastrophe naturelle, ouvrant droit à la garantie, doit être constaté par un arrêté interministériel. Il détermine les zones et les périodes où a eu lieu la catastrophe, ainsi que la nature des dommages résultant de celle-ci et couverts par la garantie (article L 125-1 du Code des assurances).

Les feux de forêts et les tempêtes ne sont pas couverts par la garantie catastrophe naturelle et sont assurables au titre de la garantie de base. Les biens publics ne sont pas couverts par les assurances. L'État et les collectivités territoriales doivent financer les travaux de reconstruction ou de réparation des infrastructures endommagées (routes, ponts, équipements collectifs) ou détruites par une catastrophe naturelle.



Enfin, la loi du 28 décembre 2021 relative à l'indemnisation des catastrophes naturelles précise que chaque préfet de département se doit de désigner un référent à la gestion des conséquences des catastrophes naturelles et à leur indemnisation. En effet, son article 2 traite de l'instauration des référents départementaux à la gestion des catastrophes naturelles au sein des préfectures. Ils ont pour mission d'accompagner les communes dans leurs démarches s'agissant du déclenchement et du déploiement des aides et des indemnisations à la demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.

- *Pour les catastrophes technologiques*

Depuis la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels, en cas de survenance d'un accident industriel endommageant un grand nombre de biens immobiliers, l'état de catastrophe technologique est constaté.

Pour en savoir plus, se rendre sur : https://www.servicepublic.fr/particuliers/vosdroits/F3076

Tableau des risques naturels et technologiques 2022

Communes	Risques naturels							Risques technologiques				
	Inondation			Mouvement de terrain			Tempête	Risque industriel	Risque TMD			
	Inondation par débordement	Inondation par remontée de nappes	Inondation par ruissellement	Retrait-gonflement d'argile	Cavités souterraines	Dissolution du gypse			Route	Canalisation	Voies ferrées	Voies fluviale
Aubervilliers		x	x	x		x	x		x	x	x	x
Aulnay-sous-Bois		x	x	x		x	x	x	x	x	x	x
Bagnolet			x	x	x		x		x	x		
Le Blanc-Mesnil		x	x	x		x	x	x	x	x	x	
Bobigny		x	x	x		x	x		x	x	x	x
Bondy		x	x	x			x		x	x	x	x
Le Bourget		x	x	x			x		x	x	x	
Clichy-sous-Bois			x	x	x		x		x	x		
Coubron			x	x	x		x		x			
La Courneuve		x	x	x		x	x	x	x	x	x	
Drancy		x	x	x			x	x	x	x	x	
Dugny		x	x	x			x		x	x	x	
Epinay-sur-Seine	x	x	x	x			x		x	x	x	x
Gagny	x		x	x	x		x		x	x	x	
Gournay-sur-Marne	x		x	x			x		x	x		x
Ile-Saint-Denis	x	x	x	x			x		x	x		
Les Lilas		x	x	x	x		x		x	x		
Livry-Gargan			x	x	x		x		x	x	x	
Montfermeil			x	x	x		x		x	x		
Montreuil			x	x	x	x	x		x	x		
Neuilly-Plaisance	x		x	x	x		x		x	x		
Neuilly-sur-Marne	x		x	x			x		x	x	x	x
Noisy-le-Grand	x		x	x			x	x	x	x	x	x
Noisy-le-Sec		x	x	x		x	x		x	x	x	x
Pantin		x	x	x	x	x	x		x	x	x	x
Pavillons-sous-Bois		x	x	x			x		x	x	x	x
Pierrefitte-sur-Seine		x	x	x	x		x		x	x	x	
Le Pré-Saint-Gervais			x	x	x		x		x			
Le Raincy			x	x	x		x		x	x	x	
Romainville		x	x	x	x		x		x	x		
Rosny-sous-Bois			x	x	x		x		x	x	x	
Saint-Denis	x	x	x	x		x	x		x	x	x	x
Saint-Ouen	x	x	x	x	x	x	x		x	x	x	x
Sevran		x	x	x		x	x		x	x	x	x
Stains		x	x	x			x	x	x	x	x	
Tremblay-en-France			x	x		x	x		x	x	x	x
Vaujours			x	x	x	x	x		x	x		
Villemomble			x	x	x		x		x	x	x	
Villepinte		x	x	x		x	x	x	x	x	x	x
Villetaneuse		x	x	x	x	x	x		x	x	x	

24



II. LES RISQUES NATURELS

1. Le risque inondation 26
   a. Généralités 26
   b. Le réseau hydrographique départemental 27
   c. Le risque inondation dans le département 29
   d. Historique des crues 32
   e. Prévision des crues dans le département 34
   f. Prévention des inondations dans le département 34
   g. Consignes de sécurité et préparation à la crise 35

2. Le risque mouvement de terrain 37
   a. Généralités 37
   b. Les différents risques de mouvements de terrain induits par la présence de cavités souterraines 38
   c. Le risque de mouvements de terrain induit par le processus de retrait et de gonflement des sols argileux 43
   d. Prévention des risques liés aux mouvements de terrain dans le département 46
   e. Consignes individuelles de sécurité 47

3. Le risque de vents violents 48
   a. Généralités 48
   b. Consignes individuelles de sécurité 49

4. Le risque sismique 50
   a. Généralités 50
   b. Le risque sismique dans le département 50

1. Le risque inondation

a. Généralités

• *Qu'est-ce qu'une inondation ?*

Une inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau. Le risque d'inondation est la conséquence de deux composantes : l'eau qui sort de son lit habituel d'écoulement ou apparaît (remontées de nappes phréatiques, submersion marine…), et l'aménagement en zone inondable (constructions, équipements et activités).

• *Comment se manifeste-t-elle ?*

On distingue 4 types d'inondations :
- ➔ **la montée lente des eaux en région de plaine** par débordement d'un cours d'eau, dite **« remontée de la nappe phréatique »** ;
- ➔ **la formation rapide de crues dans des cours d'eau,** consécutive à des averses violentes ;
- ➔ **le ruissellement pluvial** renforcé par l'imperméabilisation des sols et les aménagements anthropiques limitant l'infiltration des précipitations ;
- ➔ la **submersion marine** dans les zones littorales et les estuaires.

Au sens large, les inondations comprennent également l'inondation par rupture d'ouvrage de protection comme une brèche dans une digue, ou plus généralement d'ouvrages hydrauliques.

L'Île-de-France est particulièrement impactée par **la montée lente des eaux** en région de plaine et **par le ruissellement pluvial.**

• *Les conséquences sur les personnes et les biens*

La vulnérabilité d'une personne est, de façon générale, provoquée par sa présence en zone inondable. La mise en danger survient surtout lorsque les délais d'alerte et d'évacuation sont trop courts ou inexistants sous l'effet de phénomènes rapides, ou d'imprudence. Dans toute zone urbanisée, le danger est d'être emporté ou noyé, mais aussi d'être isolé sur des îlots coupés de tout accès.

L'interruption des communications peut avoir pour sa part de graves conséquences lorsqu'elle empêche l'intervention des secours. Si les dommages aux biens touchent essentiellement les biens mobiliers et immobiliers, les dommages indirects (perte d'activité, chômage technique, coupure des réseaux d'énergie, d'assainissement, etc.) doivent également être pris en compte.

En Île-de-France, les zones inondables sont très fortement urbanisées et concernent :
- 900 000 personnes,
- 530 000 emplois[2].

Pour le département de la Seine-Saint-Denis, près de 34 000 personnes (17 000 logements) seraient directement inondées et près de 84 000 personnes (34 000 logements) pourraient être indirectement touchées par des coupures de réseau.

Les communes de Neuilly-sur-Marne et de Noisy-le-Grand comptent sur leur territoire une usine de production d'eau potable située en zone inondable. Cette installation stratégique alimente une part importante du réseau de distribution du département. Au-delà du risque matériel pour les équipements, la survenue d'une inondation peut aussi augmenter les risques de dégradation de la qualité de l'eau et les risques de pollution, nécessitant la mise en place de mesures de secours en matière de distribution d'eau potable.

La seule présence d'une telle quantité d'enjeux en zone inondable pourrait conduire à d'importants

[2]Sources : DRIEAT 2022

dégâts directs et indirects. Bien que la crue soit progressive et puisse être anticipée quelques heures ou quelques jours à l'avance, les dégâts peuvent tout de même s'avérer majeurs et la phase de retour à la normale peut prendre plusieurs mois voire plusieurs années selon l'ampleur de la crue et des dégâts associés.

• *Pour en savoir plus sur les risques près de chez soi :*

Plusieurs outils permettent de connaitre les risques près de chez soi :

- le site internet Géorisques : https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chez-moi
- le site ERRIAL (https://errial.georisques.gouv.fr/#/), permet de localiser son bien pour réaliser un état des risques réglementés, pour l'information des acquéreurs et des locataires[3] ;
- Cartoviz : une carte interactive pour visualiser les impacts de la crue des quatre grandes rivières d'Île-de-France (Seine, Marne, Oise et Loing). Ces cartographies, réalisées avec des données fournies par l'État, représentent les zones d'inondation potentielles susceptibles d'être provoquées par les crues des grands cours d'eau d'Île-de-France pour différents niveaux de crues. Elle permet à tous les riverains de ces cours d'eau de savoir, en fonction de l'adresse qu'ils auront saisie dans la barre de recherche, quelle sera la hauteur d'eau estimée à cet endroit, en fonction de différents niveaux de crue. Cette cartographie permet également de visualiser les impacts des inondations sur leur commune et sur certains équipements (école, hôpital, mairie, industrie…). La carte est disponible via le lien suivant : https://cartoviz.institutparisregion.fr/?id_appli=zonesinondables&x=660857.2724655933&y=6856417.005353682&zoom=12

b. Le réseau hydrographique départemental

Le département est constitué de deux bassins versants principaux, celui de la Seine et celui de la Marne.

La Seine est un fleuve au débit modéré mais très variable. En effet, ce dernier peut varier de quelques dizaines de m³/s à plus de 2 600 m³/s en période de crue. Le territoire de la Seine-Saint-Denis menacé par des inondations de la Seine est composé des quatre communes suivantes : **Epinay-sur-Seine, l'Ile-Saint-Denis, Saint-Denis et Saint-Ouen**. Ces quatre communes comptent à elles seules 226 000 habitants[4].

En ce qui concerne la **Marne**, son débit moyen est de 100 m³/s et peut aller jusqu'à environ 900m³/s en période de crue. Le territoire de la Seine-Saint-Denis menacé par des inondations de la Marne est composé des cinq communes suivantes : **Gagny, Gournay-sur-Marne, Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Marne et Noisy-le-Grand**. Ces cinq communes totalisent plus de 171 000 habitants[4].

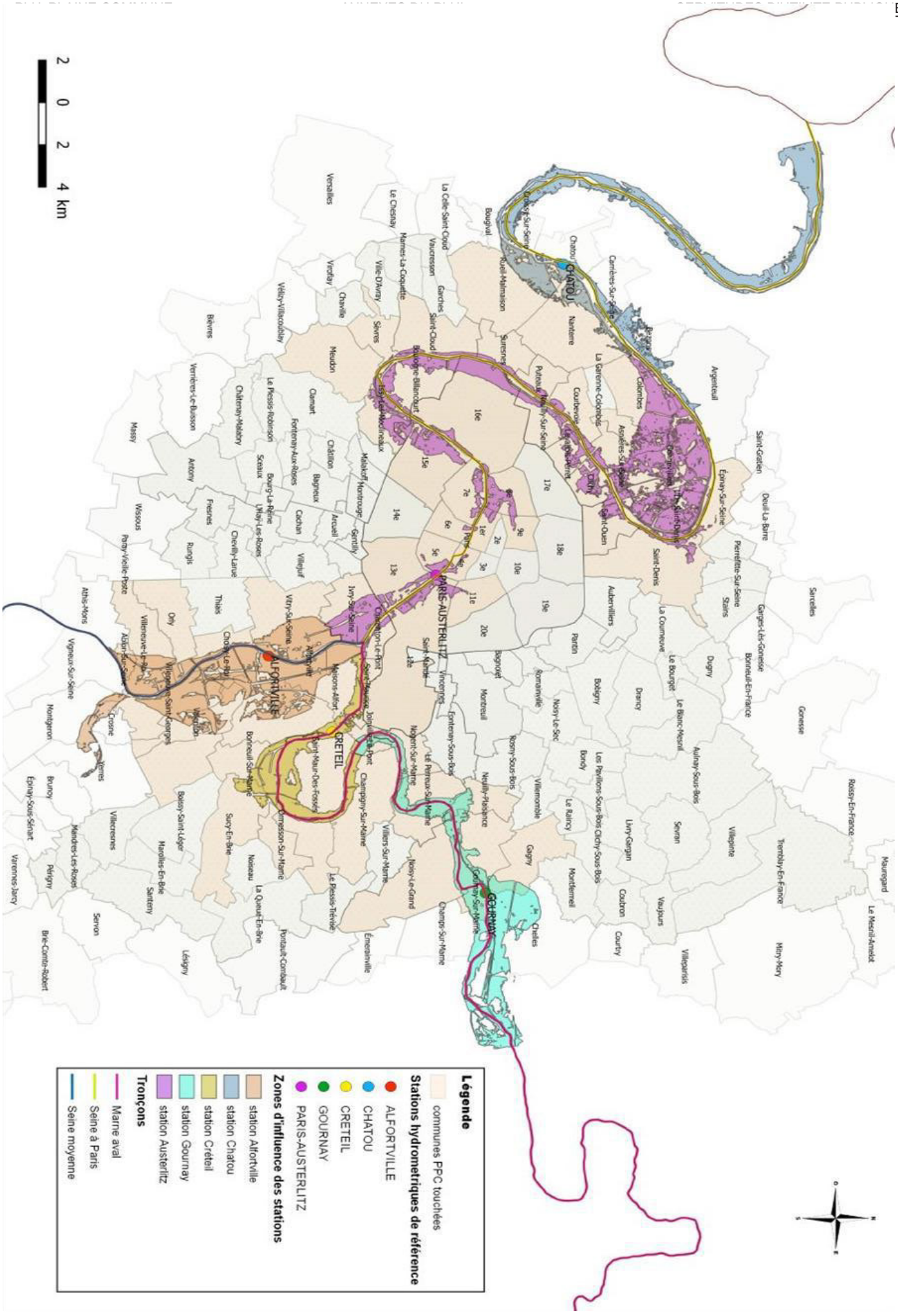
Pour ces deux cours d'eau, des plans de prévention du risque inondation (PPRI) ont été approuvés respectivement :

- pour la Seine, le 21 juin 2007 concernant les communes d'Epinay-sur-Seine, de l'Ile-Saint-Denis, de Saint-Denis, de Saint-Ouen ;
- pour la Marne, le 15 novembre 2010 concernant les communes de Gagny, de Gournay-sur-Marne, de Neuilly-Plaisance, de Neuilly-sur-Marne et de Noisy-le-Grand.

Ces plans sont également accessibles sur le site internet de la préfecture de la Seine-Saint-Denis dans la rubrique dédiée : https://www.seine-saint-denis.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-paysage-risques-naturels-et-technologiques-bruit-nuisances-publicite/Les-risques-naturels-et-technologiques-en-Seine-Saint-Denis/Les-plans-de-prevention-des-risques-PPR-approuves

[3]L'acquéreur ou le locataire d'un bien immobilier doit être informé par le vendeur ou le bailleur des risques (naturels, miniers, technologiques, sismiques, radon…) et pollutions auxquels ce bien est exposé. Il doit connaître les servitudes qui s'imposent au bien immobilier, les sinistres subis ainsi que les obligations et recommandations qu'il doit respecter pour sa sécurité.
[4]Source : INSEE 2019

Carte des tronçons réglementaires et stations de référence pour les départements de Paris et sa proche couronne

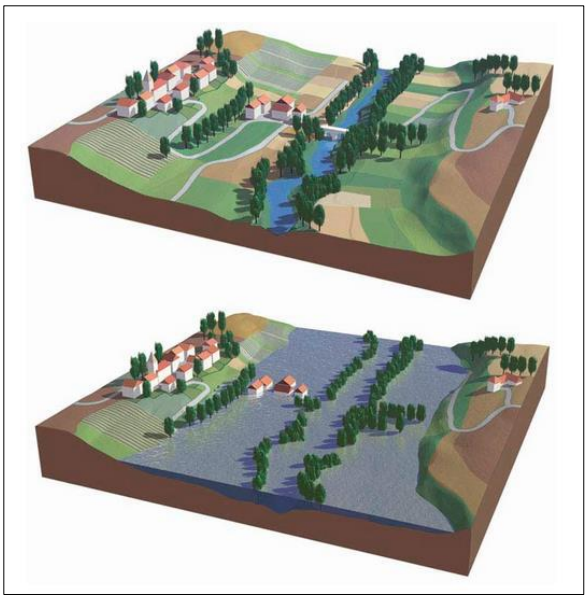


c. Risque inondation dans le département

Le département de la Seine-Saint-Denis peut subir des inondations de différentes natures.

- *Les inondations par débordement de cours d'eau de la Seine et de la Marne*

Il s'agit de crues lentes de plaine dont la cinétique se caractérise par des élévations inférieures à 1 mètre par jour du niveau des cours d'eau la plupart du temps. Elles peuvent persister de quelques jours à plusieurs semaines.



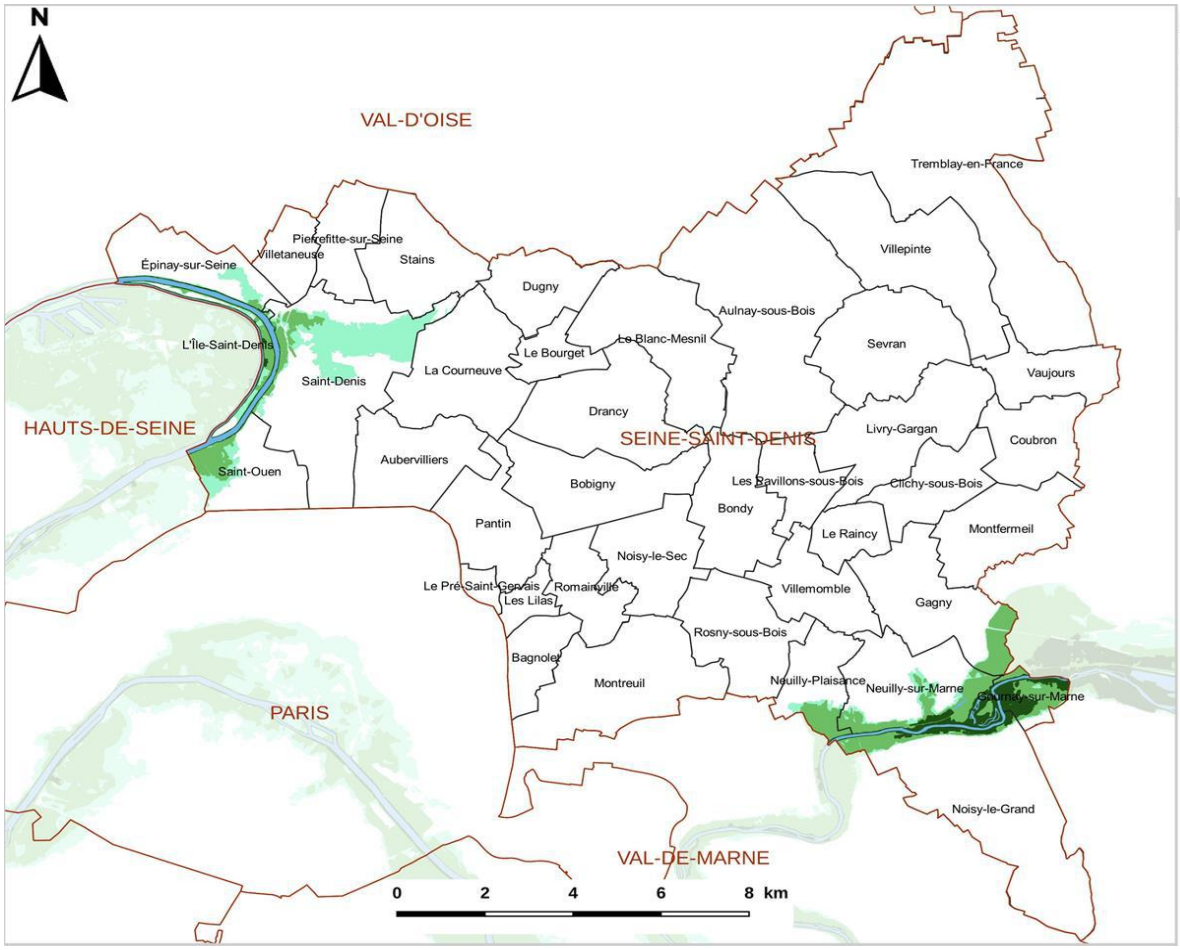
Source : Géorisques.gouv.fr

La période la plus risquée s'étend de novembre à mai. Les crues majeures surviennent généralement entre décembre et mars. Cependant, des crues importantes peuvent survenir en dehors de ces périodes. La crue de référence correspond à une crue centennale dont la probabilité d'occurrence annuelle est faible, le débit de ces crues ayant une chance sur cent d'être observé ou dépassé chaque année. La dernière crue centennale recensée sur les cours d'eau de la Marne et de la Seine est la crue de janvier 1910.

D'autres scénarii de crues sont possibles, telles les crues de 2016 ou de 2018 correspondant à des périodes de retour de 10 à 50 ans, c'est à dire ayant entre une chance sur 10 et une chance sur 50 de se produire tous les ans. Des situations extrêmes peuvent aussi se produire, comme une crue millénniale dont la probabilité d'occurrence annuelle est extrêmement faible (1 chance sur 1 000).

Ces scénarii de crues fréquents et extrêmes font partie, avec le scénario centennal, de la cartographie imposée par la directive inondation à l'échelle nationale.

La carte ci-dessous permet d'identifier les communes concernées par le risque d'inondation par débordement dans le département de la Seine-Saint-Denis pour les trois scénarii de crue évoqués (fréquent, moyen et extrême).



Scénarios de crue Extrême, Moyen et Fréquent issus de la Directive Inondation
-

Édité le 20 janvier 2022

Légende:
- DEPARTEMENT
- Commune
- La Marne et La Seine

Scénarios de crue
- Fréquent (10 à 30 ans)
- Moyen (100 à 300 ans)
- Extrême (1000 ans au moins)

Échelle : 1:110000
Système de coordonnées : RGF93 / Lambert-93
Sources : BD TOPO, Scénarios SIG de la Directive Inondation (2013)

PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Liberté
Égalité
Fraternité

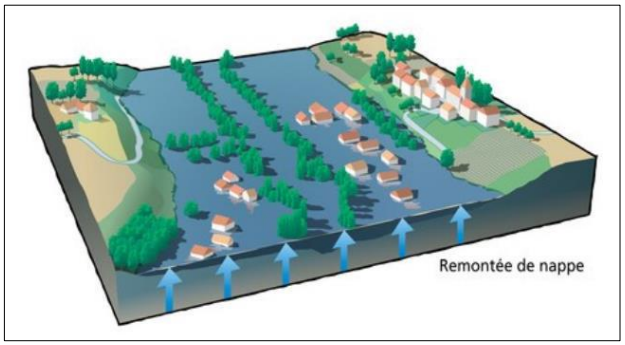
30

- *Les inondations par remontée de nappe*

On parle d'inondation par remontée de nappe lorsque l'inondation est provoquée par la montée du niveau de la nappe phréatique jusqu'à la surface du sol.

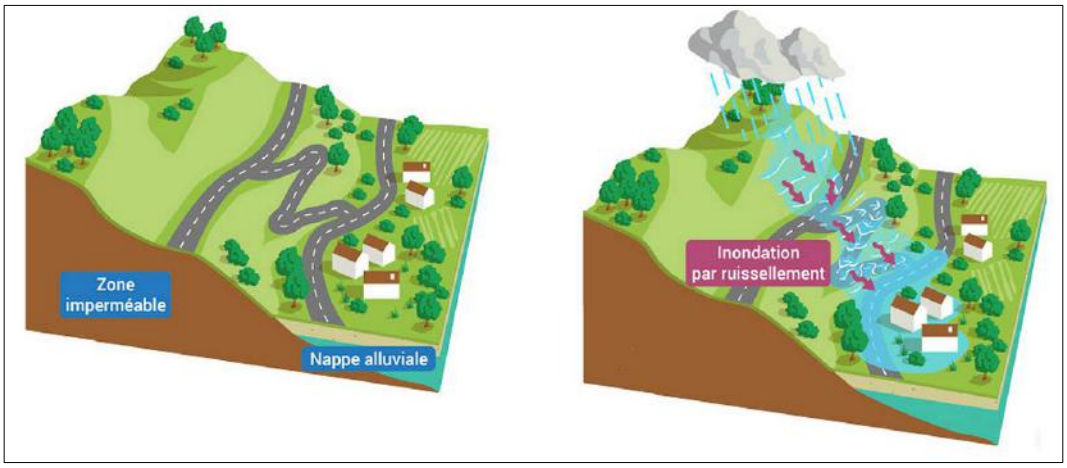
Le niveau des nappes varie de façon saisonnière en fonction de la période et de la durée de recharge des nappes phréatiques. L'hiver est propice à l'infiltration d'une plus grande quantité d'eau de pluie, car les précipitations y sont plus importantes, la température et l'évaporation sont plus faibles, et la végétation est peu active. A l'inverse, durant l'été, la recharge des nappes est faible ou nulle. On appelle « battement de la nappe » la variation de son niveau au cours de l'année.

Si des évènements pluvieux exceptionnels surviennent et engendrent une recharge exceptionnelle, le niveau de la nappe peut alors atteindre la surface du sol et provoquer une inondation par remontée de nappe comme sur le schéma ci-dessous.



Source : Géorisques.gouv.fr

- *Les inondations par ruissellement pluvial :*



Source : *eaufrance*.fr

L'inondation par ruissellement se produit lorsque les eaux de pluie ne peuvent pas ou plus s'infiltrer dans le sol. Cet évènement se produit selon deux temporalités :

- soit lors d'un évènement climatique soudain et important telle qu'une pluie de forte intensité (orage) ;
- soit lors d'une accumulation importante, de plusieurs dizaines de millimètres de pluie sur plusieurs jours.

L'inondation par ruissellement se traduit par un écoulement d'eau important en dehors du réseau hydrographique, dans des zones habituellement sèches ou dans des cours d'eau intermittents et/ou en dehors du réseau d'évacuation des eaux pluviales, c'est-à-dire dans les rues.

Des inondations par ruissellement peuvent également se produire lorsque le réseau pluvial ou d'assainissement est en charge, et déborde.

Pour prévenir le risque d'inondation par ruissellement pluvial en secteur urbain la question de la maîtrise de l'imperméabilisation des sols et de la réduction des rejets d'eaux pluviales en réseaux d'assainissement est essentielle.

À l'échelle départementale, le zonage pluvial départemental a été instauré en 2014 par le conseil départemental de la Seine-Saint-Denis. Basé sur des cartes précisant par secteur les débits de rejet autorisés ou les capacités d'infiltration dans les sols, il indique les règles qui s'imposent et les recommandations en matière d'aménagement, afin de garantir une bonne maîtrise des eaux de ruissellement.

d. Historique des crues

Pour le département, plusieurs événements sont recensés, dont ceux présentés ci-dessous, qui illustrent également le dispositif de vigilance pour les crues des cours d'eau surveillés par l'Etat. Les crues les plus récentes correspondent à celles de mai/juin 2016 et de janvier/février 2018.
Ces deux épisodes de crues ont toutefois eu peu de conséquences sur les communes riveraines de la Seine. La commune de Gournay-sur-Marne et dans une moindre mesure celle de Noisy-le-Grand, ont été les plus affectées par la crue de la Marne de 2018.

VIGILANCE		Tronçon de vigilance Marne de Condé à Charenton		Tronçon de vigilance Seine à Paris	
		Station de référence (*Hauteurs de crue reconstituées*)		Stations de référence (*Hauteurs de crue reconstituées*)	
Niveau	Définition	GOURNAY-SUR-MARNE		PARIS AUSTERLITZ	
		Crues historiques	Hauteur	Crues historiques	Hauteur
ROUGE	Niveau 4 : ROUGE Risque de crue majeure. Menace directe et généralisée de la sécurité des personnes et des biens.	*27 janvier 1910* *24 janvier 1955*	*6,99 m* *6,78 m*	27 février 1658 28 janvier 1910 23 janvier 1955	8,96 m 8,62 m 7,12 m
ORANGE	Niveau 3 : ORANGE Risque de crue génératrice de débordements importants susceptibles d'avoir un impact significatif sur la vie collective et la sécurité des biens et des personnes.	3 février 2018	5,74 m	14 janvier 1982 3 juin 2016 29 janvier 2018	6,15 m 6,10 m 5,88 m
JAUNE	Niveau 2 : JAUNE Risque de crue ou de montée rapide des eaux n'entraînant pas de dommages significatifs, mais nécessitant une vigilance particulière dans le cas d'activités saisonnières et/ou exposées.	31 mars 2001 3 juin 2016 8 janvier 2011	5,29 m 4,73 m 4,63 m	24 mars 2001 28 décembre 2010 9 février 2013 6 mai 2015	5,21 m 3,92 m 3,91 m 3,49 m
VERT	Niveau 1 : VERT Pas de vigilance particulière requise				
		Zéro d'échelle 33,054 m NGF IGN69		Zéro d'échelle 25,92 mNGF IGN69	

Exemples de crues historiques observées aux stations de référence du département de la Seine-Saint-Denis

L'information de vigilance pour les crues consiste, par analogie avec le dispositif de la vigilance météorologique, à qualifier le niveau de vigilance requis compte tenu des phénomènes prévus pour les 24 heures à venir. Elle obéit à une échelle de couleur à quatre niveaux : vert, jaune, orange et rouge, en allant du niveau de risque le faible plus au plus élevé.

Un niveau de vigilance est ainsi attribué quotidiennement (à 10h et à 16h) à chaque tronçon réglementaire de cours d'eau surveillé (en fonction des niveaux d'eau observés aux stations de référence associées à ce tronçon).

La Base de Données Historiques sur les Inondations (BDHI) recense et décrit des évènements d'inondation et de submersion dommageables de toute origine survenus sur le territoire français des siècles passés à aujourd'hui. Celle-ci est disponible à l'adresse : https://bdhi.developpement-durable.gouv.fr/welcome

La plateforme nationale collaborative des sites et repères de crues est également un outil intéressant pour cataloguer les épisodes de crues. Elle recense l'ensemble des repères de crues, c'est à dire, les marques physiques pouvant prendre diverses formes permettant d'indiquer la hauteur d'eau d'une crue historique sur le territoire, sur un bâtiment par exemple. Le repère de crue est un élément qui permet de développer la culture du risque auprès des riverains. Le département compte 39 repères sur son territoire.

Le site est disponible à l'adresse : https://www.reperesdecrues.developpement-durable.gouv.fr/



Repère de crue indiquant le niveau de la crue de 1910 sous le pont Charles de Gaulle à Gournay-sur-Marne

e. Prévision des crues dans le département

Depuis la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels, l'article L. 564-1 du code de l'environnement dispose que l'organisation de la surveillance, de la prévision et de la transmission de l'information sur les crues est assurée par l'Etat.

Pour cela, plusieurs dispositifs existent :

- Le schéma directeur de prévision des crues (SDPC) du bassin Seine-Normandie : il définit l'organisation de la surveillance, de la prévision et de la transmission de l'information sur les crues dans le bassin Seine-Normandie ;
  Pour en savoir plus : https://www.vigicrues.gouv.fr/ftp/SDPC/SDPC_Seine-Normandie.pdf
- le règlement de surveillance, de prévision et de transmission de l'information sur les crues **:** il met en œuvre le SDPC en vigueur sur le territoire Seine moyenne-Yonne-Loing dont fait partie la Seine-Saint-Denis ;
  Pour en savoir plus : https://www.vigicrues.gouv.fr/ftp/RIC/RIC_SPC_SMYL.pdf
- la prévision des crues : le dispositif de vigilance des crues sur le site www.vigicrues.gouv.fr est librement accessible à tout public et permet la lecture d'une carte en couleur précisant les quatre niveaux de vigilance.

D'autres dispositifs d'information ont également été mis en place au niveau national :

- APIC (Avertissements Pluies Intenses à l'échelle des Communes) : ce service gratuit proposé par Météo France permet un envoi d'avertissements, aux préfectures et aux communes abonnées, en cas de pluies exceptionnelles sur le territoire. Il permet ainsi aux collectivités, mais également au public, de suivre l'évolution et la localisation de l'épisode pluvieux et de mettre en œuvre les mesures de prévention et de sécurité qui relèvent de leur compétence. La visualisation est disponible pour tout public depuis le site Vigicrues.
- Vigicrues Flash : ce service gratuit d'avertissement automatique sur les crues soudaines, destiné aux gestionnaires de crise locaux, par abonnement, complète le dispositif Vigicrues. Il repose sur de la modélisation hydrologique et concerne des cours d'eau n'appartenant pas au réseau surveillé par le dispositif Vigicrues mais susceptibles d'être soumis à des crues soudaines. Les cours d'eau du département retenus pour ce service sont la Morée (Sevran, Aulnay-sous-Bois, Le Blanc-Mesnil et Dugny) et le Sausset (Tremblay-en-France, Villepinte, Aulnay-sous-Bois). La visualisation est également disponible pour tout public depuis le site Vigicrues.

f. Prévention des inondations dans le département

- **Plans de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la Marne et de la Seine :**

Le PPRI est un document approuvé par arrêté préfectoral établissant un ensemble de règles visant à maitriser l'urbanisation et à permettre la protection des biens et des personnes en zone inondable. Il est composé de cartes d'aléas, décrivant l'enveloppe maximale de la zone inondable ainsi que les hauteurs d'eau sur le territoire, de cartes de zonages règlementaires définissant différentes zones en fonction des enjeux présents sur le territoire et d'un règlement fixant les règles à respecter dans chaque zone. Le PPRI est une servitude d'utilité publique annexée au plan local d'urbanisme (PLU).

- **Programme d'Actions de Prévention des Inondation (PAPI)**

Les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) de Seine Grands Lacs et les départements membres des Hauts-de-Seine, de Paris, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne sont porteurs d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) qui a pour but de réduire les risques d'inondation sur le territoire francilien.
Le PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes a pour objectif de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation afin de réduire leurs conséquences dommageables, aussi bien en termes de santé humaine, de biens, d'activités économiques ou d'environnement. Les actions proposées au sein du PAPI peuvent être subventionnées par le fonds de prévention des risques naturels majeurs ou fonds Barnier.

Ce programme, labellisé par l'Etat en décembre 2013, s'est étendu sur 6 ans. Une nouvelle version du cahier des charges, intitulée PAPI 3 est parue en 2021 pour consolider la démarche du dispositif. Il comporte trois objectifs prioritaires :

- accroître la culture du risque inondation auprès des populations situées en zone inondable et plus particulièrement auprès des principaux gestionnaires publics ou privés d'équipements et d'infrastructures essentiels au fonctionnement du territoire ;
- stabiliser à court terme le coût des dommages potentiels liés aux inondations sur Paris et la petite couronne ;
- renforcer la résilience des principaux services publics (énergie, télécommunications, transports, sanitaires, sociaux et éducatifs) des territoires sinistrés par une grande crue.

Dans le département de la Seine-Saint-Denis, ce programme a notamment permis de financer en 2020 une étude de recensement des dispositifs de protection en place le long de la Marne et de la Seine.

g. Consignes de sécurité et préparation à la crise

• *Pour les particuliers*

Certaines actions peuvent être mises en place par les habitants pour anticiper la montée des eaux, savoir réagir pendant la crise et enfin faciliter le retour à une vie normale. Les principales actions sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	Actions	Exemples d'actions spécifiques
AVANT	S'organiser et anticiper : • S'informer des risques, des modes d'alerte et des consignes en mairie ; • S'organiser et élaborer les dispositions nécessaires à la mise en sûreté ; • Simuler annuellement.	• Mettre hors d'eau les meubles et objets précieux (album photos, papiers personnels, factures, etc.), les matières et les produits dangereux ou polluants ; • Identifier le disjoncteur électrique et le robinet d'arrêt du gaz ; • Aménager les entrées possibles d'eau : portes, soupiraux, évents ; • Amarrer les cuves ; • Repérer les stationnements hors zone inondable ; • Prévoir les équipements minimums : radio à piles, réserve d'eau potable et de produits alimentaires, papiers personnels, médicaments urgents, vêtements de rechange, couvertures, etc.
PENDANT	Mettre en place les mesures conservatoires : • S'informer de la montée des eaux par radio ou auprès de la mairie ; • Se réfugier en un point haut préalablement repéré (étage, colline, etc.) ; • Ecouter la radio pour connaître les consignes à suivre.	• Ne pas tenter de rejoindre ses proches ou d'aller chercher ses enfants à l'école ; • Eviter de téléphoner afin de libérer les lignes pour les secours ; • N'entreprendre une évacuation que si vous en recevez l'ordre des autorités ou si vous y êtes forcé par la crue ; • Ne pas s'engager sur une route inondée (à pied ou en voiture) : lors des inondations du Sud Est des dix dernières années, plus du tiers des victimes étaient des automobilistes surpris par la crue.

APRES	**Respecter les consignes émises par les autorités et les services de secours :** • Informer les autorités de tout danger ; • Aider les personnes sinistrées ou à besoins spécifiques.	**Après le retrait des eaux :** • Aérer ; • Désinfecter à l'eau de javel ; • Chauffer dès que possible ; • Ne rétablir le courant électrique que si l'installation est sèche.

• *Pour les activités implantées en zone inondable*

Pour aider à se poser les bonnes questions et à anticiper la crue, des guides d'auto diagnostic publiés sur le site de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) permettent pour toute activité d'évaluer sa vulnérabilité face au risque inondation. Le guide aborde tous les aspects de la vulnérabilité des établissements, qu'elle soit directe ou indirecte.

Il en existe quatre différents adaptés à chaque type d'établissement : les « très petites entreprises » (TPE), les « petites et moyennes entreprises » (PME), les collectivités, les établissements culturels et les industries. Ceux-ci sont disponibles à l'adresse : https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/inondations-etes-vous-bien-prepare-a3719.html

• *Pour les aménagements en zone inondable*

Le préfet de la région Ile-de-France et le préfet de police, également préfet de la zone de défense et de sécurité de Paris, ont signé le 5 mars 2018, une **charte des quartiers résilients** avec les principaux opérateurs franciliens de l'aménagement urbain ainsi que des collectivités du cœur d'agglomération (Métropole du Grand Paris, Ville de Paris, conseil de Paris). Cette charte d'engagement volontaire incite tous les acteurs à concevoir des quartiers et des villes dans lesquels sont anticipés le risque inondation, afin de réduire la vulnérabilité et faciliter au maximum le retour à la normale.

Celle-ci vient compléter les prescriptions règlementaires des Plans de prévention du risque inondation (PPRI) qui s'imposent déjà aux constructions en zone inondable.

Cette charte et le tableau d'accompagnement permettant sa mise en place sont disponibles à l'adresse suivante : http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/charte-quartiers-resilients-a3567.html

2. Le risque de mouvement de terrain

a. Généralités

• *Qu'est-ce qu'un mouvement de terrain ?*

Les mouvements de terrain du sol ou du sous-sol regroupent un ensemble de déplacements, d'origine naturelle ou anthropique. Les volumes en jeu sont compris entre quelques mètres cubes et des millions de mètres cubes. Les déplacements peuvent être lents, soit quelques millimètres par an, ou très rapides, c'est-à-dire quelques centaines de mètres par jour.
Les mouvements de terrain recouvrent des formes très diverses. Selon la vitesse de déplacement, deux ensembles de mouvements de terrain peuvent être distingués :

- les **mouvements lents**, qui entraînent une déformation progressive des terrains, pas toujours perceptible par l'Homme ;
- les **mouvements rapides**, qui surviennent de manière brutale et soudaine.

• *Comment se manifeste-t-il ?*

Sont différenciés :

Les mouvements lents :	Les mouvements rapides :	L'érosion des littoraux rocheux et sableux :
• Les tassements, affaissements ; • Les glissements de terrain le long d'une pente (qui peuvent aussi être rapides), solifluxion, fluages ; • Le retrait-gonflement des argiles.	• Les effondrements de cavités souterraines naturelles ou artificielles (carrières et ouvrages souterrains, cavités liées à la dissolution du gypse, etc.) ; • Les chutes de pierres ou de blocs, les éboulements rocheux ; • Les coulées boueuses et torrentielles.	• Les chutes de pierres ou de blocs, les éboulements rocheux ; • Les glissements et les ravinements ; • Les prélèvements des niveaux sableux.

• *Les conséquences sur les personnes et les biens*

Les grands mouvements de terrain étant souvent peu rapides, les victimes sont peu nombreuses. En revanche, ces phénomènes sont souvent destructeurs pour les aménagements humains qui y sont très sensibles. Les dommages aux biens sont considérables et souvent irréversibles.

Le phénomène de retrait-gonflement des argiles ne présente pas de réel risque pour les populations, mais ses effets, à l'occasion des sécheresses, impactent profondément le plan économique : ils représentent le deuxième poste de demandes d'indemnisation national au titre du régime des catastrophes naturelles.

Les mouvements de terrain rapides et discontinus (effondrement de cavités souterraines, écroulement, chutes de blocs, coulées boueuses, etc.), par leur caractère soudain, augmentent la vulnérabilité des personnes. Ces phénomènes ont des conséquences sur les infrastructures (bâtiments, voies de communication, etc.), allant de la dégradation à la ruine totale. Ils peuvent entraîner des pollutions induites lorsqu'ils impactent des infrastructures industrielles (une usine chimique, une station d'épuration, etc.). En outre, ces phénomènes peuvent entraîner un remodelage des paysages.

A l'échelle du département de la Seine-Saint-Denis, les communes de **Gagny, du Raincy, de Montreuil, de Romainville, des Lilas, de Pantin, du Pré-Saint-Gervais et de Villetaneuse**, sont particulièrement exposées à ce risque.

• *Pour en savoir plus sur le risque de mouvement de terrain :*

Rubrique du risque de mouvement de terrain de la préfecture de la Seine-Saint-Denis : https://www.seine-saint-denis.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-paysage-risques-naturels-et-technologiques-bruit-nuisances-publicite/Les-risques-naturels-et-technologiques-en-Seine-Saint-Denis/Les-plans-de-prevention-des-risques-PPR-approuves/Les-plans-de-prevention-des-risques-mouvements-de-terrain

Site de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) : https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/prevention-des-risques-de-mouvements-de-terrain-r1742.html

Rubrique du risque de mouvement de terrain sur le site officiel Géorisque : https://www.georisques.gouv.fr/risques/mouvements-de-terrain

Pour connaitre les risques près de chez soi : https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chez-moi

b. Les différents risques de mouvements de terrain induits par la présence de cavités souterraines sur le département de la Seine-Saint-Denis

Le département de la Seine-Saint-Denis est particulièrement exposé aux risques d'affaissement et d'effondrement liés à la présence de cavités souterraines, qu'elles soient d'origine naturelle ou anthropique (anciennes exploitations de carrières, cavités d'origines naturelles, dissolution du gypse, etc.).

Qu'il soit question de cavités souterraines liées aux anciennes carrières ou à la dissolution du gypse, deux types de phénomènes sont à redouter : l'affaissement et/ou l'effondrement.

- Les affaissements sont des dépressions topographiques en forme de cuvette dues au fléchissement lent et progressif des terrains de couverture. En général, ces affaissements ne présentent pas de risque pour les individus. Ils peuvent cependant avoir des conséquences importantes sur les ouvrages en surface, allant de la fissuration à la destruction complète du bâti.

- Les effondrements surviennent de manière plus ou moins brutale. ils combinent des processus liés à la gravité mais aussi à l'évolution des cavités souterraines naturelles en lien avec la dissolution de certaines roches (gypse) ou certaines activités humaines (carrières et ouvrages souterrains). Lorsque le toit de la carrière rompt et que les terrains superficiels se déversent dans celle-ci, la dépression remonte ainsi jusqu'à la surface (voir le schéma *infra*). Le phénomène peut être ponctuel : il se définira alors comme un fontis (effondrement brutal et localisé d'un diamètre inférieur à 50 m et occasionnellement de 100 m) ou généralisé (vaste ouverture pouvant aller jusqu'à plusieurs hectares).

L'eau peut avoir une grande influence sur les propriétés mécaniques des matériaux exploités et des terrains de recouvrement, et donc sur la stabilité des ouvrages. Le processus de fontis peut ainsi être réactivé ou très nettement accéléré par des infiltrations d'eau dans des terrains de recouvrement. De plus, la dissolution des calcaires et du gypse peut être aggravée par des circulations d'eau non saturée liées à des fuites de canalisation, de fosses septiques ou à l'absence d'assainissement. Des circulations d'eau peuvent également entraîner des particules fines argileuses ou siliceuses du sol et provoquer l'apparition de décompression dans les terrains traversés.

La gestion de l'eau et le contrôle des réseaux sont donc essentiels pour la prévention du risque.

• *Le risque induit par la présence d'anciennes exploitations de carrières*

Les carrières d'origine anthropique, notamment lorsqu'elles sont dégradées, peuvent être à l'origine de mouvements de terrain susceptibles d'affecter la sécurité des biens et des personnes. En effet, la détérioration du toit de la carrière due à la pression des terrains de recouvrement peut provoquer l'effondrement ou l'affaissement de la surface aménagée sur une zone localisée (fontis) ou généralisée.

L'entretien et la surveillance régulière de ces carrières sont donc essentiels pour prévenir tout incident en surface.

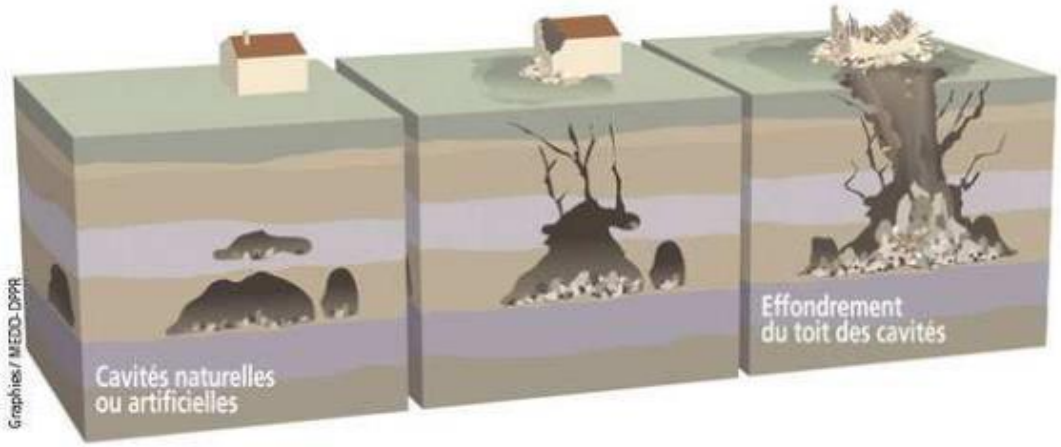
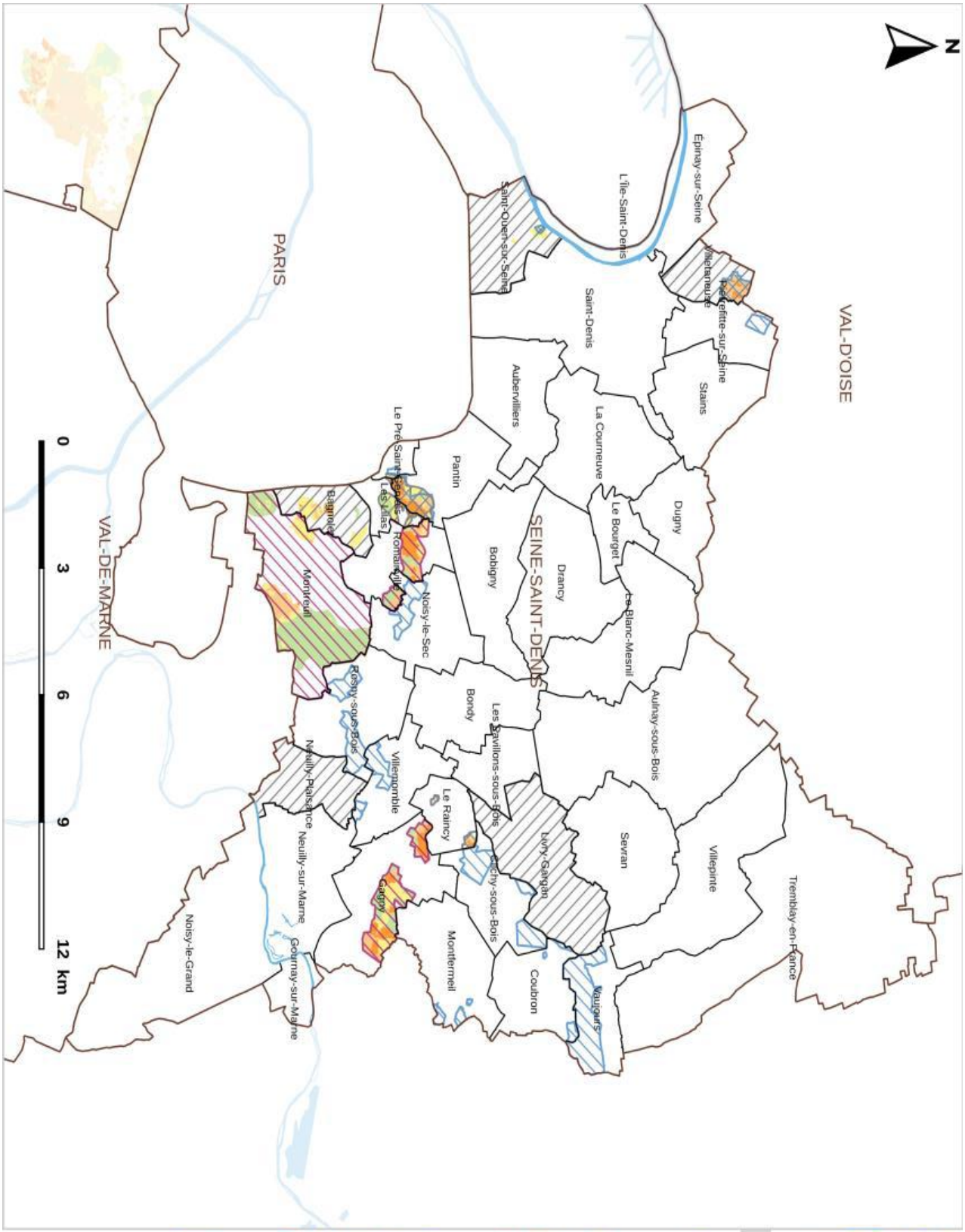


Schéma de l'effondrement d'un toit de cavité souterraine naturelle ou artificielle, MEDD, 2015

Exposition du département au risque de mouvement de terrain lié aux anciennes carrières de la Seine-Saint-Denis, 2019



Exposition du département de la Seine-Saint-Denis au risque de mouvements de terrain liés aux anciennes carrières

-

Édité le 29 mars 2022

Légende :

- Département
- Commune
- Cours d'eau

Zonage Réglementaire

- Périmètre R111-3
- P.P.R.M.T. Approuvé
- Plan de Prévention des Risques Prescrit

Niveaux d'aléas lié aux anciennes carrières

- Faible
- Moyen
- Fort
- Très fort

Échelle : 1:120000
Système de coordonnées : RGF93 / Lambert-93
Sources : BD TOPO, IGC

PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Liberté Égalité Fraternité

• *Le risque lié au phénomène de dissolution du gypse*

Le sous-sol d'Île-de-France, notamment au nord de Paris et en Seine-Saint-Denis, est riche en formations gypseuses. En raison des propriétés du gypse, qui est un matériau soluble au contact de l'eau, ces formations gypseuses sont particulièrement soumises au processus d'érosion.

Par conséquent, toute présence et circulation d'eau à travers des couches contenant du gypse (par infiltration, par remontée de nappe ou par circulation souterraine), sont susceptibles d'entraîner leur dissolution. Il peut alors apparaître un vide franc ou une zone décomprimée en sous-sol qui menace ce qui se trouve au-dessus, en surface.

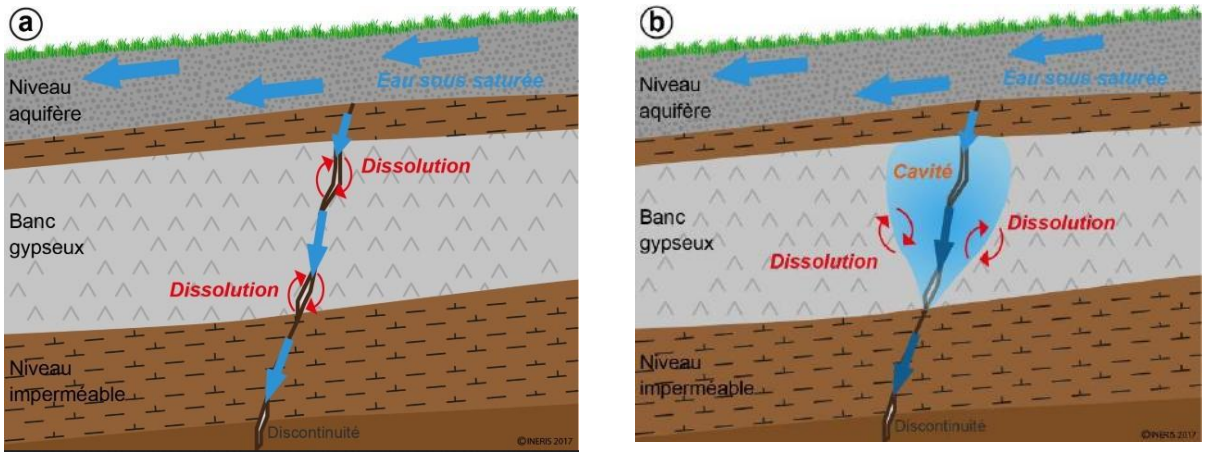
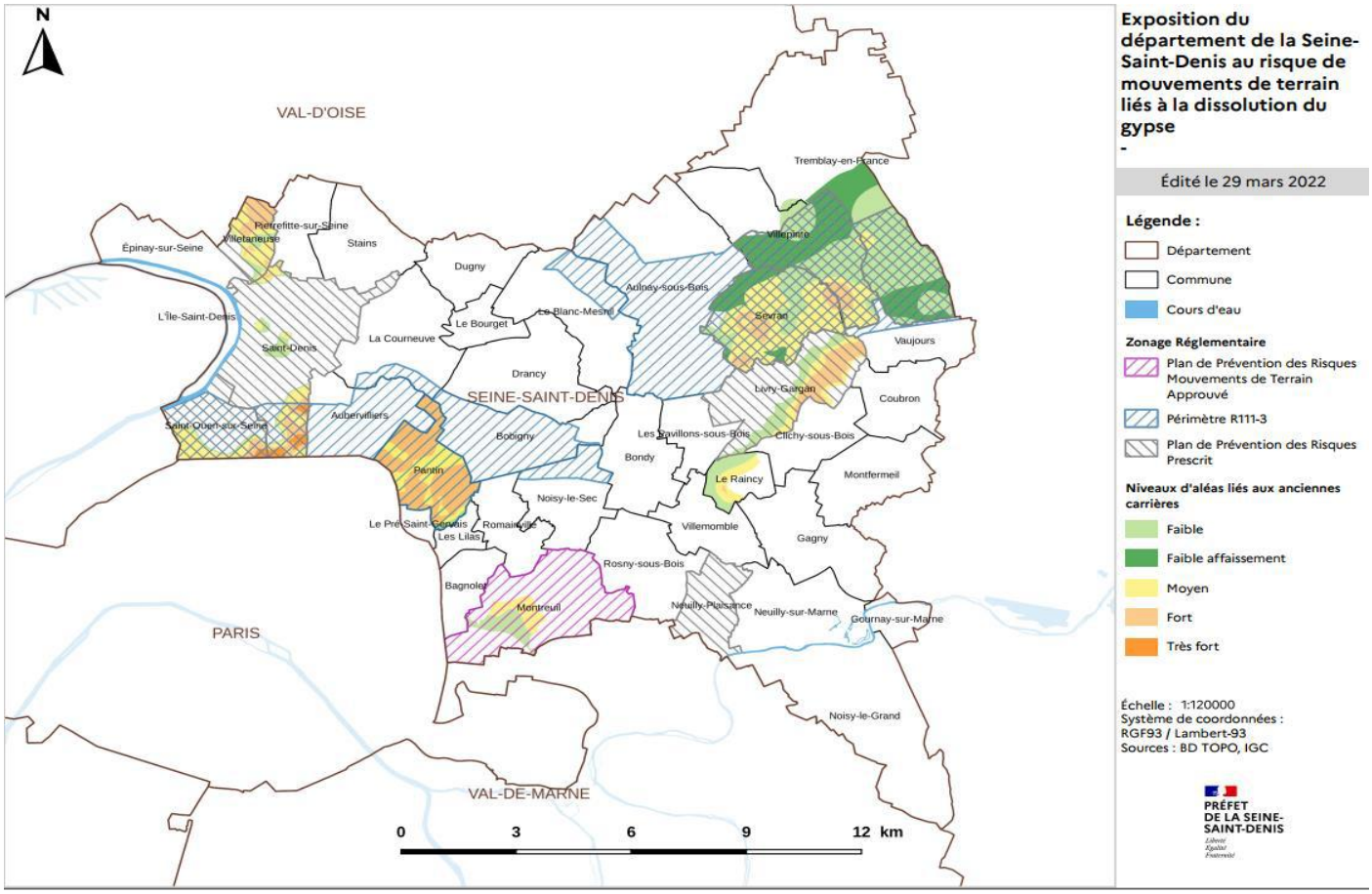


Schéma du phénomène de dissolution du gypse, INERIS, 2017

Les vides créés peuvent conduire à des affaissements et/ou à des effondrements des terrains qui les recouvrent. L'intensité de ces phénomènes sera proportionnelle à l'étendue du vide franc en sous-sol.

A l'échelle du département de la Seine-Saint-Denis, les communes de **Villetaneuse, Saint-Denis, Saint-Ouen-sur-Seine, Pantin, Montreuil, Le Raincy, Livry-Gargan, Villepinte, Tremblay-en-France, Aubervilliers, La Courneuve, Bobigny, Noisy-le-Sec, Le Blanc-Mesnil, Aulnay-sous-Bois et Sevran** sont particulièrement exposées à ce risque.

Exposition du département de la Seine-Saint-Denis au risque de mouvement de terrain lié à la dissolution du gypse, 2019



42

Le tableau ci-dessous recense les différents arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle liés à la dissolution du gypse et ceux liés aux anciennes carrières :

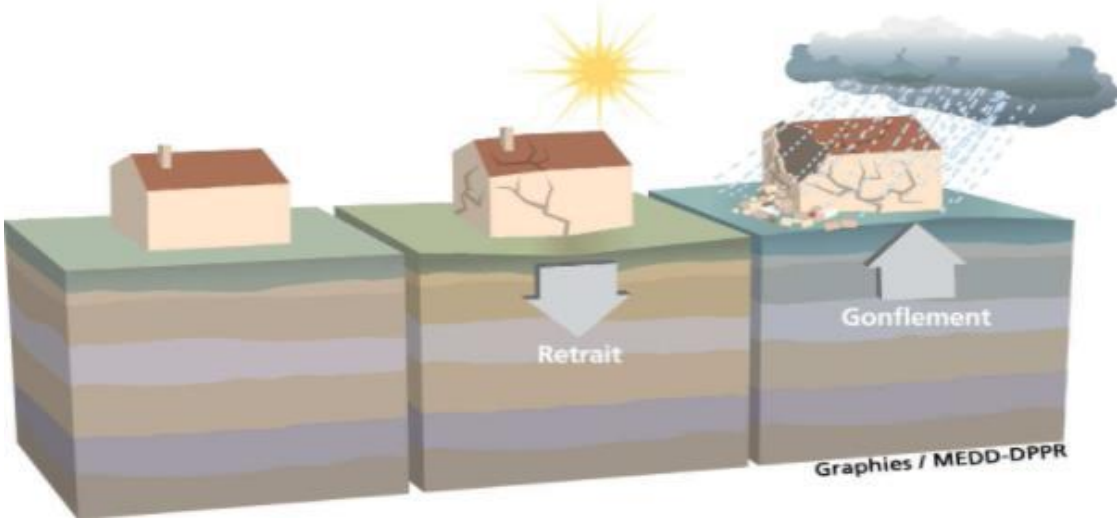
Commune	Type d'aléa	Arrêté du
Aulnay-sous-Bois	Mouvements de terrain	04/12/91
Pantin	Effondrement de terrain	06/12/93
Montreuil	Éboulement ou effondrement de carrière	03/05/95
Villepinte	Éboulement, glissement et affaissement de terrain	02/02/96
	Effondrement de terrain	10/08/98
	Mouvements de terrain	25/09/00

c. Le risque de mouvements de terrain induit par le processus de retrait et de gonflement des sols argileux

Des mouvements de terrain de moindre amplitude peuvent également être observés suite aux épisodes de sécheresse, en particulier sur des terrains argileux.

En effet, les sols argileux possèdent la propriété de voir leur consistance se modifier en fonction de leur teneur en eau. En contexte humide, un sol argileux se présente comme souple et malléable. Inversement, lorsque ce sol est desséché il devient dur et cassant. En outre, des variations de volume plus ou moins conséquentes en fonction de la structure du sol et des minéraux présents, accompagnent ces modifications de consistance.

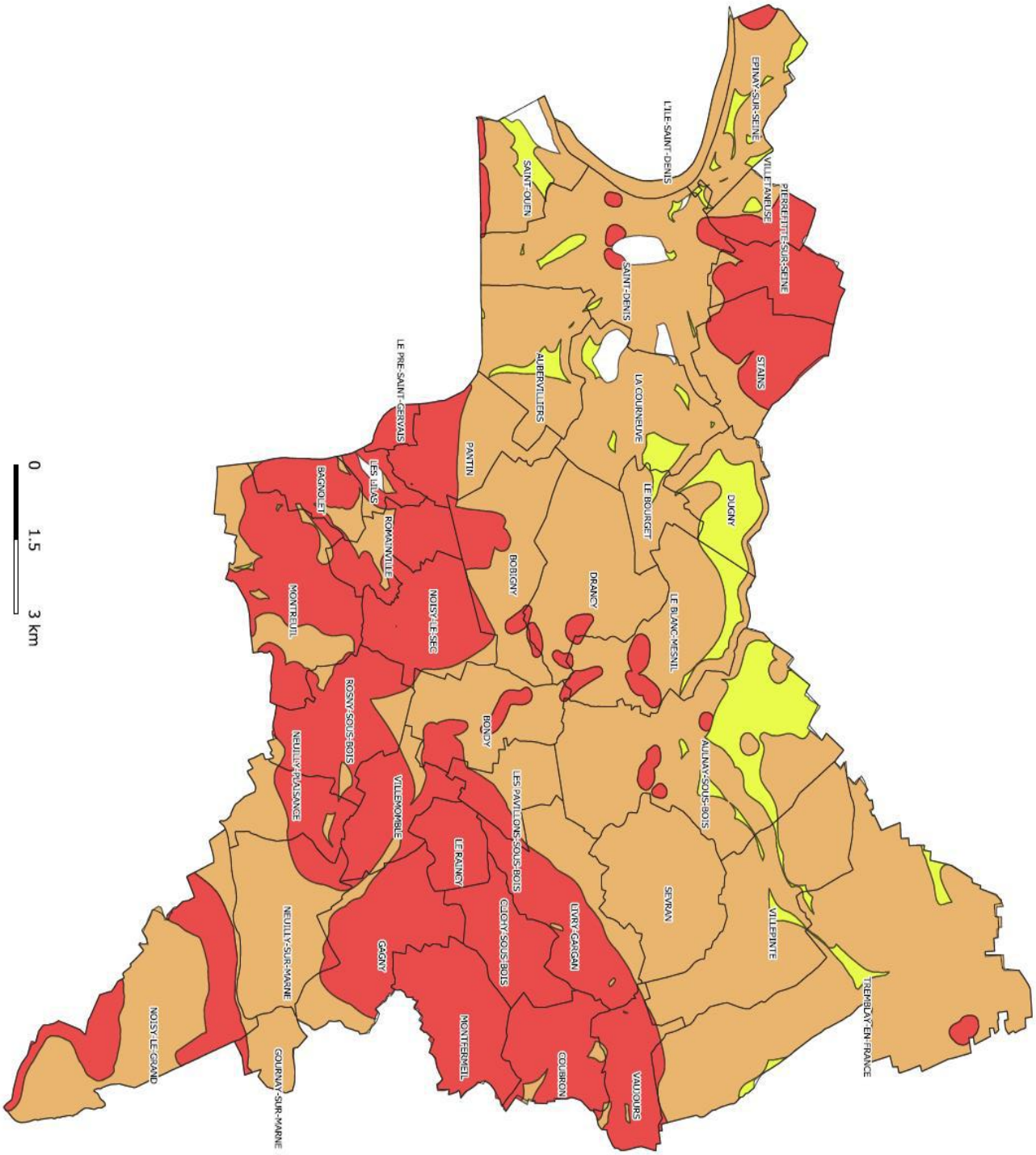
Lorsque la teneur en eau augmente dans un sol argileux, on assiste à une augmentation du volume de ce sol : on parle alors de « gonflement des argiles ». A l'instar, une baisse de la teneur en eau provoquera un phénomène inverse de rétractation dit « retrait des argiles », comme représenté sur le schéma ci-dessous :



Cour des comptes d'après le Guide « le retrait-gonflement des argiles – Comment prévenir les désordres dans l'habitat individuel », MEDD, 2018

A l'échelle du département de la Seine-Saint-Denis, toutes les formations géologiques renferment, à des degrés divers, des terrains de nature argileuse. C'est donc **l'ensemble des 40 communes du département qui sont concernées par le risque de retrait-gonflement des sols argileux.**

Exposition du département de la Seine-Saint-Denis au retrait-gonflement des sols argileux. (source : BRGM, 2019)



Le tableau ci-dessous recense les différents arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle recensés sur le département au titre "sécheresse et réhydration des sols" qui correspondent notamment aux dommages liés au retrait-gonflement des sols argileux.

Commune	Arrêté du
Aulnay-sous-Bois	26/05/1998 ; 22/06/21
Bagnolet	22/11/2005 ; 07/10/08 ; 16/07/19 ; 22/06/21
Bobigny	27/05/94
Bondy	04/12/1991 ; 30/06/94 ; 02/02/98 ; 27/12/2000 ; 25/08/04
Clichy-sous-Bois	14/05/91 ; 27/05/94 ; 24/03/97 ; 27/12/00 ; 11/01/05 ; 13/12/10 ; 21/05/13 ; 16/07/19
Coubron	04/12/91 ; 12/03/98 ; 11/01/05 ; 16/07/19
Drancy	27/12/01
Épinay-sur-Seine	04/12/91 ; 16/07/19 ; 27/07/21
Gagny	14/05/91 ; 03/03/95 ; 02/02/98 ; 19/03/99 ; 25/08/04 ; 11/07/12 ; 11/07/12 ; 16/07/19 ; 22/06/21
Gournay-sur-Marne	01/04/92 ; 08/09/94 ; 08/07/97 ; 25/08/04 ; 13/12/10
Le Blanc-Mesnil	04/12/91
Le Raincy	14/05/91 ; 27/05/94 ; 28/07/95 ; 24/03/97 ; 26/05/98 ; 19/03/99 ; 25/08/04 ; 11/06/08 ; 11/06/08 ; 20/04/21
Les Lilas	22/11/05 ; 22/06/21
Les Pavillons-sous-Bois	04/12/91 ; 28/07/95 ; 17/12/97 ; 11/01/05
Livry-Gargan	10/06/91 ; 06/12/93 ; 02/02/98 ; 27/12/00 ; 11/01/05 ; 13/12/10 ; 13/12/19
Montfermeil	04/12/91 ; 19/09/97 ; 25/08/04 ; 18/04/13 ; 16/07/19
Montreuil	04/12/91 ; 06/12/93 ; 26/12/95 ; 02/02/98 ; 06/07/01 ; 11/01/05 ; 11/06/08 ; 16/07/19
Neuilly-Plaisance	04/12/91 ; 27/05/94 ; 09/12/96 ; 19/03/99 ; 25/08/04 ; 17/09/19 ; 22/06/21
Neuilly-sur-Marne	15/07/98 ; 11/01/05
Noisy-le-Grand	04/12/91 ; 27/05/94 ; 28/07/95 ; 19/09/97 ; 19/03/99 ; 11/01/05 ; 16/07/19
Noisy-le-Sec	10/06/91 ; 12/03/98 ; 11/01/05 ; 11/06/08 ; 11/06/08 ; 11/06/08 ; 03/03/20
Pantin	16/10/92 ; 11/07/12 ; 11/07/12
Pierrefitte-sur-Seine	04/12/91 ; 19/03/99
Romainville	14/05/91 ; 11/01/05 ; 11/07/12 ; 11/07/12
Rosny-sous-Bois	14/05/91 ; 17/06/96 ; 03/11/97 ; 02/02/98 ; 22/06/99 ; 25/08/04 ; 11/06/08 ; 11/06/08 ; 11/06/08 ; 16/07/19
Sevran	15/11/94 ; 02/02/98
Stains	27/12/00
Tremblay-en-France	04/12/90 ; 04/12/91 ; 03/03/95 ; 26/05/98 ; 11/06/08 ; 11/06/08 ; 11/06/08 ; 11/06/08 ; 11/06/08 ; 16/07/19
Vaujours	04/12/91 ; 12/03/98
Villemomble	04/12/91 ; 02/02/96 ; 18/09/98 ; 11/01/05 ; 16/07/19
Villepinte	04/12/91 ; 03/03/95 ; 24/03/97 ; 09/04/98 ; 27/12/00 ; 16/07/19 ; 22/06/21
Villetaneuse	21/07/99

Source : Géorisques, 2022

d. La prévention des risques liés aux mouvements de terrain sur le département

La prévention des mouvements de terrain passe avant tout par la connaissance du risque sur le territoire et la définition d'outils de planification. La connaissance du risque implique la définition et l'identification des zones potentiellement soumises aux phénomènes.

• *La mitigation, dit « principe d'atténuation » pour réduire la vulnérabilité*

L'objectif de la mitigation est d'atténuer les dommages, en réduisant soit l'intensité de l'aléa, soit la vulnérabilité des enjeux. La mitigation suppose notamment la formation de l'ensemble des acteurs du secteur du bâtiment (architectes, ingénieurs en génie civil, entrepreneurs, etc.) en matière de conception et de prise en compte des phénomènes climatiques et géologiques.

En fonction de la nature et du niveau de l'aléa, des mesures de protection peuvent être mises en œuvre pour diminuer le risque. De nombreuses solutions d'atténuation existent pour le traitement des cavités lorsque les mouvements attendus en surface demeurent faibles, afin de protéger les constructions menacées : le renforcement des ouvrages anciens, la mise en place de fondations traversant la cavité avec des matériaux résistants aux déformations, le comblement, la mise en place de piliers de maçonnerie, l'injection de coulis afin de former des plots.

• *La prise en compte du risque dans l'aménagement*

La planification territoriale est un outil de prévention des risques. Les plans de prévention des risques (PPR) en sont l'outil privilégié.

L'objet du PPR est de délimiter les zones exposées directement ou indirectement à un risque et d'y réglementer l'utilisation des sols en fonction de la probabilité de risques de mouvements de terrain. Il s'agit d'un document de planification urbaine élaboré sous l'autorité du préfet en associant les collectivités locales dans une démarche de concertation. Ses prescriptions vont de l'interdiction de construire à la possibilité de construire sous certaines conditions.

Dans le département de la Seine-Saint-Denis, les communes de Gagny, Montreuil et Romainville sont concernées par un plan de prévention des risques naturels (PPRN) approuvé.

En outre, on compte pour les risques liés aux mouvements de terrain, 11 PPR sont prescrits (en cours d'élaboration) :

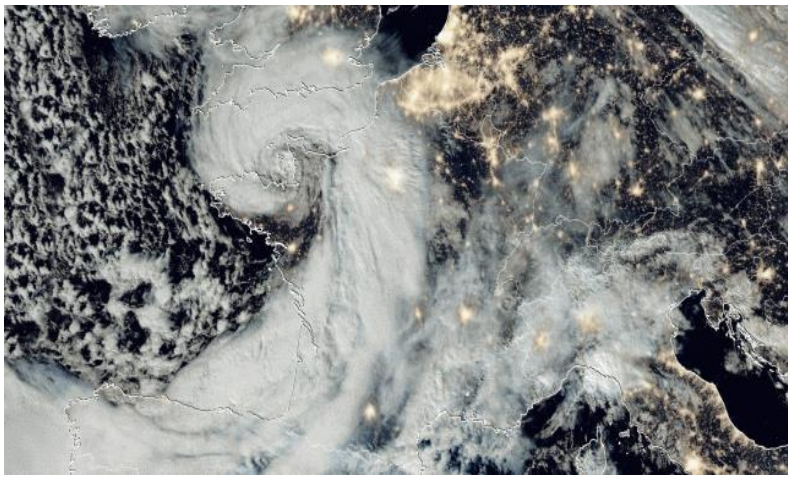
- 1 PPR regroupant les communes de Pantin, Les Lilas et Le Pré-Saint-Gervais ;
- 10 PPR pour les communes de Bagnolet, Le Raincy, Livry-Gargan, Neuilly-Plaisance, Saint-Denis, Saint-Ouen-sur-Seine, Sevran, Tremblay-en-France, Villepinte et Villetaneuse.

22 périmètres de risques ont été définis par arrêté préfectoral au titre de l'ancien article R 111-3 du code de l'urbanisme. Ces périmètres ont la même portée juridique que les PPR, et concernent les communes d'Aubervilliers, Aulnay-sous-Bois, Bobigny, Clichy-sous-Bois, Coubron, La Courneuve, Le Blanc-Mesnil, Le Pré-Saint-Gervais, Le Raincy, Montfermeil, Noisy-le-Sec, Pantin, Pierrefitte-sur-Seine, Rosny-sous-Bois, Saint-Denis, Saint-Ouen-sur-Seine, Sevran, Tremblay-en-France, Vaujours, Villemomble, Villepinte et Villetaneuse.

e. Consignes individuelles de sécurité

	En cas de risque de glissement de terrain :	En cas de risque d'effondrement du sol :
AVANT	• S'informer en mairie des risques encourus, des modes d'alertes et des consignes de sauvegarde ; • s'organiser et élaborer des dispositions nécessaires à la mise en sûreté.	
PENDANT	• Évacuer latéralement, ne pas revenir sur ses pas ; • gagner un point en hauteur : • ne pas entrer dans un bâtiment endommagé ; • dans un bâtiment, s'abriter sous un meuble solide en s'éloignant des fenêtres.	• Dès les premiers signes, évacuer les bâtiments et ne pas y retourner, ne pas prendre l'ascenseur ; • s'éloigner de la zone dangereuse ; • respecter les consignes de sécurité ; • rejoindre le lieu de regroupement indiqué.
APRES	• Evaluer les dégâts et les dangers ; • aider les personnes sinistrées ; • informer les autorités.	

Source : MétéoFrance



3. Le risque de vents violents

a. Généralités

• *Qu'est-ce qu'un vent violent ?*

Un vent est estimé violent donc dangereux lorsque sa vitesse atteint 80 km/h en vent moyen et 100 km/h en rafale à l'intérieur des terres. Généralement accompagné de fortes précipitations, le risque de vent violent se décline en plusieurs aléas en France métropolitaine : la tempête, la tornade et l'orage.

L'appellation " tempête " est réservée aux vents atteignant 89 km/h (force 10 Beaufort). Une tempête correspond à un phénomène atmosphérique caractérisé par des vents violents pouvant couvrir une distance allant jusqu'à 2 000 km. Le diamètre des tempêtes en France est souvent inférieur à 1 000 km.

La tornade est une colonne d'air tournante très rapide, issue d'un nuage instable qu'elle relie au sol. Les tornades correspondent à un mouvement tourbillonnaire de l'air, très violent, très localisé et bref (de quelques minutes à quelques heures), lié à une situation orageuse. En France, le plus grand nombre se produit entre les mois de juin et d'août. En saison hivernale (novembre à mars), elles se manifestent principalement à l'intérieur du pays. Elles sont particulièrement dévastatrices en dépit de leur caractère ponctuel dans le temps et dans l'espace. Plusieurs d'entre elles touchent chaque année l'Europe, avec un lourd bilan tant humain que financier.

Les orages sont à l'origine de vents forts et brefs (quelques minutes) sur une zone restreinte (quelques kilomètres carrés). Les cumulonimbus, nuages caractéristiques de l'orage, animés par des mouvements verticaux puissants créent des rafales de direction imprévisible.

• *Comment se manifeste-t-il ?*

La majorité de ces aléas touchant la France se forme sur l'océan Atlantique, au cours des mois d'automne et d'hiver. En revanche, les tornades se produisent le plus souvent au cours de l'été. Contrairement aux cyclones (phénomène propre aux milieux tropicaux), elles peuvent continuer à se renforcer pendant leur passage sur terre.
La puissance du phénomène est d'autant plus forte que son gradient est élevé. En effet, la pression exercée par le vent sur une surface est équivalente à :

- 13 kg par m² de surface pour un vent de 50 km/h ;
- 51 kg par m² de surface pour un vent de 100 km/h ;
- 204 kg par m² de surface pour un vent de 200 km/h.

• *Les conséquences sur les personnes et les biens*

D'une façon générale, du fait de la pluralité de leurs effets (vents, pluies) et de zones géographiques touchées souvent étendues, les conséquences de ces aléas sont importantes, tant pour l'homme que pour ses activités ou pour son environnement. Les dégâts varient selon la nature du phénomène générateur de vents :

- les rafales de vent causent des dégâts d'étendue limitée ;
- les trombes et tornades causent des dégâts sur une bande étroite et longue ;
- les tempêtes causent des dégâts sur une vaste zone.

Pour les personnes directement ou indirectement exposées aux conséquences du phénomène, le risque peut aller de la blessure légère au décès. Outre le nombre souvent important de victimes corporelles, des personnes peuvent se retrouver temporairement sans abris sous

l'effet des dégâts portés à l'habitat.
Les destructions ou dommages portés aux édifices privés ou publics, aux infrastructures industrielles ou de transport, ainsi que l'interruption des trafics (routier, ferroviaire, aérien) conduisent à des coûts, des pertes ou des perturbations d'activités importants.

Parmi les atteintes portées à l'environnement (faune, flore, milieu terrestre et aquatique), on distingue celles portées par effet direct des tempêtes (destruction de forêts par les vents, dommages résultant des inondations, etc.) de celles portées par effet indirect des tempêtes (pollution suite aux dégâts portés aux infrastructures de transport, etc.).

Pour en savoir plus sur le risque tempête : https://www.gouvernement.fr/risques/tempete

b. Les consignes individuelles de sécurité

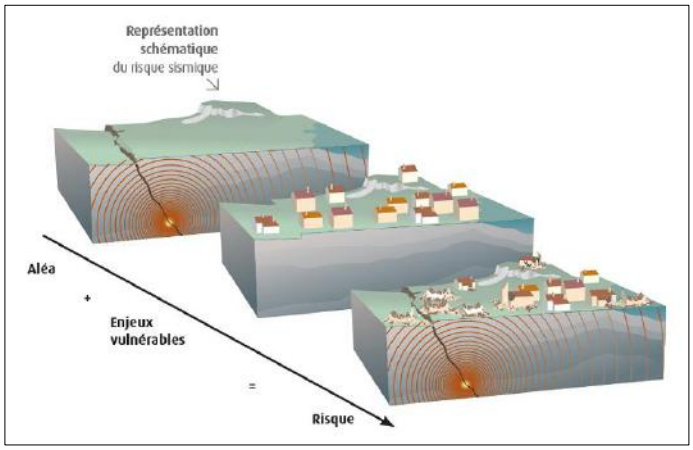
AVANT	• Consulter régulièrement les bulletins de suivi associés à la carte de Vigilance de MétéoFrance ; • Placer à l'intérieur de mon habitation tous les objets susceptibles d'être emportés (table de jardin, parasol…) car projetés par le vent, ils pourraient être dangereux pour les personnes ; • Fermer portes et volets ; • S'éloigner des bords de mer et des lacs ; • Annuler les sorties en rivière ; • Arrêter les activités de loisirs de plein air ; • Préparer un équipement de première nécessité (médicaments, papiers d'identité, lampe de poche etc.), détaillé dans le Guide de préparation aux situations d'urgence du gouvernement : https://www.gouvernement.fr/risques/preparer-son-kit-d-urgence ; • Obstruer pas les grilles de ventilation de mon logement.
PENDANT	• Rester à l'écoute des consignes données par les autorités, dans les médias et sur les réseaux sociaux ; • Rester chez moi. Je ferme les portes, fenêtres et volets ; • Débrancher les appareils électriques et les antennes de télévision ; • Éviter de téléphoner pour laisser les secours disposer des réseaux téléphoniques ; • Se renseigner quant à la survenue d'un éventuel risque de submersion/d'inondation, en consultant régulièrement les sites de MétéoFrance et Vigicrues ; • Afin de prévenir les intoxications au monoxyde de carbone en cas d'utilisation de groupes électrogènes, veiller à respecter les consignes d'utilisation ; • Ne pas utiliser de chauffage d'appoint en continu.
APRES	• S'informer : écouter et suivre les consignes données par la radio et les autorités. • S'informer les autorités de tout danger observé ; • Toucher pas les câbles électriques tombés à terre ; • afin de prévenir les intoxications au monoxyde de carbone et en cas d'utilisation de groupes électrogènes, veiller à respecter les consignes d'utilisation et à les placer à l'extérieur du bâtiment. • Ne pas utiliser de chauffage d'appoint en continu. • Réparer sommairement ce qui peut l'être (toiture notamment) ; • Couper branches et arbres qui menacent de s'abattre ; • Évaluer les dégâts et les points dangereux et je m'en éloigne ; • Apporter une première aide aux voisins et je pense aux personnes vulnérables ; • Se mettre à la disposition des secours ; • Avant d'utiliser l'eau du robinet pour des usages alimentaires (boisson, préparation des aliments, cuisson…), s'assurer auprès des autorités locales qu'elle soit potable et dans tous les cas, faire couler l'eau afin de nettoyer le réseau et d'évacuer l'eau qui a stagné ; • En cas d'utilisation de l'eau d'un puits privé, se renseigner également auprès de la mairie avant de le remettre en service et de l'utiliser à nouveau pour des usages alimentaires ; • Vérifier l'état des aliments congelés/réfrigérés et je les jette en cas de doute.

4. Le risque sismique

a. Généralités

• *Qu'est-ce qu'un séisme ?*

L'aléa sismique est la possibilité, pour un site longeant une faille entre deux plaques tectoniques, d'être exposé à des secousses telluriques d'une ampleur et d'une intensité variables (exprimées en général par des paramètres tels que l'accélération, l'intensité, le spectre de réponse...).



Source : *Géorisques*.gouv.fr

L'aléa sismique est déterminé par la magnitude, l'ampleur et la période de retour des séismes d'un territoire.

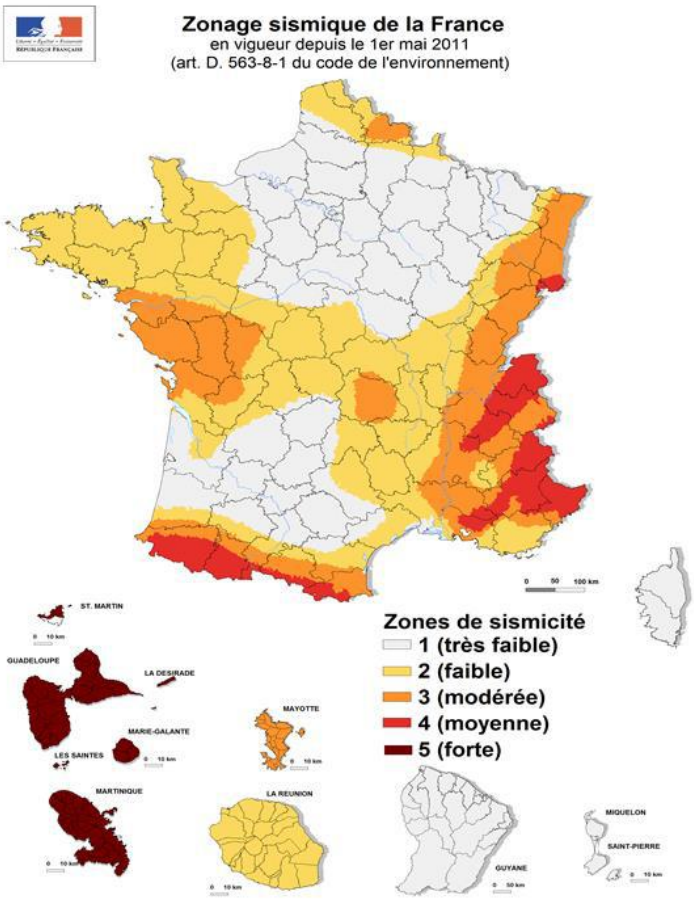
b. Le risque sismique dans le département

En France, la sismicité n'est pas répartie de manière uniforme sur le territoire. En conséquence, les dispositions à prendre en compte en matière de construction peuvent varier en fonction des régions.

Cette règlementation s'appuie sur une carte de l'aléa sismique réalisée à l'échelle nationale. Elle est traduite au niveau règlementaire par un zonage sismique, qui donne pour chaque commune son niveau d'exposition.

La Seine-Saint-Denis étant en zone de sismicité 1 (risque très faible), elle n'est pas concernée par des prescriptions parasismiques.

Source : Géorisques.gouv.fr



III. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

1. Le risque industriel 52
   a. Généralités 52
   b. Le risque industriel dans le département 53
   c. Tableau de recensement des sites vulnérables dans le département 53
   d. Carte de l'ensemble des sites industriels à risque dans le département 54

2. Le risque de transport de matières dangereuses (TMD) 55
   a. Généralités 55
   b. Le risque TMD dans le département 58
   c. Éléments cartographiques 60
   d. Consignes individuelles de sécurité 64

3. Le risque d'engin résiduel de guerre 65
   a. Généralités 65
   b. Le risque d'engins résiduels de guerre dans le département 65
   c. Consignes individuelles de sécurité 66

1. Le risque industriel

a. Généralités

• *Qu'est-ce qu'un risque industriel ?*

Un risque industriel majeur est lié à un événement accidentel se produisant sur un site industriel qui met en jeu des produits et/ou des procédés dangereux pouvant entraîner des conséquences immédiates graves pour les personnes, les biens ou l'environnement.



Source : Ministère de la transition écologique

• *Comment se manifeste-t-il ?*

Le risque industriel se manifeste principalement par trois types d'effets. Ces effets peuvent être combinés lors de l'apparition d'un même phénomène dangereux :

- **l'effet thermique**, lié à la combustion d'un produit inflammable (exemple, un incendie) ou une explosion ;
- **l'effet de surpression**, un processus mécanique lié au souffle résultant d'une onde de choc provoquée par une explosion. Celle-ci peut être issue d'un explosif, d'une réaction chimique violente, d'une combustion violente (combustion d'un gaz), d'une décompression brutale d'un gaz sous pression (explosion d'une bouteille d'air comprimé par exemple) ou de l'inflammation d'un nuage de poussières combustibles. S'agissant des conséquences, les spécialistes calculent la surpression engendrée par l'explosion afin de déterminer les effets associés (lésions aux tympans, poumons, etc.) ;
- **l'effet toxique**, lié à l'inhalation, l'ingestion ou les effets cutanés d'une substance chimique toxique (chlore, ammoniac, phosgène, etc.).Dans le cas de l'inhalation, suite à une fuite sur une installation ou à la combustion de produits dégageant des fumées toxiques, les conséquences peuvent être un œdème du poumon ou une atteinte au système nerveux.

• *Les conséquences sur les personnes et les biens*

Les conséquences humaines : il s'agit des personnes physiques directement ou indirectement exposées aux conséquences de l'accident. Le dommage peut aller de la blessure légère au décès. Le type d'accident influe sur le type des blessures.

Les conséquences économiques : un accident industriel majeur peut altérer l'économie d'une zone. Les entreprises, le patrimoine, les réseaux d'eau, téléphonique et électrique, les routes ou les voies de chemin de fer voisines du lieu de l'accident peuvent être détruits ou gravement endommagés. Dans ce cas, les conséquences économiques peuvent être désastreuses.

Les conséquences environnementales : un accident industriel majeur peut avoir des répercussions importantes sur les écosystèmes : la destruction de la faune et de la flore, mais également un impact sanitaire (pollution d'une nappe phréatique par exemple).

• *Pour en savoir plus :*

Sur le risque industriel : https://www.ecologie.gouv.fr/politiques/risques-technologiques

Sur le retour d'expérience sur les risques technologiques : http://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/

Connaître les risques près de chez vous : http://www.georisques.gouv.fr

b. Le risque industriel dans le département

En raison de la forte densité de population en Seine-Saint-Denis, les conséquences humaines et matérielles d'un accident industriel seraient particulièrement lourdes. Toutes les communes du département sur lesquelles sont établies des installations classées peuvent être soumises à un risque accidentel.

Le département compte 76 établissements comprenant des installations classées sous régime d'autorisation (A), qui présentent de graves risques ou nuisances pour l'environnement, et 105 établissements comprenant des installations classées sous régime d'enregistrement (E) pour lesquelles les mesures techniques de prévention des inconvénients sont connues et standardisées.

La directive Seveso impose aux États membres de l'Union Européenne d'identifier les sites industriels à risque pour y maintenir un haut niveau de prévention. Ces sites Seveso produisent ou stockent des substances pouvant être dangereuses pour l'homme et l'environnement. **A ce jour, 6 sites industriels relevant de la directive Seveso (seuil bas) sont recensés dans le département de la Seine-Saint-Denis.** Parmi ces entreprises, **5 établissements** font l'objet d'un plan d'urgence, dit **plan d'opération interne (POI)**.

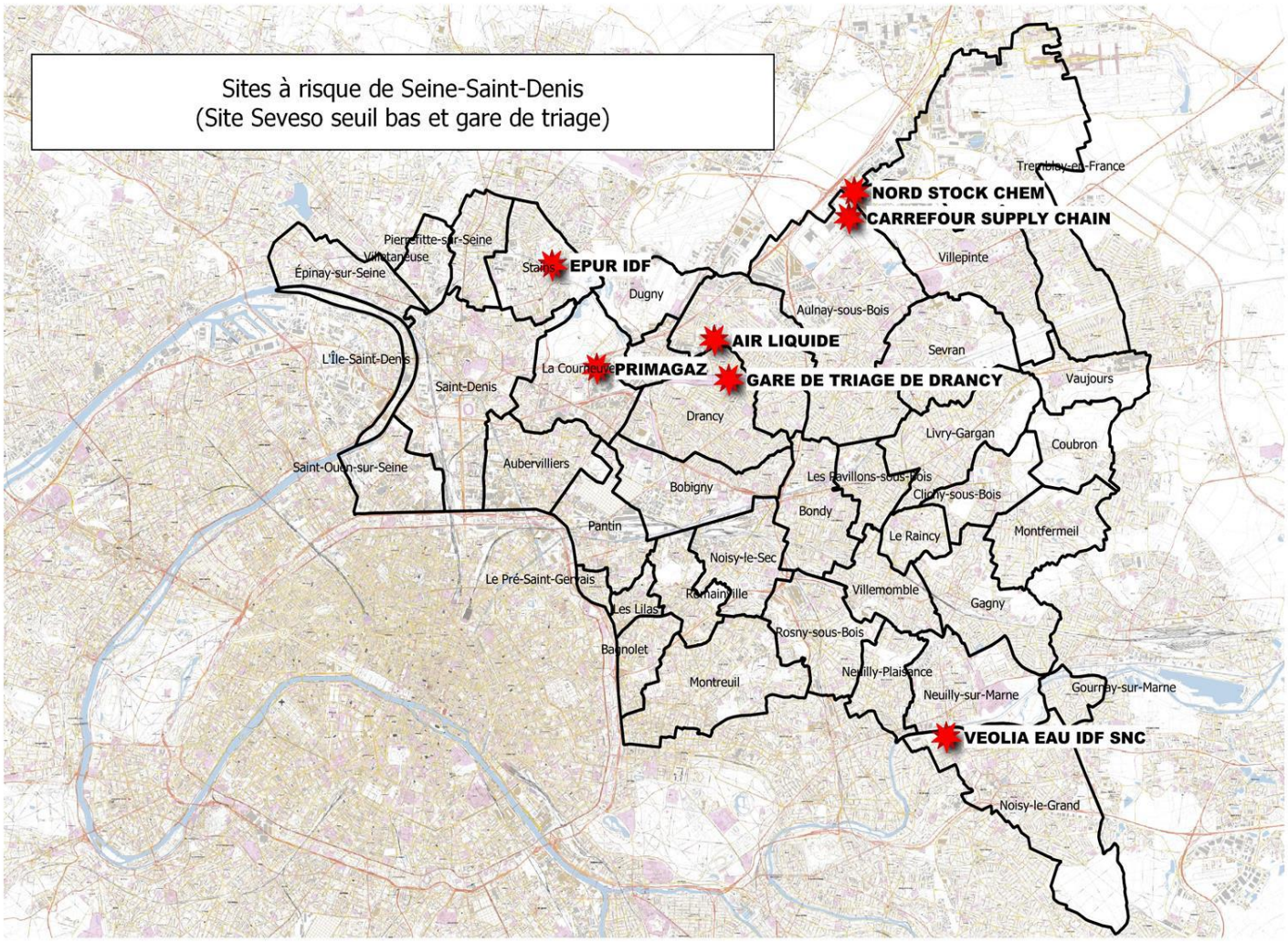
A ces 5 installations classées s'ajoute un 6ème **établissement particulier : la gare de triage de Drancy-Le Bourget.** Cette infrastructure par laquelle transite chaque jour un grand nombre de wagons transportant des matières dangereuses, peut présenter des risques industriels vis-à-vis de son environnement. Cet établissement est réglementé par un arrêté préfectoral du 4 mars 2022 prescrivant la mise en place de mesures de maîtrise des risques. Il est muni d'un plan d'urgence interne (PUI) et à l'échelle départementale d'un **plan particulier d'intervention (PPI) depuis 2019.**

c. Tableau de recensement des sites sensibles sur le département :

Site	Commune	Activité	POI/PPI	Risque incendie	Risque explosion	Risque toxique	Risque pollution	Type Seveso
ALFI	Le Blanc Mesnil	Dépôt de gaz en bouteilles	POI	X	X	X		Seuil bas
Carrefour « supply chain »	Aulnay-sous-Bois	Entrepôt	POI	X	X	X		Seuil bas
EPUR	Stains	Tri, transit de déchets				X	X	Seuil bas
Nord Stock Chem	Villepinte	Entrepôt	POI	X	X	X	X	Seuil bas
Primagaz	La Courneuve	Dépôt de gaz combustible liquéfié en bouteilles	POI	X	X			Seuil bas
VEOLIA	Noisy le Grand	Installation de production d'eau potable	POI			X	X	Seuil bas

Gare de triage de Drancy-Le Bourget	Drancy	Gare de triage (TMD)	PUI et PPI	X	X	X	X	Non concerné

d. Carte de localisation de l'ensemble de sites industriels Seveso seuil bas et de la gare de triage de Drancy-Le Bourget, sur le département



:

Source : UD DRIEAT 93.

2. Le risque lié au transport de matières dangereuses

a. Généralités

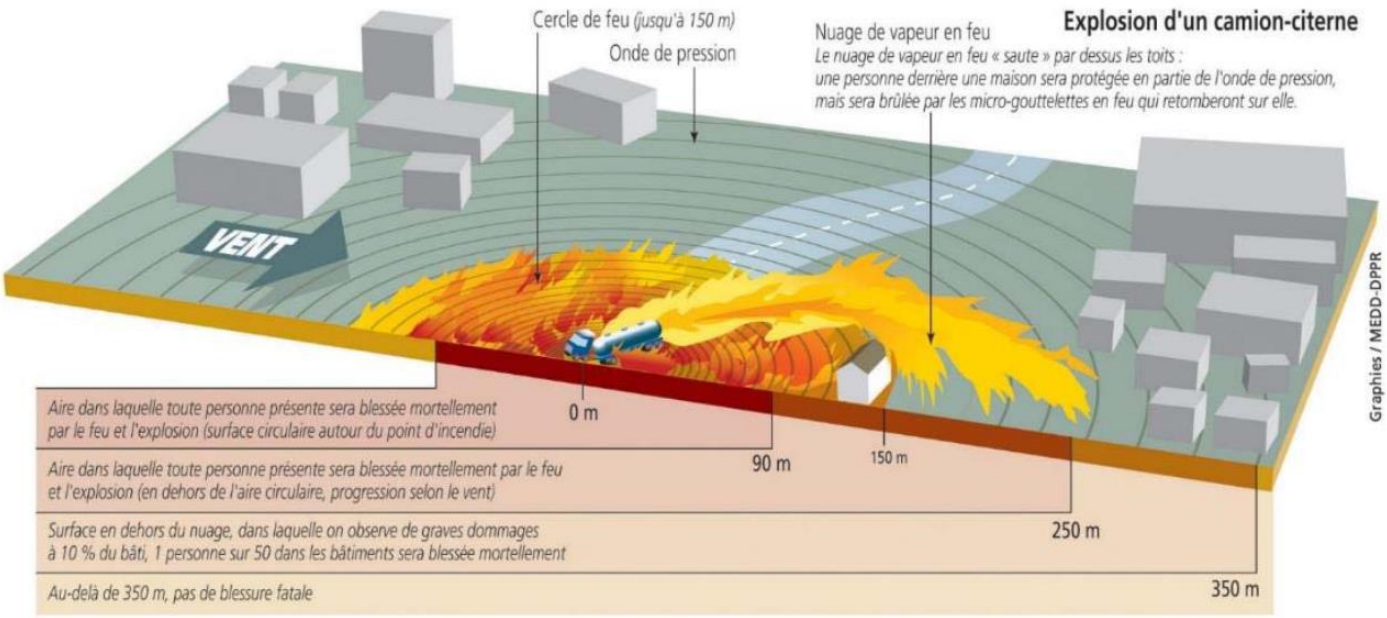
• *Qu'est-ce que le risque lié au transport de matières dangereuses ?*

Les risques liés au transport de matières dangereuses (TMD) se distinguent des autres risques technologiques en ce que la source de l'éventuel accident est mobile et que son format est multiple.

Les risques liés au TMD sont consécutifs à un accident se produisant lors du transport de ces marchandises par voie routière, ferroviaire, fluviale ou par canalisation. Il est à noter que le risque lié aux canalisations est un risque fixe (à rapprocher des risques liés aux équipements des installations classées) alors que celui lié aux transports modaux (routiers, ferroviaires et fluviaux) est un risque mobile par nature et couvert par un régime réglementaire différent. En outre, le transport routier est le plus représentatif de l'accidentologie TMD, car il est le plus exposé et les causes d'accidents sont multiples, contrairement aux autres moyens de transports.

Une matière est classée dangereuse lorsqu'elle est susceptible d'entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et/ou l'environnement, en fonction de ses propriétés physiques et/ou chimiques, ou bien de par la nature des réactions qu'elle peut engendrer. Elle peut notamment être inflammable, stockée sous pression, toxique, explosive, radioactive ou corrosive. 70% des matières dangereuses transportées sont des substances combustibles, dont les carburants.

• *Comment se manifeste-t-il ?*



On peut observer plusieurs types d'effets:

• **une explosion**, provoquée par un choc avec production d'étincelles (notamment pour les citernes de gaz inflammables), par l'échauffement d'une cuve de produit volatil ou comprimé, par le mélange de plusieurs produits ou par l'allumage inopiné d'artifices ou de munitions. L'explosion peut avoir des effets à la fois thermiques et mécaniques (surpression due à l'onde de choc). Ces effets sont ressentis à proximité du sinistre et possiblement jusque dans un rayon de plusieurs centaines de mètres ;

• **un incendie** peut être causé par l'échauffement anormal d'un organe du véhicule, un choc avec production d'étincelles, l'inflammation d'une fuite sur une citerne ou un colis contenant des marchandises dangereuses, un sabotage, etc. Un incendie de produits

inflammables solides, liquides ou gazeux engendre des effets thermiques (brûlures), qui peuvent être aggravés par des problèmes d'asphyxie ou d'intoxication, liés à l'émission de fumées toxiques ;

• **une contamination de l'air (nuage toxique), de l'eau ou du sol provenant d'une fuite de produit toxique ou dangereux pour l'environnement, ou résultant d'une combustion (même d'un produit non toxique dans son état initial).** En se propageant dans l'air, l'eau et/ou le sol, les matières dangereuses peuvent être toxiques par inhalation, par ingestion directe ou indirecte, par la consommation de produits contaminés, par contact. Selon la concentration des produits et la durée d'exposition, les symptômes immédiats varient de simples symptômes ORL (irritation des yeux, gorge, nez, etc.) ou simple irritation de la peau à des atteintes graves (asphyxie, œdèmes pulmonaires, etc.). Ces effets peuvent être ressentis, dans le scénario le plus extrême, jusqu'à plusieurs kilomètres du lieu du sinistre. Des effets différents à plus long terme peuvent également survenir.

Pour les ouvrages de transport de gaz ou d'hydrocarbures, principalement de manière enterrée, la cause principale d'accident, est généralement la détérioration de la canalisation par un engin de travaux publics, avec des dégâts qui peuvent aller d'un simple enfoncement à une rupture totale. La canalisation peut également être dégradée par corrosion, en raison d'une protection insuffisante, d'un défaut de fabrication ou à la suite d'une agression extérieure.

Si le produit transporté est un gaz inflammable (par exemple du gaz naturel), les principaux phénomènes redoutés sont l'inflammation du rejet gazeux ou l'explosion du nuage formé par le gaz échappé par une brèche. Ces phénomènes peuvent provoquer des dégâts humains et matériels jusqu'à plusieurs dizaines ou centaines de mètres selon les ouvrages. Dans le cas d'un hydrocarbure liquide, comme le kérosène, on pourra craindre, en plus d'un possible feu de nappe, une pollution des milieux (sols, nappes, enjeux naturels, etc.).

• *Les conséquences sur les personnes et les biens*

Hormis dans des cas très rares où les quantités en jeu peuvent être importantes, tels que celui des canalisations de transport de fort diamètre et à haute pression, les conséquences d'un accident impliquant des marchandises dangereuses sont généralement limitées dans l'espace, en raison des faibles quantités transportées :

• **les conséquences humaines** : il s'agit des personnes physiques directement ou indirectement exposées aux conséquences de l'accident. Le risque pour ces personnes peut aller de la blessure légère au décès ;

• **les conséquences économiques** : un accident de TMD peut impacter l'outil économique d'une zone. Les entreprises voisines du lieu de l'accident, les routes, les voies de chemin de fer peuvent être détruites ou gravement endommagées, d'où des conséquences économiques désastreuses ;

• **les conséquences environnementales** : un accident de TMD peut avoir des répercussions importantes sur les écosystèmes. On peut assister à une destruction partielle ou totale de la faune et de la flore. Les conséquences d'un accident peuvent également avoir un impact sanitaire (comme une pollution des nappes phréatiques) et, par voie de conséquence, un effet sur l'homme. On parlera alors d'un « effet différé ».

• *L'identification et la signalétique relative aux marchandises dangereuses*

La réglementation met en place treize classes correspondant à un danger encouru lors du transport de marchandises dangereuses :

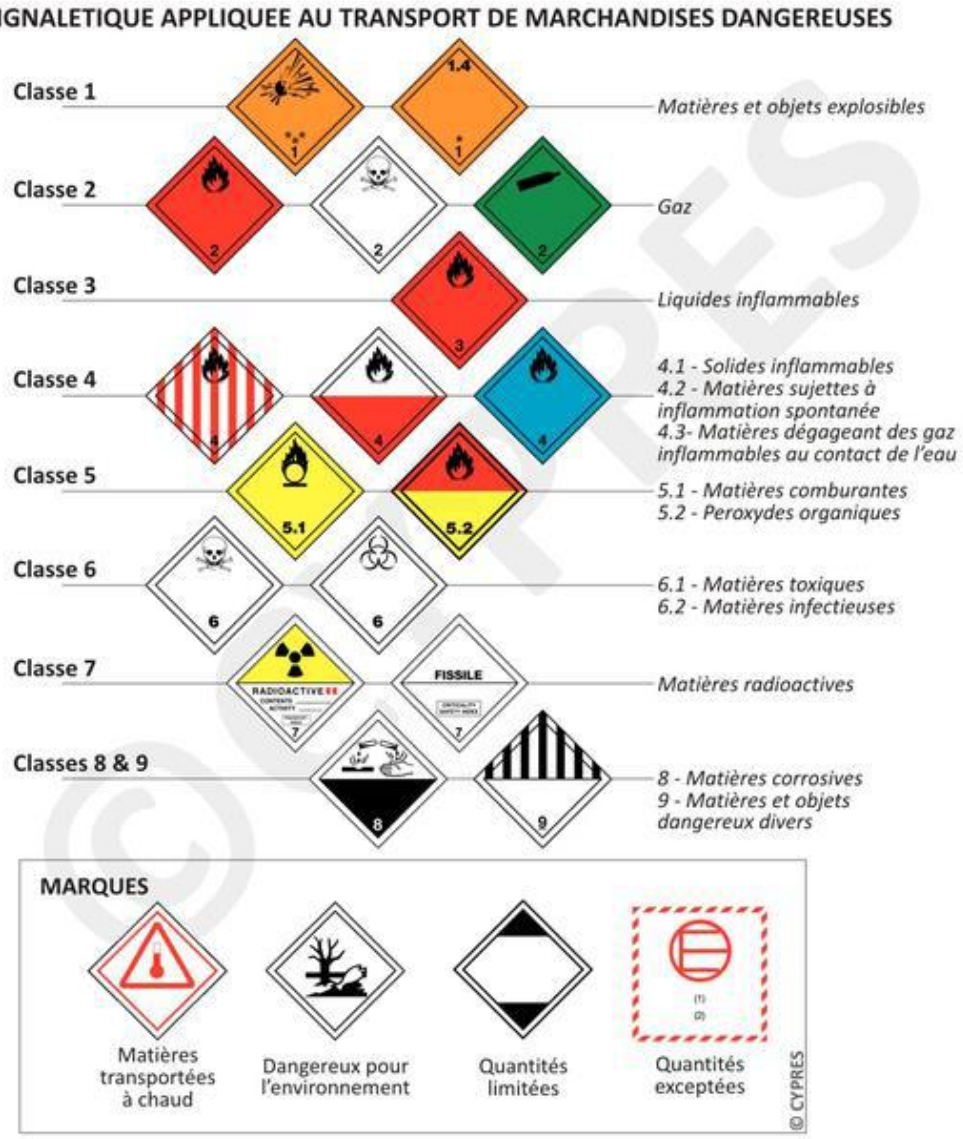
Classe 1	Matières et objets explosibles
Classe 2	Gaz comprimés, liquéfiés ou dissous sous pression
Classe 3	Matières liquides inflammables
Classe 4.1	Matières solides inflammables
Classe 4.2	Matières sujettes à l'inflammation spontanée
Classe 4.3	Matières qui au contact de l'eau dégagent des gaz inflammables
Classe 5.1	Matières comburantes
Classe 5.2	Peroxydes organiques
Classe 6.1	Matières toxiques
Classe 6.2	Matières infectieuses
Classe 7	Matières radioactives
Classe 8	Matières corrosives
Classe 9	Matières et objets dangereux divers
Autres dangers *	Matières comportant des risques pour l'environnement et/ou transportées à chaud

***** *Ces dangers ne sont pas intégrés aux classes ci-dessus, leur signalisation indique néanmoins le risque qu'ils peuvent représenter.*

Une signalisation spécifique s'applique à tous les moyens de transport terrestre (camions, wagons, containers). En fonction des quantités de matières dangereuses transportées, les véhicules doivent être signalés par une signalisation générale TMD matérialisée :

- soit par des plaques oranges réfléchissantes placées à l'avant et à l'arrière ou sur les côtés du moyen de transport considéré ;
- soit par une plaque orange réfléchissante indiquant le code matière et le code danger. Ces numéros d'identification ne sont utilisés que dans les cas de transports de matières dangereuses en citerne ou en vrac solide.

Chacune des classes est représentée par un système de plaquettes. Si la quantité transportée est importante, le transporteur doit faire apparaître sur son véhicule le code matière et le code danger de la matière transportée.



Pour les canalisations de transport, un balisage au sol est mis en place. Le balisage des canalisations de transport souterraines est posé à intervalles réguliers ainsi que de part et d'autre des éléments spécifiques traversés : routes, autoroutes, voies ferrées, cours d'eau, plans d'eau. Il permet de matérialiser la présence de la canalisation. Il permet également, par les informations portées sur chaque balise, d'alerter l'exploitant de la canalisation en cas de constat d'accident ou de toute situation anormale.

• *Pour en savoir plus :*

Rubrique du gouvernement risque de transport de matière dangereuses : https://www.gouvernement.fr/risques/transport-de-matieres-dangereuses

b. Le risque TMD dans le département

• *La réglementation en vigueur et la prévention dans le département*

Chaque mode de transport est régi par des réglementations internationales qui édictent les dispositions devant être respectées pour que les transports soient autorisés à circuler et ce, dans l'ensemble des pays signataires des accords ou règlements.

Ces réglementations se déclinent comme suit :

- ADR : Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route du 30 septembre 1957 ;
- RID : Règlement concernant le transport international ferroviaire de marchandises dangereuses du 1er juillet 2006 (COTIF) ;

- ADN : Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures du 1er janvier 2017.

L'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD ») fixe les conditions d'application de ces réglementations en France.

La législation impose au gestionnaire de certaines infrastructures de transport une étude de dangers lorsque le stationnement, le chargement ou le déchargement de véhicules contenant des marchandises dangereuses ou l'exploitation d'un ouvrage d'infrastructure de transport peuvent présenter de graves dangers.

Ces études peuvent intégrer des limitations d'occupation des zones exposées au risque, compte-tenu des quantités de marchandises dangereuses présentes sur un site à instant T.

• La vulnérabilité au sein du département

Au regard des modes de transports présents sur le département de la Seine-Saint-Denis, le risque TMD est présent sur l'ensemble des moyens empruntés, qu'ils soient par voie routière, ferroviaire, canalisation ou encore fluviale.

Des points de vigilances sont toutefois signalés à proximité d'infrastructures majeures telles que les deux sites de forages AEP sur la commune de Tremblay-en-France.

• **Par voie routière :** le département de la Seine-Saint-Denis est urbanisé à plus de 85%, soit environ 200 km² sur les 236 km² du territoire, et dispose d'un important réseau routier. **La route représente le vecteur de transport prépondérant avec près de 90% des flux de marchandises, principalement pour des échanges au sein du territoire départemental.** Compte tenu de la diversité des produits transportés, des destinations et de l'importance des axes de communication routier, **un accident de TMD peut survenir n'importe où dans le département**.

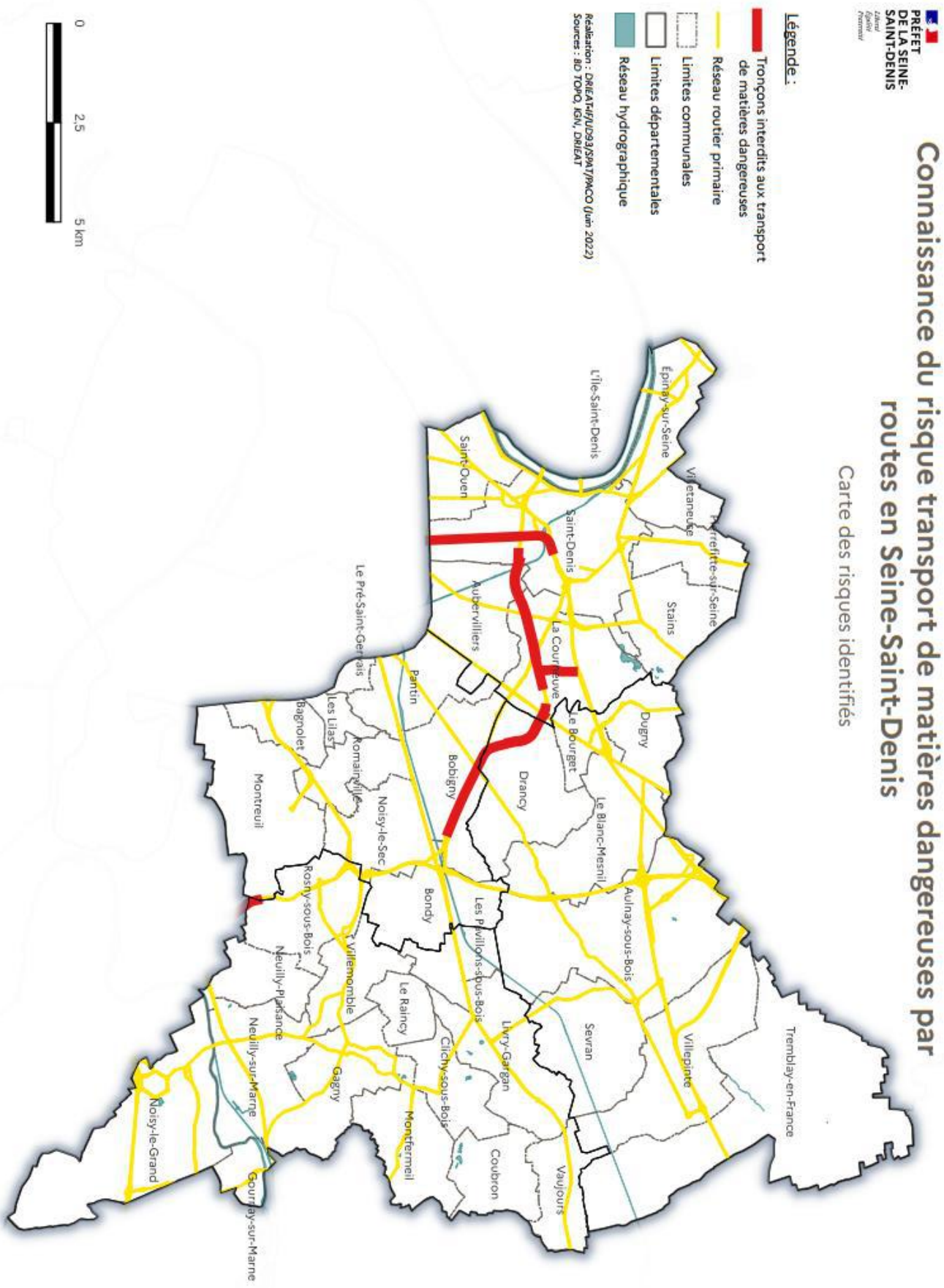
En outre, la circulation des véhicules transportant des matières dangereuses est soumise aux prescriptions des textes pris en application de l'article R411-18 du code de la route. Elle est interdite en permanence sur les sections classées dans la catégorie E de l'accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route, dit « ADR » relatif au TMD dans les tunnels (Bobigny, Landy, Lumen, La Courneuve et Norton).

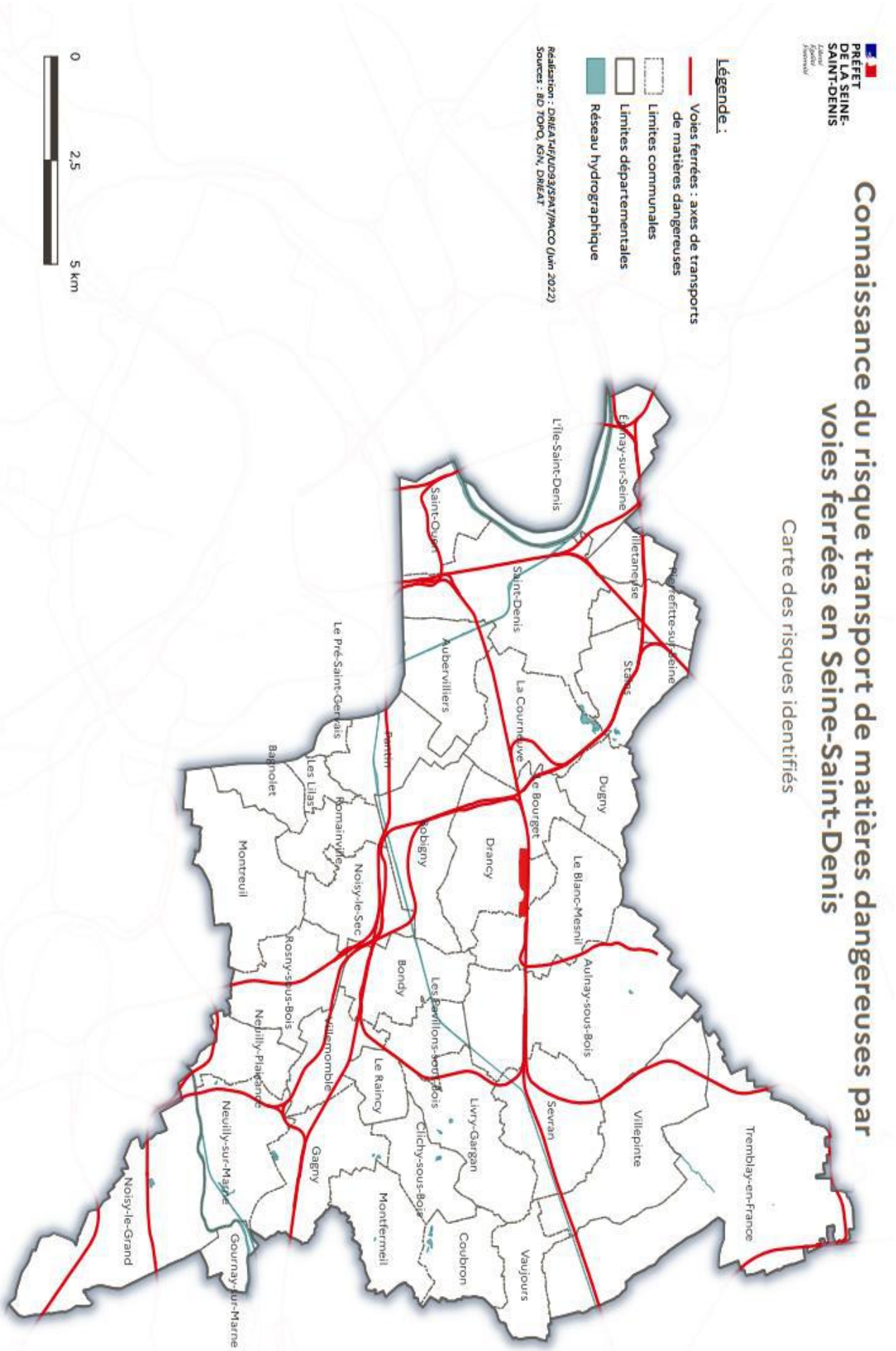
• **Par voie ferroviaire :** l'activité de fret des transports en Seine-Saint-Denis s'appuie sur l'axe fort que constitue la grande ceinture parisienne pour le trafic de marchandises. A ce jour, toutes les voies ferrées du département sont aptes à transporter des matières dangereuses.
En outre, le département dispose d'un site sur la gare de triage de Drancy / Le Bourget, (p. 52), et du pôle multimodal de Noisy-le-Sec spécialisé dans le seul trafic combiné rail-route.

• **Par voie fluviale :** le risque TMD par voie d'eau est très faible en Seine-Saint-Denis, mais le réseau, bien que réduit, traverse une large partie du département, dont les communes d'Epinay-sur-Seine, Saint-Denis, Saint-Ouen, Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Marne, Gournay-sur-Marne, et Noisy-le-Grand.

• **Par les canalisations : l**es canalisations de transport sont présentes sur tout le territoire du département. Le réseau de canalisations de gaz haute pression exploité par GRT-Gaz concerne tout le département de la Seine-Saint-Denis, à l'exception de Coubron, Les Lilas et Le Pré-Saint-Gervais. Par ailleurs, une partie du réseau d'alimentation en kérosène des aires de l'aéroport Roissy-CDG exploité par la SMCA se situe sur le territoire de la commune de Tremblay-en-France.

c. Les quatre cartes ci-dessous représentent l'ensemble des quatre réseaux du département :




PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Connaissance du risque transport de matières dangereuses par voies ferrées en Seine-Saint-Denis
Carte des risques identifiés
Légende :
Voies ferrées : axes de transports de matières dangereuses
Limites communales
Limites départementales
Réseau hydrographique
Réalisation : DRIEAT-IF/UD93/SPAT/PACCO (Juin 2022)
Sources : BD TOPO, IGN, DRIEAT
0
2,5
5 km
L'Île-Saint-Denis
Épinay-sur-Seine
Villetaneuse
Pierrefitte-sur-Seine
Saint-Ouen
Saint-Denis
Stains
Aubervilliers
La Courneuve
Le Pré-Saint-Gervais
Le Bourget
Dugny
Bagnolet
Les Lilas
Romainville
Drancy
Le Blanc-Mesnil
Montreuil
Noisy-le-Sec
Bobigny
Aulnay-sous-Bois
Rosny-sous-Bois
Bondy
Les Pavillons-sous-Bois
Villemomble
Le Raincy
Livry-Gargan
Sevran
Villepinte
Tremblay-en-France
Neuilly-Plaisance
Clichy-sous-Bois
Gagny
Montfermeil
Coubron
Vaujours
Neuilly-sur-Marne
Noisy-le-Grand
Gournay-sur-Marne

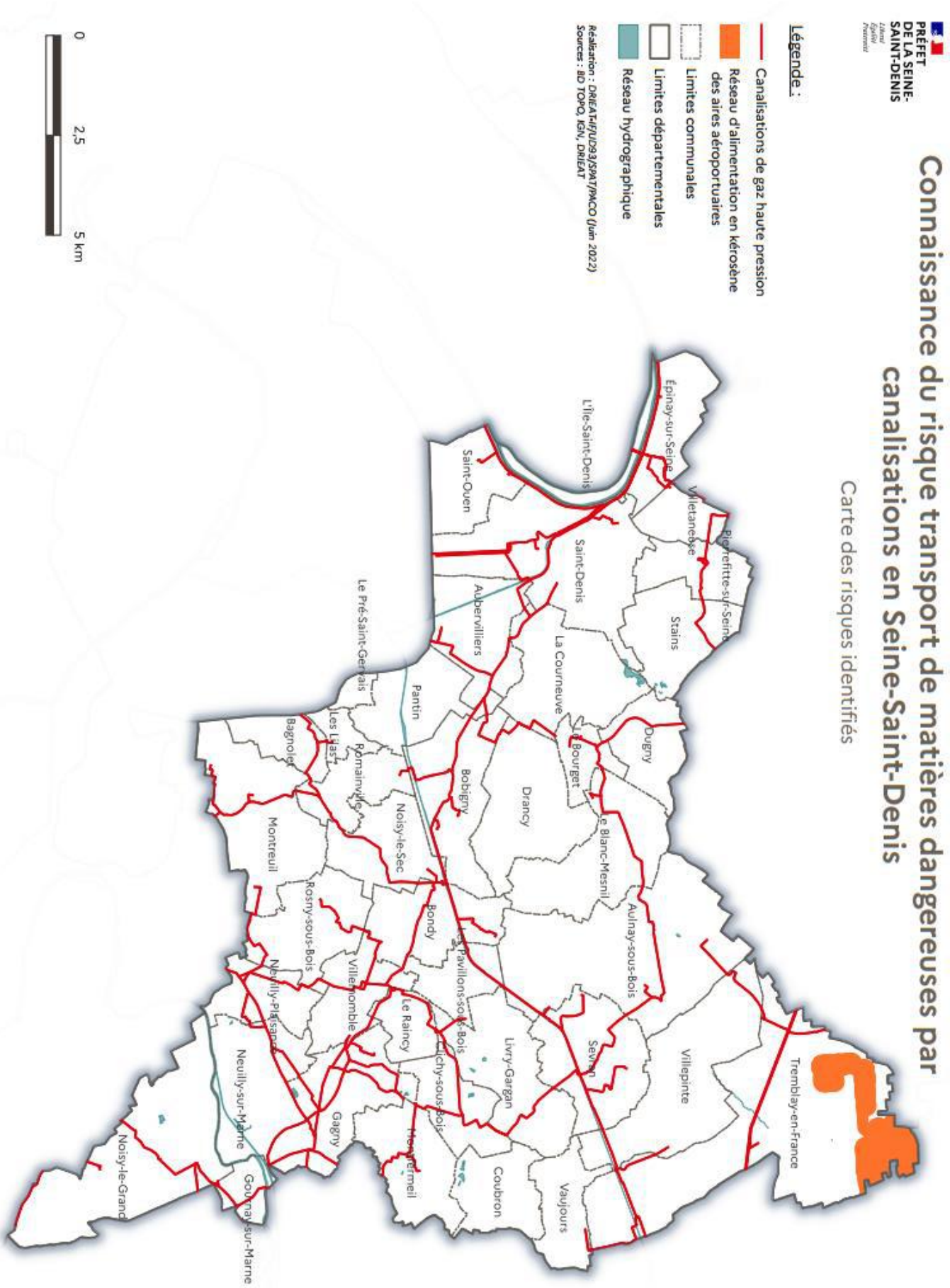
PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Connaissance du risque transport de matières dangereuses par voies fluviales en Seine-Saint-Denis

Carte des risques identifiés



Approuvé par délibération du Conseil de Territoire le 25 février 2020
REVISION DU PLUI APPROUVEE EN CONSEIL DE TERRITOIRE DU 16 DECEMBRE 2025


PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Connaissance du risque transport de matières dangereuses par canalisations en Seine-Saint-Denis
Carte des risques identifiés
Légende :
Canalisations de gaz haute pression
Réseau d'alimentation en kérosène des aires aéroportuaires
Limites communales
Limites départementales
Réseau hydrographique
Réalisation : DRIEAT-IF/UD93/SPAT/PACO (Juin 2022)
Sources : BD TOPO, IGN, DRIEAT
0
2,5
5 km
L'Île-Saint-Denis
Épinay-sur-Seine
Saint-Ouen
Villetaneuse
Pierrefitte-sur-Seine
Saint-Denis
Stains
Aubervilliers
La Courneuve
Le Pré-Saint-Gervais
Pantin
Dugny
Le Bourget
Bagnolet
Les Lilas
Romainville
Bobigny
Drancy
Le Blanc-Mesnil
Montreuil
Noisy-le-Sec
Aulnay-sous-Bois
Bondy
Rosny-sous-Bois
Les Pavillons-sous-Bois
Villemomble
Le Raincy
Livry-Gargan
Sevran
Villepinte
Tremblay-en-France
Neuilly-Plaisance
Clichy-sous-Bois
Gagny
Montfermeil
Coubron
Vaujours
Neuilly-sur-Marne
Noisy-le-Grand
Gournay-sur-Marne

d. Consignes individuelles de sécurité

<table>
<tr><td>AVANT</td><td colspan="2">S'organiser et anticiper :

• s'informer en mairie des risques, des modes d'alertes et des consignes ;
• estimer sa propre vulnérabilité (distance par rapport à une canalisation, nature des risques, etc.) ;
• savoir identifier un convoi de marchandises dangereuses : les panneaux et les pictogrammes apposés sur les unités de transport permettent d'identifier le ou les risques générés par la ou les marchandises transportées.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">PENDANT</td><td colspan="2">Se conformer aux consignes de sécurité diffusées par les services de secours.</td></tr>
<tr><td>Si l'on est témoin d'un accident TMD :

• protéger : pour éviter un « sur-accident », baliser les lieux du sinistre avec une signalisation appropriée, et faire éloigner les personnes à proximité. Ne pas fumer.
• donner l'alerte aux sapeurs-pompiers (18 ou 112), à la police (17 ou 112) et, s'il s'agit d'une canalisation de transport, à l'exploitant dont le numéro d'appel 24h/24 figure sur les balises.
• dans le message d'alerte, préciser si possible :
- le lieu exact (commune, nom de la voie, point kilométrique, etc.) ;
- le moyen de transport (poids-lourd, canalisation, train, etc.) ;
- la présence ou non de victimes ;
- la nature du sinistre : feu, explosion, fuite, déversement, écoulement, etc. ;
- le cas échéant, le numéro du produit et le code danger figurant sur le véhicule.</td><td>En cas de fuite de produit :

• ne pas toucher ou entrer en contact avec le produit (en cas de contact : se laver les mains et si possible se changer) ;
• quitter la zone de l'accident : s'éloigner si possible perpendiculairement à la direction du vent pour éviter un possible nuage toxique ;
• rejoindre le bâtiment le plus proche et se confiner (les mesures à appliquer sont les mêmes que les consignes générales).</td></tr>
<tr><td>APRES</td><td colspan="2">• Respecter les consignes émises par les autorités et les services de secours ;
• après une mise à l'abri, aérer le domicile à la fin de l'alerte diffusée par la radio.</td></tr>
</table>

3. Le risque d'engin résiduel de guerre

a. Généralités

• *Qu'est-ce que le risque d'engin résiduel de guerre ?*

On entend par risque d'engins résiduels de guerre, le risque d'explosion et/ou d'intoxication lié à la manutention après découverte d'une ancienne munition de guerre (munitions, bombes, obus, mines, grenades, détonateurs...) ou lié à un choc de l'engin, par exemple lors de travaux de terrassement.



• *Comment se manifeste-t-il ?*

Il s'agit d'un risque uniquement engendré par l'activité humaine post période de conflit. Le risque émane de la présence potentielle dans le sol et le sous-sol d'engins de guerre et de munitions laissés à l'abandon.

• *Les conséquences sur les personnes et les biens*

La découverte d'engins de guerre peut représenter un danger mortel pour la ou les personnes présentes sur place lorsqu'il y a manipulation.

En effet, en cas de découverte d'engins explosifs, les risques peuvent être :
- **l'explosion** suite à une mauvaise manipulation, un choc ou au contact de la chaleur ;
- **l'intoxication** par inhalation, ingestion ou contact ;
- **la dispersion dans l'air** du chargement particulier de l'engin contenu dans les munitions (fumigène, phosphore, etc.).

b. Le risque d'engin résiduel de guerre dans le département

• *Contexte départemental*

Le département de la Seine-Saint-Denis a fait l'objet de bombardements et de manœuvres militaires lors de la seconde guerre mondiale, notamment au cours de l'année 1944. Ces opérations ont conduit à l'abandon d'engins explosifs (bombes, obus, munitions, etc.).

Le risque d'engins résiduels de guerre est avéré sur le département de la Seine-Saint-Denis où des munitions de guerre encore actives sont découvertes fréquemment.

La difficulté réside dans l'absence de localisation précise de ces engins explosifs. Leur découverte est souvent fortuite. Les engins peuvent revenir à la surface de façon aléatoire, lors de travaux agricoles, de terrassements ou par l'effet de l'érosion naturelle.

• *La prévention dans le département*

Conformément aux dispositions de l'article L 2331-1 du code de la défense, les engins de guerre tels que les grenades, obus, bombes, détonateurs, mines sont classés comme armes de catégorie A. Leur transport et leur détention sont par conséquent interdits sous peine de sanctions pénales.

Il convient donc de faire preuve de vigilance et de respecter les consignes de sécurité en cas de découverte :

- le maire de la commune doit être averti en priorité afin de pouvoir solliciter rapidement l'unité de déminage ;
- la préfecture est l'interlocuteur privilégié en cas de demande urgente par téléphone.

c. Consignes individuelles de sécurité

AVANT	• Se renseigner auprès de votre commune et rester vigilant. • avant d'allumer un feu s'assurer de l'absence de munitions à proximité et dans le sous-sol.
PENDANT	**En cas de découverte d'un engin résiduel :** • ne pas y toucher, ne pas le déplacer; • aviser la mairie qui prendra toutes les mesures de sécurité qui s'imposent et avertira la préfecture pour solliciter l'intervention du service de déminage ; • suivre les consignes des autorités pour l'évacuation ou la mise à l'abri ; • repérer l'emplacement et le baliser ; • s'éloigner sans courir ; • collecter les renseignements (lieu, adresse, dimension de l'objet, forme, présence d'habitations à proximité...) ; • empêcher quiconque de s'approcher dans l'attente de la sécurisation du périmètre.

IV. LES RISQUES SANITAIRES

1. Généralités et définition du risque sanitaire 68

2. Les risques infectieux 69
   a. La description du risque épidémique et pandémique 69
   b. Les actions de prévention 69

3. Les risques technologiques 71
   a. Les conséquences sanitaires des risques technologiques 71
   b. Mesures de prévention des risques technologiques pour la santé publique 71
   c. Le cas particulier du risque nucléaire 72

4. Le risque de vague de grand froid 73

5. Le risque de vague de chaleur 77

1. Généralités et définition du risque sanitaire

On qualifie de risque sanitaire un risque immédiat ou à long terme représentant une menace directe pour la santé des populations, la santé animale ou des cultures, ou bien pour le système de santé lui-même, nécessitant une réponse adaptée des différents acteurs de la chaîne opérationnelle de planification et de gestion des crises.

Le risque sanitaire peut résulter de différents risques ou facteurs :

- les **risques infectieux**, pouvant s'exprimer par une contamination épidémique ou non (agents transmissibles ou non transmissibles entre humains) au sein de la population ;
- les **risques technologiques et industriels**, liés au transport ou encore à la fréquentation de sites sensibles dans le cadre de la sécurité intérieure ;
- les **aléas naturels** qui engendrent des conséquences sur la santé de la population (ex : passage d'une crue) ;
- le **climat,** dont le risque sanitaire lié aux températures extrêmes concerne deux types d'épisodes : grand froid et fortes chaleurs. Si le département de la Seine-Saint-Denis se situe dans une zone au climat tempéré à dominante océanique, ce type de climat n'exclut pas la survenance d'épisodes météorologiques extrêmes.

Les conditions climatiques peuvent avoir un impact plus ou moins important sur la santé des personnes et des animaux. Les vagues de froid ou de chaleur notamment touchent particulièrement les personnes vulnérables et sont un facteur aggravant face au risque sanitaire. De plus, l'accès au système de soins et notamment aux secours d'urgence peut être impacté par un épisode de grande neige ou de verglas intense et long en raison de la congestion du réseau routier qui en résultait.

2. Les risques infectieux

a. La description du risque épidémique et pandémique

De nombreux micro-organismes peuvent induire un risque épidémique naturel ou intentionnel pour la population, le cheptel ou les cultures.

Ainsi, les contaminants biologiques, appelés aussi agents pathogènes, (les champignons, les bactéries, les virus, les parasites, les toxines, les prions, etc.) représentent dans certaines circonstances un risque épidémique dont les impacts sanitaires, mais également socio-économiques, peuvent être majeurs.

Une **épidémie** est la propagation plus ou moins rapide d'une maladie infectieuse à un grand nombre de personnes, le plus souvent par contagion directe.



Une **pandémie** est une épidémie qui se caractérise par la diffusion géographiquement très étendue (plusieurs continents ou monde entier) d'un pathogène transmissible.

Les zones caractérisées par une forte concentration de population en milieu urbain, comme en Seine-Saint-Denis, représentent des terrains propices à la circulation rapide d'agents pathogènes. Le risque est exacerbé par les flux de transports et les différents points d'entrée sur le territoire (aéroports, gares, etc.).

L'impact sanitaire dépend :

- du pathogène (contagiosité et pouvoir pathogène) ;
- de la vulnérabilité de la population (immunité préexistante, état sanitaire de certaines populations, etc.) ;
- du contexte climatique et sanitaire (vague de froid, canicule, etc.).

Pour une période donnée, il se traduit par l'excès de mortalité (nombre de décès supérieur à la normale), par la morbidité (nombre de personnes malades) et le cas échéant par une désorganisation du système de santé due à la saturation des services de soins.

Parallèlement, la mondialisation croissante des échanges implique une augmentation des flux internationaux de voyageurs et de marchandises, qui peut favoriser la propagation des maladies infectieuses. Dorénavant, une crise sanitaire dans un pays peut avoir des répercussions très rapides dans de nombreuses parties du monde, comme l'ont démontré les récentes crises liées aux épidémies de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en 2002 et 2004, mais surtout la pandémie de COVID-19 depuis 2020.

On peut également associer aux risques infectieux les vecteurs responsables de la transmission d'agents pathogènes à l'homme et à l'animal (moustiques, rongeurs, chauves-souris, etc.) qui peuvent transmettre des maladies à l'être humain.

b. Les actions de prévention

Afin de limiter le risque épidémique, la première des mesures **est la surveillance épidémiologique H24 réalisée par Santé Publique France et ses cellules d'intervention en région de Santé Publique France (CIRE) au sein des ARS.** Ces dernières fonctionnent grâce à un système quasi unique au monde de codification et d'analyse informatique en temps réel des

diagnostics aux urgences des hôpitaux, chez les médecins de ville et à SOS Médecin.

Par ailleurs, dès la nature du risque infectieux identifiée, des « mesures barrières », répondant aux caractéristiques de virulence et de contagiosité du pathogène concerné, doivent être mises en place. Plusieurs mesures relatives aux zones sensibles sont alors prises face au développement d'un risque épidémique. Cela concerne notamment les aéroports qui, dans le cadre du trafic international, représentent des points stratégiques de la circulation d'un pathogène sur le territoire national.

Dans ce contexte, ces structures disposent, conformément à la réglementation en vigueur, de capacités minimales de surveillance continue et de mobilisation afin de faire face à l'apparition d'un risque sanitaire sur leur emprise, et d'anticiper la potentielle propagation sur le territoire. Cela se traduit, notamment, par l'organisation et le maintien en condition d'une chaine d'alerte des autorités sanitaires face à certains évènements susceptibles d'avoir un impact sur la santé publique.

Enfin, la surveillance et la lutte anti vectorielle (LAV) et l'élaboration de plan d'intervention pour les urgences de santé publique (PIUSP) prennent en charge des voyageurs malades. Ces dispositifs sont des outils mis en œuvre pour limiter et/ou endiguer la propagation d'un risque infectieux depuis un « point d'entrée » sur le département.

3. Les risques technologiques

a. Les conséquences sanitaires des risques technologiques

Un risque technologique d'origine industriel se traduit par le risque d'un événement accidentel ou intentionnel, pouvant entrainer des conséquences pour les populations, les biens et/ou l'environnement. Un incident sur une emprise industrielle notamment classée SEVESO ou ICPE ou bien dans le cadre du transport de matières dangereuses peut avoir des conséquences pour la santé publique et l'environnement.

Ces enjeux sanitaires se manifestent à la suite d'une **exposition directe** ou **indirecte** à différents contaminants, tels que :

- les **contaminants chimiques** : les métaux lourds, les hydrocarbures ou les dioxines ;
- les **agents physiques, radiologiques et nucléaires** : le département de la Seine-Saint-Denis ne compte pas d'industrie produisant des radioéléments, mais est concerné par le passage de TMD, l'existence d'un plan particulier d'intervention (PPI) et la présence d'industries SEVESO seuil haut situées dans les départements limitrophes. Par ailleurs, le risque de formation d'un nuage de poussières radioactives, causé par un relargage de la pression d'une centrale nucléaire de production d'électricité (CNPE), conduirait à la mise en œuvre de mesures de distribution d'iode aux populations.

En ce qui concerne les expositions directes, elles sont engendrées par différents facteurs tels que :

- la pollution de l'eau, de l'air ou du sol ;
- la consommation d'aliments pouvant être contaminés par des polluants chimiques dans le cadre d'une pollution des cultures, ou des chaines de production/alimentaires (entrepôts, industrie agroalimentaire, etc.) ;
- la pollution des milieux clos (habitations insalubres, moisissures, amiante, monoxyde de carbone, etc.).

L'exposition à ce type de contamination peut intervenir par voie digestive, respiratoire ou encore cutanéomuqueuse (par la peau). Elle est favorisée dans les milieux précaires et les lieux relevant des caractéristiques de l'habitat indigne au sein desquels de nombreux risques industriels ont pu se transformer en risque sanitaire pour les populations qui y vivent.

b. Mesures de prévention de certains risques technologiques pour la santé publique

La réglementation prévoit des mesures préventives, afin de préserver au mieux la santé des populations, leur environnement et les installations face aux risques technologiques.

Cette prévention se traduit notamment par :

- l'élaboration de normes garantissant un niveau élevé de protection sanitaire et de règles encadrant les activités et lieux représentant un risque (normes SEVESO, lois, guides de bonnes pratiques, autorisations, etc.) ;
- la production de plans de réponses aux urgences sanitaires et aux situations exceptionnelles (plan iode, plan zonal de mobilisation, etc.) ;
- la surveillance de l'environnement sanitaire des populations (ARS et CIRE de Santé Publique France via les systèmes OSCOUR® et SurSaUD®), comme auprès des responsables de la production et distribution de l'eau (PRPDE) ;
- l'information des populations et le développement d'une culture partagée du risque dans la société (campagnes de sensibilisations, éducation, rapports, etc.).
- des plans spécifiques sont préparés afin de répondre à une situation sanitaire exceptionnelle.



c. Le cas particulier du risque nucléaire

S'agissant du risque nucléaire, la distribution de comprimés d'iode est assurée auprès des populations situées dans les zones concernées par le risque d'exposition radioactive.

Conformément à la circulaire interministérielle en date du 11 juillet 2011, un dispositif de stockage et de distribution de ces comprimés d'iode est prévu hors des zones couvertes par un plan particulier d'intervention (PPI) et se décline au sein d'un plan ORSEC Iode départemental.

Les stocks de comprimés sont constitués et gérés par l'Agence nationale de santé publique « Santé publique France ». Le préfet organise dans son département les modalités de mise à disposition des comprimés à la population en cas d'urgence, avec l'appui des maires.

La prise de comprimés d'iode en cas d'accident doit être réalisée uniquement sur ordre du préfet. Elle permet de saturer la glande thyroïde, afin que l'iode dans l'atmosphère en cas d'incident ne se fixe pas sur celle-ci et ne favorise pas des cancers de la thyroïde.

· *Pour en savoir plus :*

Le site internet de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'environnement et du travail : https://www.anses.fr

Le site du gouvernement sur les risques sanitaires : https://www.gouvernement.fr/risques/risques-sanitaires

Rubrique de l'impact du risque sanitaire sur le site de Santé publique France : https://www.santepubliquefrance.fr/docs/evaluation-des-risques-sanitaires.-evaluation-de-l-impact-sanitaire

Le site de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France, notamment concernant la LAV : https://www.iledefrance.ars.sante.fr

Le site officiel de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris : https://www.pompiersparis.fr/fr/

4. Le risque vague de grand froid

· Qu'est-ce que le risque grand froid ?

Une vague de froid se caractérise par sa persistance, son intensité et son étendue géographique. L'épisode doit durer au moins 2 jours, avec des températures nettement inférieures aux normales saisonnières de la région (en dessous de 0°C en journée et inférieures ou égales à -5°C la nuit). Une veille saisonnière est activée du 1er novembre au 31 mars.

· Comment se manifeste-t-il ?

En France métropolitaine, les températures les plus basses de l'hiver surviennent habituellement en janvier et février sur l'ensemble du pays même si des épisodes précoces (en décembre) ou tardifs (en mars ou en avril) peuvent apparaître. Par ailleurs, les vagues de froid sont des phénomènes pouvant survenir brutalement, à l'instar de celle d'avril 2021, au cours de laquelle des records de températures minimales avaient été battus.

Les climatologues identifient des périodes de froid en tenant compte des critères suivants :

- l'écart avec les températures moyennes régionales ;
- les records précédemment enregistrés ;
- l'étendue géographique ;
- la persistance d'un épisode de froid ;
- la présence de vent amplifiant les températures ressenties.

· Les conséquences sur les biens et les personnes

Chaque année les vagues de grand froid engendrent des effets sanitaires et sociaux, tout particulièrement pour les populations vulnérables (personnes âgées, nourrissons, sans abris, personnes souffrant de maladies chroniques, personnes immunodéprimées, etc.). En matière de santé, les périodes de grand froid diminuent les capacités de résistance de l'organisme et sont un facteur d'aggravation des pathologies déjà existantes.

Ainsi, les principales conséquences sanitaires des vagues de froid sont les traumatismes liés à la neige et au verglas qui entrainent de nombreuses chutes, les épidémies hivernales et les intoxications au monoxyde de carbone.

Les vagues de froid entrainent une **recrudescence d'épidémies hivernales**. Si ce phénomène a été limité durant l'hiver 2020 en raison de la mise en place de mesures barrières dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, les épidémies hivernales sont presque indissociables des vagues de froid. La surmortalité saisonnière observée chaque hiver est en grande partie liée aux épidémies de maladies infectieuses, notamment respiratoires, même si le froid n'en est pas la cause unique ou directe. Les personnes en bonne santé peuvent également subir les conséquences du froid, particulièrement celles forcées d'exercer leurs activités en extérieur (agents de la circulation, travaux du bâtiment, conducteurs de bus, chauffeurs de taxi...).



Le froid favorise les pathologies cardiovasculaires, en particulier les maladies coronariennes et les accidents vasculaires cérébraux. Il agit également directement en provoquant des hypothermies ou encore des engelures. De plus, les risques liés aux vagues de froid doivent nécessairement intégrer les problématiques sociales, en lien avec l'hébergement et plus particulièrement les personnes sans domicile fixe ou isolées et à risque. Dans ce contexte, les populations les plus précaires doivent faire l'objet d'attention particulière, comme dans le cadre de campagnes de mise à l'abri.

Les intoxications au monoxyde de carbone (CO) sont une conséquence indirecte du froid liée à la survenue d'accidents domestiques dans l'habitat. Ces intoxications accidentelles résultent de mauvais usage des appareils de chauffage et/ou d'une absence de ventilation. Il s'agit habituellement d'une intoxication collective ou familiale.



Le monoxyde de carbone (CO) est un gaz toxique, incolore, inodore, sans saveur et non irritant. Il n'est donc pas perceptible par la personne exposée. La densité de ce gaz, proche de celle de l'air, lui confère la capacité de se diffuser rapidement dans l'atmosphère pour former avec l'air un mélange très toxique pour l'homme.

Le CO provient de la combustion incomplète de matières carbonées (gaz naturel, bois, charbon, butane, essence, fioul, pétrole, propane). Ce phénomène est dû à :

- une quantité insuffisante d'oxygène dans l'air (pièce calfeutrée, aération insuffisante, entrée d'air bouchée…)
- la présence d'impuretés dans les matières carbonées, objets de la combustion
- une évacuation insuffisante des gaz de combustion (conduit mal raccordé, cheminée obstruée/mal ramonée…)
- une utilisation prolongée ou inadaptée d'un appareil
- un dysfonctionnement de l'appareil utilisé pour la combustion.

Les intoxications par le CO peuvent entraîner des séquelles à vie, (principalement neurologiques ou cardiaques) voire des décès. Première cause de mortalité par intoxication aiguë en France, elles sont responsables du décès d'une centaine de personnes par an.

Les périodes de grand froid et de très grand froid peuvent être à l'origine d'autres phénomènes météorologiques aux effets dangereux. La neige et le verglas se forment par temps froid et peuvent affecter gravement la vie quotidienne en interrompant la circulation routière, ferroviaire, fluviale ou encore aérienne. Ces aléas peuvent également avoir un impact important sur l'accessibilité des plus fragiles aux soins d'urgence. L'accès des secours aux blessés et malades par voie routière (sapeurs-pompiers, SMUR), ainsi que l'accès aux hôpitaux peuvent être impactés par la congestion des réseaux routiers. Les défaillances des réseaux électriques aériens dues à la neige et au gel peuvent occasionner des coupures d'énergie impactant le bon fonctionnement des services qui devraient alors recourir à des générateurs de secours pour un temps limité, engendrant notamment des déprogrammations de soins non-urgents.

· Prévention dans le département

La prévention des vagues de froid est portée par la mise en œuvre de plusieurs dispositifs de veille, vigilance et alerte sur le territoire.

Mise en place pour la métropole en octobre 2001 par Météo France, la vigilance météorologique constitue l'information de référence fournie simultanément à la population, aux pouvoirs publics, dont les autorités en charge de la gestion des crises et des situations sanitaires exceptionnelles, ainsi qu'aux médias en cas de phénomènes météorologiques dangereux pouvant affecter le territoire. La période de veille « grand froid » s'étend du 1er novembre au 31

mars de chaque année. Elle se matérialise par une carte de la France métropolitaine actualisée au moins deux fois par jour (à 6 heures et à 16 heures) sur laquelle les départements sont représentés en couleur.

Les quatre niveaux de couleur pouvant apparaître traduisent l'intensité du risque auquel la population est exposée pour les prochaines 24 heures :
Niveau 1 (Vert) : pas de vigilance particulière ;
Niveau 2 (Jaune) : épisode de froid de courte durée (1 à 2 jours) ou épisode persistant de froid - températures ressenties minimales comprises entre - 10°C et -18°C ;
Niveau 3 (Orange) : épisode de grand froid - températures ressenties inférieures ou égales à - 18°C ;
Niveau 4 (Rouge) : épisode de froid extrême - températures ressenties inférieures ou égales à - 25°C.

Parallèlement, le **dispositif de prévention et de gestion des impacts sanitaires et sociaux des vagues de froid** s'articule autour d'une veille saisonnière couvrant également la période du 1er novembre au 31 mars de l'année suivante. Des conditions météorologiques particulières pourront justifier son activation anticipée ou son maintien après le 31 mars. Ce dispositif a pour objectif de définir les actions à mettre en œuvre aux niveaux local et national, afin de détecter, prévenir et limiter les effets sociaux et sanitaires, en portant une attention particulière aux populations vulnérables.

En outre, la veille saisonnière vise à prendre des mesures préventives ou curatives pour répondre aux besoins sanitaires et sociaux des populations, et plus spécifiquement des plus vulnérables.

Enfin, le dispositif de vigilance et d'alerte sanitaire et épidémiologique porté par Santé publique France analyse les données épidémiologiques des systèmes de surveillance sanitaire, et alerte les autorités sanitaires nationales dès que la situation le nécessite. Parallèlement aux dispositifs de vigilance et d'alerte relatifs à l'organisation de l'offre de soins et au suivi de l'activité des établissements sanitaires et médico-sociaux, l'ensemble de cette planification tend à limiter les impacts sur les populations des risques sanitaires liés aux températures extrêmes.

Ainsi, en cas de froid extrême, **un plan d'urgence hivernale** est déclenché et les partenaires de l'urgence sociale sont appelés à renforcer les moyens d'intervention pour répondre à toute sollicitation et procéder à l'hébergement immédiat de toute personne sans abri.

Le numéro d'urgence en cas de situation de détresse est le **115**.

Pour en savoir plus se rendre sur : lePlanGrandFroid.gouv.fr

· *Consignes individuelles de sécurité*

En cas de froid extrême, suivre les consignes du Ministère de la Sante accessibles sur le site internet officiel.



· *Pour en savoir plus :*

Rubrique du gouvernement sur le risque grand-froid :
https://www.gouvernement.fr/risques/grand-froid

Guide national relatif à la prévention et à la gestion des impacts sanitaires et sociaux liés aux vagues de froid du Ministère de la Santé :
https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_vague_de_froid_2017-2018.pdf

La carte vigilance de MeteoFrance :
https://meteofrance.com/

L'institut de veille sanitaire :
https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/climat/grand-froid

5. Le risque vague de chaleur



· Qu'est-ce qu'une canicule ?

La canicule est un épisode de température élevée, de jour comme de nuit, sur une période prolongée. Une canicule se définit comme un niveau de très fortes chaleurs le jour (31°C à l'ombre) et la nuit (supérieures ou égales à 18°C) pendant au moins 3 jours consécutifs. Une veille saisonnière est activée du 1er juin au 31 août, et peut être prolongée si nécessaire.

· Comment se manifeste-t-elle ?

En France, la période des fortes chaleurs pouvant donner lieu à des canicules s'étend généralement du 15 juillet au 15 août, parfois depuis la fin juin, bien que des jours de fortes chaleurs puissent survenir en dehors de cette période.

Les journées chaudes ne méritent que très rarement le qualificatif de « canicule » si les nuits sont suffisamment longues pour que la température baisse avant l'aube. Cependant la canicule ne représente en réalité que le niveau le plus élevé des « vagues de chaleur », ou périodes durant lesquelles la température peut représenter un risque sanitaire pour la population.

Par ailleurs, il est prévu que le réchauffement climatique lié aux émissions de gaz à effet de serre engendre dans les prochaines années, selon les scénarios climatiques envisagés :

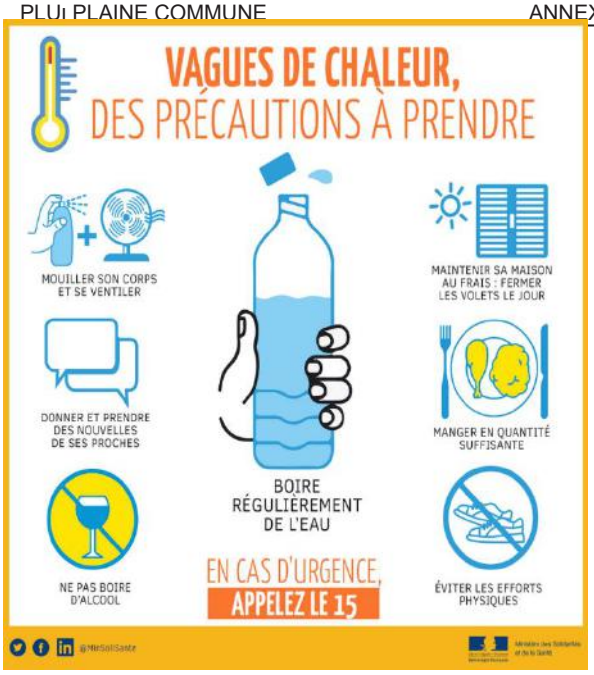
- une augmentation du nombre annuel de jours où la température est anormalement élevée ;
- un allongement de la durée des sécheresses estivales ;
- une diminution généralisée des débits moyens des cours d'eau en été et en automne.

· Les conséquences sur les personnes et les biens

De manière générale, une canicule peut avoir des conséquences sur les personnes, l'économie et l'environnement. L'objectif des autorités est de protéger les différentes catégories de populations susceptibles d'être affectées par la chaleur grâce à des mesures adaptées de protection collective.

A l'été 2003, la France a connu une canicule exceptionnelle qui a entraîné une surmortalité estimée à près de 15 000 décès. Le pays n'avait jamais été confronté à de telles conséquences sanitaires en lien avec une chaleur extrême.
L'exposition d'une personne à une température extérieure élevée, pendant une période prolongée, sans période de fraîcheur suffisante pour permettre à l'organisme de récupérer, est susceptible d'entraîner de graves complications.

Les périodes de fortes chaleurs sont propices aux pathologies spécifiques, à l'aggravation de pathologies préexistantes, mais également à l'hyperthermie (« coup de chaleur »), la déshydratation ou encore les insolations. Les personnes fragiles (personnes âgées ou handicapées dépendantes, jeunes enfants, femmes enceintes) et les personnes surexposées (personnes en situation de précarité, travailleurs en extérieur, populations en habitat surexposé, sportifs, etc.) sont les premières susceptibles de souffrir d'une période étendue de chaleur qui, en fonction de leur intensité, peuvent toucher une part plus ou moins importante de la population.



L'impact sanitaire est plus marqué dans les zones urbanisées : les bâtiments emmagasinent la chaleur le jour et la restituent la nuit, entrainant l'élévation de la température nocturne. S'ajoute éventuellement une pollution atmosphérique plus forte. En effet, la qualité de l'air et la chaleur agissent de façon synergique sur la santé. Par ailleurs, de façon générale, des épisodes climatiques extrêmes peuvent provoquer des incidents sur les moyens de transports des personnes et sur les réseaux d'énergie.

Les conséquences directes d'une forte chaleur sur la santé sont de deux ordres : la déshydratation et le « coup de chaleur ».

Selon l'âge et l'état de santé, le corps ne réagit pas de la même façon aux fortes chaleurs : une personne âgée, dont le corps transpire peu et a donc du mal à se maintenir à 37°C, risque une hyperthermie tandis qu'un enfant, dont le corps transpire beaucoup pour se maintenir à la bonne température, risque la déshydratation.

- **La déshydratation**

Les symptômes de la déshydratation devant alerter :

- une soif marquée ;
- des crampes musculaires aux bras, aux jambes, au ventre ;
- une accélération du rythme cardiaque ;
- un épuisement qui se traduit par des étourdissements, une faiblesse, une tendance inhabituelle à l'insomnie.

- **L'hyperthermie, dite « coup de chaleur »**

Elle doit être signalée aux secours dès que possible. Le coup de chaleur survient lorsque le corps n'arrive plus à contrôler sa température qui augmente alors rapidement.
On peut le repérer par :

- une peau chaude, rouge et sèche ;
- des maux de tête, des nausées, une somnolence et une soif intense ;
- une confusion, une perte de connaissance et des convulsions.

- **les déséquilibres médicamenteux :**

Certains traitements (diurétiques, anti-cholestérol, neuroleptiques, certains antiépileptiques, les anti-inflammatoires, certains antihypertenseurs, etc.) voient leur action ou leurs effets secondaires augmentés par la chaleur. Il est nécessaire de prendre conseil auprès d'un professionnel de santé ou d'un médecin lors de forte chaleur en cas de prise d'un traitement au long cours.



Une conséquence indirecte de fortes températures sur la santé est **le risque de pics de pollution** à l'ozone dans les centres urbains. Par effet de couvercle, les couches atmosphériques plus froides en altitude concentrent l'ozone produit par le gaz d'échappement des véhicules et les hydrocarbures imbrûlés. Cette pollution peut entraîner des irritations des yeux et des troubles respiratoires.

· La prévention face aux îlots de chaleur urbain

En ville, les espaces extérieurs manquent d'ombre, sont peu ventilés et constitués de surfaces minérales qui stockent la chaleur en journée et la restituent pendant la nuit. La température nocturne baisse donc moins en ville qu'à la campagne, ce qui ne permet pas de rafraîchir suffisamment les logements.

Des solutions existent mais il est important de choisir celles qui sont le plus adaptées au contexte local et de réfléchir à leur mise en œuvre concrète : les **solutions vertes fondées sur la nature (végétalisation de l'urbain) et des solutions grises concernant les infrastructures urbaines (revêtement, mobilier urbain, bâtiments, etc.).**

Enfin, pour limiter les émissions de chaleur, des solutions douces basées sur les comportements et la gestion de ville sont fortement recommandées (réduction du trafic routier, limiter les besoins en climatisation, respect des bons gestes sanitaires, etc.).

· La prévention dans le département

Depuis juin 2004, Météo France intègre le risque canicule dans ses cartes de vigilance entre le 1er juin et le 31 août. Au même titre que pour les vagues grand froid, la **vigilance météorologique des vagues de chaleur** est matérialisée par une carte de la France métropolitaine actualisée au moins deux fois par jour (à 6 heures et à 16 heures).

Cette vigilance est déclinée par département et les quatre niveaux de couleur traduisent l'intensité du risque auquel la population est exposée pour les prochaines 24 heures :

Niveau 1 (Vert) : **veille saisonnière**, pas de vigilance particulière ;
Niveau 2 (Jaune) : **avertissement chaleur**, en cas de probabilité importante de passage en vigilance supérieure ;
Niveau 3 (Orange) : **alerte canicule**, déclenchée par les préfets de département, en lien avec les agences régionales de santé ;
Niveau 4 (Rouge) : **mobilisation maximale,** en cas de canicule avérée intense et durable.

La procédure « Vigilance Météo » de Météo France a pour objectif de décrire, le cas échéant, les dangers des conditions météorologiques des prochaines vingt-quatre heures et les comportements individuels à respecter.

Elle permet aussi :

- de donner aux autorités publiques, à l'échelon national et départemental, les moyens d'anticiper une crise majeure par une annonce plus précoce ;
- de fournir aux préfets, aux maires et aux services opérationnels, les outils de prévision et de suivi permettant de préparer et de gérer une telle crise ;
- d'assurer simultanément l'information la plus large possible des médias et de la population, en donnant à celle-ci les conseils ou consignes de comportement adaptés à la situation.

Enfin, le plan canicule a pour objectif d'anticiper l'arrivée d'une vague de chaleur extrême et de définir les actions à mettre en œuvre aux niveaux local et national pour prévenir et limiter les effets sanitaires de celle-ci. Il facilite l'adaptation au mieux des mesures de prévention et de gestion en portant une attention particulière aux populations spécifiques.

Ce plan s'appuie sur des grands axes :

- la mise en œuvre des mesures de protection des personnes à risque hébergées en institutions (établissements accueillant des personnes âgées, établissements pour personnes handicapées) ou hospitalisées en établissements de santé ;
- le repérage individuel des personnes à risque, grâce au registre des personnes fragiles ou isolées tenu par les communes ;
- l'alerte, sur la base de l'évaluation biométéorologique faite par MétéoFrance et Santé Publique France ;
- la solidarité vis-à-vis des personnes à risque, mise en œuvre grâce au recensement et aux dispositifs de permanence estivale des services de soins et d'aide à domicile et des associations de bénévoles ;
- le dispositif d'information et de communication, à destination du grand public, des professionnels et des établissements de santé.



- *Les consignes individuelles de sécurité*

Les conseils de comportement en cas de vigilance météorologique de **niveau 3 (Orange)** :

VIGILANCE ORANGE	**Conséquences possibles :** • chacun d'entre nous est menacé, même les sujets en bonne santé ; • le danger est plus grand pour les personnes âgées, celles atteintes de maladie chronique ou de troubles de la santé mentale, qui prennent régulièrement des médicaments, isolées ; • chez les sportifs et les personnes qui travaillent dehors, attention à la déshydratation et au coup de chaleur ; • veillez aussi sur les enfants ; • les symptômes d'un coup de chaleur sont : fièvre supérieure à 40°C, peau chaude, rouge et sèche, maux de tête, nausées, somnolence, soif intense, confusion, convulsions et perte de connaissance.	**Pendant la journée**, fermez volets, rideaux et fenêtres. Aérez la nuit ; • si vous avez des **personnes âgées**, souffrant de maladies chroniques ou isolées dans votre entourage, prenez de leurs nouvelles ou rendez leur visite deux fois par jour. Accompagnez-les dans un endroit frais ; • utilisez **ventilateur et/ou climatisation**. Sinon essayez de vous rendre dans un **endroit frais ou climatisé** (grandes surfaces, cinémas…) deux à trois heures par jour ; • **mouillez-vous** le corps plusieurs fois par jour à l'aide d'un brumisateur, d'un gant de toilette ou en prenant des douches ou des bains ; • **buvez beaucoup d'eau** plusieurs fois par jour si vous êtes un adulte ou un enfant, et environ 1,5L d'eau par jour si vous êtes une personne âgée ; • continuez à **manger normalement** ; • ne sortez pas aux **heures les plus chaudes** (11h-14h). Si vous devez sortir portez un chapeau et des vêtements légers ; • **limitez vos activités physiques.**
	Conseils de comportement : • en cas de malaise ou de troubles du comportement, appelez un médecin ; • si vous avez besoin d'aide, appelez la mairie.	

Les conseils de comportement en cas de vigilance météorologique de **niveau 4 (Rouge)** :

<table>
<tr><td rowspan="2">VIGILANCE

ROUGE</td><td>Conséquences possibles :

• chacun d'entre nous est menacé, même les sujets en bonne santé ;

•l'augmentation de la température peut mettre en danger les personnes à risque, c'est-à-dire les personnes âgées, handicapées, les personnes atteintes de maladies chroniques ou de troubles mentaux, les personnes qui prennent régulièrement des médicaments, et les personnes isolées ;

• chez les sportifs et les personnes qui travaillent dehors, attention au coup de chaleur ;

• veillez aussi sur les enfants.</td><td rowspan="2">Si vous avez des personnes âgées, souffrant de maladies chroniques ou isolées dans votre entourage, prenez de leurs nouvelles ou rendez leur visite deux fois par jour ;

• accompagnez-les dans un endroit frais. Utilisez ventilateur et/ou climatisation si vous en disposez. Sinon essayez de vous rendre dans un endroit frais ou climatisé (grandes surfaces, cinémas…) deux à trois heures par jour ;

• mouillez-vous le corps plusieurs fois par jour à l'aide d'un brumisateur, d'un gant de toilette ou en prenant des douches ou des bains ;

• buvez au moins 1,5L d'eau par jour, même sans soif ;

• continuez à manger normalement ;

• ne sortez pas aux heures les plus chaudes. Si vous devez sortir portez un chapeau et des vêtements légers ;

• limitez vos activités physiques.</td></tr>
<tr><td>Conseils de comportement :

• en cas de malaise ou de troubles du comportement, appelez un médecin ;

• si vous avez besoin d'aide, appelez la mairie ;

• pendant la journée, fermez volets, rideaux et fenêtres. Aérez la nuit.</td></tr>
</table>

2.6 Servitudes autour des ICPE et sur des sites pollués, de stockage de déchets ou d'anciennes carrières (PM2)

- Arrêté préfectoral n°2017-3226 du 26 octobre 2017 relatif à l'ancien site d'Alstom – Grid SAS à Saint-Ouen-sur-Seine

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

PREFECTURE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE
ET DES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral n° 2017-3226 du 26 octobre 2017
instituant des servitudes d'utilité publique
sur l'ancien site d'Alstom-Grid SAS
situé au 25 rue des Bateliers à Saint-Ouen

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.515-8 à L.515-12 et R.515-24 à R.515-31 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2009 prescrivant la remise en état du site ;

Vu le plan de gestion d'Areva T and D (rédigé par URS et daté 18/12/2007) ;

Vu le plan de gestion et d'investigations rédigé par Arcadis pour Sequano (réf afr etu 00043 rpt b02 du 5/08/2011) dans le cadre l'aménagement du parc des docks ;

Vu le rapport de fin de travaux préparé pour ALSTOM GRID SAS – Réhabilitation des sols et de la nappe souterraine Lots 2 et 3 du site de Saint-Ouen (12 novembre 2012 Référence : PAR-RAP-11-07370C) ;

Vu le dossier de servitudes remis par la société ALSTOM GRID SAS en date du 30/01/2013 modifié par la version du 17/02/2014 (réf PAR-RAP-10-03431Q) ;

Vu la décision n° E16000028/93 du 8 novembre 2016 du vice-président du tribunal administratif de Montreuil, désignant Monsieur Roger LEHMANN, ingénieur SUPELEC retraité, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Pierre VIGEOLAS, commandant de police retraité, en qualité de commissaire enquêteur suppléant dans cette affaire ;

Vu la décision rectificative n° E16000028/93 du 5 décembre 2016 du vice-président du tribunal administratif de Montreuil, désignant Monsieur Roger LEHMANN, ingénieur SUPELEC retraité, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Pierre VIGEOLAS, commandant de police retraité, en qualité de commissaire enquêteur suppléant dans cette affaire, faisant suite au changement de dénomination sociale d'ALSTOM-GRID SAS ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016 - 4163 du 9 décembre 2016 portant ouverture d'enquête publique du 24

janvier 2017 au 24 février 2017 inclus en mairie de Saint-Ouen ;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 24 janvier 2017 au 24 février 2017 inclus en mairie de Saint-Ouen ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Saint-Ouen, dans sa séance du 30 janvier 2017 ;

Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur émis dans son rapport du 18 mars 2017 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 juillet 2017 relatif au résultat de l'enquête publique, proposant de soumettre au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le projet d'arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 12 septembre 2017 ;

Considérant que l'exploitant a eu connaissance des conclusions du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques le 3 octobre 2017 ;

Considérant que les activités exercées par la société Alstom Grid SAS (anciennement Alstom et Areva T and D) sont à l'origine des pollutions résiduelles constatées sur le site du 25 rue des Bateliers à Saint-Ouen ;

Considérant l'avis favorable du conseil municipal de Saint-Ouen du 30 janvier 2017 ;

Considérant que le site a fait l'objet de mesures de gestion, dans les sols et les eaux souterraines, encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 octobre 2009 ;

Considérant qu'aux termes des différentes campagnes de travaux et d'investigations réalisées sur le site, le site a été réhabilité pour un usage industriel ou équivalent comparable à la dernière période d'exploitation ;

Considérant que si les pollutions résiduelles présentes sur le site permettent un usage de type industriel ou équivalent comparable à la dernière période d'exploitation, il convient toutefois de formaliser et d'attacher des limites d'utilisation du terrain, et ce afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site et que des études et travaux appropriés soient mis en œuvre en cas de changement de l'usage des sols ;

Considérant la nécessité de maintenir en place certains ouvrages de surveillance de la qualité des eaux souterraines et leur accès au représentant de l'exploitant ;

Considérant la nécessité de maintenir en place le confinement des pollutions résiduelles, et de veiller à l'intégrité du confinement ;

Considérant que le règlement sanitaire départemental (AP du 24/12/1980) interdit l'emploi d'eau des puits de la nappe superficielle, considérée comme non potable, pour tous les usages alimentaires et domestiques ;

Considérant que l'institution de servitudes d'utilité publique permet de prévenir les dangers ou inconvénients pour la santé, la sécurité et la salubrité publique et pour l'environnement et de garantir

dans le temps la compatibilité entre l'état du site et ses usages ;

Considérant que la société ALSTOM GRID SAS a indiqué, dans son courrier du 23 décembre 2016 au préfet, avoir des observations à formuler sur le projet d'arrêté instituant les servitudes d'utilité publique qui lui a été transmis par courrier du 3 novembre 2016 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-Saint-Denis ;

ARRÊTE

Article 1 – Institution de servitudes d'utilité publique

Des servitudes d'utilité publique, dont la nature est définie ci-après, sont instituées sur les parcelles cadastrales de la commune de Saint-Ouen mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 – Parcelles cadastrales concernées

Les servitudes instituées par le présent arrêté concernent les parcelles cadastrales suivantes :

Numéro de parcelle	Surface en m2	Estimation des surfaces concernées par les SUP en m2 (**Lots**)	Propriétaire
OG 57	5750	23	SEM Sequano Aménagement
OG 134	53931	7926	SEM Sequano Aménagement
OG 108	5196	880	Commune de Saint-Ouen
OG 25	80	80	SAS Neximmo 12
OG 137	9698	567	Les copropriétaires
OG 139	2720	629	SEM Sequano Aménagement
OG 140	3615	368	SEM Sequano Aménagement
OG 142	1529	556	SEM Sequano Aménagement
OG 143	2293	226	SEM Sequano Aménagement
OG 144	67277	65956	SAS Neximmo 12
OG 145	11821	2880	SAS Neximmo 12
OG 146	2241	316	SAS Neximmo 12
OG 147	1752	824	SAS Neximmo 12
Total	**167 903 m2**	**Environ 81 231 m2**	

Ces parcelles figurent sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 3 – Nature des servitudes

3.1 Usage des sols

Les lots (figurant sur le plan de la figure 3, et détaillés dans le tableau de l'article 2 de l'AP SUP) ont été placés dans un état tel qu'ils peuvent accueillir un usage de type industriel ou équivalent, comparable à la dernière période d'exploitation (c'est-à-dire un site industriel avec présence possible de bureaux dans

les bâtiments n'accueillant que des adultes dans le cadre d'une activité professionnelle, constitué de zones extérieures aménagées en voiries et de bâtiments – bâtiments existants ou nouveaux bâtiments dans l'emprise des bâtiments existants, cf. figure 3).

S'agissant du lot 1c, ce dernier a été restitué à Neximmo 12, qui l'a cédé à Sequano Aménagement, qui y a entrepris, sous sa responsabilité, des travaux d'aménagement en vue d'accueillir un parc (parcelles cadastrales n°134 et 57). Les lots 2, 3-1 et 3-2 ont été restitués en septembre 2012 à Neximmo 12 pour aménagement par ce dernier.

3.2 Modification de l'usage

En cas de projet de modification par rapport à l'usage défini au paragraphe précédent et au plan présenté sur la Figure 3 par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée (ci-après « la personne à l'initiative du projet »), y compris en cas de projet de plantations d'arbres ou de plantes destinées à l'alimentation humaine ou animale, des évaluations quantifiées des risques sanitaires et/ou, des investigations complémentaires seront préalablement réalisées *et/ou actualisées* aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet. Le cas échéant, en fonction des résultats de ces investigations éventuelles et de ces évaluations des risques, les actions de réhabilitation complémentaires et/ou les dispositions constructives nécessaires seront mises en œuvre aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet pour s'assurer de la compatibilité des usages projetés avec la situation environnementale des lots et de la protection de l'environnement.

En lien avec l'historique du site et la qualité des sols et des eaux souterraines à l'issue des travaux de réhabilitation, un plan « hygiène et sécurité » pour la protection de la santé des travailleurs devant intervenir au cours de tous travaux d'aménagement des lots sera mis en place par la personne à l'initiative du projet.

Dans le cas de travaux de terrassement, la personne à l'initiative du projet devra faire procéder en tant que de besoin aux analyses utiles des matériaux excavés. Dans le cas où ces matériaux ne peuvent être réemployés sur les lots et/ou ne sont pas compatibles du point de vue sanitaire avec l'usage envisagé, la personne à l'initiative du projet prendra en charge la responsabilité de l'élimination des matériaux excavés dans une filière autorisée adaptée à cet effet et les frais associés.

Dans l'éventualité de la mise en place de canalisations souterraines pour l'approvisionnement en eau potable, ces canalisations seront conçues de manière à empêcher tout transfert de pollution résiduelle vers l'eau des canalisations via les parois ou les joints.

Dans l'éventualité de la construction d'ouvrages captant les nappes profondes, sous-jacentes à la nappe superficielle des calcaires de Saint-Ouen rencontrée sur le site, la personne à l'initiative du projet d'aménagement devra veiller à ce que ces puits soient dimensionnés de manière à empêcher toute connexion hydraulique entre les aquifères superficiels et les aquifères plus profonds.

3.3 Restrictions d'usage de la nappe superficielle

L'utilisation des eaux souterraines de la nappe superficielle des calcaires de Saint-Ouen aux fins d'usage récréatif, de consommation humaine directe ou indirecte, animale ou d'irrigation (y compris arrosage) est interdite.

3.4 Droit d'accès aux piézomètres existants et conservation

L'accès aux piézomètres visés par le programme de surveillance arrêté par le service de l'inspection des

installations classées (plan d'implantation des piézomètres présenté en annexe I et programme conforme à l'Arrêté préfectoral du 28 octobre 2009, implantation et programme pouvant évoluer avec l'accord de l'inspection des installations classées) devra être assuré à tout moment au représentant de l'État et à la société GRID SOLUTIONS SAS ou à toute personne mandatée par ceux-ci.

3.5 Publicité des restrictions d'usage et des servitudes

Les restrictions d'usage et les servitudes feront l'objet d'un enregistrement auprès du service de publicité foncière et seront annexées au P.L.U de la commune de Saint-Ouen.

3.6 Modalités de levée des restrictions d'usage et des servitudes

Les servitudes ne pourront être levées que par la suppression des causes ayant rendu nécessaires l'établissement de celles-ci.

Article 4 – Levée des servitudes

Les servitudes ne pourront être levées que par la suppression des causes ayant rendu nécessaires l'établissement de celles-ci, à la requête de toute personne ayant qualité pour ce faire au titre du code de l'environnement et selon les modalités prévues par ledit code.

Article 5 – Information des tiers

Si les lots considérés font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage et les servitudes visées aux articles 3.1 à 3.4 en les obligeant à les respecter.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des lots considérés, à dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage et servitudes dont ils sont grevés en application des articles 3.1 à 3.4 en obligeant ledit ayant droit à les respecter en ses lieux et place.

Article 6 – Transcription

En vertu des dispositions de l'article L. 515-10 du code de l'environnement et L. 153-60 du code de l'urbanisme et de l'article 36-2 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, les présentes servitudes devront être annexées aux documents d'urbanisme et publiées à la conservation des hypothèques.

Article 7 - Le présent arrêté sera notifié à la société GRID SOLUTIONS SAS sise Immeuble le Galilée - 51, esplanade du général de Gaulle à La Défense, par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 8 – Publicité : une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Ouen et pourra y être consultée.

Un extrait de l'arrêté sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture de la Seine Saint-Denis.

Article 9 - Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un

contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig, 93100 Montreuil , dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Recours non contentieux :

Le bénéficiaire a la possibilité d'effectuer dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis, 1 esplanade Jean Moulin 93007 Bobigny Cedex ;

- soit d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire, 246 boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS.

Ce délai proroge le délai du recours contentieux.

Article 10 – exécution : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète de Saint-Denis, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie, le maire de Saint-Ouen, le président de l'établissement public territorial Plaine Commune, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

le préfet

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général
Jean-Sébastien LAMONTAGNE

6

Annexes : Figure 3 et Figure 4

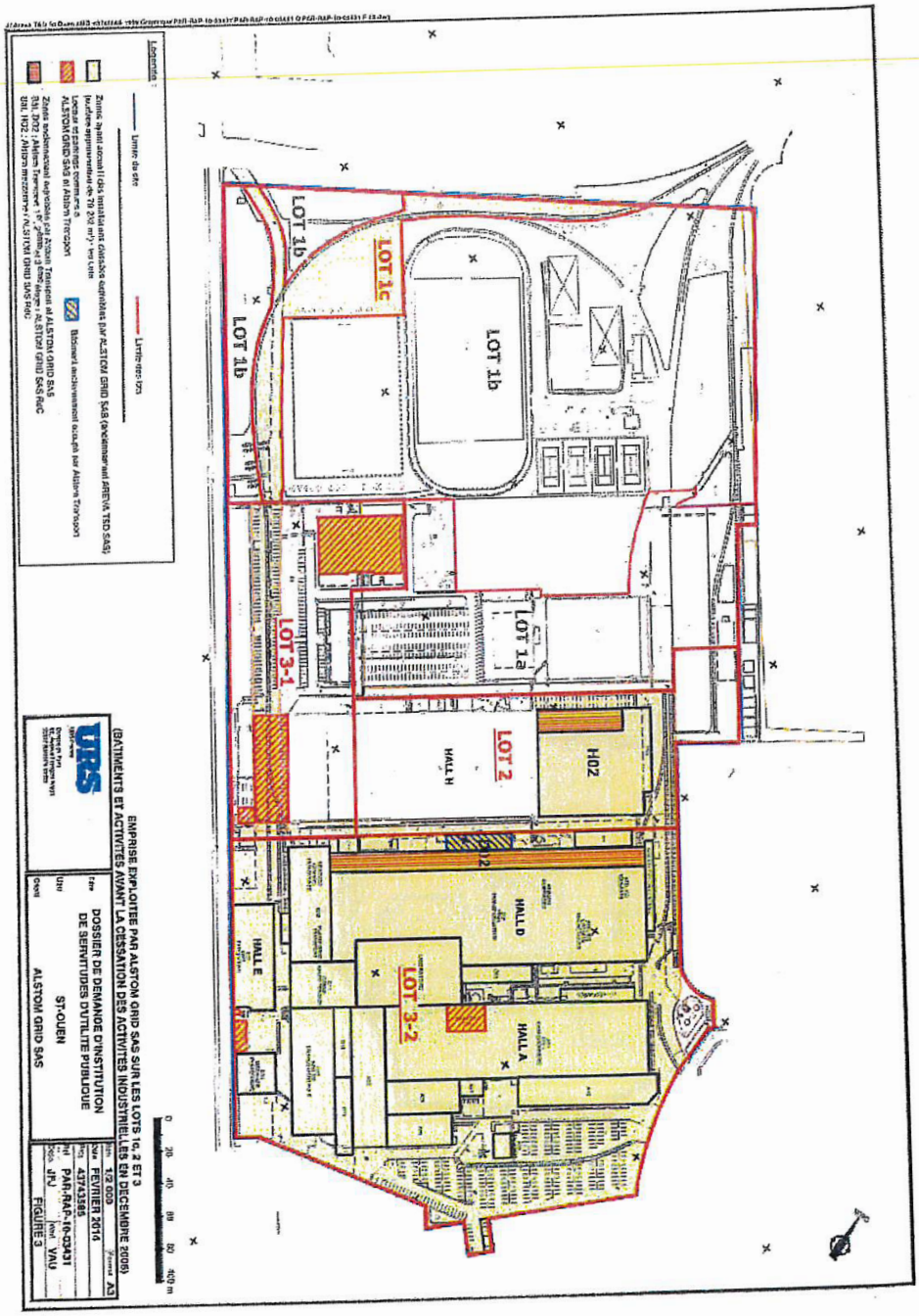


Figure 3 : Emprise exploitée par Alstom Grid Sas sur les lots 1c, 2 et 3

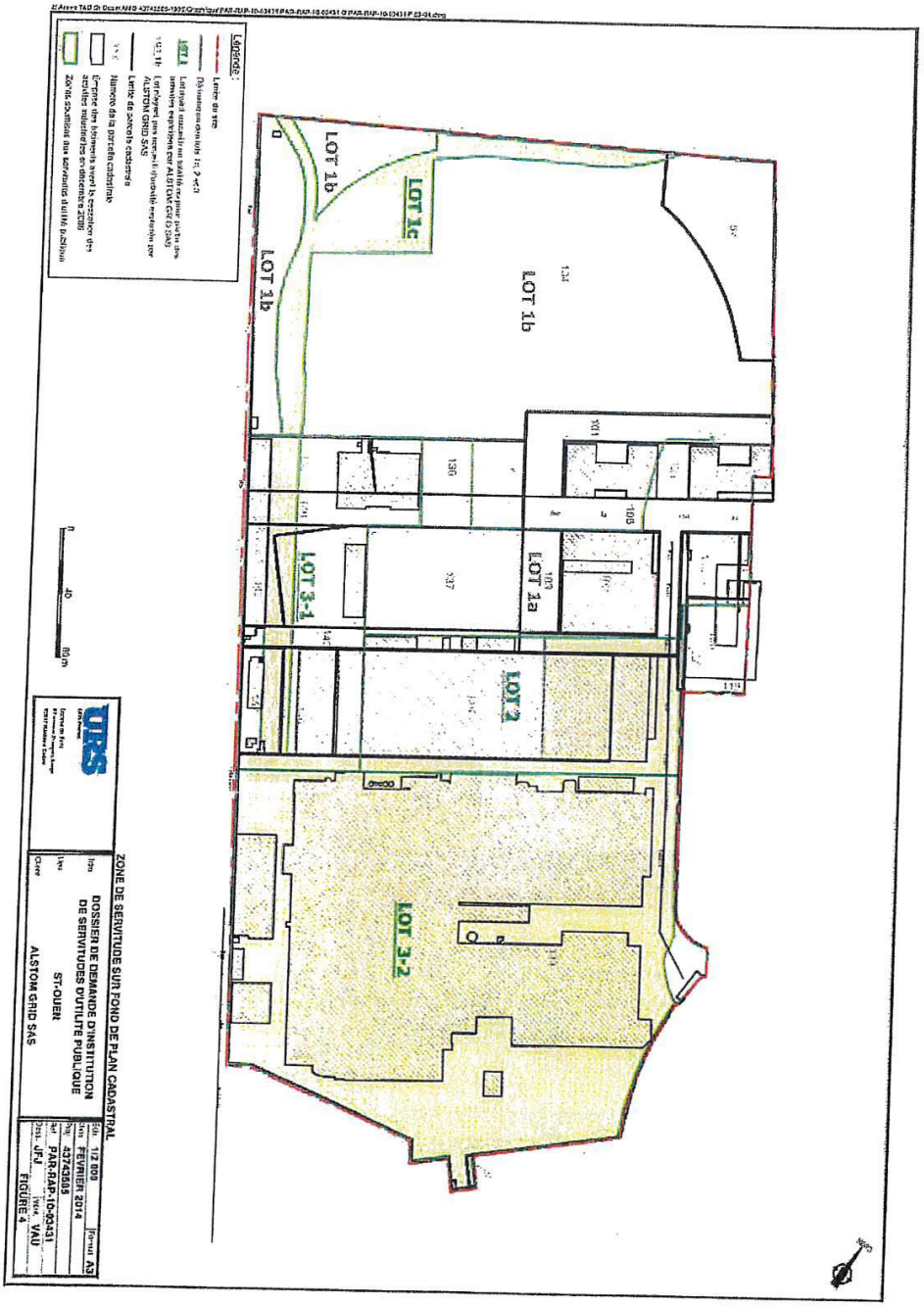


Figure 4 : Zone de servitudes sur fond cadastral

8

- Arrêté préfectoral n°2021-0529 du 24 février 2021 relatif au site RHODIA CHIMIE à Aubervilliers

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE
DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral n° 2021-0529 du 24 février 2021
instituant des servitudes d'utilité publique sur le site
RHODIA CHIMIE, 45, quai Lucien Lefranc à Aubervilliers (93300)

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.515-8 à L.515-12 et R.515-24 à R.515-31 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-3117 du 29 novembre 2018 prescrivant à la société RHODIA CHIMIE (SIRET (siège) 64201452600627) la remise en état du site situé au 45, quai Lucien Lefranc, à Aubervilliers (93300) ;

Vu la lettre du 2 mars 1995 par laquelle la société RHONE-POULENC notifie au préfet la cessation des activités du site situé au 45, quai Lucien Lefranc à Aubervilliers (93300) ;

Vu le plan de gestion réalisé par ERM (version finale n°3, R4251), daté du 6 juillet 2018, transmis par courrier le 20 juillet 2018, et ses compléments transmis par la société RHODIA CHIMIE par courriers des 20 septembre 2018 et 25 septembre 2018 ;

Vu le dossier de récolement «Remise en état des sols – Projet REMARCS – Aubervilliers (93) » - Rapport 0R5813_V1 réalisé par ERM le 21 janvier 2020, transmis par courrier du 5 février 2020 au préfet ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées concernant le récolement du site, établi le 5 mai 2020, conformément à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement ;

Vu le dossier de demande de servitudes d'utilité publique adressé au préfet par courrier électronique du 09 avril 2020 - Rapport SUP V1 – R5913 réalisé par ERM le 19 février 2020 ;

Vu l'absence de remarque formulée lors de la consultation du propriétaire SAINT-GOBAIN RECHERCHE et de l'exploitant RHODIA CHIMIE, qui s'est déroulée du 20 mai 2020 au 20 août 2020 ;

Vu l'avis favorable de l'établissement public territorial (EPT) Plaine Commune transmis par courrier du 25 août 2020 ;

Vu l'absence de délibération du conseil municipal de la commune d'Aubervilliers sollicité pour avis par lettre du 20 mai 2020 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 17 décembre 2020 ;

Vu l'absence d'observation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis le 28 décembre 2020, préalablement à la réunion du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 12 janvier 2021 ;

Vu le courrier du 18 janvier 2021 par lequel il a été transmis à l'exploitant RHODIA CHIMIE le projet d'arrêté préfectoral et l'informant de la possibilité qui lui était ouverte de présenter ses observations dans un délai de quinze jours ;

Vu le courriel du 1er février 2021 par lequel l'exploitant RHODIA CHIMIE indique ne pas avoir d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que les activités exercées par la société RHODIA CHIMIE sont à l'origine des pollutions résiduelles constatées sur le site situé au 45, quai Lucien Lefranc, à Aubervilliers ;

Considérant que le site a fait l'objet de mesures de gestion dans les sols et les eaux souterraines, encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-3117 du 29 novembre 2018 ;

Considérant qu'au terme des différentes campagnes de travaux et d'investigations réalisées, le site a été réhabilité pour un usage industriel ;

Considérant que, si les pollutions résiduelles présentes sur le site permettent un usage de type industriel, il convient toutefois de formaliser et d'attacher des limites d'utilisation du terrain et ce, afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site et que des études et travaux appropriés soient mis en œuvre, notamment en cas de changement de l'usage des sols ;

Considérant que le règlement sanitaire départemental (arrêté préfectoral du 24 décembre 1980) interdit l'emploi d'eau des puits de la nappe superficielle, considérée comme non potable pour tous les usages alimentaires et domestiques ;

Considérant que l'institution de servitudes d'utilité publique permet de prévenir les dangers ou inconvénients pour la santé, la sécurité et la salubrité publique et pour l'environnement et de garantir dans le temps la compatibilité entre l'état du site et ses usages ;

Considérant que la société RHODIA CHIMIE a indiqué, dans son courrier du 7 juillet 2020, ne pas avoir de remarque à formuler sur le projet d'arrêté instituant les servitudes d'utilité publique qui lui a été notifié le 20 mai 2020 ;

Considérant que le propriétaire du site, SAINT-GOBAIN RECHERCHE, a indiqué, dans son courriel du 23 septembre 2020, ne pas avoir de remarque à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique qui lui a été notifié le 20 mai 2020 ;

Considérant que le responsable de la société RHODIA CHIMIE a eu connaissance des conclusions du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Seine-Saint-Denis ;

Considérant que la société RHODIA CHIMIE n'a pas émis d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique qui lui a été transmis le 18 janvier 2021 ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

ARRÊTE

Article 1 – Institution de servitudes d'utilité publique

Des servitudes d'utilité publique, dont la nature est définie à l'article 3, sont instituées sur les parcelles cadastrales de la commune d'Aubervilliers mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 – Parcelles cadastrales concernées

Les servitudes instituées par le présent arrêté concernent les parcelles cadastrales suivantes :

Référence cadastrale		Superficie de la parcelle	Superficie totale	Commune	Propriétaire
Section	Parcelle				
000 P	164	4 583 m²	40 652 m²	Aubervilliers	Saint-Gobain Recherche
	166	35 779 m²			
	194	202 m²			
	196	88 m²			

Ces parcelles figurent sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 3 – Nature des servitudes

3-1 RESTRICTION LIÉE À L'UTILISATION DU TERRAIN

3.1.1 Conditions d'utilisation du terrain

L'utilisation du terrain, par quelque personne physique ou morale, publique ou privée, devra toujours être compatible avec la présence d'une contamination résiduelle des sols, du sous-sol et de la nappe phréatique.

Tout changement d'usage du terrain par rapport à un usage industriel identique à la dernière période d'exploitation nécessitera une confirmation de la compatibilité du projet avec la pollution résiduelle du terrain, à la charge du porteur de projet, et la réalisation, aux frais et sous la responsabilité de la personne qui en est à l'origine, d'études et de mesures garantissant l'absence de tout risque pour la santé et l'environnement en fonction de l'usage prévu, conformément à la méthodologie en vigueur. En particulier, les mesures constructives (fondations, canalisations, autres ouvrages/réseaux enterrés, systèmes de ventilation, etc.) ainsi que la végétation devront être adaptées à l'état de pollution résiduelle du terrain.

De plus, la création de plans d'eau, l'irrigation du terrain (à l'exception de l'arrosage nécessaire en vue de maintenir la végétation pour pallier un défaut de précipitation atmosphérique), l'utilisation du terrain pour la culture et la production d'eau potable à partir de la nappe phréatique, l'agencement d'aires de jeux et la construction d'habitations, ne seront possibles que dans le respect des conditions précisées par les présentes précautions et restrictions d'usages, et sous réserve de l'accord du préfet de la Seine-Saint-Denis.

3.1.2 Dispositions constructives

Tout projet de construction, quelle que soit sa localisation sur le terrain, devra être conçu de manière à éviter l'accumulation de solvants chlorés dans les locaux et sous le bâtiment.

3.1.3 Zones couvertes

Les revêtements ou couvertures existants (type enrobé ou béton, tout venant naturel, argile, terre végétale) devront être maintenus en état afin d'éviter tout contact direct avec les sols impactés (ou reconstituées en cas de travaux affectant leur intégrité), sauf réalisation préalable d'études et/ou de mesures garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement.

3-2 RESTRICTION LIÉE À LA RÉALISATION DE TRAVAUX

La réalisation de travaux de terrassement devra prendre en considération le fait que les sols peuvent contenir une pollution résiduelle (métaux dans les remblais, composés organiques). Dans l'hypothèse où des travaux sur le terrain entraîneraient le déplacement ou l'élimination de terres (réalisation de sous-sol par exemple), celles-ci devront être gérées conformément à la réglementation en vigueur, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine du déplacement ou de l'élimination. La protection des travailleurs devra être assurée lors de la phase de chantier.

3-3- RESTRICTION LIÉE À L'USAGE DES EAUX SOUTERRAINES

L'usage des eaux souterraines est interdit, sauf accord préalable du préfet de la Seine-Saint-Denis.

3-4 ENCADREMENT DES MODIFICATIONS D'USAGE

Toute personne à l'origine d'un changement d'usage du site et/ou de toute utilisation de la nappe, devra se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et notamment à celles de l'article L. 556-1 du Code de l'environnement et des textes pris pour son application.
Dans ce cadre, il appartiendra à la personne à l'origine du changement d'usage de réaliser ou de faire réaliser sous sa responsabilité et à ses frais les études, analyses de risques sanitaires et éventuelles mesures de gestion complémentaires nécessaires à ce changement d'usage.

Article 4 – Information des tiers

Les servitudes feront l'objet d'un enregistrement auprès du service de publicité foncière.
Elles sont également transmises à la mairie d'Aubervilliers, à l'établissement public territorial (EPT) Plaine Commune et sont annexées au plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Aubervilliers.

Article 5 – Modalités de levée des restrictions d'usage

Les servitudes ne pourront être levées que par la suppression des causes ayant rendu nécessaire l'établissement de celles-ci.
Toute suppression ou toute modification des servitudes ne pourra se faire qu'à la requête du maire d'Aubervilliers, du propriétaire du terrain ou du préfet du département de la Seine-Saint-Denis, dans les conditions définies par l'article L.515-12 du Code de l'environnement.

Article 6 – Transcription

En vertu des dispositions de l'article L. 515-10 du code de l'environnement, de l'article L. 153-60 du code de l'urbanisme et de l'article 36-2 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, les présentes servitudes sont annexées aux documents d'urbanisme et publiées à la conservation des hypothèques.

Article 7 – Voies et délais de recours

La présente décision sera soumise à un contentieux de pleine juridiction. Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction au tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig – 93 100 Montreuil, dans le délai de deux mois qui suivent la notification du présent arrêté :

- Soit au moyen de l'application TELERECOURS à l'adresse suivante : https://telerecours.fr
- Soit en y déposant directement un recours ;

Les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, peuvent adresser leur requête selon les mêmes modalités, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Le demandeur peut préalablement saisir d'un recours gracieux le préfet de la Seine-Saint-Denis ou un recours hiérarchique le ministre de la Transition écologique et solidaire. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Article 8 – Exécution

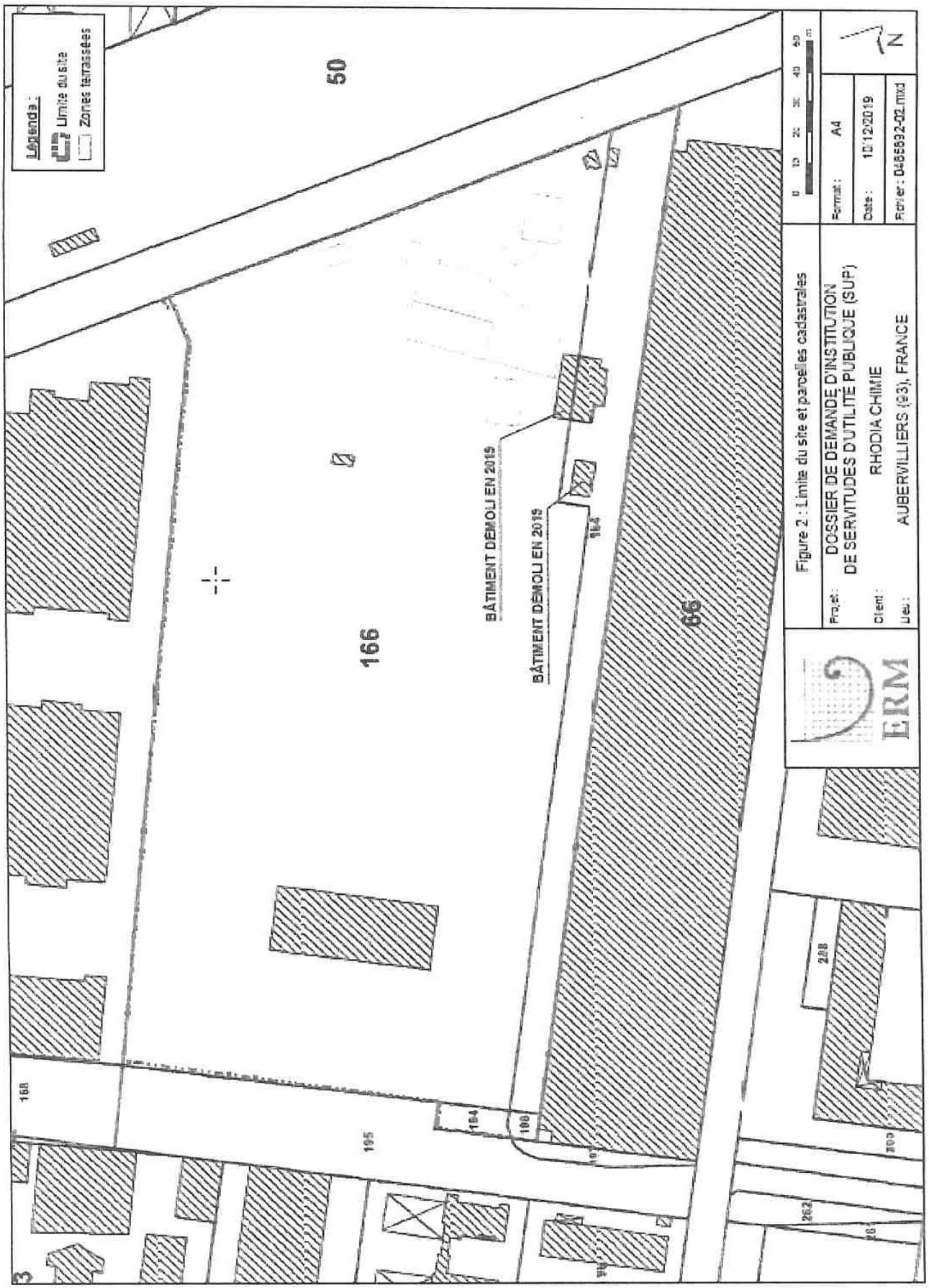
La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète de Saint-Denis, la maire d'Aubervilliers, le président de l'établissement public territorial Plaine Commune, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet de la Seine-Saint- Denis,

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale

Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD

Annexes :
- Localisation des parcelles cadastrales, à l'intérieur du périmètre rouge (Figure 2)


Légende :
Limite du site
Zones terrassées
50
166
65
BÂTIMENT DÉMOLI EN 2019
BÂTIMENT DÉMOLI EN 2019
164
168
195
184
100
288
262
Figure 2 : Limite du site et parcelles cadastrales
Projet : DOSSIER DE DEMANDE D'INSTITUTION DE SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE (SUP)
Client : RHODIA CHIMIE
Lieu : AUBERVILLIERS (93), FRANCE
ERM
Format : A4
Date : 10/12/2019
Fichier : D486592-02.mxd
N

- Arrêté préfectoral du 10 mai 1993 relatif à un site situé au 22 à 48 avenue Gaston Monmousseau et 31 à 43 Victor Renelle

Département de la Seine-Saint-Denis	Services Techniques Municipaux 31 Boulevard Maxime Gorki 93240 STAINS
Date : Juillet 1993 Plan n° 4a² — Modif.:	STAINS — Plan d'Occupation des Sols Servitudes Complémentaires —
Echelle : 1/1000	

Légende

Périmètre de la zone soumise à la condition n° 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 10 Mai 1993, instituant une servitude d'utilité publique sur un terrain situé au 22 à 48 Avenue Gaston Monmousseau et 31 à 43 Rue Victor Renelle ; (ancien site d'exploitation de l'entreprise "DUCO")

Périmètre de la zone regroupant les parties sensibles S1, S2, S3, et S4, soumises aux conditions n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, de l'arrêté préfectoral du 10 Mai 1993 ; (environ 10.000 m²)

— Teneurs en toluène dans l'atmosphère du sous-sol à 40 cm. de profondeur :

Point de mesure

> 600 p.p.m.V.

100 à 600 p.p.m.V.

0 à 100 p.p.m.V.

Vu pour être annexé à mon arrêté en date du 13/9/06
STAINS, le
13 SEP. 2006


Section T

3. Les périmètres de sécurité publique

3.1Arrêté préfectoral n°2019-1804 du 15 juillet 2019 instaurant un périmètre de sécurité publique autour du Stade de France

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

ARRÊTÉ N° 2019-1804
instaurant un périmètre à Saint-Denis au sein duquel seront soumises à étude de sécurité publique les opérations d'aménagement ou de construction d'établissements recevant du public de 3e et 4e catégorie ayant pour effet de créer une surface de plancher supérieure à 6 000 m² ainsi que les créations d'établissements recevant du public de 3e et 4e catégorie

LE PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

VU le code général des collectivités locales ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.114-1 et suivants, L.160-1, R.111-48 et R.114-1 et suivants ;

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.123-19 et R.123-37 à R.123-53 ;

VU le code du travail, notamment ses articles R.235-4-17 ;

VU le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU le décret n°97-645 du 31 mai 1997 modifiant le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU le décret n°2004-160 du 17 février 2004 modifiant le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2007-1177 du 3 août 2007 pris pour l'application de l'article L.111-3-1 du code de l'urbanisme relatif aux études de sécurité publique ;

VU le décret n°2011-324 du 24 mars 2011 relatif aux études de sécurité publique ;

VU le décret n°2012-732 du 9 mai 2012 portant diverses dispositions relatives à la sécurité publique ;

VU l'arrêté n°2016-1906 du préfet de la Seine-Saint-Denis du 16 août 2016 portant composition de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté n°2016-1907 du préfet de la Seine-Saint-Denis du 16 août 2016 portant attributions de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté n°2019-0003 du préfet de la Seine-Saint-Denis du 3 janvier 2019 portant composition de la sous-commission pour la sécurité publique ;

VU le courrier du maire de Saint-Denis du 12 juillet 2019 faisant part de l'avis favorable rendu par le CLSPD du 11 juillet 2019 sur l'instauration du périmètre figurant à l'article 1er du présent arrêté ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article R.114-1 du code de l'urbanisme, sur l'ensemble du territoire national, le préfet peut, par arrêté motivé, délimiter un périmètre géographique dans lequel seront soumises à une étude de sûreté publique, la réalisation d'une opération d'aménagement ou la création d'un établissement recevant du public excédant des seuils définis dans cet arrêté, après avis du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ou à défaut du conseil départemental de prévention ;

CONSIDERANT l'état de la sécurité et les perspectives d'évolution du contexte social, économique et urbain de certaines parties du territoire de la ville de Saint-Denis en raison de la tenue des jeux olympiques et paralympiques en 2024 ; que les enjeux en matière de sécurité, liés notamment à l'ampleur de la fréquentation de cet évènement, qui rassemblera un public considérable, nécessitent la prise en compte de ces risques en matière d'urbanisme sur certaines parties du territoire de la ville de Saint-Denis ; que le périmètre autour du site accueillant cet évènement à envergure internationale doit être sécurisé ;

SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Seine-Saint-Denis :

Arrête

Article 1er : En dehors des opérations d'aménagement ou de construction prévues aux 1° et 4° de l'article R.114-1 du code de l'urbanisme, sont soumises à une étude de sûreté les opérations d'aménagement ou de construction d'établissements recevant du public de 3e et 4e catégorie ayant pour effet de créer une surface de plancher supérieure à 6 000 m² ainsi que les créations d'établissements recevant du public de 3e et 4e catégorie, situées dans le périmètre suivant :

- angle rue du Landy et rue Henri Murger ;
- angle rue Henri Murger et rue Emile Augier ;
- angle rue Emile Augier et rue Henri Murger prolongée jusqu'à la rue Francis de Pressensé (côté Saint-Denis) ;
- angle rue Francis de Pressensé et avenue du Général de Gaulle ;
- prolongement sur la rue Ambroise Croizat ;
- angle rue Ambroise Croizat et boulevard Anatole-France ;
- angle boulevard Anatole-France et rue du Landy.

Article 2 : La présente décision peut être contestée dans le délai de deux mois à compter de sa publication, selon les voies de recours ci-dessous mentionnées :

- un recours gracieux adressé au préfet de la Seine-Saint-Denis (DSSC/BPA/section police administrative) – 1 esplanade Jean Moulin 93007 Bobigny cedex ;

- un recours hiérarchique adressé à M. le ministre de l'intérieur, – direction des libertés publiques et des affaires juridiques – sous-direction des libertés publiques et de la police administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris cedex 8 ;

– un recours contentieux adressé au tribunal administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig 93100 Montreuil.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2e mois suivant la date de publication de la décision contestée (ou bien du 2e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

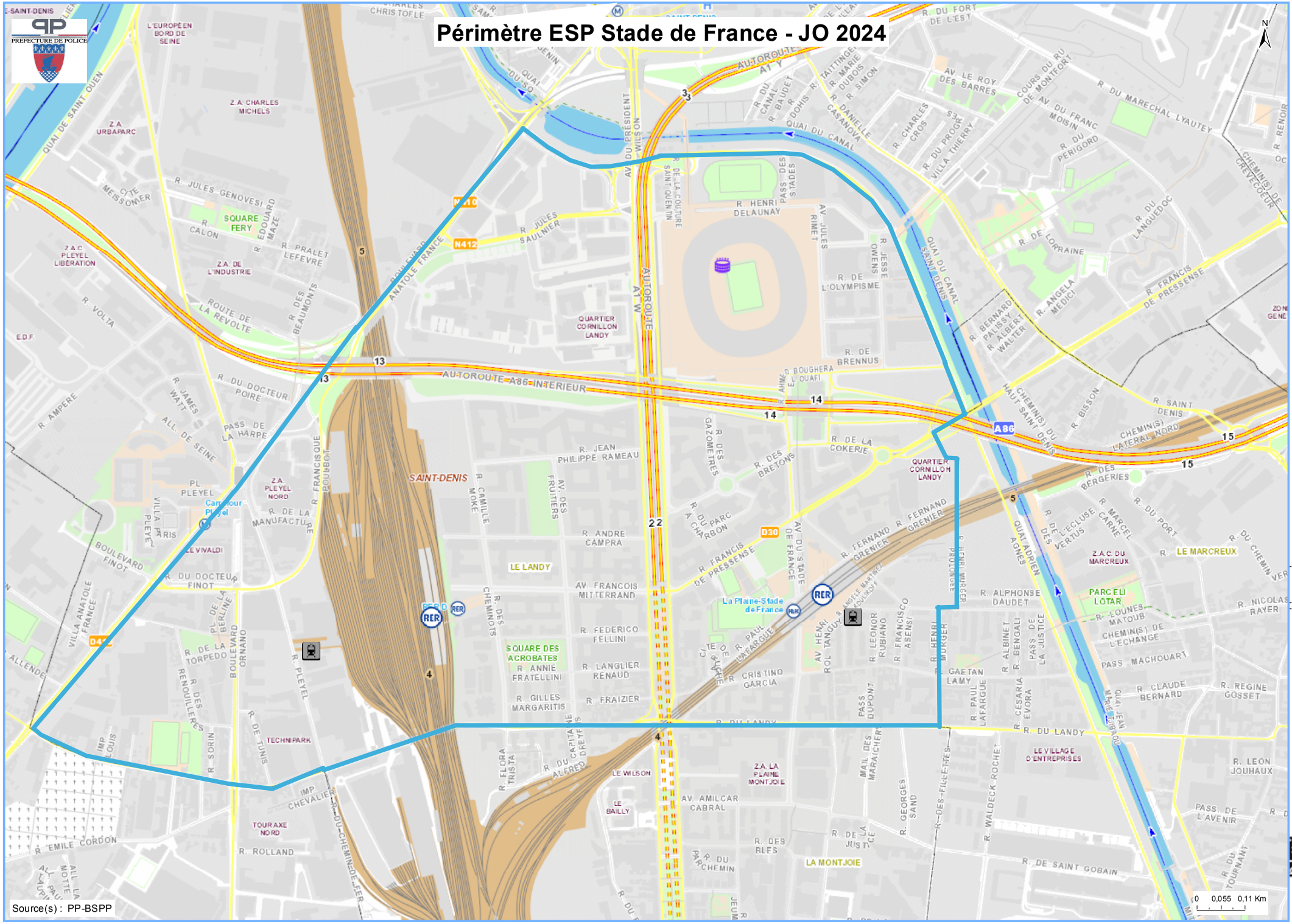
Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Seine-Saint-Denis, le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ainsi que le maire de Saint-Denis sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et publié au bulletin d'informations administratives des services de l'État ainsi qu'au « bulletin municipal officiel de la ville de Saint-Denis ».

Fait à Bobigny, le 15 JUIL. 2019

Le préfet,

Georges-François LECLERC

Périmètre ESP Stade de France - JO 2024



REVISION DU PLUI APPROUVEE EN CONSEIL DE TERRITOIRE DU 16 DECEMBRE 2025

© Copyright Préfecture de Police

3.2 Arrêté préfectoral n°2023-0113 du 18 janvier 2023 instaurant un périmètre de sécurité publique aux abords d'un site du ministère de l'intérieur à Saint-Ouen-sur-Seine

PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS
Liberté
Égalité
Fraternité

Cabinet du préfet
Bureau de la police administrative

Arrêté préfectoral n°2023 – 0113 instaurant un périmètre de sécurité publique aux abords d'un site du ministère de l'intérieur sur les communes de Saint-Ouen-sur-Seine et Saint-Denis

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code général des collectivités locales ;

VU le code de l'urbanisme notamment ses articles L114-1 à L114-4 et R114-1 à R114-3 relatifs à l'étude de sécurité publique ;

VU le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU le décret n°97-645 du 31 mai 1997 modifiant le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU le décret n°2004-160 du 17 février 2004 modifiant le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2012-732 du 9 mai 2012 portant diverses dispositions relatives à la sécurité publique ;

VU le décret du président de la République du 30 juin 2021, nommant Jacques WITKOWSKI, préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté n°2021-0494 du préfet de la Seine-Saint-Denis du 9 septembre 2021 portant composition de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté n°2021-0493 du préfet de la Seine-Saint-Denis du 9 septembre 2021 portant attributions de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté n°2022-2318 du préfet de la Seine-Saint-Denis du 19 août 2022 portant composition de la sous-commission pour la sécurité publique ;

VU l'avis favorable du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance de la commune de Saint-Ouen-sur-Seine en date du 27 septembre 2022 ;

VU l'avis favorable du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance de la commune de Saint-Denis en date du 21 octobre 2022 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L422-4 du code de l'urbanisme l'autorité compétente pour statuer sur les demandes de permis ou sur les déclarations préalables recueille l'accord ou l'avis des autorités ou commissions compétentes ; qu'en application de l'article R.111-2 du même code, un projet de construction ou d'aménagement peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article R114-1 du code de l'urbanisme, le préfet peut, par arrêté motivé, délimiter un périmètre géographique dans lequel la réalisation d'une opération d'aménagement ou la création d'un établissement recevant du public excédant des seuils définis dans cet arrêté seront soumises à une étude de sécurité publique, après avis du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ou à défaut du conseil départemental de prévention ;

CONSIDÉRANT que la situation sécuritaire et les perspectives d'évolution du contexte social, économique et urbain de certaines parties du territoire des communes de Saint-Denis et de Saint-Ouen-sur-Seine justifient la prise en compte, en matière d'urbanisme, des risques en matière de sûreté et de sécurité publique liés à la présence du site accueillant la direction générale de la sécurité intérieure du ministère de l'intérieur ; que, dans ces conditions, le périmètre autour du site considéré doit être sécurisé ;

CONSIDÉRANT que les enjeux relatifs aux missions du service en cause, notamment liées à la sécurité nationale et à la protection des intérêts fondamentaux du pays, rendent nécessaire ces mesures en matière d'urbanisme sur les territoires respectifs des communes de Saint-Denis et de Saint-Ouen-sur-Seine ;

SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Seine-Saint-Denis ;

Arrête

Article 1er :

Au sein du périmètre défini à l'article 2 du présent arrêté, sont soumis à étude de sécurité publique réalisée par le porteur de projet :

- la création d'un établissement recevant du public de première, de deuxième, de troisième et de quatrième catégorie ;
- les travaux et aménagements soumis à permis de construire exécutés sur un établissement recevant du public existant de première, de deuxième, de troisième et de quatrième catégorie ayant pour effet soit d'augmenter de plus de 10 % l'emprise au sol, soit de modifier les accès sur la voie publique ;
- la réalisation d'une opération d'aménagement qui, en une ou plusieurs phases, a pour effet de créer une surface de plancher supérieur de 5 000 m² ;
- l'opération de construction ayant pour effet de créer une surface de plancher supérieure ou égale à 2 000m².

Article 2 :
Le périmètre du présent arrêté est le suivant :

Sur le territoire de la commune de Saint-Ouen-sur-Seine
- rue Rolland ;
- impasse Chevalier ;
- passage Amélie ;
- 132 au 156, rue du Landy ;
- rue Emile Cordon, numéros pairs à partir du 40 ;
- allée de la Motte ;
- rue Godefroy numéro impairs ;
- 39 au 45 avenue des Marronniers ;
- 34 au 36 avenue des Marronniers ;
- 35 au 47, rue Godillot ;
- 1 au 13 et du 25 au 39 avenue Michelet ;
- 2 au 38 avenue Michelet ;
- et villas Marcelle, Clothilde, Ernestine, Juliette, Roger et Louisa.

Sur le territoire de la commune de Saint-Denis
- rue du chemin de Fer ;
- 166 au 192bis rue du Landy ;
- 53 au 67 boulevard Ornano ;
- rue de Tunis ;
- 72 au 768 rue Pleyel.

La cartographie du périmètre ainsi défini figure en annexe du présent arrêté.

Article 3 :
Dans les deux mois suivants sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet :
- d'un recours gracieux formé auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis ;
- d'un recours hiérarchique formé auprès du ministre de l'intérieur ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil sis 7 rue Catherine Puig 93100 MONTREUIL.

Article 4 :
Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Seine-Saint-Denis et toutes autorités administratives et agents de la force publique compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin d'Informations Administratives des Services de l'État.

Fait à Bobigny, le 18 JAN. 2023

Le préfet,

Jacques WITKOWSKI

PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS
*Liberté
Égalité
Fraternité*

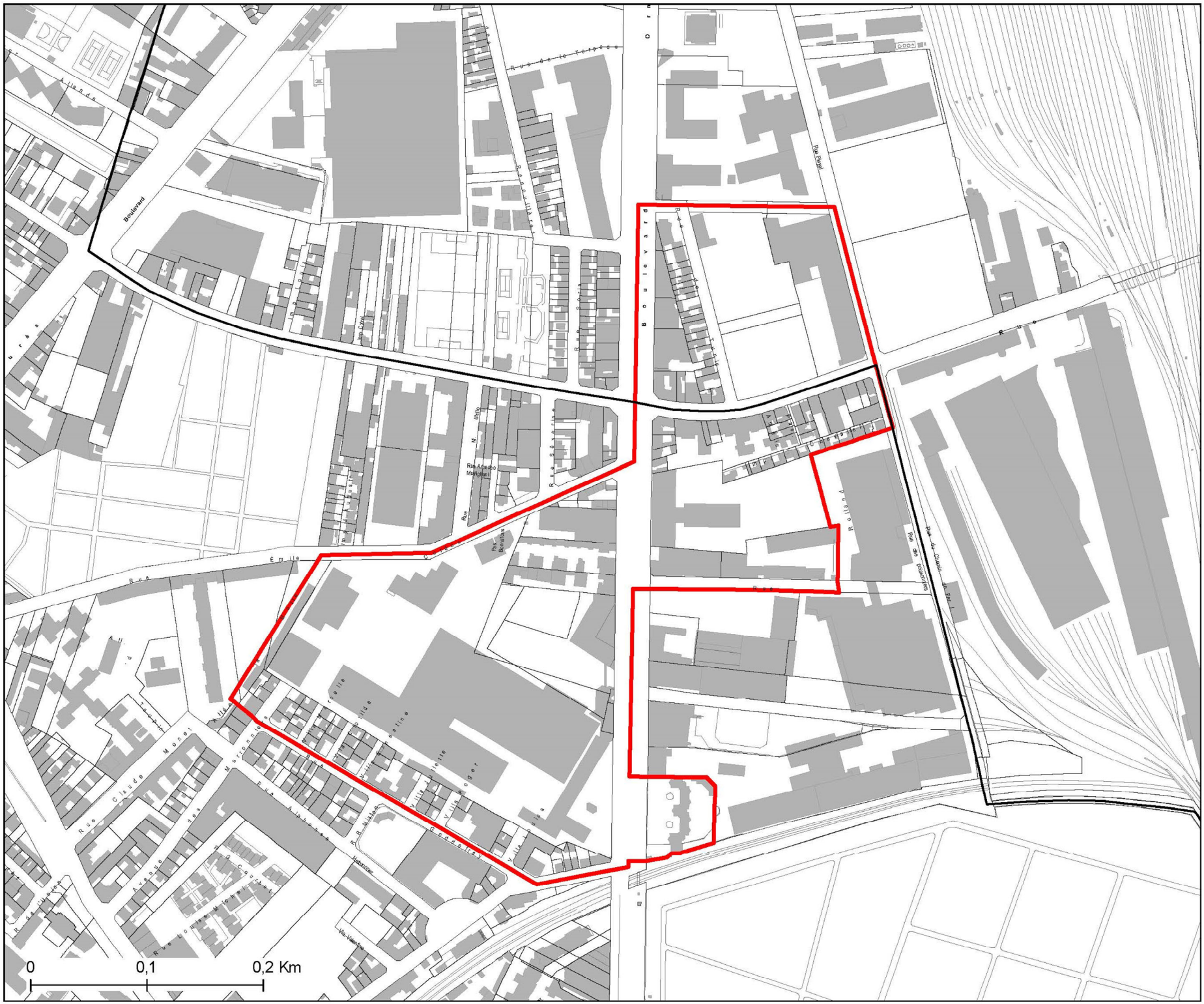
Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2023-0113 instaurant un périmètre de sécurité publique aux abords du Ministère de l'Intérieur sur les communes de Saint-Ouen-sur-Seine et de Saint-Denis.



Réalisation : DRIEAT-IF/UD93/SPAT/PACO (Novembre 2022)

Sources : IGN BD TOPO®, IGN BD ORTHO®, PREF93, DRIEAT

100 200 m



p.l.u.i

Plan local d'urbanisme intercommunal

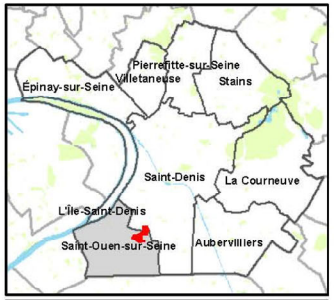
PLAN Arrêté n2023-0113 instaurant un périmètre autour du futur site du ministère de l'intérieur

Périmètre de sécurité publique aux abords d'un site du ministère de l'intérieur

Source: Annexe à l'arrêté préfectoral n°2023-0113, instaurant un périmètre de sécurité publique aux abords du Ministère de l'Intérieur sur les communes de Saint-Ouen-sur-Seine et de Saint-Denis.pdf

Eléments de contexte:

- Faisceau de déclaration utilité publique des lignes de métro 14, 15, 16, 17
- Limite communale
- Limite parcellaire
- Bâti existant



Dossier d'approbation - Conseil deTerritoire du 25 février 2020

Mis en compatibilité par délibération du Conseil de Territoire le 13 octobre 2020 (MECDU Village Olympique).
Mis en compatibilité par arrêté préfectoral du novembre 2021 déclarant d'intérêt général le Projet Ligne unique du ministère de l'intérieur valant mise en compatibilité du document d'urbanisme de plaine commune (MECDU PS 11 RTDuNord)
Mis en compatibilité par arrêté inter-préfectoral du 2 décembre 202 1 portant ouverture de la déclaration d'utilité publique relative aux travaux nécessaires à la réalisation de la ligne 15 Est.
Mis en compatibilité par arrêté préfectoral du 14 mars 2022 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation du campus hospitalier universitaire Grand Paris Nord « CHU GPN » et emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'établissement public Territoire Plaine Commune (MECDU CHU GPN).
Modifié par délibération du Conseil de Territoire en date du 29 mars 2022 (Modification n°1)
Mis en compatibilité par décret du Conseil d'Etat en date du 29 mars 2022 modifiant le décret n°2016-1564 du 21 novembre 2016 déclarant d'utilité publique «l'ouvrage de la traversée nord et la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris entre la gare «Le Pont-de- Bondy» et la gare Saint-Denis Pleyel, dans les départements des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis» et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme de la commune de Saint-Denis, Courbevoie, Colombes, Bois-Colombes, Bondy, Aubervilliers, Saint-Ouen et Gennevilliers (MECDU ligne 15 Ouest).
Mise à jour n°3 des annexes par arrêté du Président de l'EPT Plaine Commune du 16 août 2022.
Modifié par délibération du Conseil de Territoire en date du 11 avril 2023 (Modification n°2)
Mise à jour n°4 des annexes par arrêté du Président de l'EPT Plaine Commune du 19 décembre 2023.
Mis en compatibilité par délibération du Conseil de Territoire du 27 juin 2023 déclarant d'intérêt général le projet de la ZAC Pleyel Aubervilliers et emportant mise en compatibilité du PLUi.
Modifié par délibération du Conseil de Territoire en date du 18 septembre 2023 (modification simplifiée n°1).

Mise à jour N°4 des annexes par arrêté du Président de l'EPT Plaine Commune du 19 décembre 2023

Echelle 1:3 000

Source: Fond plan DGFiP 2022

plaine commune